● AFRIQUE DU SUD : LES BANTOUSTANS GAGNÉS PAR LA TOURMENTE – Pages 24 et 25

LE MONDE diplomatique

N° 438 – 37e année — SEPTEMBRE 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA · DOM : 22 F · Belgique : 110 FB · Canada : 3,50 $ C · C.-d'Iv. : 1 315 F CFA · Espagne : 350 PTA · USA (N.Y.) : 2,75 $ US · USA (others) : 2,95 $ US · Roy.-Uni : 1,75 £ · Italie : 4 000 lires · Luxembourg : 110 FL · Maroc : 20,00 DH · P.-Bas : 6,00 FL · RFA : 5,50 DM · Sénég. : 1 275 F CFA · Suisse : 4,30 FS · Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 13

Publication mensuelle – 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15



La Roumanie et les risques du capitalisme

(Page 4.)

LA FORCE ET LE DROIT DANS LA RÉGION DU GOLFE

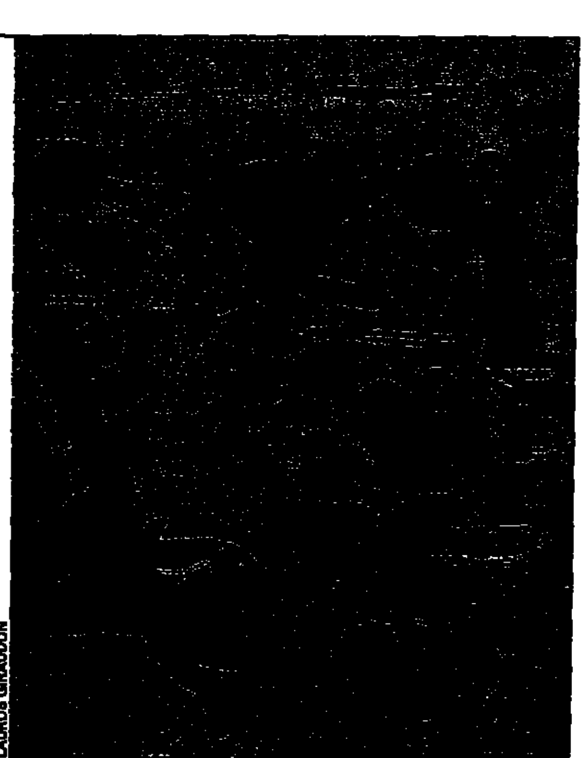
Guerres saintes

Par CLAUDE JULIEN

DANS ce monde dominé par la force de l'argent et des armes, quel réconfort d'entendre soudain retentir, avec les accents de la plus parfaite sincérité, d'aussi fermes invocations du droit... Des principes que l'on pouvait croire tombés en désuétude sont enfin remis en honneur. Sous l'énergique impulsion du président Bush, la communauté des nations libres utilise les mécanismes prévus par la charte des Nations unies pour riposter à l'agression. Redécouvrant sa véritable vocation, elle mobilise ses forces au service du droit. L'affront irakien aurait donc été pleinement bénéfique : il réveille à la fois le sens de la justice, le respect de valeurs trop souvent bafouées et le simple courage, sans lesquels les démocraties perdraient leur raison d'être mais aussi leurs chances de survivre.

Ressurgissent alors des faits qui avaient mystérieusement disparu dans la trappe de l'oubli en ces temps pas si lointains où la France fournissait à M. Saddam Hussein des armes ultramodernes, pendant que les Etats-Unis, obsédés par Khomeiny et par Kadhafi, rayaient l'Irak de la liste des « Etats terroristes » et lui ouvraient des crédits garantis qui lui permettraient d'acheter, pour quelques milliards de dollars, des céréales américaines et des produits industriels *made in USA*. Résistant au Congrès qui voulait imposer des sanctions économiques à Bagdad pour violation des droits de l'homme, le département d'Etat répondait récemment : « *Ce sont les fermiers et les exportateurs américains qui seraient punis* (1) »...

Aucun responsable ne l'ignorait : c'est par la violence que cet ancien homme de main du parti Baas a accédé au pouvoir et s'y est maintenu *(lire l'article d'Alain Gresh, page 16)* : tentative d'assassinat du général Kassem en 1959 ; participation au massacre de quelques milliers de communistes en 1963 – ce qui, magie absolutoire de la « guerre froide », ne sembla pas indigner les plus chatouilleuses consciences occidentales ; liquidation des membres de la direction de son parti ; mort de détenus politiques, probablement empoisonnés dans leur prison ; extermination du religieux chiite Baker Sadr et de sa famille ; élimination d'officiers gênants, à l'occasion de périodiques « complots » militaires... ; morne chronique, inlassablement répétitive, toujours aussi sanglante, que constituent les rapports d'Amnesty International.



LAUROS-GIRAUDON

PRISE DE JÉRUSALEM PAR NABUCHODONOSOR (Espagne, Xe siècle)

Par centaines de milliers, des Irakiens s'enfuient alors à l'étranger. Contre les Kurdes : bombardements, villages rasés, populations déportées ; nombre d'entre eux cherchent le salut dans l'exil, dont 135 000 environ en Turquie. A la faveur d'une amnistie, certains prennent le risque de rentrer au pays, où ils disparaissent... Mais – en Irak comme en Turquie ou en Iran – qui donc se soucie des droits des Kurdes ? Les protestations sont à la fois timides et tardives lorsque l'Irak utilise des armes chimiques. M. Saddam Hussein est alors considéré comme un moindre mal. On le choyait. Il faut aujourd'hui l'abattre.

L'impact de l'imagerie dépassant celui de tous les récits, photos savamment cadrées et portraits à peine dénaturés viennent maintenant en témoigner : l'homme porte la cruauté sur son visage *(voir page 15 le portrait de M. Saddam Hussein, repris de* Time Magazine*)*. Chacun de ses visiteurs est frappé par « *ses yeux, à la fois pétillants de vivacité et froids, sans remords, comme les yeux d'un serpent* (2) ».

Perspicace et ambitieux, M. Saddam Hussein n'en a pas moins commis des erreurs de calcul. D'abord il crut gagner en un temps record une guerre qui durera huit ans. Lorsqu'il lança ses troupes contre l'Iran, à peine la communauté des nations libres, fière gardienne du droit, fronça-t-elle les sourcils.

(Lire la suite page 14.)

(1) *Newsweek*, 20 août 1990, pp. 16 et 17.

(2) *Time*, 13 août 1990.

Fièvre pétrolière ou gangrène généralisée ?

En autorisant, le 25 août dernier, le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak, le Conseil de sécurité des Nations unies a calmé le jeu, alors qu'on s'attendait au pire dans le Golfe. Solidaire des initiatives occidentales pour faire pièce à l'Irak, l'ONU n'en affirmait pas moins sa volonté de contenir dans des limites juridiques précises un affrontement militaire risquant d'entraîner une guerre dans la région. Le déploiement des forces occidentales se poursuit, le danger n'est pas écarté. Mais la négociation a pu reprendre ses droits.

Plus question aujourd'hui de traiter de l'agression irakienne du 2 août contre le Koweït dans un cadre purement arabe, comme certains l'avaient d'abord proposé avant la riposte démesurée de M. Bush. Celui-ci a finalement obtenu ce que les Etats-Unis souhaitaient depuis longtemps : l'ancrage d'une force américaine en terre arabe, afin de mieux contrôler l'accès au pétrole. Est-il prêt à y renoncer si vite ? Son intervention a immédiatement jeté les populations arabes aux côtés du président irakien, le confortant dans sa volonté d'annexer le Koweït et de faire monter les enchères. Se montrant désormais ouvert au dialogue, est-il prêt pour sa part à revenir en arrière, et comment ? Le plus dur, sans doute, sera d'obtenir les gestes nécessaires du président Bush, alors que son pays est déjà affaibli par les risques de récession et par d'inextricables difficultés financières (lire notre dossier pages 14 à 19).

Par JACQUES DECORNOY

L'ARBRE aurait-il, une fois encore, caché la forêt ? En cette semaine du 5 au 12 août 1990, les supputations, les interrogations, les projections coulaient à flots, marée noire pétrolière engouffrant l'actualité, submergeant écrans, ondes et gazettes. Peut-être eût-il été sage, sans minimiser pour autant la portée du geste d'un dictateur aussi peu soucieux du droit international que de la vie humaine, de chercher à savoir ce qui se passait, au même moment, à New-York.

Il ne s'agissait, il est vrai, que d'une opération trimestrielle de routine : l'adjudication, étalée sur trois séances, de bons du Trésor américains à trente ans, d'une valeur de 32,25 milliards de dollars. Sur un marché qui n'attirait pas les foules, ils partirent à un taux de 8,87 % – le plus élevé depuis quinze mois. Le financement des déficits américains aurait-il besoin, pour trouver « acquéreur », d'offres de plus en plus alléchantes ? On remarqua aussi que, de la dernière tranche (10,26 milliards), les Japonais – financiers habituels de ce genre d'opérations, à hauteur fréquemment de 50 % – achetèrent moins de 10 % des bons. Or sans leur apport, le système se grippe. L'épargne, aux Etats-Unis, demeure d'une inquiétante maigreur. Aussi convient-il, pour la mobiliser, et attirer celle de l'étranger, d'augmenter les taux. Mais pareille tendance, outre qu'elle creuse les déficits publics, heurte de plein fouet les besoins des firmes qui réclament de la Réserve fédérale une baisse du prix de l'argent. Pénible contradiction qui risque d'être aggravée par l'intérêt grandissant des groupes japonais pour les placements en RFA (1).

(Lire la suite page 18.)

(1) « Japanese Investors Are Likely to Continue Shunning the US Treasury Bond Market », *Wall Street Journal Europe*, 13 août 1990.

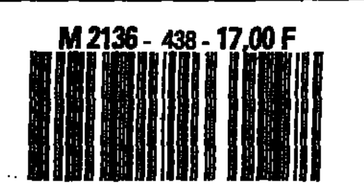
DANS CE NUMERO :

Crépuscule

Résumant l'accumulation d'erreurs qui a conduit à la nouvelle crise du Golfe, Claude Julien fait remarquer que *« l'affrontement en cours ébranle durablement le* statu quo *au Proche-Orient, marque le crépuscule d'une époque. En effet, ni l'histoire, ni le pétrole, ni l'islam ne sauraient enfermer les peuples arabes dans le choix absurde entre des dictatures de type irakien ou syrien et des monarchies féodales »* (pages 1, 14 et 15). D'autres articles dans ce numéro *(pages 14 à 19)* reviennent sur les origines proches ou lointaines de ce conflit qui, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, suscite une aussi vaste mobilisation militaire et diplomatique.

DEVENIR RESPONSABLES

La nouvelle et dramatique flambée de violence en Afrique du Sud, qui a fait des centaines de morts en un mois *(pages 24 et 25)*, rappelle que les vieux conflits régionaux ne pourront pas se régler d'un coup de baguette magique. Evidemment, les risques d'affrontements sanglants sont encore accrus lorsque les marchands d'armes intensifient leurs livraisons au tiers-monde : d'où l'urgente nécessité de réaménager le système de sécurité planétaire *(pages 10 et 11)*. Il faudrait pour cela accepter d'en revenir au principe de responsabilité, comme le prônent le philosophe Hans Jonas *(page 9)* ou Wolfgang Slim Freund à propos du devoir moral d'Israël *(page 32)*. Pourtant les dirigeants de cet Etat continuent de miser sur la force *(page 12)*, et la répression de l'Intifada transforme en calvaire la vie quotidienne des Palestiniens de Gaza *(page 13)*.



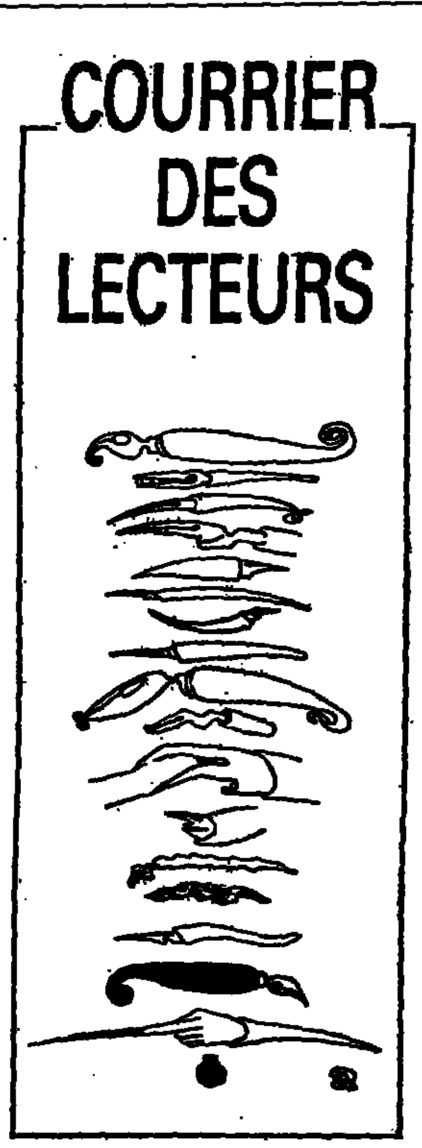
LOI DES AFFAIRES

En fait de responsabilité, ce sont les affairistes qui restent aux leviers de commande. Dans l'industrie textile, les géants se livrent une bataille ignorant les divisions Nord-Sud *(pages 22 et 23)*. Le même ordre inique place les Caraïbes sous une menace de cyclone *(pages 6 et 7)* et contraint à l'austérité un Etat aussi dépourvu de moyens que le Tchad *(page 26)*. La nouvelle démocratie au Chili ne renonce pourtant pas au libéralisme économique *(page 8)*.

Même attraction du système en URSS, où la réforme économique s'engage de plus en plus dans la voie du marché *(page 3)*. Mais il se trouve des voix en Roumanie pour attirer l'attention sur les conséquences du capitalisme *(page 4)*. Loin des contingences d'ici bas, la nouvelle de Koraïch Elmekki, « Sous la pluie de Yasukuni » *(pages 28 et 29)* apporte un souffle de poésie et d'espoir.

Lire le sommaire détaillé page 32.

COURRIER DES LECTEURS



Dissuasion française et défense de l'Europe

Professeur à l'Ecole des hautes études internationales de Paris, M. Jean Paucot nous adresse ces réflexions à propos de la défense de l'Europe et du rôle de la force de dissuasion française :

L'indifférence de l'opinion à l'égard des partis politiques traditionnels présente le risque de faire émerger de nouvelles forces politiques s'appuyant sur l'écologie ou le fanatisme religieux. Notre politique de dissuasion nucléaire risque alors d'être mise en cause à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du territoire. Plus la politique de dissuasion, reposant sur la maîtrise de l'arme nucléaire, sera contestée à l'intérieur, plus les pressions de l'étranger se feront fortes.

Avec la crainte des conséquences qui pourraient provenir d'un accident comme celui de Tchernobyl, une fraction de l'opinion est prête à suivre des leaders politiques contestant la classe politique actuelle en faisant appel aux mythes du « bon vieux temps ». Un amalgame entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire pourrait promouvoir l'abandon de la dissuasion nucléaire française, encouragée par une partie de l'opinion ; les nations étrangères pourraient alors, dans un esprit de détente, faire pression sur la France pour la pousser à renoncer à son système de défense indépendante. La pression sera d'autant plus forte que des accords pour une réduction importante des armes nucléaires stratégiques entre les Etats-Unis et l'URSS auront été conclus.

(...) Les prévisions sur l'avenir ont largement démontré leur caractère aléatoire. Il n'en reste pas moins que certaines tendances lourdes semblent vouloir se dégager. Les anciennes super-puissances ont dévoilé leur vulnérabilité et semblent s'orienter vers un repli stratégique et une ouverture économique. L'URSS reconnaît la validité d'une économie de marché et les Etats-Unis ne peuvent plus tout faire avec le dollar. L'Europe, qui a été pendant plus de trente ans un objet de la stratégie de l'OTAN, s'efforce de retrouver, non sans hésitation, une réalité géopolitique. Elle pourrait s'orienter entre une Europe centrale et une Europe balkanique et méditerranéenne qui ne sont pas exemptes de conflits potentiels pouvant dégénérer en violence armée.

La France se situe géographiquement à la croisée des deux Europes. Elle ne pourra peut-être pas prétendre se situer au plan industriel au même niveau que la nouvelle Allemagne. Elle a donc tout intérêt, quel que soit le climat international, à conserver son système indépendant de défense et de sécurité, sans éliminer pour autant sa participation au désarmement chimique et conventionnel, car il s'agit d'un atout politique essentiel qui lui garantit que les grandes décisions internationales ne se feront pas sans elle. L'Europe a une histoire trop ancienne et trop complexe pour imaginer qu'elle peut prendre modèle sur les Etats-Unis d'Amérique. Les Etats resteront encore pour longtemps le critère fondamental des décisions en matière de politique étrangère et de défense, même si tous les autres dossiers, en matière de construction d'une Europe politique, étaient résolus.

Les libertés dans l'entreprise

M. Philippe Legrand, un postier de Lille, a tenu à nous faire part de la manière dont les libertés syndicales sont parfois bafouées dans le service public :

Au cours d'un conflit du travail (grèves d'une heure par jour, du 7 novembre au 7 décembre 1989) au centre de tri postal de Lille-Lezennes, sept postiers ont été sanctionnés par le ministre des postes et télécommunications. Une procédure disciplinaire administrative accompagnée d'une plainte pour « séquestration » du directeur départemental des postes a été engagée. Alors que l'action collective et largement majoritaire était soutenue par une intersyndicale CGT, SUD (syndicat solidaire, unitaire et démocratique des PTT), FO et CFDT, les sanctions ont été prises contre sept membres du seul syndicat SUD.

Avec l'accord du ministre, la Ligue des droits de l'homme constitua une commission d'enquête nationale qui a entendu toutes les parties en cause. Son rapport conclut sur « *le choix manifestement discriminatoire* » des sanctionnés, et sur le fait que « *la volonté de retenir le directeur n'est pas prouvée* ».

Malgré ces conclusions (...), M. Quilès a décidé cinq mutations d'office, deux des concernés ont, de plus, été exclus trois mois sans traitement. Depuis des mois, les « sept de Lezennes » sont l'objet d'un véritable acharnement.

Avec cette machination, l'administration voulait :

– faire un exemple visant à intimider au moment du changement de statut des PTT ; dans ce cadre, l'amendement Lamassoure (une heure de grève = une journée complète retirée du salaire) a été appliqué au centre de tri de Lille ;

– briser un jeune syndicat représentatif qui dérange (35 % des voix en 1989 au centre de tri), en éparpillant ses militants par déplacement d'autorité.

La totalité des parlementaires socialistes et communistes du département, ainsi que de nombreuses organisations et personnalités faisant autorité à l'échelle nationale se sont rassemblés pour dire que les libertés ne doivent pas s'arrêter à la porte de l'entreprise. Ce vaste mouvement de solidarité a permis au dossier de progresser, mais les problèmes de fond restent entiers : le droit à l'existence des organisations syndicales que se donnent les salariés et le déni de justice actuel.

Bêtes et gens, des objets comme les autres ?

M. Jean-Luc Meyer, enseignant à l'université Paris-VI, nous adresse une longue réflexion que lui ont inspirée les nombreux articles que nous avons publiés sur l'écologie et les rapports entre l'homme et la nature. De sa lettre, voici un passage concernant « l'exemple d'actualité » qu'est l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme subaiguë qui sévit en Grande-Bretagne :

Les cas d'encéphalite spongiforme subaigüe bovine rapportés par les médias prennent une dimension potentiellement très dangereuse pour la santé humaine, mais sont surtout révélateurs d'une certaine mentalité ou conception du monde, expliquant sans doute pour bonne part « l'oubli » d'un certain nombre de faits par certains responsables de choix sociétaux. (...)

En effet, l'épidémie récemment révélée d'une telle encéphalite bovine, telle qu'elle apparaît pour le moment circonscrite à la Grande-Bretagne, paraît au-delà du préjudice causé ou des intérêts (protectionnisme déguisé ?) en jeu, tout à la fois navrante et révélatrice d'une certaine conception du monde pour laquelle, démarche expérimentale oblige, tous les éléments de ce monde seraient plus ou moins interchangeables les uns aux autres : il suffirait à cet effet d'agir en « plus » ou en « moins » pour retrouver *a priori* un équilibre – équilibre bien évidemment conforme à certains intérêts économiques ou stratégiques...

C'est cependant bafouer tout ce que l'on connaît sur la vie, qui bien que par nature « mouvante » et infiniment variée, n'en obéit pas moins à un « ordonnancement général », préexistant en quelque sorte à l'action humaine, et dont nous ne pouvons soupçonner que quelques éléments ou mécanismes.

De fait, au nom d'une certaine nécessité agro-alimentaire, est-il prudent de « *forcer la nature* » en contraignant, en l'occurrence, des vaches encore herbivores à assimiler une nourriture d'origine animale et à s'adapter à une telle alimentation ? Car, outre le malaise physiopathologique que cela peut entraîner, la confrontation d'un système biologique – qui s'est constitué un ensemble de défenses lui permettant de résister aux « multiples agressions » qu'il rencontre dans son contexte habituel – avec une « surcharge » potentielle d'éléments de nature virale au sens large, non habituelle et brutale pour lui, peut entraîner à terme, comme cela a souvent été le cas, la disparition d'espèces, ou types d'animaux ou végétaux donnés. Certains groupes ethniques pour l'espèce humaine ont ainsi totalement disparu du fait de leur invasion par un autre groupe, ou de leur déplacement dans un territoire géographique non habituel pour eux (...).

Il serait sans doute grand temps de reconsidérer notre regard sur le vivant – qui, de vitaliste, est devenu matérialiste, puis « matérielliste », et ne plus assimiler bêtes et gens à des objets comme des autres, susceptibles d'être modifiés, greffés, améliorés, réparés, voire éliminés, au gré des intérêts du moment.

Du fond de l'Afrique

M. Hamuli Kabarhuza, coordinateur d'Actions pour le développement intégré au Kivu (Zaïre), bénéficie de notre mouvement « Lecteurs solidaires ». Il nous écrit :

Je ne sais pas si vous avez déjà essayé de nous localiser sur une carte de l'Afrique : nous sommes vraiment à l'intérieur du continent africain, dans un pays dont les dirigeants nous ont, pendant longtemps, coupé l'accès aux médias internationaux. Alors vous comprendrez que, pour nous, les numéros du *Monde diplomatique* que nous recevons sont en quelque sorte le signe que le monde ne nous oublie pas.

● LES SAXONS DE ROUMANIE. – M. H. Schalscha, de Paris, et Mme Bettina Cottin, de Saint-Etienne, notent que dans le courrier des lecteurs du mois de juin, Mme Louise Audet et M. Gabor Boros, de Montréal, affirmaient que « *le premier flot de colonisation au sud* [de la Roumanie] *par les Allemands (Saxons) de confession luthérienne* » date de l'époque du roi hongrois Geza II (1141-1162).

Ils nous font remarquer que, bien entendu, la confession luthérienne n'existe que depuis le seizième siècle (Martin Luther, 1483-1546).

Colloques et rencontres

● *DETTE OU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT.* – Colloque, les 7 et 8 septembre à Paris-IX Dauphine, pendant que se tient la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés *(Centre de recherche et d'information pour le développement, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 43-37-71-81.)*

● LA GAUCHE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE. – Rencontre internationale avec de nombreux intervenants français et est-européens, les 14, 15 et 16 septembre, à Die, dans la Drôme *(Festival du Pied, BP 7, F-26150, Die. Tél. : 75-22-12-52.)*

● EXPÉRIMENTATION SOCIALE. – Des rencontres dans une ambiance de fête pour renforcer une expérience collective sociale, culturelle et économique, le 22 septembre, à Ris-Orangis *(Centre autonome d'expérimentation sociale, 1, rue Edmond-Bonté, 91130 Ris-Orangis. Tél. : 69-43-07-55.)*

● L'ECOLOGIE AU QUOTIDIEN. – Conférences et débats, les 21, 22 et 23 septembre, à Villeneuve-sur-Lot *(Lot-et-Garonne Ecologie, BP 208, 47305 Villeneuve cedex. Tél. : 53-70-14-16.)*

● DÉSARMEMENT, DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES POUR LES ANNÉES 90. – A Paris, les 25, 26 et 27 septembre, une série d'exposés thématiques et un séminaire organisés par l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA) et la revue *Economie appliquée. (ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris. Tél. : 46-33-73-42.)*

● DU BON USAGE DU SECRET. VIE PUBLIQUE ET VIE PRIVÉE. – Un colloque franco-britannique organisé à l'abbaye de Fontevraud, les 12 et 13 octobre, avec la participation, notamment, de Gérard Vincent, Jean-Claude Sergeant et Jacques Fauvet *(Centre culturel de l'Ouest, 49590 Fontevraud-l'Abbaye. Tél. : 41-51-73-52.)*

● LES CONFLITS EN EUROPE. – Rencontre, avec notamment Michel Foucher et Krzysztof Pomian, le 21 octobre, à L'Arbresle *(Centre Thomas More, La Tourette, 69210 L'Arbresle. Tél. : 74-01-01-03).*

● NOTRE REGARD SUR LE TIERS-MONDE. – Session de formation, avec notamment Yves Lacoste et René Valette, le 10 novembre, à Marseille *(Centre de documentation et d'animation tiers-monde, 10, rue de la Grande-Armée, 13001 Marseille. Tél. : 91-50-32-47.)*

● RÉSEAUX, ENVIRONNEMENT, COMMUNICATION, RECHERCHE. – Congrès scientifique, les 21, 22 et 23 novembre, à Namur, Belgique *(PRELUDE, 61, rue de Bruxelles, 5000 Namur. Tél. : (32-81) 72-41-16).*

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 56 357 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, quatre-vingt-neuf abonnements ont été établis : quarante-cinq en Afrique et au Proche-Orient, dix-huit en Amérique latine, vingt-quatre en Europe de l'Est et deux en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou Mme ....

n°......, rue ....

à............................ Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ...... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de :
□ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.
□ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
□ 340 F pour un abonnement en Asie.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15.)

IMAGES D'UN MORNE PRÉSENT

Les cinémas d'Asie centrale hors du champ politique

LE Festival de La Rochelle joue depuis plusieurs années un rôle irremplaçable pour faire connaître les facettes du cinéma soviétique, notamment celui des Républiques périphériques de la Russie. Après la production géorgienne en 1987, et celle des pays baltes en 1989, celui de cette année s'est consacré aux cinémas de l'Asie centrale.

Quand, en 1924, naissent les Républiques socialistes de Turkménie et d'Ouzbékistan, le cinéma ouzbek en est à ses premières images. En Turkménie, il faudra attendre 1931, et 1955 en Kirghizie. En Ouzbékistan le cinéma naît en même temps que se met en place, parfois dans la violence, une nouvelle société. Aujourd'hui encore il est marqué par cette confrontation entre monde ancien et monde nouveau. Ainsi, par exemple, dans l'œuvre d'Ali Khamraev. Ce cinéaste, né en 1937 à Tachkent, montre, dans *les Cigognes blanches, blanches* (1966), comment, dans le même village, les mentalités stagnent alors que se modernise l'agriculture. Ce film fut interdit et son réalisateur, dit-il, décida de ne plus aller voter. *Sans peur* (1971) retrace le mouvement d'émancipation des femmes dans les années 20 – le *khoudjoum*, qui prônait l'abandon du *parandja*, long voile traditionnel de crin noir. Dans *Triptyque* (1978), un vieil instituteur, au moment de la retraite, se souvient. Le film déroule le destin de trois femmes qu'il a connues. Et l'on voit Ali Khamraev hésiter, à travers son héros, entre le bilan positif et ce constat : à vouloir imposer des changements, on ne fait que renforcer les traditions, bonnes ou mauvaises.

Les cultures minoritaires sont en danger de mort, pense le cinéaste kirghize Bolotbek Chamchiev (né en 1941). La langue russe a longtemps été obligatoire : tournage et doublage en russe. Désormais, les Républiques tournent dans leur propre langue, mais l'autonomie des studios et l'entrée dans l'économie de marché représentent de nouvelles menaces. Produire selon les lois du profit tend à devenir la règle. Pour cela, il faut gommer les particularismes et inclure dans le film les ingrédients censés garantir le succès international : sexe, violence... Lors d'un colloque Est-Ouest tenu à La Rochelle au cours du festival, Balotbek Chamchiev en a appelé à la solidarité entre cinéastes et à la création d'une sorte de « Komintern » du cinéma pour assurer son avenir. Il s'inquiète de la réactivation, dans son pays, de mouvements intégristes qui réclament un retour à la loi islamique et au « système féodal ».

Pour Ali Khamraev et Bolotbek Chamchiev, les valeurs humanistes – acquis, selon eux, de la révolution de 1917 – se trouvent menacées. Ce point de vue leur vaut, disent-ils, d'être parfois accusés de défendre l'impérialisme russe. Depuis peu, le premier est retourné voter, le second a été élu au Parlement kirghize...

LA plupart des films de la génération suivante racontent la vie des années 80. Ainsi, *Terminus*, de Seryk Aprymov, montre la déception d'un jeune Kazakh démobilisé qui avait tenté de retourner au village. *Le Balcon*, du cinéaste kazakh Kalykbok Salykov, fait exception. Un chirurgien reconnaît dans son patient un voisin d'enfance, d'une enfance passée il y a quarante ans à Alma-Ata. Quelques anecdotes évoquent le stalinisme finissant. Les voisins que l'on fait chanter pour récupérer leur appartement ; la guerre froide qui interdit de rêver aux héros, alliés d'hier. Un peintre dont les tableaux sont, à sa mort, emportés par d'inquiétants personnages vêtus d'imperméables. Le chirurgien avoue qu'il ne peut plus rien faire, aujourd'hui, pour effacer les blessures d'hier. Aucune mise à jour, semble indiquer ce jeune cinéaste, ne peut cacher les horreurs ordinaires du stalinisme.

Qu'ils filment l'ennui, la bêtise, les beuveries de la fin de semaine, les brimades, les bagarres de la vie de caserne, la drogue dans la ville, ces cinéastes de moins de trente ans donnent des images d'un présent morne qui se suffit à lui-même. Aucun retour en arrière, aucune échappée vers l'avenir. A la différence de leurs aînés, ces jeunes cinéastes déclarent se préoccuper seulement de faire des films et ne pas s'intéresser aux questions politiques.

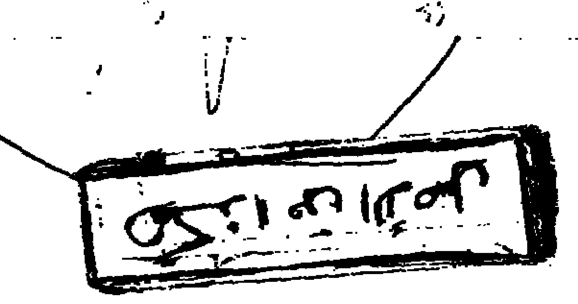
CHRISTIANE DANCIE.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Micheline PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
5, rue Antoine-Bourdelle
75501 PARIS CEDEX 015
Tél. : 40-65-25-25
Télécopieur : 45-48-23-96

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71



DANS L'ATTENTE DE L'AIDE OCCIDENTALE

Où va la réforme économique en URSS ?

AIDER l'URSS ? Les investisseurs occidentaux manquent d'empressement, malgré leur désir de conquérir de nouveaux marchés à l'Est. Mais leur prudence tient au fait que l'Union soviétique doit d'abord pousser plus avant la réforme de son économie. La réintégration du système mondial est devenue l'objectif des réformateurs les plus radicaux, et ceux-ci ne cessent de gagner du terrain.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER *

En ce mois de septembre, l'URSS est saisie d'un nouveau (et décisif ?) débat sur le passage à l'économie de marché. M. Mikhaïl Gorbatchev appuie sur l'accélérateur. Il s'y était engagé devant un vingt-huitième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) plein de réticence (1) et, de manière personnelle, auprès de M. Giulio Andreotti, chef du gouvernement italien, en se disant déterminé à faire usage de décrets présidentiels (2).

Cette hâte a plusieurs causes. D'abord, la régression industrielle. Seule lumière au tableau, la récolte record de 260 millions de tonnes de céréales (237 en 1978, précédent record), *une abondance qui pose problème* ; 20 % des moissonneuses-batteuses étant inactives faute de conducteurs, les populations sont mobilisées pour éviter une perte (habituelle) de 25 % à 30 % des récoltes. L'Etat n'aurait pas les moyens d'acheter, comme l'an dernier, 44 millions de tonnes à l'étranger (3).

Deuxième raison, les pouvoirs réformateurs et centrifuges, en place dans les deux principales républiques, jouent la logique décentralisatrice de la réforme Gorbatchev, sans aller jusqu'à l'éclatement monétaire, d'ailleurs désapprouvé à l'Ouest (par M. Delors notamment). L'accord stratégique passé entre M. Gorbatchev et M. Eltsine devrait donc engager une dynamique vers la redéfinition du pacte d'Union des républiques, en même temps qu'une alliance des forces réformatrices au pouvoir et dans les oppositions.

Reste l'immense marché (acheteurs, main-d'œuvre, matières premières) que M. Gorbatchev veut ouvrir au capital étranger. MM. Kohl, Mitterrand, Delors veulent s'engager au plus vite. Mme Thatcher et le président Bush attendent un surcroît de « garanties ». Moscou pourra-t-il satisfaire aux conditions posées – et d'ailleurs lesquelles ?

Quatre types d'« aides » sont envisagés.

Le premier : des crédits (environ 20 milliards de dollars) pour l'achat de biens de consommation. C'est l'aide d'urgence apportée à M. Gorbatchev, éminemment politique.

Le deuxième concerne le financement sous toutes ses formes de la modernisation : crédits bancaires, entreprises mixtes, investissements directs et, bien sûr, levée des restrictions au commerce et aux transferts de technologies – tel l'embargo, déjà allégé, du COCOM.

Les économistes libéraux, en URSS, encouragent Etats et firmes de l'Ouest à se montrer circonspects et exigeants. L'argent risque de se perdre dans les sables mouvants de la bureaucratie du parti-Etat tant que celle-ci détient encore des leviers de commande. Entreprises mixtes et investissements directs se heurtent au manque d'encadrement et de culture juridiques, au flou des règles économiques, sociales et fiscales – en un mot à l'absence d'un véritable marché, sans parler de l'absence d'infrastructures indispensables au développement des affaires, telles que les télécommunications.

L'assistance de troisième type est dès lors prioritaire : que l'Occident formule clairement les conditions, concrétisées par une aide technique appropriée, à la mise en place d'une économie de marché. Ces conditions ne doivent pas prendre l'allure de pressions politiques telles que l'exigence du président Bush de cesser le soutien militaire à Cuba. Un des libéraux les plus en pointe à Moscou, M. Nikolaï Chmeliev, pourtant adversaire de l'assistance (y compris économique) à M. Fidel Castro, est explicite à ce sujet : « *Il est préférable de chercher des sources qui négocient sur la base de conditions purement économiques. Ce sont celles que pose d'ordinaire le Fonds monétaire international. Et celles-là, je suis persuadé que nous devons les accepter... Cela revient à trouver au plus vite la sortie pour quitter la maison de fous dans laquelle nous vivons toujours* (4). » Après les visites de MM. Helmut Kohl, Jacques Delors et Giulio Andreotti, le voyage de M. Michel Camdessus, président du Fonds monétaire international, confirme une large détermination, côté occidental, à formuler les conditions « purement économiques » qui permettront aux Soviétiques de rejoindre le monde « sain d'esprit ».

A plus long terme – et c'est le quatrième type de démarche pour « aider l'URSS à changer », – l'Occident doit se faire « pédagogue ». Depuis la disparition des marchands, à la fin de la NEP des années 20, depuis la liquidation des entreprises privées, une coupure de plusieurs générations s'est produite en URSS que ne connaissent, à cette échelle, ni la Chine ni les autres pays d'Europe de l'Est : la mémoire collective du marché a été perdue. Seuls les pays baltes et les régions occidentales de l'Ukraine et de la Biélorussie, intégrées à l'URSS après 1945, ont une culture de travail et d'échanges imprégnée par le marché et le capitalisme. *Cela s'est vérifié* par une productivité supérieure à la moyenne russe ou soviétique, et une plus grande aptitude, aujourd'hui, à s'engager dans la réforme.

Priorité à la « démonopolisation »

IL est vrai que l'économie parallèle, le marché noir, ont développé, parmi les acteurs, des talents extraordinaires dans le contournement des règles, le marchandage, les débrouillardises en tout genre. Ce « fonds culturel » est mis à profit dans les nouvelles coopératives, pour le meilleur et pour le pire. Mais il s'agit de former aujourd'hui des gestionnaires d'entreprises privées, des businessmen, des techniciens de la banque et de la Bourse. Des écoles de business s'y emploient, de même que des stages de formation à l'étranger. Les carences soviétiques *n'étant pas résorbables* à court terme, il est probable que l'URSS devra accueillir des « coopérants ».

Pour l'heure, encore incertaine, les effusions du nouvel internationalisme marchand en restent au stade du flirt. Même si le groupe Hersant patronne, avec la fine fleur libérale de Moscou, le lancement d'une pimpante revue (5) et si le roi du terrain de golf Robert Trent Jones se fait octroyer par le ministère soviétique des *affaires étrangères* 400 000 (précieux) dollars pour la réalisation d'un grand parcours dans la banlieue boisée de Moscou, où pourront se retrouver les *businessmen « fous de petites balles blanches (6). »* A ceux que tentent les investissements en URSS, un spécialiste de l'économie soviétique recommande les secteurs à haute densité de main-d'œuvre (tertiaire), l'utilisation des compétences techniques sur place (appréciables et bon marché), la revente des produits à l'Ouest tant qu'il n'y a pas de convertibilité stable. Le grand marché de l'Est, c'est pour après (7). Pour bientôt ?

La réintégration du monde – marchand et capitaliste, – est en tout cas l'objectif de la réforme « assistée » en URSS, tel que le conçoivent les réformateurs autant que leurs alliés extérieurs. Au-delà de cette convergence, le contenu et les rythmes de la réintégration devraient être définis cet automne.

L'économiste éclaireur de la perestroïka, M. Abel Aganbegian, dans son saisissant ouvrage *Soulever des montagnes* (8), montre comment le premier train des réformes (1987-1989), faute d'avoir pu démarrer, conduit à l'abandon de l'idée d'« économie socialiste de marché », autrement dit du mariage plan-marché, au profit de glissements progressifs vers le libéralisme. Ceux-ci ont pour inspirateurs M. Leonid Abalkine et, ces derniers mois, M. Stanislav Chataline, membre du conseil de la présidence, et M. Nikolaï Petrakov, principal interlocuteur des conseillers de M. Boris Eltsine dans la mise au point du « nouveau train » de l'automne 1990.

Le plan Rijkov (programme gouvernemental) de mai-juin est abandonné. Qu'il veuille faire commencer le passage au marché par des hausses de prix a provoqué la panique et suscité une levée de boucliers de nature très contradictoire. Les radicaux lui ont reproché le fait que 15 % seulement des prix étaient « libérés » (contre 25 % « régulés » et 60 % fixés par l'Etat) et, surtout, de ne pas prévoir de mesures de « démonopolisation », voire de « privatisation » : « *Pas de marché libre sans entreprise libre* », dit par exemple M. Vladimir Tikhonov, président de l'Union des coopératives (9).

Le Soviet suprême devait être saisi, début septembre, d'un nouveau plan Rijkov, présenté fin juillet à la séance commune du conseil présidentiel et du conseil de la fédération, où siègent les représentants des républiques. Les mesures envisagées sont de cinq ordres : la propriété, les prix, la réforme financière et monétaire, le « soutien social à la population » et la délimitation des pouvoirs et fonctions de l'Union et des républiques (« en tant qu'Etats souverains »). L'examen des propositions a été confié à une commission présidée par M. A. Aganbegian, sous le regard attentif du vice-premier préposé à la réforme, M. L. Abalkine.



DES CHÈQUES DE VOYAGE EN ROUBLES...

COMMENT RÉINTÉGRER LE MONDE MARCHAND

SYGMA

Si la réforme des prix est généralement considérée comme la clé du changement, leur libération immédiate et générale (le « choc thérapeutique » à la polonaise) semble exclue. La crainte est forte, soit d'une explosion sociale, soit d'une spirale inflationniste, vu les pressions ouvrières à la hausse des salaires.

La priorité est donc accordée à la « démonopolisation » chère à M. Nikolaï Petrakov et, plus largement, à la désétatisation. Celle-ci n'est pas synonyme de « privatisation ». La zone de l'entreprise privée s'étendrait certes très largement aux petites et moyennes entreprises – principalement dans les services, le commerce, une frange du système bancaire. L'Etat, par contre, resterait le principal actionnaire des grandes entreprises. Mais ce ne serait plus le même Etat, puisque les ministères industriels seraient démantelés au sommet, et l'appareil économique du parti à tous les échelons. Fonctionnant moins comme administration, et davantage comme « capitaliste d'Etat », le nouveau « holding » soviétique serait doté d'un « comité de gestion de la propriété publique », d'un fonds d'investissement et d'instruments de régulation du marché. *Le bureau du plan* – organe de commandement dans l'ancien système – serait affecté à des travaux de prévision sur des périodes de dix ou vingt-cinq ans, en matière de balance énergétique, d'automatisation, d'électronique, de biotechnologies, etc. (10).

Le projet Petrakov préfigure ce qui nous semble être la tendance de plus en plus explicite de la perestroïka gorbatchévienne à une économie mixte bipolaire : un capitalisme d'Etat (avec une certaine dose d'actionnariat ouvrier) dans les secteurs-clés, le privé dans les PME et le tertiaire (11). La réforme bancaire et financière comporte la mise en place (décret Gorbatchev du 29 juillet) d'un conseil bancaire fédéral (les présidents de la banque centrale et des quinze banques républicaines) dont la mission prendrait exemple sur la Bundesbank allemande. Une réforme monétaire est également dans l'air : l'une de ses fonctions serait d'éponger la masse d'épargne « stagnante » (ce à quoi serviraient également la réforme des prix et les ventes massives de logements d'Etat aux particuliers). La perspective est d'atteindre la convertibilité du rouble. Surprenant, de ce point de vue, est le *feu vert donné, depuis le 1er août*, au commerce en devises fortes : nouveau réseau de privilèges (cette fois, par l'argent) et « dollarisation » accentuée de l'économie ! Après l'instauration du double taux de change, l'objectif serait-il l'effondrement du rouble ?

Le « plan Eltsine » se veut plus radical. Les « cinq cents jours » du leader russe prétendent jeter les fondements du marché tout en préservant le niveau de vie des populations. Cent jours pour transférer de l'Etat soviétique à l'Etat russe la terre, l'industrie et les banques, et simultanément légiférer le droit à la propriété privée des moyens de production pour les Russes comme pour les étrangers. Cent cinquante jours (deuxième étape) pour démanteler les ministères industriels, supprimer les subventions aux entreprises lorsqu'elles se révèlent « improductives », développer largement les secteurs coopératif et privé, l'actionnariat d'Etat et ouvrier. L'étendue réelle et les modalités de la « privatisation » ne sont pas précisées et n'obéissent apparemment pas aux intentions des économistes ultra-libéraux de l'opposition russe. Mais ceux-ci sont influents dans les municipalités réformatrices (dont les principales : Moscou et Leningrad) où la privatisation a commencé « par le bas ». La troisième étape du plan Eltsine (du 250e au 400e jour) prévoit la libération « contrôlée » des prix. Enfin, le tout s'achèverait par une « stabilisation » non définie.

Défendre les acquis sociaux

DANS les deux cas – variante Petrakov, variante Eltsine, – il faudra affronter l'énorme problème social posé, moins par les résistances conservatrice et militaire que par les effets de la hausse des prix et du chômage sur une population en pleine paupérisation.

L'économie bipolaire ira de pair avec une société duale – brutalement et symboliquement annoncée par le dédoublement rouble-dollar du commerce. Imagine-t-on le sort de l'énorme épargne populaire en cas d'effondrement du rouble ? Les réformateurs de tous bords misent évidemment sur l'engouement pour l'initiative privée, lorsque celle-ci aura enfin de solides bases juridiques et ne sera plus entravée par une fiscalité trop lourde et le sabotage des fonctionnaires locaux.

Mais le pays compte déjà deux millions de chômeurs ayant perdu leur emploi (pour six à sept millions d'hommes et de femmes sans emploi). 4 milliards de roubles sont prévus pour les aider. Le nombre de chômeurs pourrait rapidement tripler (six millions, soit moins de 5 % d'une population active de cent soixante millions). Il est vrai que, simultanément, il y a deux millions huit cent mille emplois vacants (notamment dans les nouvelles zones de développement) et que près de sept millions de postes de travail pourraient être occupés en instaurant les deuxième et troisième pauses de travail.

Le président du comité d'Etat au travail, M. Vladimir Chtcherbakov, évoque ces problèmes dans une optique opposée à celle du « choc thérapeutique » : à l'entendre, c'est à quarante millions de chômeurs qu'il faudrait s'attendre en cas de libéralisation accélérée. Le ministre y est opposé et, comme les syndicats, officiels ou non, il envisage une indexation des revenus « différenciée » selon les couches sociales (12).

Alors que les réticences populaires au marché et à la propriété sont en diminution, d'après divers sondages, l'aspect social des réformes est apparemment moins négligé qu'il y a quelques mois dans le camp réformateur. Plus exactement, une distinction s'esquisse entre la droite libérale (qui se nomme volontiers « gauche progressiste ») et la gauche plutôt socialiste ou social-démocrate. Ce n'est pas par « conservatisme » que celle-ci se remet à défendre les acquis sociaux menacés, mais par référence à des valeurs qu'on croyait un peu trop vite discréditées. M. Leonid Abalkine lui-même aime faire référence, par exemple, à la Suède, « *le seul pays occidental qui résout les problèmes économiques en sauvegardant le plein emploi de la population* ». A entendre cet inspirateur de la marche au marché, « *l'URSS devrait prendre exemple sur les programmes sociaux et éducatifs de la Suède, dont l'intérêt est, d'ailleurs, qu'ils se fondent sur les initiatives locales* (13). »

Comme pour appliquer cette idée, la municipalité de Kharkov, en Ukraine, vient d'instaurer la gratuité du logement pour les invalides de guerre – grâce au prélèvement d'impôts sur le secteur privé. Initiative de solidarité peu conforme à l'air du temps !

Les recommandations de Mme Thatcher ne vont probablement pas dans ce sens. A quoi ressembleront celles, très attendues, du FMI et de la Commission européenne ?

---

(1) Cf. *le Monde diplomatique*, août 1990.

(2) *La Repubblica*, 27 juillet 1990.

(3) *Les Izvestia*, 19 et 22 juillet 1990. *International Herald Tribune*, 23 juillet 1990. *The Economist*, 4 août 1990.

(4) *Les Nouvelles de Moscou* 13-19 juillet 1990.

(5) *Business in the USSR*, édité par SOC-PRESS (président, Robert Hersant), Moscow Joint-Stock Innovation Bank et les éditions du Progrès de Moscou.

(6) *La Libre Belgique*, 12 juillet 1990.

(7) Gérard Roland, entretien *in Solvay Business Review*, Université libre de Bruxelles, juin 1990. Voir également les articles de G. Roland dans la *Revue nouvelle*, no 5, juin 1990 (« Eden à l'Est »), Bruxelles.

(8) Abel Aganbegian, *Soulever des montagnes*, Editions Robert Laffont, Paris, 1990.

(9) Bulletin de l'APN, 1er août 1990.

(10) Nikolaï Petrakov, « The market minder » *in Business in the USSR*, no 3, juillet-août 1990.

(11) Cf. chapitre « Perestroïka » *in* Jean-Marie Chauvier, *URSS, une société en mouvement*, Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, deuxième édition, 1990.

(12) *Ekonomika i jizn*, no 24, juin 1990 et *APN*, bulletin du 28 juillet 1990.

(13) Déclarations à Stockholm, novembre 1987, *in Perestroïka, pouti i problemy*, ed. Ekonomika, 1988.

* Auteur de *URSS, une société en mouvement*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, deuxième édition, 1990.

CAPITALISME SAUVAGE OU RÉNOVATION SOCIALE ?

La voie roumaine n'est pas toute tracée

QUE faire, dans les sociétés est-européennes, pour que, aux mutations politiques assurément populaires, ne succèdent pas la dictature du marché et de l'argent, et les misères qu'engendre un chômage massif ? Les débats qui ont eu lieu en Roumanie montrent que la voie n'est pas toute tracée. N'est-il pas encore temps, à Bucarest et ailleurs, de s'interroger sur les formules d'économie mixte ?

Par RODU FLORIAN *

Depuis plusieurs mois, la Roumanie, à cause de sa situation politique, est le point de mire de l'opinion publique européenne. D'abord du fait de la disparition violente d'une dictature qui a oppressé le peuple jusqu'à l'absurde, et géré la société d'une manière pathologique. Ensuite, en raison d'une succession d'événements qui ont créé un climat instable dans le pays. Enfin, à cause de l'éclatante victoire électorale du gouvernement provisoire constitué par le Front de salut national. Plus récemment, la Roumanie a encore attiré l'attention par les difficultés qu'a connues le pouvoir – le 13 juin surtout – pour maintenir l'ordre face aux agissements des groupes extrémistes.

Malheureusement, ces événements ont été analysés dans la grande majorité des médias occidentaux d'une manière unilatérale et partisane, sans tenir compte de la diversité des positions des acteurs impliqués. Les manifestations antigouvernementales, l'action du 13 juin comprise (1), ont été présentées comme démocratiques et légitimes malgré leur violence intrinsèque, la réplique du pouvoir étant considérée comme l'illustration même du totalitarisme ressuscité, ce qui a entraîné non seulement les protestations de la majorité des Etats occidentaux, mais aussi l'arrêt de l'aide économique extérieure. Or, il n'y a pas si longtemps encore, de nombreux gouvernements de l'Ouest se cantonnaient dans un silence complaisant face à la dictature, ne s'en désolidarisant, dans le meilleur des cas, que par des formules creuses, alors que le caractère monstrueux du régime de Ceausescu était connu de tous.

Pour expliquer cet enchaînement d'événements, il faut prendre en considération la complexité de la crise que traverse la Roumanie, crise façonnée, d'une part, par les séquelles d'une longue dictature et, d'autre part, par le réveil d'une société civile en pleine structuration. De nombreuses frustrations dues à la dictature, des conflits latents et refoulés apparaissent au grand jour, prenant des formes brutales à cause du manque de conscience civique. Les protagonistes collectifs et individuels sont avant tout mus par l'intolérance et le non-respect des normes élémentaires de la démocratie. Parmi les nombreuses frustrations sociales, trois jouent un rôle capital : la misère économique qui a affecté la grande majorité de la population ; la dégradation de l'individu ; les traumatismes de l'identité ethnique qui ont touché les minorités nationales. Ces facteurs doivent par ailleurs être intégrés dans les deux courants d'idées qui traversent toutes les sociétés de l'Est européen : l'un œuvre à une restauration pure et simple du capitalisme, et l'autre s'oriente vers l'établissement d'une économie mixte, efficace, tenant compte de la justice sociale dans une société de type postcapitaliste.

La restauration sociale du capitalisme, dans le cas de la Roumanie, n'a rien à voir avec la refonte d'une économie de marché comme mécanisme régulateur ; elle implique un développement sauvage, non contrôlé, qui ignore les intérêts de la grande majorité de la population, lui faisant subir les contrecoups sociaux extrêmement durs d'une telle mutation. L'économie de marché dans les pays capitalistes développés est contrôlée par une foule de moyens financiers et fiscaux et de mesures gouvernementales. Il n'est plus nulle part d'exemples de capitalisme spontané, absolu, comme en connurent le dix-neuvième siècle et le début du vingtième. Le grand problème de la Roumanie – et des autres pays de l'Est – est l'instauration d'une économie mixte capable de mettre en place les mécanismes du marché, tout en évitant un développement sauvage des relations capitalistes et la création d'une nouvelle bourgeoisie. Mais pour l'heure, une telle voie n'est pas encore explorée. Au contraire, on lance des formules lapidaires, non scientifiques, sans tenir compte de la manière dont la propriété d'Etat ou celle des collectivités pourraient jouer leur rôle en tant que partenaires de l'économie d'échange. Voilà qui explique les évolutions observées dans les pays voisins (Hongrie, Pologne, RDA) : reconstitution de la propriété capitaliste, sous-estimation des expériences d'utilisation efficace de la propriété publique et coopérative dans certains pays occidentaux. Se met en place une économie de marché faisant fi des effets sociaux. Les forces politiques qui œuvrent pour la restauration du capitalisme véhiculent une idéologie fondée sur une logique simpliste, mais lestée d'une forte charge émotionnelle, que l'on peut ainsi résumer : après la faillite du stalinisme, présentée comme celle du socialisme, l'heure est au capitalisme. Cette logique occulte deux données essentielles : d'une part, le prétendu socialisme n'a pas été du socialisme ; d'autre part, les limites et les contradictions du capitalisme contemporain se perpétuent et inquiètent les esprits lucides qui n'ont pas été gagnés par une euphorie éphémère. Claude Julien le notait dans ces colonnes : « *Certes, les mutations industrielles ont brisé les anciennes structures de classes, mais la lutte des classes, celle que, de toute éternité, les riches mènent contre les pauvres, s'est intensifiée ; elle accouchera d'une révolution* (2). »

Ces forces, dans la société roumaine, diffusent une idéologie d'un antisocialisme primaire, qui vise en fait à faire renaître une société fondée sur les inégalités, et où l'argent régnerait. De plus en plus, on voit éclore les idées élitistes selon lesquelles certains esprits forts s'opposent à la majorité de la population, considérée, elle, comme inculte et incapable de définir ses intérêts, d'exercer sa souveraineté. D'où le mépris de certains intellectuels, qui pensent être les seuls capables d'exercer le pouvoir politique, malgré le vote populaire qui s'est exprimé clairement lors du scrutin du 20 mai 1990. D'où la tentative de faire comme s'il n'avait pas eu lieu ; d'où les actions de toutes sortes allant à l'encontre de cette option. L'élitisme de certains – principe philosophique qui a toujours été antidémocratique, mais dont les nouveaux adeptes, pour la circonstance, se proclament démocrates – n'est pas éloigné du nationalisme xénophobe qui caractérisa la dictature abolie.

A cette tendance visant à la restauration du capitalisme s'oppose la volonté de reconstruction et de rénovation de la société tenant compte des acquis économiques, sociaux et culturels de la période antérieure. La politique d'industrialisation a permis la mise en place d'une infrastructure technique, de capacités productives inexistantes autrefois, qui, bien que utilisées jusqu'à maintenant d'une manière inefficace, peuvent permettre le démarrage d'une modernisation authentique de l'économie dans un proche avenir. De même, les changements au sein du tissu social ont fait disparaître les vieilles disparités caractéristiques de la Roumanie d'avant-guerre, ce qui a modifié la morphologie des groupes sociaux, la mentalité des intellectuels, de la classe ouvrière, de la paysannerie et des fonctionnaires. L'aspiration légitime au bien-être se mélange à la volonté de sauvegarder la justice sociale, au refus de revenir à la stratification bourgeoise d'autrefois et à l'exigence d'assurer des chances égales pour tous. Ces options expliquent que la grande majorité de la population roumaine a choisi une voie politique différente de celle des autres pays de l'Est, qui peut permettre un changement assis sur la justice sociale, sur des chances égales pour tous au départ, même si la manière de maintenir ce cap n'est pas encore clairement définie. Ce choix politique du Front de salut national a été une réaction de défense de l'immense majorité contre la restauration du capitalisme.



ROGER-VIOLLET

LE MARÉCHAL-DICTATEUR ANTONESCU ET LE ROI MICHEL, ALLIÉS DE HITLER, SUR LE FRONT DE BESSARABIE.

Un totalitarisme qui continue de faire rêver certains...

L'arrogance de certains intellectuels

LE choc des deux tendances explique la crise actuelle, en Roumanie et ailleurs en Europe de l'Est. Cet état de crise ne peut se résumer à la description d'un climat d'instabilité ; il s'agit d'un moment charnière entre deux voies bien différentes. Loin d'être terminés, les heurts entre ces deux orientations vont continuer et vont remodeler l'économie et la société. La sortie de crise va être semée d'embûches. Et les tensions peuvent s'aggraver à cause de la situation précaire de l'économie et de l'immaturité de la société civile et politique. L'état infantile dans lequel se trouve la nouvelle société civile en Roumanie constitue une source permanente de difficultés dans la recherche d'une démocratie authentique et stable. Pour sortir de cette impasse, il faudra forger une conscience civique. Aujourd'hui, elle est superficielle et, surtout, manque d'une expérience du dialogue fondé sur le respect des normes démocratiques. Ce qui explique le clivage entre la grande majorité de la population et une partie de l'intelligentsia, principalement des écrivains, des journalistes et de certains universitaires.

La crise s'explique aussi par l'élitisme tapageur, et non fondé, de plusieurs groupes d'intellectuels qui prétendent jusqu'à l'arrogance être les seuls vecteurs de la démocratie et l'incarnation du peuple. Leur pensée et leur façon d'agir suscitent un langage et des attitudes aussi totalitaires que ceux qu'ils condamnent. Très inquiétants sont, à cet égard, les efforts de certains pour réhabiliter des idéologies et des hommes politiques fascistes, ressusciter des mentalités mystiques et irrationnelles, gommer les crimes du fascisme roumain. Leur idée maîtresse : seule la restauration du capitalisme est garante de la démocratie.

Un autre phénomène s'ajoute à ce tableau déjà fort complexe : il s'agit des tentatives de groupes extrémistes d'exacerber les relations interethniques, d'autant que, dans ce domaine, certains organes du pouvoir n'ont pas toujours une attitude ferme face à l'héritage laissé par la dictature. La tendance des représentants de la minorité hongroise à se situer dans l'opposition contribue à rendre le problème encore plus épineux.

La classe politique est confrontée à deux questions majeures. Il lui faut tout d'abord remettre en marche l'appareil d'Etat. Mais cette tâche se révèle très délicate, certains corps de l'Etat, complexés en raison de leurs compromissions avec l'ancien régime, sont inefficaces. De même, certaines couches de la population profitent de l'instabilité actuelle pour transgresser la loi avec cynisme.

La seconde grande question est l'élaboration d'une plate-forme très généralement acceptée. Le pouvoir, afin d'assurer la stabilité du pays, doit s'appuyer sur les institutions non gouvernementales, autonomes, mais génératrices de consensus dans toutes les couches de la population.

Résoudre ces problèmes sera ardu. Les forces opposées vont tenter de canaliser le mécontentement social, ce qui risque de déstabiliser encore plus le pays, d'où la nécessité de favoriser à tout prix les relations avec l'opposition et de chercher des voies de compromis.

Dans cette phase initiale, le destin de la démocratie roumaine dépendra de l'action conjointe du pouvoir et de sa majorité électorale, en vue de faire fonctionner l'économie, de créer une société civile, d'instaurer le dialogue avec l'opposition démocratique, de faire de la liberté individuelle une condition de la liberté collective.

* Professeur à l'université de Bucarest, directeur de l'Institut de théorie sociale de l'Académie roumaine, auteur de plusieurs ouvrages de philosophie politique.

(1) NDLR. – Date à laquelle le gouvernement fit disperser à Bucarest, par des mineurs notamment, des manifestants qui s'opposaient au pouvoir depuis plusieurs semaines.

(2) Claude Julien, « Nécessaire révolution », *le Monde diplomatique*, juin 1990.

AU FESTIVAL DE GRENOBLE

Théâtre de prémonition, théâtre populaire

LES événements récents en Europe centrale ont mis en relief le rôle politique d'un certain théâtre et celui des gens du spectacle, acteurs-auteurs à la scène et à la vie (tel Vaclav Havel...). Les pays les plus secoués ces dernières années par les conséquences de la deuxième guerre mondiale ou de la décolonisation (Tchécoslovaquie, Pologne, Algérie) présentaient au sixième Festival de théâtre européen de Grenoble, fort à propos, des œuvres annonciatrices, prémonitoires – ou qui l'avaient été (1). L'Histoire était là, étonnamment limpide *a posteriori* : « révolution de velours » avec *Audience*, de Vaclav Havel ; grèves de Gdansk et crises politiques en Pologne en 1981, curieusement réactualisées au vu des dissensions à l'intérieur de Solidarnosc, par le Théâtre Kalambur de Wroclaw, avec *l'Enterrement du patron* ; enfin, préfiguration de la révolte sanglante du mois d'octobre 1988 en Algérie avec *El Ayta* (le Cri), de M'Hamed Benquettaf, pièce écrite dès janvier 1988 et jouée après octobre.

Même si *Audience*, de Vaclav Havel, ne prend tout son sens prémonitoire qu'en 1990 pour les Européens de l'Ouest, il y a dix ans déjà, Renata Scant, comédienne, directrice artistique du Festival de Grenoble et du Théâtre Action, et Fernand Garnier, son administrateur, l'avaient fait jouer dans le cadre d'une campagne de soutien organisée en faveur de l'écrivain emprisonné. Dans cette pièce autobiographique, un dramaturge en disgrâce, devenu manutentionnaire dans une brasserie, se retrouve en butte aux sollicitations à la fois naïves et sournoises de son patron complexé qui lui propose, afin de faciliter sa tâche, d'établir lui-même le rapport qu'il est chargé de fournir à la police secrète.

Outre la perversité du régime et du système policier qu'elle dénonce, l'œuvre met en lumière les liens complexes entre individus de niveaux de culture différents. L'intellectuel, par son refus du compromis (refus provisoire, car Vaclav Havel sait manier le cynisme et l'ironie), existe cependant toujours un peu plus, même aux yeux de son bourreau, que le citoyen trop obéissant. L'émotion, qui vient aussi du saisissement devant tant de lucidité, est forte lorsqu'on entend le patron dire à son employé-écrivain : « *Vous êtes le dessus du panier, même quand vous êtes au fond !...* » Vaclav Havel ne pouvait certainement pas deviner que la roue, pour lui et ses semblables, tournerait à ce point, mais il avait toujours cru au « pouvoir des sans-pouvoir », à la force des faibles.

L'Enterrement du patron, de l'auteur italien contemporain Dario Fo, mis en scène par Boguslav Litwiniec, fut jouée dans sa langue d'origine, le polonais. La mise en scène réactualise des conflits sociaux et politiques internes complexes, illustrant, selon Boguslav Litwiniec, la phase actuelle de « révolution dans la révolution » en Pologne. Jouée dès mai 1981 par la troupe Kalambur, elle mettait en scène l'enterrement symbolique de leur patron devant les grilles de l'usine par des ouvriers en grève, sous l'œil tour à tour impuissant ou indifférent de la police qui venait pourtant de les en expulser.

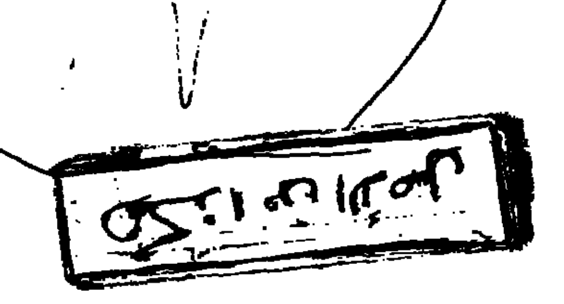
Déjà se dessinent les conflits qui déchirent aujourd'hui le pays : faut-il composer avec l'employeur, le ramener à la vie, changer son cœur fatigué de patron contre un cœur plus neuf ? Les épisodes burlesques se succèdent, mais les cœurs sont trop « faibles » pour un homme de pouvoir... Pourtant, comme il est répété en français dans la pièce, « *il n'y a pas de changement sans sacrifice* ». A bon entendeur... Même Lech Walesa n'a qu'à bien se tenir aujourd'hui. Ou encore, selon Boguslav Litwiniec, « *on peut changer à la manière française, c'est-à-dire manger bien ; c'est ce que veut la jeunesse en Pologne* », mais, ajoute-t-il, « *nous sommes à l'époque des girondins ; peut-être sera-ce bientôt le temps des jacobins* ».

MAIS c'est la pièce de M'Hamed Benquettaf qui semblait, à Grenoble, réunir tous les éléments de ce théâtre de prémonition. *El Ayta* raconte l'histoire d'un vieil ouvrier rivé à sa machine grippée dans un monde qui lui tourne ostensiblement le dos. En quête du boulon qui lui permettrait de remettre en marche son appareil – dont la fonction est précisément d'en fabriquer, – il frappe aux portes des autorités et se heurte à leur indifférence ou à leur mépris, qui le renvoient à sa solitude. Cette œuvre éblouissante (pas encore traduite en français et représentée pour la première fois en France), fêtée dans le monde arabe (premier prix au Festival de Carthage), révèle le dynamisme du théâtre algérien, qui se dégage de la tutelle bureaucratique. Elle illustre la puissance du mouvement démocratique dont elle se fait, peut-être dans un moment de grâce assez rare pour être souligné, l'expression.

Un spectateur-interprète aidant, il était possible de saisir, dans ses lambeaux de révolte, un texte donné en arabe, et qui évoque évidemment les cris de la rue en 1988, comme sans doute parfois aujourd'hui : « *J'ai soif. Je veux me soûler, oublier* » ; « *J'ai vu le bâton blanc. Il est devenu rouge* » ; « *Il me manque un boulon, il me manque beaucoup de choses* » ; « *Le pain, certains le fabriquent, d'autres le volent* ». Pénurie, corruption, omnipotence du parti avec ses dirigeants qui ne savent manier que la langue de bois, litanies tout aussi soûlantes des imams... L'ouvrier se trouve, ô symbole, dans un asile, sous la menace du patron : « *Tout est normal, et toi, tu es en train de revendiquer comme un ver de terre. La prochaine fois, je t'enlève trois boulons.* » « *Ce n'est pas une colère nationaliste*, dira l'un des personnages, *c'est une colère humaine.* » De même que le one-woman-show que joue en ce moment à Alger Sonia, l'actrice de la troupe, n'exprime pas une colère « féministe ». Sonia ose dire tout simplement, avec courage et détermination, la vie quotidienne et les soucis des femmes là-bas. C'est cela, le théâtre de prémonition : essayer, comme l'explique M'Hamed Benquettaf, de « *coller à la culture populaire* », comprendre aussi que « *l'homme, quand il a faim, perd son humanité* ».

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN
et ANDRÉ GABASTOU

(1) Le sixième Festival de théâtre européen de Grenoble a accueilli du 2 au 12 juillet 1990 une vingtaine de troupes venues de douze pays.





DES RELATIONS DE BON VOISINAGE, MAIS EN PRÉSERVANT L'INDÉPENDANCE

La Finlande n'entend point renoncer à sa neutralité

PAR sa position géographique et son statut de neutralité, la Finlande est vouée à jouer un plus grand rôle en Europe, notamment dans la région nordique. Ses liens se resserrent avec l'Estonie, des relations se renouent avec la communauté finnoise oubliée, en URSS. Attaché à son statut particulier, le pays cherche aussi, avec la Suède en particulier, à établir un contrepoids aux forces militaires implantées dans le Nord.

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILBY

« *Valtatie Eurooppaan* » – la voie vers l'Europe. Le panneau en finnois se dresse en évidence sur les bas-côtés de la route nationale qui descend du cercle arctique vers Helsinki. Faut-il y discerner le signe prémonitoire d'un changement de cap de la politique finlandaise ? La question n'est pas hors de propos.

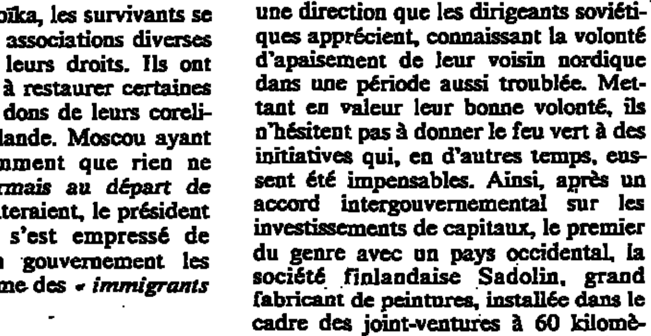
Depuis deux ans, face aux bouleversements qui se produisent en URSS et dans les pays de l'Est, un débat nouveau agite les esprits. La Finlande doit-elle, et peut-elle, s'associer étroitement à la construction de l'espace économique européen sans remettre en cause sa neutralité ? Clé de voûte de sa politique étrangère, elle repose sur un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique, qui ne viendra à expiration qu'en l'an 2003. L'article précise que les deux cosignataires confirment leur engagement de « *ne conclure aucune alliance ni se joindre à aucune coalition dirigée contre l'autre partie contractante* ».

Pourtant, dans un entretien accordé récemment à *Suomen Kuvalehti* (1), M. Pertti Paasio, vice-premier ministre et ministre finlandais des affaires étrangères, a entrouvert une porte sur l'avenir. « *La neutralité de la Finlande a été définie, comme pour les autres pays neutres,* a-t-il déclaré, *en fonction des alliances militaires et des relations entre les grandes puissances. Si les grandes puissances deviennent les meilleures amies et si les alliances sont démantelées, alors la neutralité devra, elle aussi, être redéfinie.* » Six mois auparavant, en octobre 1989, un dirigeant du Kremlin – en la personne de M. Mikhaïl Gorbatchev – avait pour la première fois reconnu le caractère spécifique de la politique finlandaise. « *Je désire souligner avec la plus grande fermeté,* a-t-il affirmé dans un discours prononcé à l'occasion de son voyage officiel à Helsinki, *que l'URSS reconnaît sans réserve le statut de neutralité de la Finlande et continuera de le faire dans l'avenir.* » Jamais aucun responsable soviétique n'avait fait une déclaration aussi péremptoire.

Prise entre son désir de participer davantage à la construction européenne et sa volonté de ne pas perturber ses relations avec l'Union soviétique, quel que soit le régime en place, la Finlande traverse un moment délicat, fait d'incertitudes. D'aucuns n'hésitent pas à affirmer qu'elle se trouve dans une impasse. « *Le moment est venu de redéfinir notre neutralité, sinon nous risquons d'être rapidement marginalisés* », fait observer M. Esko Antola, professeur de sciences politiques. Chef de file des partisans de l'intégration européenne, sans contraintes ni complexes, il anime, dans les villes de province, des séminaires qui attirent un nombre croissant de jeunes cadres de l'industrie et des milieux d'affaires.

Pour l'heure, la Finlande préfère s'en tenir au *statu quo* et ne pas trop tirer sur les cordes de la neutralité. Tous les partis, qu'ils soient de la coalition gouvernementale (conservateurs et sociaux-démocrates) ou de l'opposition, sont unanimes à considérer que la politique étrangère suivie jusqu'à présent a permis d'assurer l'indépendance du pays et son libre choix de société. Les sondages effectués chaque année depuis 1964 montrent à l'évidence que plus de 85 % des personnes interrogées ne pensent pas différemment (2). Résultat d'autant plus intéressant que le Parti communiste, principale formation politique dans les années 50, avec un quart des sièges parlementaires, a vu son influence décroître inexorablement, au point de cesser formellement d'exister comme mouvement indépendant le 29 avril dernier.

Commentant la situation en URSS et dans les pays de l'Est, M. Jaako Blomberg, directeur général des affaires politiques au ministère finlandais des affaires étrangères, n'hésite pas à affirmer : « *Dans le contexte actuel, nos relations de bon voisinage constituent la priorité des priorités.* » Elles impliquent que la Finlande, dont la frontière commune avec l'URSS s'étire sur 1 269 kilomètres, joue un rôle stabilisateur dans les régions nordique et baltique. Elle s'y emploie avec d'autant plus de conviction que son statut de pays neutre lui permet d'exercer dans la discrétion une action modératrice qui s'inspire de sa propre expérience. Depuis un an, les résultats ont été encourageants.



A HELSINKI : CHOIX DE L'ARTISTE, OU CHOIX DE SOCIÉTÉ ?
« Contribuer à la construction de la maison commune. »

SIMMONS-SIPA

Beaucoup plus ouverts *qu'auparavant*, souvent chaleureux dans leurs contacts personnels, les Soviétiques n'hésitent plus à aborder des questions qui étaient jusqu'alors taboues. C'est ainsi que l'année dernière les autorités d'Helsinki furent informées, à leur grande surprise, de l'existence de quelque 60 000 Finlandais répartis en proportions égales entre la Carélie, les environs de Leningrad et le nord de l'Estonie. Etablis dans ces régions depuis trois siècles, ils parlent un finnois archaïque et sont de religion luthérienne. Ce sont les Ingriens. Accusés au lendemain de la seconde guerre mondiale d'avoir collaboré avec les troupes allemandes, ils furent déportés dans leur totalité en Sibérie par Staline. La moitié périrent dans les camps. Bénéficiant des retombées de la perestroïka, les survivants se sont regroupés en associations diverses pour faire valoir leurs droits. Ils ont même commencé à restaurer certaines églises grâce aux dons de leurs coreligionnaires en Finlande. Moscou ayant fait savoir récemment que rien ne *s'opposerait désormais au départ* de ceux qui le souhaiteraient, le président Mauno Koïvisto s'est empressé de déclarer que son gouvernement les considérerait comme des « *immigrants de retour* »,



Une influence grandissante dans les pays baltes

LA Finlande, qui a toujours été réticente à l'entrée de travailleurs étrangers sur son territoire, est aujourd'hui sensible aux problèmes que connaît la famille finno-ougrienne au-delà de ses frontières. La main-d'œuvre lui faisant défaut dans le secteur hospitalier et dans certaines branches de l'industrie, elle est prête à entrouvrir ses portes sous certaines conditions. Si elle a refusé jusqu'à présent la proposition soviétique d'abolir les visas entre les deux pays, craignant l'arrivée inopinée de quelque 500 000 visiteurs russes en un an, elle fait preuve d'une certaine indulgence à l'égard de ses cousins d'Estonie. Sans que Moscou y trouve à redire, elle tisse avec eux des liens de plus en plus étroits qui lui permettent d'exercer ainsi une influence grandissante dans les pays baltes.

Entre Helsinki et Tallin, que sépare un bras de mer de 80 kilomètres à peine, le va-et-vient est devenu incessant. Depuis l'année dernière, un ferry-boat assure une fois par jour le trajet en quatre heures. En juin, l'ouverture d'une ligne d'hydroglisseurs a réduit ce temps de moitié. Il ne manquait que l'avion ; c'est chose faite depuis le début de l'été, avec un vol quotidien de trente minutes. Grâce à ces liaisons maritimes et aériennes, journalistes et hommes d'affaires finlandais fréquentent assidûment Tallin. De leur côté, les Estoniens ne sont pas en reste. Il ne se passe pas une semaine sans qu'un membre du gouvernement ou une personnalité se rende en visite généralement privée à Helsinki. Voilà quelques semaines, deux délégués estoniens ont même assisté en observateurs au congrès du Parti populaire suédois *(voir l'encadré ci-dessous)* qui s'est tenu dans la petite ville de Sibbo, à une trentaine de kilomètres de la capitale finlandaise. Pour la première fois, le drapeau bleu, noir, blanc de leur pays y a flotté à côté de ceux de l'URSS et des pays nordiques.

Les échanges ont pris une telle ampleur que le nombre de visas accordés par les services consulaires finlandais à Tallin est passé de 4 000 en 1988 à 45 000 en 1989. Il devrait osciller aux alentours de 100 000 cette année, selon les autorités d'Helsinki. Officiellement, il s'agit de touristes qui ne font que de brefs séjours. Mais beaucoup profitent de leur voyage pour faire plus ou moins clandestinement des travaux saisonniers. C'est ainsi que le fils d'un ministre, en ramassant des fraises, a gagné en un mois autant que son père dans ses fonctions en sept mois. Grâce à leur pécule, amassé discrètement, ces touristes de la perestroïka retournent chez eux les bras chargés d'articles ménagers. On estime le nombre de ces « travailleurs » à une dizaine de milliers.

Les Estoniens sont d'autant mieux accueillis qu'ils comprennent pour la plupart le finnois, langue de même famille que la leur. Ils le pratiquent depuis quelques années en regardant les émissions de la télévision finlandaise, à tel point que certains, à Helsinki, ne sont pas loin d'affirmer que le vent de la contestation en URSS a d'abord soufflé à Tallin. C'est beaucoup dire. Mais il est un fait qu'il a pris une direction que les dirigeants soviétiques apprécient, connaissant la volonté d'apaisement de leur voisin nordique dans une période aussi troublée. Mettant en valeur leur bonne volonté, ils n'hésitent pas à donner le feu vert à des initiatives qui, en d'autres temps, eussent été impensables. Ainsi, après un accord intergouvernemental sur les investissements de capitaux, le premier du genre avec un pays occidental, la société finlandaise Sadolin, grand fabricant de peintures, installée dans le cadre des joint-ventures à 60 kilomètres au sud de Tallin, a reçu cette année l'autorisation de rapatrier ses bénéfices.

Les relations économiques avec l'URSS se heurtent toutefois à des difficultés. Outre la dégradation des termes de l'échange, depuis les années 80, un problème nouveau risque de compliquer le dialogue : celui de l'environnement. Les autorités finlandaises ne cachent plus que la pollution engendrée par les installations industrielles en Estonie et à Leningrad menace toute la région baltique. Mais elles insistent surtout sur les conséquences « *catastrophiques* » de l'exploitation des mines d'apatite et de fer dans la presqu'île de Kola. « *La dégradation du milieu ambiant est telle,* soulignent tous les responsables rencontrés, *que la destruction de notre végétation forestière dans le Nord avance chaque année de 10 kilomètres à l'intérieur de notre territoire. Si rien n'est entrepris dans les cinq ans à venir, nous courrons tout droit au désastre écologique.* » Le gouvernement finlandais a proposé récemment de prendre en charge les travaux d'assainissement des installations minières et industrielles de la presqu'île de Kola. Les Soviétiques continuent à faire la sourde oreille, répétant à chaque rencontre bilatérale : « La production d'abord, l'environnement ensuite. »

Ce problème n'affecte pas seulement la Finlande, dont plus de 40 % des ressources proviennent de l'industrie forestière. Il concerne aussi deux autres pays nordiques, la Norvège et la Suède, qui risquent d'en connaître bientôt les retombées. Les relations de bon voisinage évoquées par M. Jaako Blomberg ne laissent planer aucun doute sur la volonté de la Finlande de coordonner son action avec celle des autres pays membres du Conseil nordique (Danemark, Islande, Norvège, Suède), organe de coopération régionale, auquel elle appartient depuis 1955. Avec la Suède surtout, deuxième partenaire commercial après l'Allemagne fédérale, qui a déplacé cette année l'URSS au troisième rang, elle entretient des relations particulièrement étroites dont il ne faut pas trouver les seules racines dans l'histoire commune aux deux nations lorsque celles-là furent pendant plus de six cent cinquante ans, jusqu'en 1809, les provinces du même royaume. Il faut y voir plutôt la nécessité de faire contrepoids aux forces multiples qui gravitent autour du Grand Nord, au-delà du cercle arctique. A cet égard, le désengagement militaire dans le centre de l'Europe peut provoquer le transfert vers la région nordique d'armes conventionnelles, dont l'accumulation créerait de dangereuses tensions (3).

Dans un continent en pleine mutation, la neutralité reste donc pour la Finlande la meilleure garantie contre de mauvaises surprises. « *Quel que soit le régime en place à Moscou,* souligne-t-on à Helsinki, *nous ferons en sorte que nos relations avec notre grand voisin ne remettent pas en cause notre indépendance et nos libertés.* » C'est dans cet esprit que les dirigeants finlandais entendent renforcer la coopération régionale et contribuer ainsi à la construction de la maison commune européenne. Ils ont déjà entrepris d'énormes travaux pour accueillir dans de nouveaux locaux la deuxième Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui se tiendra en 1992 à Helsinki.

(1) *Suomen Kuvalehti*, Helsinki, avril 1990.

(2) Pertti Alanen et Tuomas Forsberg, « The evolution of opinions about foreign policy in Finland », *Yearbook of Finnish Foreign Policy 1988-1989*, Institut finlandais des affaires internationales, Helsinki, 1990.

(3) Voir le rapport, traduit en anglais, de la commission parlementaire de la défense, intitulé « An assessment of the European security-Political situation, its development prospects and its impact on Finnish defence policy », Helsinki, 28 février 1990.

UN MODÈLE D'INTÉGRATION

La communauté suédoise

PAYS de cinq millions d'habitants, la Finlande abrite une communauté suédoise, installée depuis le douzième siècle sur les rives du golfe de Botnie et dans les îles Aaland, qui constitue un peu plus de 6 % de la population. Juridiquement, il ne s'agit pas d'une minorité puisque Finnois et Suédois ont exactement les mêmes droits. Il n'en a pas été toujours ainsi.

Dans les années 30, une querelle linguistique autour de l'enseignement faillit provoquer une cassure irréparable. Depuis, des lois assez complexes ont permis de clarifier la situation. Actuellement, un principe fondamental veut que tout citoyen finlandais (finnois ou suédois) ait le droit, s'adressant aux autorités ou se trouvant devant un tribunal, de se servir de sa langue maternelle. D'autre part, une commune est automatiquement bilingue si sa minorité linguistique compte au minimum 10 % des habitants ou pour le moins 5 000 personnes.

Outre 600 écoles primaires, 50 écoles secondaires, 22 chaires de professeur à l'université d'Helsinki, dont la langue d'enseignement est le suédois, une université privée à Turku, 4 théâtres permanents et plus de 200 journaux, la communauté suédoise de Finlande dispose d'un parti, le Parti populaire suédois, dont deux ministres (défense et éducation) appartiennent à la coalition gouvernementale. Il a 13 sièges au Parlement. Plus des deux tiers des électeurs suédois ont voté pour cette formation, de tendance libérale, aux dernières élections législatives de 1987. Les autres ont partagé leurs voix entre différents partis.

L'archipel d'Aaland (6 500 îles et îlots), dans le golfe de Botnie, constitue un cas particulier. Attribué à la Finlande sur décision de la Société des nations en juin 1921, il jouit d'une autonomie qui sera prochainement renforcée. Ses 24 000 habitants sont de langue maternelle suédoise. Ils disposent d'un certain nombre de privilèges, notamment celui d'avoir leur drapeau et leurs propres représentants au sein du Conseil nordique. L'archipel d'Aaland est un territoire démilitarisé.

E.B.

Points de repère

Superficie : 338 145 kilomètres carrés.

Population : 4 938 679 habitants (1988), dont 6,2 % de langue maternelle suédoise, 5 700 Lapons et 6 500 Tsiganes.

Villes principales : Helsinki (489 929) ; Tampere (170 575) ; Espoo (164 639) ; Turku (160 496).

Religion : luthériens, 90 % ; orthodoxes, 1,1 %.

Langues : finnois et suédois (langues nationales).

Exportations (en pourcentage du total) : papier et bois sciés, 41,6 % ; production et construction métalliques, 31 % ; chimie, 9 % ; métallurgie de base, 8,3 % ; textile et habillement, 4,6 % ; autres : 5,5 %.

Destination des exportations : Communauté économique européenne, 44,2 % ; Association européenne de libre-échange (AELE), 20,4 % (dont Suède, 14,9 %) ; pays de l'Est, 16,4 % (dont URSS, 11,3 %) ; pays en voie de développement, 7,5 % ; autres, 11,5 %.

Principaux fournisseurs (janvier-mai 1990) : RFA, 17,8 % ; Suède, 13,4 % ; URSS, 9,4 % ; Japon, 7,2 % ; Etats-Unis, 6,8 % ; Royaume-Uni, 6,7 % ; Italie, 4,9 % ; France, 4,7 %.

Produit national brut : 21 057 dollars *per capita* (1988).

Organisations internationales : membre du Conseil nordique depuis 1955 ; membre de l'AELE depuis 1986 ; membre du Conseil de l'Europe depuis 1989.

ANÉMIE ÉCONOMIQUE,

Menaces de cyclone

EN 1983, l'invasion de la Grenade répondait au souci du président Reagan de lutter contre l'influence des révolutions sandiniste et cubaine dans la région des Caraïbes. Le danger s'est considérablement réduit, mais la situation reste explosive car les promesses de développer le « bassin des Caraïbes » n'ont guère produit d'effets. Qui plus est, la diminution de l'aide financière américaine risque d'aggraver les difficultés économiques et sociales.

Par JEAN-MICHEL CAROIT *

Les cyclones des années 90 seront particulièrement destructeurs dans le bassin caraïbe, ont récemment annoncé les météorologues de Miami, une ville qui fait de plus en plus figure de capitale du chapelet d'îles qui s'étend en arc de cercle du sud de la Floride au nord des côtes vénézuéliennes. Mais d'autres avis de tempête sont lancés par les sociologues et les analystes politiques. La toute récente explosion de colère populaire à Trinité-et-Tobago, déchaînée par la tentative de coup d'Etat d'un commando musulman, l'instabilité croissante dans l'île d'Hispaniola que se partagent Haïti et la République dominicaine, et les fissures du modèle cubain sont autant de signes précurseurs des bouleversements qui s'annoncent dans cette région que les Etats-Unis considèrent comme leur arrière-cour, au nom de la « doctrine Monroe » élaborée il y a plus d'un siècle et demi. La *« Méditerranée des Caraïbes »*, comme l'appelait la naturaliste allemand Humboldt, conserve cependant des liens étroits avec l'Europe. 1992 n'évoque pas dans cette région l'unification du grand marché européen, mais le cinq centième anniversaire de la « découverte » des îles, et donc de l'Amérique, par un capitaine génois au service de la couronne espagnole. *Anniversaire que l'Espagne et la* Caraïbe hispanophone s'apprêtent à fêter avec éclat.

Malgré ses quatre-vingt-quatre ans et sa cécité, le président dominicain, *M. Joaquin Balaguer, vient de se faire* réélire – franduleusement, disent ses adversaires – pour avoir le plaisir d'accueillir le pape, le roi d'Espagne et une brochette de chefs d'Etat à Saint-Domingue, la première ville du Nouveau Monde, qu'il reconstruit à très *grands frais* en dépit de la misère croissante de son peuple. Les contestataires du « Quinto Centenario », sous l'impulsion de religieux adeptes de la théologie de la libération, comptent bien profiter *des festivités pour dénoncer* l'accroissement des inégalités et l'aggravation de la crise dans la région. Ils soulignent que la « découverte » et l'« évangélisation » du Nouveau Monde ont d'abord été une vaste entreprise de colonisation dont les effets des*tructeurs n'ont pas fini de se faire sentir*.

La Caraïbe insulaire, qui regroupe un peu moins de 35 millions d'habitants sur une centaine d'îles habitées, souffre d'une schizophrénie croissante. D'un côté, c'est l'image d'Epinal vantée par les agences de voyages d'Europe et d'Amérique du Nord : plages paradisiaques de sable blanc sur fond de cocotiers, peaux bronzées et métissées sous l'inépuisable soleil des tropiques, en un mot le cocktail *« sea, sex and sun » exploité* avec *profit par* les multinationales du dépaysement. On se garde bien de montrer l'envers du décor aux touristes. Les puanteurs de La Saline – immense bidonville de Port-au-Prince – *l'interminable* « ceinture de misère » qui s'étend au nord de la ville coloniale à Saint-Domingue, les affrontements entre bandes rivales qui ensanglantent les rues de Kingston à la Jamaïque ne figurent pas aux programmes des organisateurs de voyages. Certains intellectuels caribéens n'hésitent pas à parler d'apartheid à propos de cette stricte séparation entre les autochtones et les touristes déversés par avions charters. Le personnel des hôtels, les vendeurs à la sauvette qui parviennent à tromper la surveillance des gardes armés protégeant les plages privées et les prostitué(e)s sont bien souvent les seuls contacts avec la population *locale*.

En Jamaïque ou en République dominicaine, les autochtones sont exclus des plus belles plages où se dressent les grands projets touristiques, véritables enclaves extraterritoriales où tout se paye en dollars et qui échappent aux *coupures d'électricité*, à l'eau polluée et aux épidémies non sexuellement transmissibles.

Malgré ses effets pervers, le tourisme fait figure de bouée de sauvetage pour les économies caribéennes qui ont bien du mal à se diversifier. Entre les grandes îles hispanophones et les anciennes colonies britanniques où l'on roule toujours à gauche, entre Haïti, petit bout d'Afrique appartenant au club des « pays les moins avancés », et Trinité-et-Tobago, tour de Babel des races et des religions où le produit intérieur par habitant reste supérieur à 5 000 dollars par an, entre Cuba, dernière forteresse du socialisme et Porto-Rico, qui prospère grâce aux largesses du Trésor américain, les différences *sont plus évidentes que les points* communs. Pourtant, l'histoire récente de ces îles est marquée par deux contraintes identiques : la proximité des Etats-Unis et la dépendance à l'égard d'un nombre réduit de matières premières, au premier rang desquelles figure le sucre qui domine l'économie régionale depuis quatre siècles.

En lançant au début des années 80 sa fameuse « Initiative pour le bassin des Caraïbes » (*Caribbean Basin Initiative* – CBI), le président Reagan entendait lutter contre l'influence des révolutions cubaine et sandiniste et couper l'herbe sous le pied des émules de Maurice Bishop, le dirigeant procubain qui s'était emparé du pouvoir à la Grenade, où les marines allaient rétablir la *« pax americana »* en 1983.

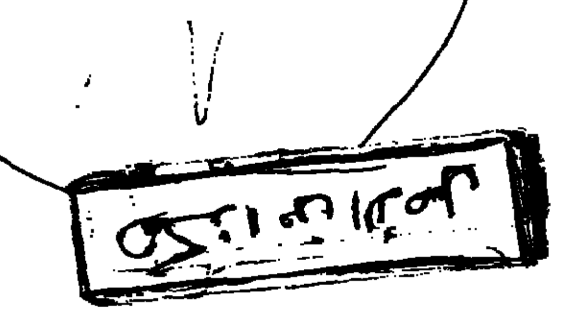
La philosophie de la CBI avait le mérite de la simplicité pour empêcher les soubresants révolutionnaires : il fallait favoriser la création d'emplois dans le bassin caraïbe en ouvrant les portes du marché nord-américain aux produits venant de la région. Sept ans après le lancement officiel de la CBI, le bilan est pour le moins mitigé. Quelques pays ont profité de la suppression des barrières douanières. Près de cent mille emplois ont ainsi été créés depuis cinq ans *dans les zones franches* dominicaines qui exportent vers le marché *américain*. Les investisseurs taïwanais et coréens ont vite saisi l'intérêt des parcs industriels caraïbes pour conserver ou accroître leurs parts de marché aux Etats-Unis en dépit des réflexes protectionnistes visant leurs produits. Mais les emplois créés en zones franches sont peu qualifiés, mal payés et précaires. Les pays de la région rivalisent à *coups de dévaluations* pour offrir les coûts de main-d'œuvre les plus bas (le salaire minimum est inférieur à 70 dollars par mois en République dominicaine) et le transfert de technologie est le cadet des soucis des investisseurs étrangers.

Fuir la misère par bateau

L'EXPÉRIENCE haïtienne démontre la fragilité du « modèle de développement » basé sur les zones franches industrielles et le tourisme. Peu avant sa chute, le dictateur Jean-Claude Duvalier claironnait qu'Haïti allait devenir le *« Taïwan des Caraïbes »*. Mais les sanglants soubresauts de la « transition démocratique » ont fait fuir les investisseurs tandis que les hôtels restent désespérément vides. Le sida qui, selon plusieurs épidémiologues, *aurait été introduit dans l'île par* des homosexuels nord-américains, demeure le principal souvenir du boom touristique des années 70. Ce que les Etats-Unis donnaient d'une main par le *biais de la CBI, ils l'ont retiré de* l'autre en réduisant drastiquement leurs importations de sucre caraïbe. En moins de dix ans, les quotas sucriers attribués par Washington aux producteurs de la région ont été divisés par cinq. Parallèlement, les Etats-Unis n'ont cessé de diminuer leur assistance financière. L'aide économique nord-américaine à la région ne représentera que 20 millions de dollars cette année, moins du quart du total déboursé en 1987. *« Washington se désintéresse de nous à mesure que la menace cubaine s'estompe »*, souligne un diplomate jamaïcain.

Les îles sont également victimes du grand chambardement en Europe de l'Est : des crédits qui leur étaient destinés ont été réaffectés aux nouvelles démocraties européennes. Dans les dossiers du département d'Etat, trois prio*rités déterminent aujourd'hui* la politique américaine dans la zone. Les élections en Haïti, afin d'achever l'isolement de Cuba, seul *« régime non démocratique dans l'hémisphère »*, la lutte contre le trafic de drogue et l'endiguement de l'immigration illégale. En dépit des garde-côtes américains et des requins qui dévorent les naufragés, les boat people haïtiens et dominicains gagnent, par milliers chaque semaine, la Floride et Porto-Rico à bord de petits bateaux de pêche. Ces exilés économiques pourchassés par les autorités sont infiniment plus nom-

* Journaliste.



CRIANTES INÉGALITÉS SOCIALES

sur les Caraïbes

breux que les « politiques » fuyant le régime castriste et bénéficiant du droit d'asile aux Etats-Unis. Selon diverses estimations, quelque quatre cent mille Haïtiens et près d'un million de Dominicains résident, pour la plupart illégalement, dans l'agglomération *new-yorkaise*.

Nombre de ces « *Dominicanyork* », comme on les appelle à Saint-Domingue, bâtissent de rapides fortunes grâce au trafic du crack. Une bonne partie de la cocaïne produite en Colombie transite dans les îles Caraïbes avant d'être acheminée par des « fourmis » chargées de 1 ou 2 kilos vers les grands centres de consommation nord-américains. « *Il ne fait pas de doute que la Caraïbe peut se transformer en un nouveau Panama pour les trafiquants de drogue cherchant à blanchir leurs bénéfices illicites* », soulignait M. David Wilson, – chef des opérations financières de la Drug Enforcement Agency (DEA) nord-américaine, lors de la conférence sur le « blanchiment de l'argent de la drogue » *qui s'est tenue* à Aruba en juin dernier. Le nom du premier ministre des Bahamas, M. Lynden Pindling, a maintes fois été associé au trafic de drogue et, lorsque le gouvernement dominicain a finalement accepté de signer un accord d'échange d'information fiscale avec Washington – pour bénéficier des crédits d'investissement accumulés à Porto-Rico –, le marché de l'immobilier s'est effondré à Saint-Domingue.

Mais, sans l' « argent sale » et sans l'immigration illégale, plusieurs républiques caraïbes auraient déjà explosé. Ces soupapes de sûreté n'empêchent pas les économies de devoir « s'ajuster ». En République dominicaine – où règne la corruption et où le vieux caudillo qui préside le pays a repris à son compte la célèbre phrase de Louis XIV : « *L'Etat c'est moi* », – l'ajustement est sauvage : il se fait par le biais de l'inflation et des pénuries, la plus spectaculaire étant celle d'énergie électrique qui désorganise la vie quotidienne et la production nationale. A la veille de la prestation de serment de M. Balaguer, *le 16 août*, des émeutes ont fait douze morts dans la banlieue de Saint-Domingue, et des milliers de personnes ont été arrêtées. La situation n'est guère plus brillante dans les pays qui, comme Haïti (1), Trinité-et-Tobago ou la Jamaïque, ont signé des accords avec le Fonds monétaire international (FMI). Le principal avantage est de ne pas perdre l'accès aux sources de financement internationales. Mais les cures d'austérité sont de plus en plus mal supportées, alors que rien n'est fait pour réduire les inégalités béantes entre la grande masse des laissés-pour-compte et la poignée de *privilégiés qui vivent* aussi bien, sinon mieux, que les plus riches du monde capitaliste développé.

Le pillage et l'incendie des rues commerçantes de Port-of-Spain, à la fin juillet, témoignent des frustrations qui couvent dans la zone. Serpent de mer de la Caraïbe, l'intégration régionale piétine. Le marché commun des Caraïbes (Caricom), qui regroupe les Etats anglophones, n'est toujours pas parvenu à mettre en place un véritable marché commun. Son dernier sommet, au début du mois d'août, a été dominé *par les problèmes de sécurité alors que* le commando musulman du Jamaat al-Muslimeen détenait en otage le premier ministre trinidadien, M. Arthur Ray Robinson. Les candidatures d'Haïti et de la République dominicaine n'ont même pas pu être examinées. Les petites îles de Sainte-Lucie et de la Dominique étaient de toute façon décidées à châtier Saint-Domingue qui, au mépris de ses engagements, s'était lancé dans l'exportation de bananes sur le marché européen, la principale source de devises pour ces mini-*républiques. Traditionnellement* concurrentes pour leurs grands produits d'exportation, à commencer par le sucre, les îles tentent de se diversifier sur les mêmes créneaux, le tourisme et les zones franches, ce qui ne facilite évidemment pas les efforts d'intégration. Reste la diversification des marchés et des partenaires. L'Europe, déjà présente avec la convention de Lomé, et le Japon, qui a annoncé une forte augmentation de ses crédits d'aide au développement, ont sans nul doute un rôle à jouer dans la région. C'est en *tout cas le désir souvent exprimé* de responsables, publics et privés.

JEAN-MICHEL CAROIT.

(1) Voir Jean-Pierre Alaux, « Haïti, l'ombre du doute sur la démocratie », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

CUBA
110 861 km²
10 000 000 hab.
PIB/hab. : 2100 dollars
Dette : 9,6 milliards de *dollars*
Ressources : sucre, nickel, raffinage de produits pétroliers, tabac

JAMAIQUE
11 425 km²
2 500 000 hab.
PIB/hab. : 1 630 dollars
Dette : 4,4 milliards de dollars
Ressources : bauxite, sucre, bananes, tourisme

HAITI
27 750 km²
6 400 000 hab.
PIB/hab. : 315 dollars
Dette : 800 millions de dollars
Ressources : café, mangues, sucre

RÉP. DOMINICAINE
48 730 km²
6 900 000 hab.
PIB/hab. : 1 500 dollars
Dette : 4 milliards de dollars
Ressources : sucre, café, nickel, tourisme, textiles

GRENADE
344 km²
94 000 hab.
PIB/hab. : 1 720 dollars
Dette : -
Ressources : noix de muscade, bananes, cacao, noix de coco

TRINITÉ-ET-TOBAGO
5 130 km²
1 200 000 hab.
PIB/hab. : 5 300 dollars
Dette : 1,8 milliard de dollars
Ressources : gaz naturel, pétrole, sucre

BARBADE
430 km²
254 000 hab.
PIB/hab. : 4 380 dollars
Dette : 630 millions de dollars
Ressources : tourisme, sucre, assemblage électronique

UNE CENTAINE D'ILES, 35 MILLIONS D'HOMMES : MAIS L'UNITÉ RÉGIONALE RESTE A BATIR

PASSERELLE ENTRE L'AFRIQUE ET LES AMÉRIQUES

Poésie et politique au festival de Fort-de-France

Par SYLVIANE GRESH

« E*IA pour ceux qui n'ont jamais rien inventé, pour ceux qui n'ont jamais rien exploré !* » écrivait Aimé Césaire dans *Cahier de retour au pays natal*, poème fondateur de l'identité antillaise. « *Eia, Mandela !* », ce cri de joie, emblème du dix-neuvième festival de Fort-de-France (1), unit dans un même élan la libération du héros africain et l'affirmation d'identité de tous ceux que l'esclavage, l'apartheid, la colonisation ont voulu nier. Spectacle-phare cette année, *Sarafina !* racontait l'histoire tragique des lycéens de Soweto et leur espoir de voir le jour de la libération de Nelson Mandela. Cette comédie musicale unissant jazz, gospel, rythmes zoulous, chantée et dansée par une vingtaine de jeunes Sud-Africains, gardait, bien que jouée à Broadway depuis deux ans, sa charge de douleur et de révolte, rencontrait l'adhésion enthousiaste des mille spectateurs réunis à Grand Carbet, le plus vaste chapiteau de la ville. Au fronton du Théâtre municipal, un grand calicot aux couleurs de l'ANC : « *300 ans d'inhumanité. Stop.* »

A Fort-de-France, ville dont Aimé Césaire est le maire, la culture n'est pas un supplément d'âme. Elle est expression de la plus haute conscience politique, *comme le précisait le poète dans son discours d'ouverture du festival : « La culture est un combat contre tout ce qui humilie l'homme, où qu'il se trouve, et chaque combat est comptable de l'espérance humaine.* » Ce festival annuel marque depuis vingt ans un temps fort de ce combat par l'ancrage populaire qu'il a su se donner et par les rencontres qu'il suscite. L'année même de sa création, Jean-Paul Césaire, son directeur, n'invitait-il pas Ariane Mnouchkine et sa troupe à *jouer 1789* devant un public de cinq mille personnes chaque soir renouvelé ?

Si, dès 1930, de grands textes d'Aimé Césaire, de Frantz Fanon, d'Edouard Glissant traçaient la géographie spirituelle des Antilles, la Martinique et la Guadeloupe restaient en 1970 un désert culturel pour ce qui concerne le spectacle vivant et l'expression des traditions populaires et artistiques. Quelques lambeaux de mémoire seulement dans les campagnes, chez des personnes âgées. Avec la moitié de la population ayant moins de dix-huit ans et un taux de chômage de 40 %, les Martiniquais, contraints à l'émigration, risquaient de perdre leur âme à ne pouvoir exprimer leur *identité*. Le festival et, quelques années plus tard, en 1977, la création du Service martiniquais d'action culturelle (SERMAC) ont permis l'affirmation spectaculaire de celle-ci : quatre mille cinq cents stagiaires dans une dizaine d'ateliers produisent eux-mêmes des spectacles – danses traditionnelles, danse contemporaine, théâtre, percussions, steel-band, photographie, etc., – investissent leur histoire en cherchant ce qui les lie à et les différencie de leurs cultures d'origine : les Antilles sont avant tout terre d'accueil et de métissage, des Indiens Arawaks et Caraïbes, des Africains du golfe de Guinée, des Européens esclavagistes. Il est curieux de retrouver l'origine de la kalenda, danse érotique antillaise, dans une danse de transe amoureuse de Casamance, intéressant de constater comment les esclaves ont « singé » avec humour les quadrilles dansés par les békés, au rythme de leurs tambours, ou encore comme ils ont, ainsi à Trinidad, transformé les barils de pétrole en instruments de musique aujourd'hui célèbres, les steel-bands.

Rencontre avec les autres îles

LES rencontres du festival deviennent alors les temps forts d'une conscience et d'une pratique populaires. Il y a d'abord la rencontre avec les îles Caraïbes : Martinique et Guadeloupe bien sûr, mais aussi Haïti, Trinité-et-Tobago, la Jamaïque, Cuba... Cette année, on a pu voir *Philoctète*, d'après Sophocle, monté par Elie Pennon, un ancien du SERMAC. Le spectacle raconte, entre texte grec et musique antillaise, comment Ulysse et Néoptolémé viennent retrouver Philoctète, le héros grec qu'ils avaient abandonné sur l'île de Lemnos. Une fable emblématique des rapports humains, culturels et politiques entre l'île et la métropole. Il y eut aussi un beau poème dramatique venu de Guadeloupe, *Rabordaille*, de Gerty Dambury, *la Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire, et le National Dance Theatre of Jamaica. Se rattache à ce premier ensemble une expérience inédite et originale avec *Placers*, un spectacle guyanais. Le texte d'Elie Stephenson, auteur guyanais, a été mis en scène, après un stage de trois mois, avec des comédiens amateurs, par Vincent Colin, qui a su faire passer sur scène quelque chose de ce pays à l'identité complexe et aux cultures mêlées, à travers une histoire de chercheurs d'or exprimant les conflits sociaux, raciaux et politiques dans cette région.

Vient ensuite la présence « afro-américaine », celle des « nègres du coton », anciens esclaves repartis sur le continent américain et dont les Antillais se sentent très proches. Elle se manifestait cette année par les concerts du Howard University Jazz Ensemble, prestigieux orchestre de l'université de Washington. Le festival entretient des liens particuliers avec toutes les régions francophones comme la Louisiane, le Québec, et surtout la Nouvelle-Calédonie, au moment où doit s'ouvrir à Nouméa un grand centre culturel kanak. A Jean-Marie Tjibaou affirmant : « *Nous voulons dire au monde que nous ne sommes pas des vestiges archéologiques, mais que nous sommes vivants* », Aimé Césaire répondait, dans un hommage au héros : « *Alors inévitablement, devait se poser la question : comment peut-on être kanak dans le monde moderne ? Il faut prendre le monde en charge et l'orienter, tâcher de lui donner un sens, un sens humain.* »

(1) Ce festival s'est tenu du 9 au 28 juillet 1990.

LA CHUTE DE LA MAISON DUVALIER. – Martin-Luc Bonnardot et Gilles Danroc
★ Karthala et CIDIHCA, Paris et Montréal, 1990, 320 pages, 130 F.

Témoins de la révolte populaire qui, née le 28 novembre 1985 à Gonaïves, emporte M. Jean-Claude Duvalier vers l'exil en février 1986, Martin-Luc Bonnardot et Gilles Danroc ont recueilli les notes, lettres, chansons et autres pamphlets que les collégiens, paysans, chrétiens échangent clandestinement dans le pays dès les premiers jours du soulèvement. Ces textes peuvent paraître naïfs par leur style et la langue quotidienne qui les caractérisent. Ils n'en révèlent pas moins, avec pertinence, tous les travers de la dictature mourante et une grande lucidité quant aux responsabilités de la communauté internationale dans la longévité de l'oppression et de la corruption.

Outre une inventivité littéraire de la part des couches *sociales haïtiennes* les plus modestes, on découvre dans ce livre des analyses très documentées, conçues par les auteurs, sur l'histoire, l'économie, l'armée, les tontons macoutes ou l'Eglise.

J.-P. A.

APRÈS SEIZE ANS ET DEMI DE DICTATURE

La victoire inachevée de la démocratie chilienne

AU Chili, ce n'est encore qu'une période de transition vers la démocratie. Le général Pinochet reste à la tête de l'armée de terre, le nouveau président, M. Aylwin, a juré de respecter la Constitution de la dictature. D'autres verrous sont posés. Cependant, la société respire. La grande question est de savoir si la coalition au pouvoir pourra mener de front libéralisme économique et réduction des inégalités.

Par VICTOR DE LA FUENTE *

Le général Pinochet, entouré de ses gardes du corps le protégeant, de leurs parapluies noirs grands ouverts, des œufs et des pierres que lui jetait la foule aux cris d'« *assassin* », arrive au Congrès, le 11 mars, jour de la passation des pouvoirs. Cette image a été bien peu diffusée par les médias chiliens.

Ni la presse démocratique ni celle liée à l'ancienne dictature n'ont voulu troubler l'atmosphère de grande courtoisie dans laquelle se sont déroulées les négociations pour le changement de régime. Souhaitant apparaître comme l'homme qui a rendu le Chili à la démocratie, le général avait déclaré, peu de temps auparavant : « *Nous assurons de tout notre appui le futur gouvernement* (1). » Parallèlement, il consacrait ses dernières semaines à la tête de l'Etat à garantir son inamovibilité au poste de commandant en chef de l'armée de terre et à limiter drastiquement les attributions du nouveau gouvernement.

M. Patricio Aylwin, dirigeant de la démocratie chrétienne, soutenu par une coalition de dix-sept partis politiques – de la droite démocratique à la gauche modérée – a été élu pour quatre ans. En réalité, il s'agit d'une période de transition vers la démocratie puisque le président doit gouverner en accord avec la Constitution, peu démocratique, de 1980 qu'il a juré de respecter. Les membres du Parlement ont été élus selon un système qui a beaucoup favorisé les candidats de la dictature (2). Au Sénat, les neuf personnalités désignées par les forces armées pèsent d'un poids suffisant pour que la coalition gouvernementale – malgré sa victoire écrasante aux urnes – se retrouve en minorité. De plus, le pouvoir qu'a le Parlement de modifier la Constitution est très limité, et une résolution prise par le tribunal constitutionnel, en janvier dernier, l'empêche même d'enquêter sur les agissements des fonctionnaires du régime militaire. Le système judiciaire n'a pas été remodelé, et, peu de temps avant de céder la place, le précédent gouvernement a nommé à la Cour suprême des juges inamovibles, favorables à la dictature. Quant aux maires, au nombre de trois cent vingt-cinq, ils ont été nommés directement par le général Pinochet pour trois cent dix d'entre eux, le président Aylwin n'en désignant que quinze (3).

Cependant, depuis le rétablissement de la démocratie, on respire indéniablement un air nouveau et beaucoup de choses ont commencé à changer. Les Chiliens ont le sentiment d'avoir récupéré leur dignité. Le jour de la passation des pouvoirs, la télévision a, pour la première fois, diffusé des images du bombardement du palais de la Moneda en 1973 et les journaux télévisés ont immédiatement témoigné de leur respect du pluralisme. C'est certainement sur le plan culturel que, le plus vite, et avec une charge émotionnelle, se sont ouverts de nouveaux espaces de liberté, notamment au travers de grands concerts accueillant des chanteurs tels que le Cubain Silvio Rodriguez et l'Espagnol Joan Manuel Serrat, qui étaient interdits de séjour sous le régime militaire. La dictature avait duré seize ans et demi et la soif de démocratie était telle que, cent jours après le changement de gouvernement, sans qu'aient été réalisées des réformes importantes, 85 % de la population approuvaient la gestion du président Aylwin (4). Le quotidien *el Mercurio* lui-même, très lié au régime du général Pinochet, écrivait : « *Il est indéniable que les premiers mois de ce gouvernement lui ont assuré un large appui de la population* (5). »

Pourtant, le gouvernement n'a pas voulu transformer cet appui en mobilisation et imposer plus rapidement les réformes. Le président Aylwin a agi avec beaucoup de prudence, plaçant au cœur de son action la réalisation de cinq grandes tâches : la réconciliation nationale, la démocratisation de la société et des institutions de l'Etat, la construction d'une société plus juste, le défi du développement et la réinsertion du Chili dans la communauté internationale (6).

La découverte des charniers

LA marge de manœuvre du gouvernement est plutôt réduite tant à cause du fonctionnement des institutions héritées de la dictature, que des très nombreuses revendications de la population ignorées au cours des seize dernières années. De plus, le terrorisme de gauche comme celui de droite s'est montré très actif : à l'extrême gauche, agissent le Front patriotique Manuel Rodriguez-Autonome, né d'une scission du Parti communiste, et les Forces rebelles et populaires Lautaro ; à l'extrême droite, plusieurs groupes terroristes tels le Front de résistance nationaliste et le Commando 11-septembre, renforcés par d'anciens agents de la police secrète, la CNI, dissoute, dont le personnel et les biens ont été transférés à l'armée de terre dès le 22 février 1990.

Cependant, les principaux problèmes auxquels se trouve confronté le gouvernement proviennent de l'opposition de droite, qui a fait du Sénat sa place forte, et de l'attitude de l'armée de terre. Le général Pinochet, utilisant une Constitution taillée à sa mesure, refuse d'abandonner son poste de commandant en chef, malgré les pressions du président de la République : celui-ci estime qu'il n'est pas bon pour le pays qu'il continue à exercer cette fonction. De plus, l'armée de terre a créé un « Comité Asesor », véritable gouvernement parallèle, et intervient ouvertement dans la vie politique. Le 14 juin, dans une déclaration officielle, elle a défendu sa participation au coup d'Etat de 1973 et justifié la répression, assurant qu'il s'agissait d'une guerre. Le 8 juillet, un officier supérieur – qui, par la suite, a été contraint à la démission – a critiqué publiquement le gouvernement et approuvé les faits et gestes du régime militaire, y compris les disparitions de personnes qui, selon lui, s'élèvent non à sept cents, mais à deux mille au moins.

La marine, par la voix de son nouveau commandant en chef, l'amiral Jorge Martinez, a de son côté fait savoir que les accusations portées contre les forces armées créent un malaise. Les carabiniers se sont montrés plus discrets, tandis que le chef de l'aviation, le général Fernando Mathei, est le seul responsable militaire à avoir reconnu le rôle des forces qu'il dirige dans certaines arrestations et disparitions, ajoutant que ce corps assumait la responsabilité de ses actes passés (7).

La découverte de charniers à Pisagua, Colina, Chihuio, Calama et Copiapo a provoqué un choc réel dans l'opinion publique, au point que certains secteurs favorables au général Pinochet commencent à dire qu'il faut que toute la lumière soit faite. La diffusion par la télévision d'images montrant les cadavres momifiés par le sable salé du désert de Pisagua, à 1 500 kilomètres au nord de Santiago, et des témoignages des familles a eu un impact considérable.

Les parents des victimes de la dictature et les survivants des camps de concentration exigent d'abord de connaître toute la vérité sur ce qui s'est passé. Ils veulent que justice soit faite. Après, seulement, il pourra être question de pardon. Le président Aylwin, parlant de la découverte des cadavres de Pisagua, a affirmé : « *La conscience morale du Chili exige que toute la vérité soit établie et que justice soit rendue dans la mesure du possible* », ajoutant que les crimes sont toujours des fautes personnelles (8).



LE GÉNÉRAL PINOCHET, LE JOUR DE LA PASSATION DE POUVOIRS
Une « sortie » en douceur, après tant de crimes

STRONG-SIPA

L'action du gouvernement est entravée par la loi d'amnistie de 1978 et l'obstruction des tribunaux. Pour ces raisons, M. Aylwin a annoncé, le 24 avril, la création d'une commission Vérité et Réconciliation, organisme indépendant chargé d'enquêter sur les graves atteintes aux droits de l'homme durant la dictature. En un mois seulement, deux mille trois cents dénonciations ont été enregistrées. Les conclusions, qui ne seront pas connues avant la fin de l'année, auront essentiellement une valeur morale puisque la recherche des coupables et les sanctions relèvent des tribunaux, lesquels se retranchent derrière les lois d'impunité.

Autre problème crucial, celui des prisonniers politiques. Depuis le 11 mars, une centaine d'entre eux seulement ont été libérés, tandis qu'environ trois cents demeurent incarcérés. Le projet de loi que le gouvernement a déposé devant le Parlement, visant à réduire les condamnations de certains prisonniers et à en libérer d'autres, a été rejeté par le parti de la Rénovation nationale (RN) et par l'Union démocrate indépendante (UDI), deux forces d'opposition de droite qui ont soutenu le régime militaire. Cette situation a provoqué l'indignation de nombreux secteurs de l'opinion qui, comme l'écrit Juan Pablo Cardenas, directeur de la revue *Analisis*, disent leur inquiétude de voir « *le responsable du coup d'Etat circuler librement tandis que ses victimes et otages restent en prison* ». Il ajoute que « *rien ne justifie que les responsables de délits économiques et de vol des biens de l'Etat ne soient pas jugés* » (9). Par ailleurs, la presse a dénoncé d'importantes irrégularités dans la gestion de la Banque d'Etat, de la télévision nationale et d'autres entreprises publiques.

Les conseillers du président ont tout fait pour protéger l'image de M. Aylwin, faisant monter en première ligne ministres ou porte-parole du gouvernement lorsqu'il s'agit de questions difficiles. Cependant, le chef de l'Etat n'a pas fui ses responsabilités : il s'est engagé personnellement avec la création de la commission Vérité et Réconciliation – très critiquée par la droite et les militaires – de même que dans ses relations avec les dirigeants syndicaux. Il a aussi entrepris une série de visites du nord au sud du Chili ; dialoguant avec les travailleurs, il leur a demandé de ne pas trop exiger durant cette première période, expliquant que le gouvernement, bien qu'ayant hérité d'un budget déficitaire, a quand même augmenté le salaire minimum (10), les pensions les plus faibles et les allocations familiales ; et il a déposé devant le Parlement des projets de loi visant à modifier la législation du travail et protéger les salariés des licenciements arbitraires.

Les organisations syndicales, principalement la Centrale unique de travailleurs (CUT), ont soutenu la gestion gouvernementale au cours des premiers mois tout en mettant en avant leurs revendications : le 27 avril, le premier accord entre travailleurs, patrons et gouvernement était signé. Cependant, dès juillet, la CUT a dénoncé l'attitude des patrons qui ont licencié plus de mille cinq cents salariés et elle a fait état de ses premiers désaccords avec le pouvoir. Malgré tout, le climat social reste calme.

Réduire les inégalités sociales

LE gouvernement de M. Patricio Aylwin a poursuivi la politique économique libérale du régime militaire tout en essayant de réduire les graves inégalités sociales. Si les indices économiques étaient bons, la pauvreté frappait la moitié de la population chilienne. La croissance soutenue de l'économie, aux alentours de 6 % les quatre dernières années et qui avait atteint jusqu'à 10 % en 1989, ne pouvait pas se poursuivre à un tel rythme. En décembre 1989, sous l'administration du général Pinochet, la Banque centrale autonome avait imposé un réajustement pour refroidir l'économie et combattre la reprise de l'inflation.

Cette politique de réajustement monétaire – avec hausse des taux d'intérêt – a été reconduite par le gouvernement actuel avec un succès relatif. Pour le premier semestre, l'inflation se situe autour de 11,2 % et les experts annoncent un taux annuel de 25 % fin 1990. Mais la hausse du prix du pétrole au mois d'août risque de compromettre ces calculs car le Chili importe 75 % de ses besoins en or noir. Le chômage ne représente que 6,5 % de la population active mais le sous-emploi reste très important.

Pour cette année, on s'attend à une augmentation de 3 % à 4 % du PNB. Le rythme des exportations s'est maintenu et la balance commerciale affiche un excédent de 913 millions de dollars pour le premier semestre. Le montant global de la dette extérieure du Chili – la plus élevée d'Amérique latine par rapport au produit intérieur brut – atteint 17 milliards de dollars et le gouvernement a commencé à négocier le rééchelonnement des prochaines échéances.

D'après M. Sergio Molina, ministre de la planification et de la coopération, « *le revenu par habitant n'a augmenté que de 1,2 % entre 1980 et 1989 et sa répartition a été très inégalitaire puisque 20 % de la population – les plus riches – ont vu croître leur revenu tandis que les 80 % restants l'ont vu diminuer. Dans la même période, les dépenses sociales par habitant ont été réduites de 30 %, provoquant une situation dramatique à laquelle il était urgent de remédier.* » Le gouvernement a fait approuver une réforme du système d'imposition qui comprend, entre autres mesures, une hausse de la TVA de 16 % à 18 % et rapportera plus de 300 millions de dollars. Avec cet apport, plus les aides internationales et les subsides obtenus d'un Fonds de solidarité, le budget social se monte à 2 142 millions de dollars, soit le montant le plus élevé de l'histoire du Chili (11).

De leur côté, les forces politiques tentent de s'adapter à la nouvelle situation. La droite, qui a soutenu la dictature, se retrouve assez divisée : le secteur le plus dur, l'UDI, tout comme Rénovation nationale doivent faire face à des disputes internes essentiellement liées à la nouvelle image que ces mouvements souhaitent se donner en démocratie. Les autres forces de la droite pinochetiste, qui n'ont pas réussi à faire élire leurs parlementaires, ont pratiquement été balayées de la scène politique – mis à part quelques anciens ministres, tels M. Carlos Caceres, soutenu par les nostalgiques de la tyrannie.

La gauche, très affaiblie par la dictature, connaît un grand désarroi. L'axe PC-PS n'existe plus. Les secteurs les plus radicaux, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), le Parti communiste, se retrouvent isolés, en dehors du gouvernement, et traversent la plus grave crise de leur histoire, provoquée à la fois par leur attitude face à la situation locale et par l'effondrement des régimes d'Europe de l'Est. Cependant, ils disposent encore d'une audience importante chez les travailleurs et les étudiants. La gauche modérée, appelée aussi « rénovée », représentée essentiellement par le Parti socialiste unifié et le Parti pour la démocratie (PPD), a obtenu d'importants succès et incarne les espoirs du socialisme démocratique. Mais le parti le plus important du Chili reste, sans conteste, la Démocratie chrétienne qui a le soutien de plus d'un tiers de la population ; elle se situe au centre de l'échiquier politique et s'est alliée à la gauche modérée.

Tous les dirigeants de partis ont les yeux rivés sur 1991, année pendant laquelle, si les propositions du gouvernement sont approuvées, se dérouleront les élections municipales. Il s'agira de la première consultation vraiment démocratique des dix-huit dernières années ; elle sera un test important pour l'élection présidentielle de 1993 et suscite déjà de nombreux débats au sein des formations politiques. Si une certaine unanimité se fait jour, c'est dans la population féminine : les femmes sont en effet absentes du gouvernement, et il n'y en a que huit sur les cent cinquante-huit parlementaires. Elles revendiquent des quotas minimaux, usant du slogan : « *Sans les femmes, pas de vraie démocratie* ». Mais ce n'est pas un problème nouveau, ni spécifiquement chilien...

* Journaliste à Radio-France internationale.

(1) *El Mercurio*, 24 février 1990.
(2) Voir Victor de la Fuente, « Transition vers la démocratie au Chili », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.
(3) Revue *Analisis*, 9 juillet 1990.
(4) AFP, 21 juillet 1990.
(5) *El Mercurio*, 24 juin 1990.
(6) Revue *Apsi*, 23 mai 1990.
(7) AFP, 17 juin 1990.
(8) *La Epoca*, 13 juin 1990.
(9) *Analisis*, 2 juillet 1990.
(10) Le salaire minimum est passé, depuis le 1er juin, de 18 000 pesos à 26 000 pesos, soit de 60 dollars à 86 dollars par mois.
(11) *El Mercurio*, 20 juin 1990.

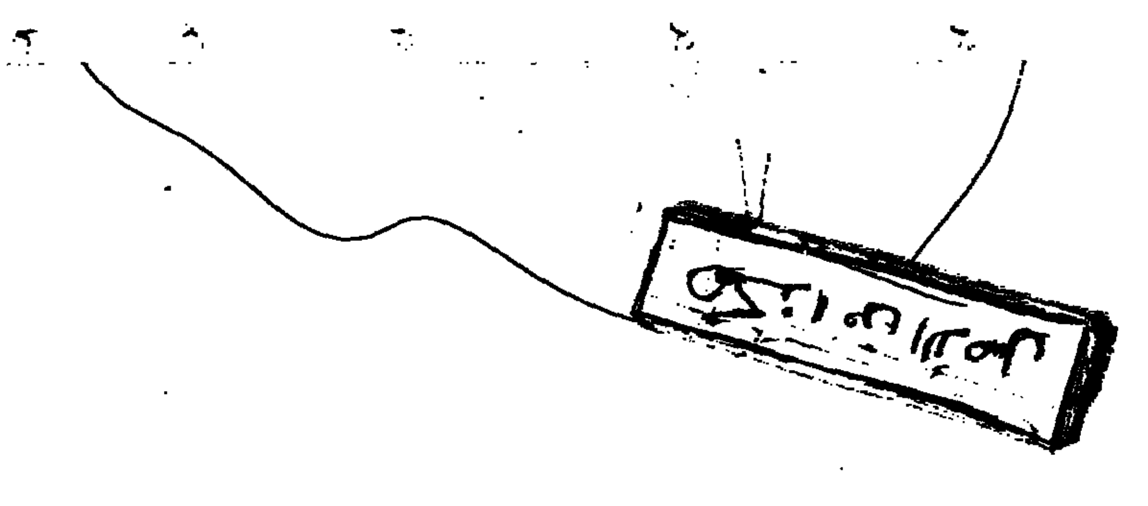
TÉMOIGNAGE

« La dernière fois que je l'ai vu... »

Patricio n'avait que quatorze ans, le 14 septembre 1973, quand il a accompagné son père, Julio Cabezas, à la préfecture d'Iquique, à la suite d'une convocation militaire. « *Je pensais que nous allions rentrer ensemble à la maison... Mais c'est la dernière fois que je l'ai vu. Il a été arrêté et transféré à Pisagua où on l'a fusillé le 10 octobre, deux jours avant la tenue d'un conseil de guerre au cours duquel – bien que déjà assassiné, – il a été condamné à mort... Il s'agissait d'une vengeance, puisque mon père avait établi les liens de l'avocat Mario Acuna avec les narcotrafiquants, le même qui, sous l'uniforme de juge d'instruction militaire, a énuméré les chefs d'accusation devant le conseil de guerre.* »

Le samedi 2 juin 1990, après avoir longtemps creusé à Pisagua, Patricio Cabezas a découvert le premier corps : « *C'était le visage d'un homme jeune. J'ai perdu tout contrôle et j'ai marché jusqu'à la plage... A ce moment, j'ai été confronté à quelque chose que jamais je n'avais voulu reconnaître... J'avais toujours conservé l'espoir que nous allions nous revoir et que je lui raconterais ce que j'avais fait toutes ces années pour le retrouver. Ensuite, j'ai réagi et je suis revenu. J'ai pris une pelle et j'ai recommencé à creuser... De quel droit nous disent-ils qu'il faut tourner la page ? Et à qui dois-je pardonner ?* »

(Extrait de la revue *Analisis*, 11 juin 1990).



UNE PHILOSOPHIE POUR LA MODERNITÉ

L'exigence de responsabilité

EN cet été 1990, la nouvelle confrontation dans le Golfe vient rappeler combien les progrès technologiques accroissent les dangers pesant sur le genre humain. Oublierait-on que les choix et les actions de l'instant engagent l'avenir à long terme ? Comme d'autres penseurs de la modernité, le grand philosophe allemand Hans Jonas s'en inquiète et prêche pour le principe de responsabilité.

Par JACQUES DECORNOY

Onze années après sa première édition, voici, en traduction, un grand livre d'un grand philosophe. Certes, depuis la publication du *Principe Responsabilité*, de Hans Jonas, nombre des idées exposées dans l'ouvrage ont fait souche, et la greffe donne parfois l'impression de timidement prendre jusque dans le discours politique (1). Et pourtant, ces pages ont gardé leur puissance de prophétie, de décryptage de l'époque. Mieux, l'actualité conforte leur fraîcheur, souligne l'urgence de leur message — cet appel à une révolution de la pensée et de l'action.

Responsabilité : le mot évoque la prudence morale quand Hans Jonas entend *« commandement irrécusable »* ; non pas la *« circonspection »*, mais le *« noyau de l'agir éthique »* — en dotant ce concept d'un contenu inédit, en le lestant d'une charge nouvelle englobant la totalité de la vie (humaine et « naturelle »), non pas seulement actuelle mais surtout à venir, et donc, par essence, inconnue. Les périls futurs ne peuvent bien sûr être définis, mais leur seule éventualité doit guider notre action aujourd'hui. A situation sans précédent, éthique sans précédent : *« Avec la prise du pouvoir par la technologie (qui est une révolution que personne n'a programmée, totalement anonyme et irréversible), la dynamique a pris des aspects qui n'étaient contenus dans aucune de ses représentations antérieures* (...). *Ce qui est sûr, c'est que nous ne pouvons plus faire confiance à une « ruse immanente de la raison dans l'histoire », que parler d'un « sens » auto-efficient du devenir serait de la frivolité pure et simple ; que donc nous devons prendre en main de façon entièrement nouvelle le processus qui pousse en avant* sans savoir préalable du but. » Et Hans Jonas de ne pas hésiter à faire l'apologie de la *« peur »*, qui n'est pas ici fade crainte irrationnelle de l'inédit, mais prise en considération dramatique et centrale de la très longue échéance. *« Or l'« avenir » n'est représenté par aucun groupement, il n'est pas une force qu'on puisse jeter dans la balance. Ce qui n'existe pas n'a pas de lobby, et ceux qui ne sont pas encore nés sont sans pouvoir.* » Ethique... peur... humilité aussi, *« l'humilité qu'exige la grandeur excessive de notre pouvoir qui est un excès de notre pouvoir de faire sur notre pouvoir de prévoir et sur notre pouvoir d'évaluer et de juger »*.

Les destins solidaires de l'homme et de la nature

CE *gouffre*, qui ne le perçoit quotidiennement, entre les fantastiques capacités d'action technologique et la décision politique, c'est-à-dire l'organisation de la société ? Rappelant le chant du chœur de l'*Antigone* de Sophocle (*« Par ses engins, il* [l'homme] *est le maître des bêtes indomptées qui courent par les monts »*), Hans Jonas souligne que, des Grecs anciens à nos jours, *« toute moralité était ciblée sur le cercle rapproché de l'agir »* : elle visait le temps et l'espace immédiats. D'où une éthique appuyée sur *« un comportement non cumulatif »*, n'engageant pas l'avenir.

Ethique qui survit, demeure dominante, mais ne répond plus en rien aux impératifs du siècle, alors que la nature et l'homme en elle de plus en plus sont objets de la technique.

Hans Jonas peut bien affirmer que l'enlumineur médiéval ou le chasseur d'une tribu ne sont pas plus inachevés que l'ingénieur atomiste, et que l'histoire ne franchit pas des stades comme l'être humain passe de l'état embryonnaire à la vieillesse, rien de moins passéiste, réactionnaire, que son propos. Il ne rêve pas de réimposer ses chaînes à Prométhée. Plus sérieusement, il s'effraie de voir le démon technologique acquérir une puissance et une vitesse incontrôlables et, de ce fait, tuer *« la solidarité de destin entre l'homme et la nature »*. Au nom de la responsabilité, il refuse le pari. A l'espèce, il nie le droit à l'hypothétique suicide.

« Puisque l'économie « libre » des sociétés industrielles occidentales est précisément le foyer de la dynamique qui dérive vers le danger mortel, le regard se tourne naturellement vers l'alternative du communisme », écrit-il. La mutation qui s'est produite depuis que ces lignes furent rédigées ne gomme pas leur importance. Hans Jonas montre, à partir de la critique de l'utopie selon Ernst Bloch, et tout en soulignant que le marxisme a, le premier, tenté une planification de l'avenir, que cette philosophie a seulement hérité de la pensée baconienne (*« Le savoir c'est du pouvoir »*), sans voir que ce pouvoir nouveau *« dicte à son détenteur apparent son usage »*. Le marxisme, tout en se prétendant plus efficace que l'idéologie capitaliste, n'a imposé aucune limite, bien au contraire, à l'*« industrie humaine »*. L'auteur doute d'ailleurs en passant que l'URSS et la Chine, si elles avaient été à même de prouver leur efficacité, eussent accepté de faire bénéficier de leurs « succès » l'ensemble de la planète. A condition, d'autre part, qu'une telle tâche eût été réalisable : car qui peut croire en l'extension, dans un siècle, à quelque douze milliards d'hommes, du style et du niveau de vie qu'accaparent dès aujourd'hui une minorité de possédants repus ?

L'auteur peut bien citer Leibniz et Kant, il sait aussi de quoi il disserte lorsqu'il parle d'énergie et de matières premières. Comme lorsqu'il vitupère les utopies concernant ce paradis du *« loisir actif »* imaginé par Bloch, comme lorsqu'il *« rougit de honte »* à la vision de l'actuelle *« réponse de la culture de masse occidentale à l'irruption du loisir »*. Mais il ne s'agit pas seulement de casser l'utopie : il faut fonder l'*« éthique de la responsabilité »* et donc s'armer de *« peur »*, qui n'est pas pusillanimité, mais raison, respect de l'avenir de l'homme. *« La prophétie de malheur est faite pour éviter qu'elle ne se réalise ; et se gausser ultérieurement d'éventuels sonneurs d'alarme en leur rappelant que le pire ne s'est pas réalisé serait le comble de l'injustice : il se peut que leur impair soit leur mérite. »*



ANDRÉ MASSON
« Le Sort » (1933)

Ayant posé ces principes cardinaux, et les fondant sur des analyses philosophiques limpidement exposées, Hans Jonas, qui ne verse pas dans l'apocalyptisme, n'élude pas le problème de leur mise en œuvre : *« Cela soulève dans son extrême acuité la vieille question du pouvoir des sages ou celle de la force des idées dans le corps politique dès lors qu'elles ne sont plus alliées à l'égoïsme. Quelle* force *doit représenter l'avenir dans le présent ? C'est là une question de philosophie politique sur laquelle j'ai mes propres idées, probablement chimériques et certainement impopulaires »*, écrit-il. Il ne va guère plus loin, même si, à plusieurs reprises, il laisse entendre qu'il croit peu en une prise de conscience collective de la nécessité d'appliquer le « Principe Responsabilité ».

Ce faisant, il laisse ouvert le jeu des réponses. Par irresponsabilité ? La hauteur des vues du philosophe et son exigence éthique permettent plutôt de penser que ce terrible réquisitoire, exemplaire hymne à l'humilité comme exercice d'ambition bien comprise, vise d'abord à vivifier la réflexion sur ce que pourrait être l'invention d'une démocratie pour notre temps, c'est-à-dire pour les temps à venir. L'implosion de l'utopie marxiste, la prise de conscience des coups mortels portés partout à la nature et de l'écartèlement croissant de la planète donnent une chance théorique d'appliquer le mot d'ordre de responsabilité. Théorique encore, car quelques badigeons verts sur les courbes de ventes d'automobiles ne sauraient dissimuler l'aveuglement irresponsable des coassantes grenouilles de la « modernité ».

(1) Hans Jonas, *le Principe Responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, traduit de l'allemand par Jean Greisch. Éditions du Cerf, Paris, 1990, 336 pages, 150 F. Ce titre – *Das Prinzip Verantwortung* – renvoie à celui de l'ouvrage d'Ernst Bloch, *le Principe Espérance (Das Prinzip Hoffnung)* (traduction française, Gallimard, Paris, 1982) dont il dénonce les thèses marxistes utopistes.

NÉCESSAIRE AMÉNAGEMENT D'UN

Les nouveaux risques obligent à

TANDIS que progressent les négociations sur le désarmement entre l'Est et l'Ouest, il y a tout lieu de penser que les ventes d'armes au tiers-monde – et pas seulement à l'Irak, aujourd'hui objet de scandale – vont encore s'intensifier. De nouvelles tensions seraient alors à craindre. Devant les risques proprement cataclysmiques menaçant désormais la planète, Maurice Bertrand poursuit sa réflexion sur l'aménagement d'un système de sécurité mondiale et suggère une réorientation des stratégies occidentales.

Par MAURICE BERTRAND *

Les lieux communs pleuvent au sujet du «changement» qui, depuis 1985, bouleverse les règles du jeu politique et les structures de la société. On se réjouit de la «faillite du communisme» constatée par M. Gorbatchev et qui a entraîné à «une vitesse inattendue», dont chacun s'émerveille, des transformations que «nul n'avait prévues». On parle aussi volontiers de l'émergence de «nouveaux géants économiques», du «monde multipolaire qui est en train de naître» et de l'«interdépendance» qui impose de nouvelles contraintes aux Etats-nations, notamment celle de respecter des «politiques de rigueur» indispensables à la croissance des pays riches et au développement des pays pauvres. On admet qu'il faut réfléchir à une «nouvelle conception de la sécurité» et s'engager prudemment dans une désescalade quantitative sur le plan des armements, mais on continue de penser que les Etats-nations restent des «monstres froids» qui doivent continuer à «préparer la guerre, s'ils veulent la paix». D'autant qu'il reste essentiel de faire face aux menaces pouvant résulter du «renouveau des nationalismes» (en Europe de l'Est, en URSS) et de la «prolifération», dans un tiers-monde instable et sujet aux «intégrismes», d'armes puissantes pouvant mettre le Nord en danger...

L'ennui est que les lieux communs ne sont pas neutres. Ils impliquent une philosophie. Or ce mélange de conception événementielle de l'histoire, de *Realpolitik* de type bismarckien, de monétarisme dédaigneux des problèmes sociaux et d'acceptation réticente de nouvelles tendances mal définies est d'une pauvreté intellectuelle qui commence à devenir lassante. D'autant que cette vision des choses est démentie à tout instant par des événements qui ne trouvent pas place dans cette analyse.

Aussi, en dépit du fait que les théories ne sont pas à la mode et que l'on se méfie de toutes les explications ayant un aspect systématique et abstrait, le soupçon que des forces profondes sont au travail commence à poindre dans quelques esprits. Il n'est nullement nécessaire d'être marxiste pour penser que les conditions économiques ont des conséquences sur les comportements politiques et sur le mouvement des idées : la stratégie de la construction européenne repose sur cette philosophie, et tout un chacun parle de «monde postindustriel» et du «prodigieux développement électronique» en train de transformer la vie.

Il n'est donc plus du tout absurde de penser qu'il puisse exister une relation directe entre les modifications des bases techno-économiques et le processus de changement spectaculaire auquel nous assistons. En revanche, si, au lieu de se contenter d'idées vagues, on tente de formuler cette relation de façon plus précise, on s'aperçoit que cette hypothèse conduit à une stratégie politique radicalement différente de celle qui a le soutien des gouvernements occidentaux.

De l'ère industrielle à l'ère électronique

1. Si ce sont des forces techno-économiques qui sont en train d'imposer les transformations structurelles de la société moderne, le «changement» revêt une tout autre dimension. Il s'agit du passage d'une ère à une autre, d'une ère, que l'on peut qualifier d'«industrielle et clausewitzienne» à une autre ère que l'on peut appeler «électronique et nucléaire».

2. Ce phénomène de nature économique et militaire concerne directement les pays industrialisés du «Nord», indirectement seulement les pays et régions pauvres du «Sud»; l'ère nouvelle ne fait, d'autre part, qu'accélérer des transformations déjà commencées au cours de l'ère industrielle; nous sommes dans une période de transition.

3. L'entrée dans l'ère nucléaire s'effectue avec quarante ans de retard. Quand Niels Bohr, en 1943, à Los Alamos, au moment de la mise au point de la première bombe A, diagnostiquait que *«la nouvelle arme ne contribuera pas seulement à transformer la guerre, mais exigera de l'humanité d'abandonner son habitude ancestrale de faire la guerre* (1)», il ne se doutait pas qu'il faudrait plus de quatre décennies d'opposition Est-Ouest et de développement de part et d'autre de panoplies nucléaires complètes pour qu'on reconnaisse enfin que les analyses de Clausewitz n'étaient plus applicables. Ce n'est que le jour où l'on a fini par admettre que la construction progressive de la confiance par des mesures appropriées pourrait remplacer la défiance et donc la «dissuasion» que le renversement des conceptions de sécurité a commencé de se produire.

4. Cette reconnaissance retardée s'explique par le fait qu'en matière de structure sociale l'ère électronique vient seulement d'atteindre un seuil d'où s'établissent de nouveaux rapports de forces politiques à l'intérieur des pays. Au niveau des orientations données à l'action politique, les besoins ressentis et exprimés par les opinions publiques ont changé de nature : la recherche de l'enrichissement collectif et individuel implique une conception essentiellement constructive et pacifique.

Les satisfactions ou gloires nationales ne se situent plus dans la conquête des drapeaux ennemis, mais dans les grandes réalisations techniques ou économiques (à peine corrigées pour les classes les moins cultivées par les exploits sportifs des équipes nationales, substituts des batailles militaires) (2). Ce n'est pas un hasard si les politiques de gauche ressemblent de plus en plus aux politiques de droite (3). Elles expriment les mêmes besoins.

5. Au niveau du jeu politique interne, un nouveau type de relations *dirigeants-dirigés* est en train de s'établir dans lequel la manipulation devenue plus savante connaît en fait ses limites. Elle doit tenir compte des orientations d'une opinion de plus en plus capable de vérifier si la conduite des affaires publiques est conforme à ses vœux : les classes dirigeantes se divisent en groupes distincts, aux fonctions et aux intérêts divergents (intellectuels, producteurs, informateurs, politiciens), créant ainsi un meilleur contrôle du pouvoir, largement facilité par des moyens d'information et de communication instantanés et ignorants des frontières. Ce mouvement de constitution de classes moyennes, de développement parallèle de l'éducation au niveau secondaire et supérieur et d'explosion des capacités d'information est déjà largement amorcé depuis 1945. Mais c'est seulement depuis le milieu des années 80 que toutes les conséquences en sont apparues, aussi bien dans les pays de l'Est par le renversement de régimes inadaptés qu'à l'Ouest par une pression croissante vers le désarmement et la paix.

6. C'est en effet cette évolution qui explique que les peuples du «Nord» aient découvert seulement en 1985 que la guerre ne pouvait plus être *«la continuation de la politique par d'autres moyens»*. Dans la mesure où l'identité militaire et l'identité nationale se sont confondues au cours de l'ère clausewitzienne, la «disparition de l'ennemi», en supprimant la première, met en question la seconde. C'est en fonction de structures mentales héritées de l'ère précédente que l'on parle encore de «défense nationale». Pour les pays du «Nord», et en particulier les pays européens, les risques d'agression en provenance de leurs voisins immédiats ont disparu. La petite Suisse par exemple peut maintenir des défenses à ses frontières françaises, allemandes ou italiennes ; comme dans le désert des Tartares, l'ennemi ne s'y présentera plus jamais. Les risques de contagion de rébellions nationalistes locales en Europe de l'Est ou en URSS sont nuls ; les opinions publiques ne sont pas prêtes à subir d'autres Sarajevo. Les «défenses nationales» s'étaient déjà fondues depuis les années 50 dans les alliances. Les alliances à leur tour perdent leur sens pour faire place à une véritable *«communauté de sécurité* (4)» que l'on va essayer d'ébaucher demain au sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), mais dont la logique s'impose déjà d'elle-même pour l'ensemble des pays du Nord.

* Ancien membre du corps commun d'inspection des Nations unies.

(1) Cité par Strobe Talbot, dans *Paul Nitze. The Master of the Game*, New-York, 1988.

(2) Cf. Ignacio Ramonet, «Le football, c'est la guerre», *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(3) Cf. Christian de Brie, «L'extrême droite sur les ruines d'une gauche sans projet», *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(4) Cf. Maurice Bertrand, «Les dangers d'une «communauté de sécurité» du Nord contre le Sud», *le Monde diplomatique*, février 1990, et «Des idées neuves pour asseoir la sécurité mondiale», *le Monde diplomatique*, mai 1989.

L'accroissement des ventes d'armes au

Par MICHAEL KLARE *

LES réductions de forces américaines et soviétiques en Europe, plus généralement les négociations Est-Ouest sur le désarmement, vont libérer d'énormes surplus de matériel que, déjà, Moscou et Washington cherchent à donner ou à vendre au tiers-monde. Les autres producteurs d'armes ne sont pas en reste et, dans le Sud, de nombreux pays entendent s'équiper eux-mêmes.

Dès le début des années 80, on a assisté à une énorme augmentation des achats d'armements, nombre de gouvernements du tiers-monde cherchant à s'équiper de chars modernes, de fusées et d'avions. Puis, au milieu de la décennie, en raison de la crise de l'endettement, les banques cessèrent de prêter, et un frein fut mis aux commandes d'engins coûteux. La fin des hostilités entre l'Irak et l'Iran, en Angola et en Namibie pesa ensuite sur le marché. Au total, les ventes d'armes passèrent de 50 à 60 milliards de dollars par an en début de décennie à 30 à 40 milliards de dollars à la fin des années 80. Aujourd'hui, la situation se retourne à nouveau.

Si tout laisse à penser que le montant des ventes d'armes va regrimper vers les sommets atteints au début de la décennie 80, la structure du marché, déjà en voie de modification au cours des années passées, va poursuivre son évolution (1).

Tout récemment encore, les ventes d'armes au tiers-monde étaient essentiellement le fait des deux superpuissances et d'une poignée de pays industrialisés. De 1975 à 1982, six pays – Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, RFA, Italie – livraient 84 % (en valeur) des munitions commandées par le tiers-monde. A eux seuls, les Etats-Unis et l'URSS fournissaient environ deux tiers des armes achetées par les pays en voie de développement (2).

Au fil des ans, cependant, on vit diminuer la part du marché occupée par les «six grands». Selon le service de recherche de la bibliothèque du Congrès américain, au milieu de la décennie passée ils ne fournissaient plus que 75 % environ des armes achetées par le tiers-monde (3). Le quart restant était livré par des nations européennes (principalement la Belgique, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Pologne, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède et la Suisse) et par de nouveaux producteurs du tiers-monde. Le phénomène le plus important a été l'apparition majeure du Brésil et de la Chine sur le marché. Selon l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement (ACDA), les ventes brésiliennes passèrent de 670 millions de dollars pour la période 1976-1981 à 2,6 milliards de dollars entre 1982 et 1987, soit une augmentation de 288 %, celles de la Chine grimpant de 1,25 milliard à 7,8 milliards de dollars – une augmentation de 524 % (4).

A un moindre degré, d'autres pays ont conquis une part non négligeable du marché : ainsi la Corée du Nord et Israël (2,4 milliards de dollars chacun entre 1982 et 1987), la Corée du Sud (2,1 milliards), l'Egypte (770 millions) (5).

Aujourd'hui, trois groupes sont en concurrence. Le premier et le plus important inclut les deux superpuissances et les principaux pays européens, qui, les mieux à même de fabriquer les engins de haute technologie, continueront de trouver dans le tiers-monde des clients solvables désireux de se procurer les systèmes les plus modernes. Le second groupe rassemble les pays européens de moindre importance qui ont su se placer sur le marché en fabriquant des armes spécifiques (ainsi la Suède, avec ses canons de DCA, ou les Pays-Bas, dans la marine) et les nations du Sud qui, comme le Brésil et la Chine, ont trouvé des débouchés pour du matériel à faible ou moyenne technologie. La plupart de ces pays risquent de se heurter à l'avenir à la concurrence de nouveaux producteurs d'armes.

Le troisième groupe est composé de marchands et d'intermédiaires privés (travaillant parfois dans l'illégalité) qui vendent des surplus ou du matériel d'occasion, quand il ne s'agit pas de marchandises volées. Leur rôle a été modeste jusqu'en 1980, mais a crû énormément à l'occasion de la guerre entre l'Irak et l'Iran, qui a tant profité au marché noir. Un marché qui pourrait à l'avenir redevenir florissant à l'occasion d'insurrections en Afrique, en Asie et en Amérique latine, sans parler de l'embargo sur les ventes d'armes à l'Irak.


JEAN-PIERRE GILISSEN

Le marché devrait encore gagner en complexité alors que de nouveaux producteurs du tiers-monde vont chercher à s'y tailler une place et que les autres producteurs uniront leurs efforts pour mieux l'emporter dans ce secteur fort embouteillé. Plusieurs pays du Sud ont déjà proclamé leur intention de devenir de gros exportateurs d'armes, et parmi eux l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, Singapour, Taïwan et la Turquie. De leur côté, de grands consortiums tendent à mettre en commun les ressources propres des diverses firmes d'armements ; cela est particulièrement vrai en Europe occidentale, et ces groupes étendent leurs tentacules jusqu'en Asie et en Amérique latine (6).

Certes, les pays du tiers-monde sont de plus en plus nombreux à fabriquer certaines de leurs armes, mais la plupart dépendent encore du marché international. Selon l'Agence américaine de contrôle des armements et du désarmement (ACDA), 107 pays du Sud ont chacun acheté pour au moins 1 milliard de dollars d'armements entre 1983 et 1987 (7). En dépit du nombre élevé des acheteurs, le commerce demeure très concentré : douze pays (Angola, Cuba, Egypte, Ethiopie, Inde, Irak, Iran, Israël, Libye, Arabie saoudite, Syrie, Vietnam) ont à eux seuls accaparé les deux tiers des exportations entre 1983 et 1987. Il s'agit de pays qui ont été soit en guerre (Angola, Cuba, Ethiopie, Iran, Irak, Israël, Libye, Syrie, Vietnam), soit engagés dans une course aux armements avec un voisin (Inde-Pakistan ; Inde-Chine ; Israël-Egypte-Irak-Syrie-Arabie saoudite ; Egypte-Libye). La plupart de ces Etats disposent de grosses réserves de pétrole, ou – c'est le cas de l'Angola, de l'Ethiopie, de Cuba, de l'Egypte, d'Israël et du Vietnam – bénéficient d'une importante aide militaire de la part de l'un des Super-Grands.

Un marché de plus en plus complexe

LE commerce des armes demeurera sans doute très concentré, mais des changements d'ordre politique et économique pourraient modifier la liste des principaux acheteurs. Dans le proche passé, la baisse des revenus des pays exportateurs de pétrole du Proche-Orient a déjà eu pour conséquence une chute des achats provoquée, dans d'autres pays, par le phénomène de l'endettement.

Les changements d'ordre politique ont aussi affecté le volume des transferts d'armements. Ces derniers ont beaucoup diminué à la suite du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak (ces deux pays ont, estime-t-on, acheté pour 65 milliards de dollars d'armes entre 1981 et 1988) (8). L'accord de 1988 avec l'Angola a eu des répercussions similaires, et pareille évolution va sans doute être enregistrée à la suite de la fusion des deux Yémens. Les bouleversements en URSS vont probablement modifier aussi les courants de ventes dans la mesure où Moscou va mettre fin à l'aide militaire à ses vieux alliés cubain, éthiopien, nord-coréen et vietnamien.

Si certains pays ont dû réduire leurs dépenses d'armements, d'autres les ont accrues. Cela est particulièrement vrai des pays asiatiques qui s'affirment sur le plan économique (Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande, Malaisie, Singapour) et poussent à la modernisation de leurs forces armées. C'est ainsi que la Corée du Sud a fait passer ses dépenses militaires de 2,9 milliards de dollars en 1980 à 5,6 milliards en 1987, celles de Taïwan bondissant de 2,8 à 4,7 milliards. Les budgets militaires malaisien et singapourien ont crû au même rythme, dépassant l'un et l'autre le milliard de dollars annuels (9). Pareils budgets ont permis à ces pays l'achat d'armes plus complexes et l'expansion de leurs capacités de production.

Au cours des années 90, le commerce des armes sera aussi relancé par la volonté de nombreux pays du tiers-monde de renforcer leur rôle de puissance régionale. Entrent dans cette

* Professeur à Hampshire College, Amherst, Massachusetts. Auteur, notamment, de *Low-Intensity Warfare*, Pantheon, New-York, 1988.

(1) Cf. Michael Klare, «Who's Arming Who ?», *Technology Review*, mai 1990.

(2) Richard F. Grimmett, *Trends in Conventional Arms Transfers to the Third World by Major Suppliers, 1975-1982*, Congressional Research Service (cité dans les notes suivantes sous la forme abrégée : CRS, *Trends*), Washington, 1983.

(3) CRS, *Trends 81-88*.

(4) US Arms Control and Disarmament Agency, *World Military Expenditures and Arms Transfers 1988*, Washington, US Government Printing Office, 1989 (chiffres en dollars courants, (abréviation dans les notes suivantes : ACDA, *WMEAT 1988*).

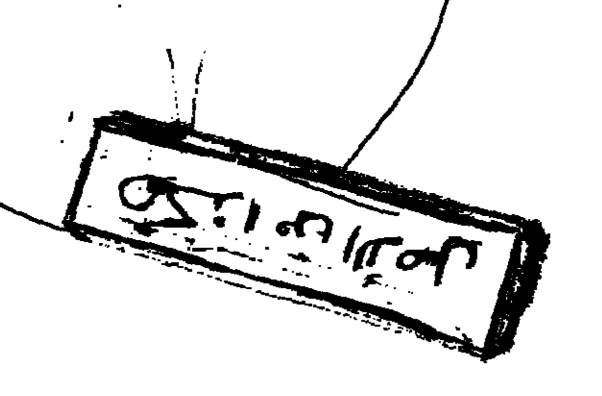
(5) *Ibid.*

(6) Lire à ce sujet Carole A. Shifren, «Lower East-West Tensions May Boost Joint European Defense Projects», et Paul Proctor, «Asian Manufacturers Seek Aircraft Development Share». *Aviation Week and Space Technology*, 19 mars 1990.

(7) ACDA, *WMEAT 1988*.

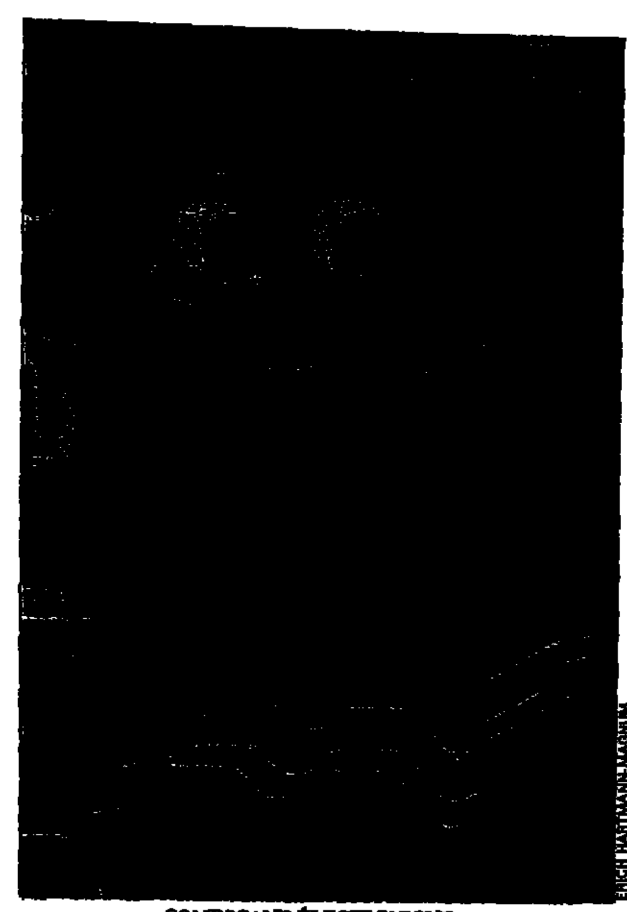
(8) CRS, *Trends 81-88*.

(9) ACDA, *WMEAT 1988*.



SYSTÈME DE SÉCURITÉ PLANÉTAIRE

repenser les stratégies occidentales


ERICH HARTMANN-MAGNUM

COMPOSANT ÉLECTRONIQUE

n'est autre que l'intégration économique de la planète.

8. Cette intégration économique ne peut pas ne pas entraîner une *intégration sociale : on ne* pourra pas maintenir très longtemps la division en compartiments distincts, pour le niveau des salaires *et des conditions* de vie, d'un espace économique en cours d'unification. Or, si l'intégration sociale entre les *deux Allemagnes* fait aujourd'hui problème, il est évident que l'intégration sociale de quatre milliards de « pauvres » et d'un milliard de « riches » présente *toutes les caractéristiques* d'un phénomène cataclysmique ; d'autant que les quatre milliards vont passer à huit dans les trente prochaines années (6) et que leur niveau de vie, entre cinquante et deux cents fois moins élevé que celui des riches, n'a tendance ni à s'accroître ni à rattraper celui des pays industrialisés.

7. La caractéristique la plus évidente de l'ère électronique est l'établissement d'un marché mondial, et l'adaptation à ce marché de structures d'entreprises de plus en plus vastes, tendant vers une situation d'oligopole ou de monopole planétaire. Quand les sociétés transnationales qui effectuent 70 % du commerce international (5) s'absorbent mutuellement, en dépit des mécanismes protectionnistes qui tentent de résister à cette irrésistible *concentration, il devient dérisoire de* parler seulement d'« interdépendance ». Le phénomène dont il s'agit

9. La première conséquence de cette situation sera inévitablement, au moins dans un premier temps, l'accélé*ration des migrations du Sud vers le* Nord. Le développement de l'information, de la circulation des idées et de l'éducation rend une partie croissante de ce prolétariat planétaire à même de mesurer *les différences*, de se persuader que les grands principes des droits de l'homme, y compris les droits écono*miques et sociaux, doivent être appliqués* partout, et aussi de mieux connaître et de mieux envier la richesse des riches.

Bien avant que soient atteints les chiffres de population mentionnés ci-dessus, ces masses se mettront d'une manière ou d'une autre en mouvement. Et, si rien n'est fait pour donner à ces peuples prolétaires des raisons de rester chez eux, ces mouvements massifs seront irrésistibles. « *Intégration* » signifiera donc, à brève échéance, possibilité de « désintégration », sauf si le « Nord » était capable de concevoir et de mettre en œuvre à temps des plans suffisamment ambitieux pour tenter de contrôler le phénomène.

10. Le nouveau jeu de forces politiques qui résulte des modifications précitées tend à susciter de nouvelles structures institutionnelles dans le domaine de la sécurité et de l'économie. Les Etats-nations conservent des compétences multiples et leurs attributions culturelles, mais ils tendent à *perdre* leurs responsabilités traditionnelles pour la défense et la réglementation économique. Si l'on a pu croire que les forces économiques conduisaient essen*tiellement vers de nouvelles structures* régionales du type CEE, ce mouvement tend aujourd'hui à s'élargir à des structures transcontinentales, notamment en matière de sécurité (les trente-cinq pays de la CSCE), et à imposer de plus en plus une structuration planétaire.

Priorité aux menaces non militaires

SI l'hypothèse ainsi *formulée* était correcte, il faudrait entièrement réviser l'orientation actuelle des politiques et des stratégies occidentales. La politique qui résulterait de cette analyse ne devrait pas être fondée sur un faux imaginaire de menaces militaires, mais sur une mesure *réaliste des risques – non militaires mais cataclysmiques – résultant du phénomène d'intégration* planétaire. Tout en tenant compte du fait qu'une reconversion des politiques actuelles ne peut se faire que par étapes progressives, il faudrait :

– accélérer par tous les moyens les négociations sur le désarmement, accepter la suppression complète de certaines catégories d'armes comme les missiles de croisière, intégrer dans les négociations les recherches de nouvelles armes, commencer à réduire unilatéralement les budgets militaires, remplacer les systèmes d'alliance périmés par un système de sécurité *fondé principalement sur les mesures* de vérification, contrôle, contrainte et confiance, au niveau de l'ensemble des pays du Nord ;

– *engager des négociations avec les* pays du Sud pour les inclure dans un système de sécurité planétaire fondé lui *aussi sur la réduction des armements et* sur les mesures de contrôle réciproque ;

– *accorder la priorité aux menaces* non militaires, tels que les risques d'accélération de migrations massives du Sud vers le Nord, les risques de dégradation de l'environnement planétaire ;

– établir des plans ambitieux, à négocier avec les pays où les risques d'émigration massive sont les plus graves, afin d'accélérer leur développement (7), trouver les ressources finan*cières suffisantes pour ces plans, ainsi* que ceux concernant la protection de l'environnement au niveau planétaire – mettre en accord les budgets de sécurité avec la nouvelle conception de la sécurité, en d'autres termes effectuer une nouvelle répartition des centaines de milliards de dollars affectés aujourd'hui aux seules dépenses militaires. Les derniers chiffres publiés estiment à 1 000 milliards de dollars le montant des dépenses militaires dans le monde ; une nouvelle répartition de ces sommes entre des budgets militaires très réduits et le financement du contrôle de l'intégration économique, sociale et environnementale mondiale permettrait de soutenir des politiques ayant quelque efficacité ;

– définir à l'échelle mondiale une politique monétaire compatible avec ces besoins de sécurité ; examiner si une politique d'inspiration keynésienne au niveau mondial ne serait pas mieux adaptée que les actuelles politiques d'inspiration monétariste aux énormes *besoins à satisfaire* ;

– s'attaquer au problème de la construction d'institutions mondiales crédibles et efficaces, capables de dres*ser face aux nouveaux pouvoirs économiques* des sociétés transnationales un système politique moderne et permettant un contrôle satisfaisant : soit en réformant fondamentalement le système actuel périmé et impuissant d'organisations mondiales, soit en en *créant un nouveau à partir d'un élargissement* et d'une institutionnalisation raisonnable des mécanismes des sommets.

Ne pas adopter ces orientations – par exemple, comme aujourd'hui en France, continuer à augmenter le budget militaire, tenter d'échapper au désarmement nucléaire et conventionnel, développer même de nouvelles armes (aussi inutilisables que le Hadès), persister à distribuer aux pays du Sud une aide dérisoire, à soutenir les politiques antisociales d'ajustement dans le tiers-monde – serait, si l'hypothèse exposée ci-dessus était exacte, une erreur dramatique, dangereuse pour la survie économique et culturelle du pays.

C'est dire qu'un débat théorique approfondi sur les causes et la nature du « changement » en cours peut avoir quelque intérêt.

MAURICE BERTRAND.

(5) Centre des Nations unies sur les firmes transnationales, *les Sociétés transnationales dans le développement mondial*, 1989.

(6) Lire le dossier « Démographie, développement, démocratie... et immigration », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(7) *Cf.* la proposition de conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée faite par les Espagnols et soutenue par les Italiens.

tiers-monde annonce d'autres tensions

catégorie l'Egypte, l'Inde, l'Irak et la Turquie, qui tous ont mis en œuvre des politiques de modernisation de leurs forces armées. L'Inde, qui entend jouer un rôle déterminant en Asie du Sud et *dans l'océan Indien, est devenue le premier* importateur mondial d'armes à la *fin des années 80* et continuera d'acheter massivement à l'avenir. L'Egypte et l'Irak développent beaucoup leurs industries d'armement (coopérant au besoin pour certains projets) et achètent des avions et des missiles ultramodernes. La Turquie, longtemps à l'*ombre* des autres puissances de l'OTAN, a passé commande de 120 avions F-16 aux Etats-Unis et projette de dépenser environ 10 milliards de dollars pour ses importations militaires au cours des prochaines années.

Durant la décennie 90, seront aussi très présents sur le marché les pays en proie à des insurrections et à des conflits ethniques majeurs. *Dans ce* groupe figureront très probablement *l'Afghanistan, le Salvador*, le Pérou, les Philippines, le Soudan.

Au début *des années 80*, les acheteurs du tiers-monde portaient leurs *choix de préférence* sur des armements lourds et sophistiqués : gros chars, chasseurs supersoniques, grands vaisseaux. De 1980 à 1983 seulement, ils ont acheté 7 889 chars et canons autotractés, 2 258 avions de combat supersoniques, 83 navires de surface et 1 300 hélicoptères (10).

Au milieu de la décennie, la demande *de tels matériels* a beaucoup baissé. Les livraisons d'avions de combat supersoniques étaient, entre 1984 et 1987, de 47 % inférieures à celles des années 1980 à 1983 (1 197 unités), celles des chars et des canons autotractés ayant chuté de 49 % – 4 006 unités vendues (11).

Outre le manque de fonds, plusieurs facteurs expliquent *cette évolution*, le plus important étant peut-être la « *crise d'absorption* ». Bien des pays du Sud ont pris conscience de leur incapacité à manier et à entretenir de tels engins. Par la même occasion, ils ont remis en cause leur utilité. Cette dernière réflexion est en partie *le produit* des leçons tirées du conflit entre Bag*dad et Téhéran* et d'autres guerres des années 80. Avant la guerre irako-iranienne, la plupart des stratèges pensaient que les conflits régionaux de ce type seraient intenses mais brefs et opposeraient des armes ultramodernes alors achetées en grand nombre. Or ce conflit se transforma en guerre d'endu*rance au cours de laquelle la quantité* plus que la qualité des armes joua un rôle souvent décisif.

Il est cependant un type d'armes dont la demande s'est accrue au cours des années 80 : les missiles de combat modernes. La guerre des Malouines puis celle du Golfe ont prouvé l'efficacité de missiles guidés tel l'Exocet français utilisé par l'Argentine pour envoyer par le fond le destroyer britannique *Sheffield*, et, plus tard, par l'Irak contre le *Stark* américain. En Afghanistan, l'équilibre des forces a été en un rien de temps *retourné en faveur de la* résistance antisoviétique grâce à l'arrivée des Stinger, missiles anti-aériens tiré de l'épaule. Moins précises, les fusées sol-sol furent utilisées pendant la « guerre des villes » par l'Iran et l'Irak aux fins d'attaquer les populations *civiles. Ces expériences*, parmi d'autres, ont poussé de nombreux pays du Sud à s'équiper de missiles.

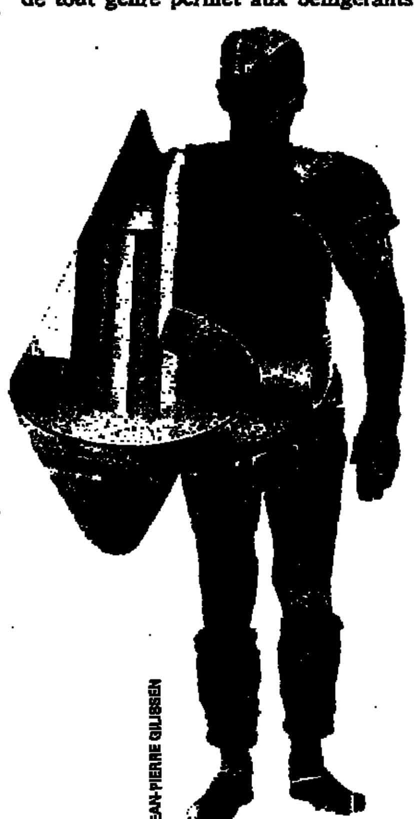
Le conflit entre Bagdad et Téhéran a aussi amené bien des pays à mettre l'accent sur l'achat de technologies permettant de fabriquer des armes. En raison de l'embargo global décidé par Washington, les Iraniens mirent en place un programme d'urgence destiné à la fabrication locale. Exemple suivi par d'autres pays du tiers-monde, qui, au lieu d'acheter des systèmes d'armes, ont décidé l'importation de plans, de machines-outils, de pièces détachées, destinées à l'industrie nationale.

La nature du commerce a aussi été influencée par l'importance croissante des insurrections, des conflits ethniques et autres formes de guerres de « faible intensité » – ainsi en Amérique centrale, en Afrique subsaharienne, au Liban, en Afghanistan, aux Philippines. Les gouvernements ont importé de grosses quantités d'armes légères, de véhicules tout terrain et d'autres équipements anti-insurrectionnels.

Pour toutes ces raisons, le commerce d'armes des années *90* sera *différent* de celui des précédentes décennies. Les achats traditionnels de systèmes modernes au Nord s'accompagneront de plus en plus de transferts de matériel et de technologie pour la production sur place.

Les années 90 verront aussi sans doute se multiplier – souvent illégalement et clandestinement – les ventes de matériels et de techniques destinés à la fabrication de fusées balistiques et d'engins de destruction massive (armes nucléaires et chimiques). Selon l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm, dix pays au moins ont un programme de fabrication de *missiles balistiques* : Argentine, Brésil, Egypte, Inde, Iran, Irak, Israël, Pakistan, Corée du Sud, Taïwan (12). Environ douze pays du tiers-monde commencent, croit-on, à être capables de produire *des armes chimiques* ; *plusieurs* seraient à même de fabriquer des armes nucléaires ou tentent en tout cas de s'en donner les moyens (13). S'il est impossible de prédire qui mènera à bien ces projets, les récentes révélations sur les programmes irakiens témoignent de l'importance de ces efforts.

La prolifération mondiale d'armes de tout genre permet aux belligérants du tiers-monde de mener des guerres longues et de grande envergure. A preuve le conflit entre l'Iran et *l'Irak, au cours duquel 1 250 000* personnes ont été tuées ou blessées. Quarante et un pays ont participé à l'effort de guerre de l'une ou l'autre partie ; vingt et un ont approvisionné les deux adversaires (14).



Une fois encore, la guerre irako-iranienne a *prouvé que les ventes* d'armes renforcent le potentiel d'escalade des conflits régionaux. Heureusement, ni l'Irak ni l'Iran n'utilisèrent les missiles balistiques pour transporter *des armes chimiques frappant* les zones peuplées. Mais il convient de noter que plusieurs adversaires potentiels proche-orientaux ont la capacité d'user de pareils moyens. La Syrie, par exemple, aurait mis au point des charges d'armes chimiques pour *ses missiles Scud-B* et SS-21 livrés par Moscou (15).

Le danger est grand de ce fait pour la stabilité de la région. Les Israéliens ont menacé de lancer des attaques préventives sur la Syrie s'ils ont la conviction que Damas met au point des missiles à charges chimiques destinés à frapper Israël (16). Si Damas ou Bagdad usaient de tels moyens contre Israël, la réponse de Jérusalem serait « *cent fois plus violente* », déclarait dès 1988 M. Rabin, *ministre israélien* de la défense – allusion évidente à la réplique nucléaire (17).

Des relations internationales profondément modifiées

CETTE prolifération d'armes en tout genre rend possible l'émergence de « super-puissances du tiers monde » à même de conduire des guerres à un niveau jusqu'à présent réservé aux grandes nations industrielles. A ce jour, seuls la Chine, l'Inde et Israël peuvent se réclamer de ce douteux statut, mais, à la fin du siècle, *ce pourrait être le cas* du Brésil, de l'Irak, du Pakistan, de la Corée du Sud, de la Turquie comme de Taïwan. Dès aujourd'hui, un conflit concernant l'une de ces puissances montantes – tel *le nouveau conflit dans le Golfe né* de l'agression irakienne contre le Koweït – y présente de sérieux risques d'escalade ; dans quelques années, l'hypothèse d'une conflagration *nucléaire ne pourra être exclue*. Et, parce que de tels conflits pourraient porter atteinte aux intérêts des superpuissances, il faut y voir la cause la plus plausible d'une troisième guerre *mondiale*.

Les relations internationales sont de la sorte en train de se transformer en profondeur. Des pays du tiers-monde autrefois dépendants des grandes puissances *impériales* vont acquérir leur propre sphère d'influence, dans laquelle ils pourront, à l'occasion, intervenir par la force pour réduire au silence des rébellions de satrapes locaux. De petits pays chercheront à s'aligner désormais sur les puissances régionales. De nouvelles alliances et coalitions pourraient surgir entre plusieurs de ces puissances, contribuant à faire naître des blocs d'échelle continentale.

Ainsi que l'a estimé la commission américaine de stratégie-intégrée à long terme, un monde fait de nombreux centres de pouvoir « *mettrait les planificateurs de la stratégie américaine aux prises avec un environnement bien plus complexe que la concurrence bipolaire familière avec l'Union soviétique* ». Dans un tel univers, « *les Etats-Unis devraient avoir des relations avec plusieurs puissances globales et bâtir des ententes appropriées avec elles* (18) ».

Le même raisonnement vaut, bien sûr, pour l'URSS et les autres grands pays industrialisés. Quoi qu'il arrive, les puissances traditionnelles devront faire face à un nombre extraordinaire de risques et de défis.

MICHAEL KLARE.

(10) CRS, *Trends 80-87*.

(11) *Ibid.*

(12) Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 1989*, (Oxford University Press, Oxford, New-York, 1989).

(13) Lire Leonard S. Spector, *The Undeclared Bomb*, Ballinger, Cambridge, Massachusetts, 1987 et *SIPRI Yearbook 1989*.

(14) ACDA, *WMEAT 1988*.

(15) Robert D. Shuey et al., *Missile Proliferation*, CRS, 1988 et Alain Gresh, « Ambitions irakiennes », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(16) *Ibid.*

(17) Cité dans *Arms Control Today*, décembre 1988.

(18) US Commission on Integrated Long-Term Strategy, *Discriminate Deterrence*, US Government Printing Office, Washington, 1988.

NÉGOCIATIONS DANS L'IMPASSE, NOUVEAUX RAPPORTS DE FORCES

La défense israélienne en état d'alerte

DEPUIS le cessez-le-feu dans la guerre du Golfe, Israël considérait l'Irak comme son ennemi principal. Sa puissance militaire, acquise à l'occasion de son conflit avec l'Iran, et la puissance économique virtuelle que lui assuraient ses ressources pétrolières semblaient en effet destiner ce pays au rôle de chef de file du monde arabe : c'était assez pour que les dirigeants israéliens, politiques et militaires, y voient le danger le plus redoutable pour eux. Ainsi, dès l'origine de la crise actuelle, l'influence israélienne aux Etats-Unis s'exerça-t-elle de tout son poids en faveur de la stratégie de confrontation avec l'Irak, choisie aussitôt par le président Bush : elle ne fut certes pas la moindre qui pesa en faveur des décisions prises par la Maison Blanche. Mais cette crise intervient dans un contexte régional où déjà les problèmes de sécurité de l'État d'Israël se posaient en termes nouveaux et où un conflit au Proche-Orient était devenu plausible, sinon probable.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE *

Les changements intervenus en Israël depuis l'arrivée massive et régulière des immigrants d'Union soviétique avaient modifié l'analyse des responsables politiques et militaires. Dans la fraction des milieux politiques et, surtout, de l'opinion publique où l'on admettait naguère que le poids de la population palestinienne des territoires occupés et le nombre des « Arabes d'Israël » étaient trop grands pour que l'Etat hébreu puisse s'étendre durablement jusqu'au Jourdain, l'état d'esprit n'est plus le même. On admettait couramment, jusqu'à l'année dernière, que la population arabe d'Israël, de Cisjordanie et de Gaza passant de 2,2 millions contre 3,5 millions de juifs à 3,5 millions contre 4,2 millions en l'an 2000, soit 45 % de la population totale, on risquerait alors d'aller vers un Etat binational qu'aucun Israélien n'accepterait ; désormais, on soutient généralement qu'Israël dans ses frontières d'avant 1967 serait beaucoup trop petit pour accueillir la masse grandissante des juifs soviétiques, qu'il lui faut donc absolument conserver les territoires occupés : l'équilibre démographique entre juifs et Arabes sera dans l'avenir beaucoup plus favorable aux premiers qu'aux seconds et, s'il le faut, des transferts de populations y contribueront.

De ce fait, l'on ne saurait considérer le nouveau gouvernement israélien comme résultant d'un accident dû à l'arithmétique parlementaire. Il reflète, au contraire, assez exactement les tendances majoritaires de l'opinion, et la présence en son sein des hommes les plus farouchement partisans de maintenir l'emprise d'Israël sur les territoires occupés est plus qu'un symbole : c'est le signe d'un choix politique et stratégique excluant qu'Israël abandonne un jour ces territoires. Même si, en privé, plusieurs dirigeants reconnaissent qu'un règlement de paix, si l'Etat hébreu devait y consentir un jour et si les conditions lui en paraissaient acceptables, impliquerait des concessions territoriales. Quoi qu'il en soit, c'est dans ce climat politique que les problèmes militaires et stratégiques d'un nouveau conflit sont désormais discutés.

Pour la première fois, un front intérieur

LE premier d'entre eux concerne justement les territoires occupés et le territoire israélien lui-même. La conclusion tirée de l'Intifada par les responsables israéliens est que la sécurité de l'Etat hébreu ne tiendra plus seulement, dans un conflit futur, à la situation aux frontières ou au rapport de forces entre Israël et les Etats voisins : elle dépendra d'abord de l'existence et du développement d'une résistance active et constante, dirigée contre l'Etat israélien, son administration, sa police et son armée, et puisant sa force dans le soutien permanent de populations passionnément hostiles. Ce serait un changement majeur par rapport aux conflits précédents, durant lesquels la population palestinienne était restée généralement passive. D'autant que les effets politiques et psychologiques de l'immigration des juifs d'URSS ont eu aussi leurs prolongements du côté palestinien : le désespoir a grandi parmi les habitants de la Cisjordanie et de Gaza devant la perspective d'une recrudescence des implantations de colons israéliens et la menace de nouveaux transferts de populations ; les organisations les plus radicales, en particulier le mouvement islamiste Hamas, y ont accru leur influence et la tentation de recourir à la révolte armée y est plus forte que jamais. Nul doute qu'en cas de conflit l'armée israélienne devrait tenir compte d'un front intérieur auquel il lui faudrait consacrer une fraction de ses effectifs et de ses moyens.

De même, les responsables israéliens sont confortés dans leur certitude qu'ils doivent conserver la maîtrise de territoires considérés comme stratégiquement essentiels. A leurs yeux, aucune novation scientifique ou technique en matière d'armement ne peut en dispenser. Leur argument principal est qu'il est d'une importance vitale pour l'armée israélienne de déployer ses forces le plus en avant possible afin de s'assurer les moyens d'acquérir et de détecter ses objectifs et d'y établir un système d'alerte immédiate – plus important pour Israël, qui ne dispose pas d'une grande profondeur stratégique, que pour tout autre Etat. Cette hantise de conserver des territoires militairement importants ne vaut pas seulement pour d'éventuelles conditions de paix : elle pèse d'un poids déterminant sur les dirigeants israéliens dans la perspective d'un conflit qu'ils considèrent maintenant comme plausible, sinon vraisemblable.

Cette perspective implique aussi, pour eux, le choix d'une stratégie offensive. Leur conviction reste, comme pour tous les conflits précédents, que l'exiguïté du territoire israélien implique que les opérations soient portées immédiatement au-delà des frontières de l'Etat et que la décision soit obtenue à brève échéance par la destruction des forces ennemies. A cet égard, les préoccupations stratégiques n'ont pas changé dans les états-majors israéliens, quelles que soient les nouvelles données politiques, militaires, scientifiques ou techniques. Elles ont pourtant fait l'objet de débats. En Israël comme ailleurs, beaucoup de spécialistes ont attiré l'attention sur la précision accrue des armes antichars, leur coût relativement faible et, par conséquent, la possibilité de les construire en grande série, avec pour résultat une menace grave sur les forces blindées et leur ancienne efficacité. Mais les états-majors israéliens, après confrontation des arguments, estiment toujours que la rapidité, la puissance de feu et le perfectionnement des blindages sont encore des atouts majeurs pour les chars, que le vrai péril qui les menace est le couple hélicoptère-missiles antichars, mais qu'on peut y parer par le développement des missiles sol-air, tels que le Stinger américain et surtout le Mistral français. Au total la doctrine israélienne de stratégie offensive n'a pas changé, et les instruments de cette stratégie demeurent la puissance de l'arme blindée et la supériorité aérienne.

C'est justement cette supériorité aérienne que les dirigeants israéliens veulent garantir à tout prix. Nul ne doute qu'elle ne soit assurée, demain comme hier, au-dessus du champ de bataille par l'aviation israélienne, dont les performances, l'armement et l'équipement électronique sont toujours considérés comme très supérieurs à ceux des aviations potentiellement ennemies. Elle permettait aussi d'effectuer des destructions importantes sur les objectifs militaires mais aussi démographiques, économiques et même politiques choisis par le commandement israélien, de sorte que les pays ennemis étaient menacés en permanence, non seulement d'une défaite sur le champ de bataille, mais de destructions massives sur toute l'étendue de leurs territoires. C'est précisément ce qui est remis en cause par le développement des armes balistiques dans plusieurs pays arabes. C'est là, désormais, la préoccupation majeure des dirigeants israéliens.

En pratique, le danger, à leurs yeux, vient essentiellement d'Irak : telles étaient leur conviction longtemps avant le déclenchement de la crise au début d'août et leur volonté de réduire et, si possible, d'anéantir la puissance militaire de l'Irak. Durant la guerre du Golfe, en effet, on y a développé plusieurs modèles de missiles dont le seul réellement dangereux, à moyenne portée, est le Scud, de fabrication soviétique mais dont les techniciens occidentaux ont accru la portée de 400 kilomètres à environ 600 kilomètres. Et l'on admet maintenant qu'ils pourraient être, le cas échéant, porteurs d'une charge chimique qui, grâce à leur précision, atteindraient les principales agglomérations urbaines d'Israël. La plus grave menace qui en résulterait, en cas de conflit, serait moins les pertes subies par la population – qui pourraient être limitées par divers systèmes de protection – que l'effet de terreur qui ne manquerait pas de se produire et pourrait paralyser, dans une certaine mesure, tout le système de défense israélien.

D'où l'importance capitale que les responsables israéliens attachent à la mise au point d'une défense antimissiles. Elle doit reposer, en principe, sur le missile Arrow, réalisé en partie avec l'aide technique américaine. Mais on n'en dissimule ni les limites ni les inconvénients. Il serait impossible, grâce à ce seul système d'armes, de protéger la totalité du territoire israélien. Il faudrait, pour couvrir tous les objectifs à défendre, disposer d'un champ de tir à leurs abords immédiats. Il faudrait, surtout, disposer d'un nombre de missiles très élevé pour intercepter à coup sûr un missile ennemi. En réalité, l'aviation israélienne restera l'instrument le plus efficace et le plus probablement utilisé dans la défense antimissiles, du moins tant que les Etats arabes ne seront équipés que de missiles relativement lents et imprécis.

En fait, la seule prévention à d'éventuels tirs de missiles ennemis qui paraisse indiscutable c'est, pour Israël, la menace de représailles, soit par missiles, avec charges classiques, chimiques ou nucléaires, soit, plus vraisemblablement, par bombardements aériens massifs contre les villes ennemies. C'est donc une dissuasion mutuelle qui pourrait s'établir ainsi, protégeant à la fois les centres vitaux israéliens et arabes – du moins si l'on admet que l'Irak interviendrait dans un conflit pour défendre un autre pays arabe attaqué par Israël, et que la Syrie, de son côté, dispose, comme il est probable, de missiles d'une précision et d'une portée suffisantes. Mais le fait est que les dirigeants israéliens ne se résignent absolument pas à cette forme de dissuasion. Ils estiment qu'Israël ne pourrait supporter la destruction, même partielle, d'une ou deux de ses grandes villes ou de leurs habitants, du simple fait de la concentration de sa population et de l'exiguïté de son territoire, et que sa vulnérabilité à une frappe balistique serait donc bien plus grande que celle de ses ennemis.

Un effort financier accru

CE qui, en réalité, rend les dirigeants si anxieux face au développement de l'armement balistique des pays arabes, c'est qu'ils savent qu'il leur faut y répondre par un effort financier et militaire accru : mise au point du missile antimissiles Arrow – pour lequel ils ont accepté de prendre part aux programmes de l'Initiative de défense stratégique (IDS) de l'ancien président Reagan concernant la défense contre les missiles balistiques dans la dernière partie de leur trajectoire ; développement d'armes balistiques comparables ou supérieures aux systèmes dont disposent aujourd'hui les pays arabes, et surtout l'Irak ; maintien d'une supériorité aérienne absolue. Les dirigeants israéliens considèrent qu'il y a là un problème stratégique nouveau qu'il faut peut-être résoudre avant qu'il ne devienne insurmontable.

Mais c'est à l'environnement politique d'Israël que ses dirigeants pensent aussi. Deux changements majeurs sont intervenus à cet égard, qui sont, à leurs yeux, des menaces nouvelles. L'un s'est produit en Jordanie, où se trouve ébranlée l'autorité de la monarchie, considérée naguère comme gardienne du *statu quo*. Le pouvoir exécutif y a changé de nature après les élections législatives libres, la majorité nationaliste devant faire face désormais aux surenchères constantes d'une importante opposition islamiste. Simultanément, la situation s'est modifiée dans les camps palestiniens, dans les secteurs et quartiers à populations exclusivement palestiniennes : pour la première fois depuis les massacres de septembre 1970, la résistance palestienne y a retrouvé des moyens d'action et une certaine liberté de manœuvre. C'est en tout cas ce que prétendent les responsables israéliens, qui incluent désormais la Jordanie dans le champ de leurs préparatifs militaires.

L'autre changement s'est produit au Liban. Israël y a, à peu de chose près, perdu les alliances qui lui étaient assurées jusqu'ici. Certes, des contacts demeurent entre l'état-major israélien et la direction des Forces libanaises, dont le chef, M. Samir Geagea, s'est toujours réclamé de l'héritage politique de Bachir Gemayel et de l'alliance que celui-ci avait conclue avec Israël. Mais il lui a fallu obtenir le concours syrien pour mettre en échec les offensives du général Michel Aoun, et les liens établis maintenant avec les institutions légales du pays, le président de la République Helias Hraoui et le premier ministre Selim Hoss, limitent évidemment sa liberté de manœuvre. Le général Aoun, de son côté, n'a plus les moyens politiques et militaires qui en auraient fait naguère un allié décisif.

Beaucoup plus grave pour Israël est le retour d'une présence armée de l'OLP en territoire libanais : elle contrôle désormais une grande partie de la région de Saïda. Et, à proximité, se déploie maintenant une force islamiste animée par le mouvement des Hezbollahs, qui s'appuie sur la communauté chiite mais n'a jamais accepté, au contraire du mouvement Amal, ni contacts ni compromis avec les autorités israéliennes. Au total, Israël a perdu bon nombre des cartes qui lui avaient longtemps permis de jouer un rôle déterminant au Liban.

Le gouvernement israélien peut ainsi peser les chances et les risques, l'intérêt ou les inconvénients d'un nouveau conflit, dans le contexte de la crise issue des entreprises irakiennes au Koweït. A l'intérieur, il se sent à coup sûr renforcé par l'afflux des immigrants venant d'URSS et par le changement d'état d'esprit qui en a résulté dans l'opinion publique. A l'extérieur et aux abords de l'Etat hébreu, les tensions grandissent, soit du fait de prolongements de l'affrontement irako-américain, soit avec le durcissement de la résistance palestinienne, soit avec les surenchères de tendances islamistes, ou encore du fait de l'évolution intérieure de la Jordanie et du Liban. A l'échelle des relations internationales, enfin, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont, à coup sûr, le même intérêt à écarter l'éventualité d'une guerre qui pourrait les situer à nouveau dans des camps opposés : les deux plus grandes puissances ont déjà rendu un service exceptionnel à Israël, l'une en autorisant l'émigration de ses ressortissants juifs à destination directe de l'Etat hébreu, l'autre en fixant un quota strict et limité au nombre des immigrants soviétiques d'origine juive, et toutes deux ont les moyens de prêcher la prudence, la patience et la modération aux Etats arabes comme à Israël. Mais, en définitive, ce qui décidera les dirigeants israéliens, ce sera, comme toujours, ce qu'ils considèrent comme les impératifs de leur sécurité.



MICHA BAR-AM – MAGNUM

L'INVASION DU LIBAN, EN JUIN 1982
L'efficacité des blindés désormais menacée par les missiles antichars.

* Directeur de la revue *Défense nationale*, auteur de *Requiem pour les révolutions*, Flammarion, Paris, 1990.

CHOSES VUES A RAFA

Le calvaire des Palestiniens de Gaza

Par PAUL KESSLER et JOSEPH PARISI *



DEREK HUDSON - SYGMA

LE VIEIL HOMME FACE AUX OCCUPANTS
Presque tous les foyers ont été touchés par la répression

A l'extrême sud de la bande de Gaza, Rafa (agglomération de 90 000 habitants, dont 60 000 vivent dans le camp de réfugiés) est sans conteste l'un des points les plus « chauds » de l'Intifada et de sa répression. Un porte-parole du camp nous cite les chiffres suivants : 70 tués (dont 90 % au camp) et plus de 15 000 blessés depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987. Presque chaque foyer compte des blessés ; dans deux foyers sur trois, on compte au moins un prisonnier. Le camp a été particulièrement éprouvé à la suite de la tuerie de Rishon-le-Zion le 20 mai dernier : on nous dit (1) que six de ses habitants ont péri, deux au cours de la tuerie même, deux autres au cours des affrontements qui éclatèrent au camp le même jour, et deux encore le lendemain. Le 20 mai, 330 blessés durent se faire soigner au dispensaire du camp ; le lendemain, on en recensa 200 de plus. Le couvre-feu imposé au camp dura une semaine, pendant laquelle cent personnes furent arrêtées.

∴

RESCAPÉ de la tuerie de Rishon-le-Zion, Ziyad Moustafa Tabassi, ouvrier, est âgé de vingt-trois ans. Alors qu'il se trouvait sans travail, un ami lui avait proposé de l'emmener en Israël pour lui en procurer un dans la région de Tel-Aviv. Le voici donc à Rishon-le-Zion le 20 mai, un peu avant 6 heures du matin, devant un arrêt d'autobus, en compagnie de sept autres ouvriers palestiniens. Un soldat surgit, braque son arme sur eux, leur ordonne de se mettre en rang. A ce moment arrive une voiture amenant d'autres travailleurs palestiniens. Le soldat les fait descendre, en demandant au conducteur de ne pas arrêter le moteur ; il les fait mettre en rang avec les premiers (jeunes devant, vieux derrière, au total environ vingt-cinq personnes). Il les fait tous asseoir par terre et leur demande de présenter leur carte d'identité d'une main, leur carte magnétique (autorisation d'entrer en Israël) de l'autre. Puis il leur dit : *« Savez-vous pourquoi je vous ai interpellés ? Vous allez voir »*, et il ouvre le feu.

Ziyad reçoit tout de suite trois balles dans les jambes : une au-dessus du genou droit, une dans le mollet gauche, une dans la cuisse gauche. Il tombe, fait le mort. Cependant, le bruit des balles se poursuit et il relève un instant la tête ; il voit le soldat tirer sur ceux qui tentent de s'échapper. L'homme, qui l'a vu bouger, le prend à nouveau pour cible et l'atteint encore de deux balles, dans le dos et au poignet.

Puis le soldat s'enfuit dans la voiture des Palestiniens, dont le moteur est resté en marche. Il semble qu'il ait parfaitement minuté son action : il a commencé à tirer au moment où le feu de circulation passait au rouge, et a pris la fuite au moment précis où il repassait au vert.

Ziyad se lève au milieu d'une mare de sang, traverse la route pour chercher du secours, mais ne trouve personne et revient. Entre-temps, ses camarades qui ont pu s'échapper pendant la tuerie sont revenus eux aussi sur les lieux.

Cinq minutes après, deux voitures de police arrivent, chacune ayant à son bord six ou sept agents. Quelques-uns d'entre eux vont ramasser les douilles qui jonchent le sol, d'autres viennent tenir compagnie aux blessés. Ils leur disent que des ambulances ont été appelées et ne vont pas tarder à arriver. Cependant, ce n'est qu'au bout d'une demi-heure qu'arriveront cinq ambulances, dans un intervalle de cinq minutes. En attendant, les blessés font signe à des voitures privées qui passent, mais aucune ne s'arrête.

La tuerie aura fait huit morts et treize blessés. L'ami de Ziyad qui l'avait emmené en Israël a été tué ; il a eu les intestins arrachés. Un autre homme a eu le cerveau emporté. L'un des blessés a reçu quatorze balles dans les jambes (huit dans l'une, six dans l'autre).

Ziyad, placé à bord d'une ambulance, y reçoit les premiers soins. Il est transporté à l'hôpital militaire de Sarafand, près de Ramleh, où il va subir une opération en vue d'extraire les balles. Il passera quatorze jours dans cet hôpital, où il sera bien soigné. Le personnel hospitalier, d'ailleurs composé en grande partie d'Arabes israéliens, se comporte correctement. Les malades israéliens dont il partage la chambre sont également corrects avec lui. Par contre, certains visiteurs lui disent : *« C'est bien fait pour vous, c'est la revanche pour l'attaque du bus »* (allusion à l'attentat commis le 4 février 1990 près d'Ismaïlia, qui fit neuf morts et dix-sept blessés parmi des touristes israéliens et fut revendiqué par un groupe extrémiste palestinien).

A la télévision, le soir même de l'événement, Ziyad peut voir le tueur qui déclare : *« Mon seul regret est de ne pas en avoir tué davantage. »* On montre également la mère de cet homme, qui affirme : *« Mon fils n'était pas malade. Peut-être l'est-il devenu subitement... »*

Peu après son arrivée à l'hôpital, la police vient interroger Ziyad. Il se trouve encore dans un tel état de choc qu'il peut à peine parler. Son frère, qui se trouve là, intervient auprès du policier : *« Attendez demain. »* Réponse de l'agent : *« Sortez, ou je vous mets en prison. »* Depuis sa sortie d'hôpital, Ziyad passe sa convalescence au camp, où il est suivi par un médecin.

∴

LA famille Abou Salem, qui habite elle aussi le camp de Rafa, compte six enfants, cinq garçons et une fille, Saïda, aujourd'hui âgée de sept ans. Celle-ci avait donc six ans au moment de l'incident tragique dont elle fut victime le 25 février 1989. Ce jour-là, elle rentrait de l'école. Il y avait des soldats sur la route. Des garçons leur lancèrent des pierres, et ils ripostèrent par des coups de feu. Une balle frappa Saïda à la tête, traversa la boîte crânienne et s'arrêta dans la paroi opposée. Il s'agissait d'une « balle de caoutchouc » (une bille métallique entourée de caoutchouc), tirée d'une distance de 30 mètres. Saïda fut transportée à l'hôpital le plus proche, celui de Khan-Yunis, où une radio permit de constater que la balle était toujours en place à l'intérieur du crâne. On la transféra alors à l'hôpital Tel-Hashomer en Israël, où elle fut placée au service des soins intensifs. Là on nettoya le parcours de la balle, puis, au bout d'une semaine, on décida d'opérer la petite fille pour extraire cette balle. L'opération réussit, mais un incident fâcheux se produisit : le chirurgien avait oublié de faire le nécessaire pour bloquer la langue durant l'intervention ; celle-ci se déforma, et il fallut recourir à une nouvelle opération pour la remettre en place.

Le séjour de Saïda à Tel-Hashomer allait se prolonger pendant dix mois. Elle est maintenant de retour à la maison. Totalement paralysée, elle ne peut même pas s'asseoir ; en outre, elle est devenue muette.

A Tel-Hashomer, on lui a fabriqué une chaise spéciale, pour laquelle les parents ont dû débourser 4 000 shekels (environ 12 000 francs). Cependant, on ne leur a rien fait payer pour le séjour à l'hôpital.

On essaye actuellement une thérapie par massages, mais cela n'a produit jusqu'ici aucun effet. Les parents avaient envisagé d'envoyer Saïda à Londres, où la Medical Association for Palestine (MAP) s'était déclarée prête à la prendre en charge. Puis la MAP envoya un message : *« Nous ne pouvons pas la recevoir, faute d'argent. »*

∴

CETTE famille a connu et connaît encore bien d'autres épreuves ; voici ce que nous raconte le père.

L'un de ses frères fut tué le 2 novembre 1971. Ce jour-là, des hommes des services de sécurité entrèrent dans sa maison, le firent sortir et l'exécutèrent sommairement (ils affirmèrent qu'il avait travaillé avec des commandos terroristes). Un fils de ce frère fut tué le 9 octobre 1988 : il voyageait dans un autobus lorsque des soldats y montèrent ; l'un d'eux se mit à se moquer de lui, à lui tirer la barbe et à le harceler. Il s'énerva, sortit un couteau de sa poche et blessa mortellement le soldat. Un camarade de celui-ci ouvrit le feu sur lui, tirant une trentaine de balles ; deux l'atteignirent à la tête, le tuant sur le coup. Un autre fils du même frère fit de la prison à plusieurs reprises et s'y trouve encore à l'heure actuelle ; ce garçon, par ailleurs, fut blessé à huit reprises (dont cinq fois par des balles métalliques).

L'un des frères de la petite Saïda, Rajab, âgé de treize ans, fut arrêté le 4 mai dernier et se trouve en prison à Gaza ; ses parents ne sont pas autorisés à lui rendre visite. Un autre frère fut détenu au début de l'Intifada. Un troisième a eu les jambes brisées dans un accident de voiture le 5 mai dernier et se trouve toujours à l'hôpital de Khan-Yunis.

Le père est fréquemment harcelé par les hommes des services de sécurité (Shin Beth). L'avant-veille de notre passage, il avait reçu la visite de l'un de ces hommes, un certain Abou Rachid, qui était resté chez lui de 10 à 11 heures du soir. A chaque fois, on le menace : *« Vous êtes le dernier homme de la famille encore en liberté, on va vous arrêter. »* Ou encore : *« Votre fils est accusé de choses graves, vous en êtes responsable. »* Ou enfin : *« Aujourd'hui, j'ai amené deux hommes pour vous frapper ; ne vous avisez donc pas de discuter avec moi. »* Il a fini par leur dire : *« Pourquoi venez-vous si souvent me voir ? Les gens d'ici vont me prendre pour un collaborateur. »*

Pour arrêter le fils, les hommes du Shin Beth étaient passés par le toit, avaient cassé une porte.

Le père nous dit encore qu'il a perdu son travail après la mort de son frère. Il n'a pas le droit de travailler en Israël. De plus, il est cardiaque. Le plus impressionnant est que l'homme nous raconte tout cela d'une voix monocorde, sans manifester d'émotion apparente, sans se lamenter ni s'indigner.

∴

NOUS passons à l'hôpital de Khan-Yunis, à quelques kilomètres au nord de Rafa, où nous avons l'occasion de visiter quelques blessés de l'Intifada.

Bassam Abou Zayad, âgé de quatorze ans, fut touché au cours d'affrontements qui se produisirent à Rafa le 26 mai dernier, au moment de la levée du couvre-feu. L'armée utilisa contre les manifestants un véhicule lançant, à une cadence de 600 à la minute, des cailloux qui, sur un côté, sont taillés en pointe. L'un de ces cailloux atteignit Bassam à la tête et endommagea la boîte crânienne. Il a maintenant les deux jambes et le bras gauche paralysés. On le traite actuellement par massages ; on souhaiterait l'envoyer à l'étranger.

Ismaïl Ahmed Ibrahim Khalil Beshetli est un homme de vingt-sept ans. Il souffre manifestement beaucoup et parle de façon un peu confuse (on ne peut pas lui faire préciser des dates). Il a été blessé deux fois à la jambe gauche, la première fois par une balle qui a été extraite par la suite, la seconde par une balle réelle qui est restée très longtemps à l'intérieur de la jambe (au-dessus du genou). D'autre part, il a fait plusieurs séjours en prison, avant et après le début de l'Intifada. Lors de sa dernière détention au camp de Ketsiot (« Ansar 3 »), il fut pris, au cours du cinquième mois de captivité, d'une crise aiguë de diabète, au point qu'il tomba dans le coma. Ses camarades firent la grève de la faim pour obtenir son transfert dans un hôpital. Il fut finalement amené à l'hôpital Siroka à Beersheva. Là, on soigna son diabète, et en même temps on lui enleva la balle restée dans la jambe. Au moment de notre passage, il venait d'arriver de Beersheva.

Au retour, lorsque nous traversons l'agglomération de Khan-Yunis, un spectacle frappe notre regard. Trois drapeaux flottent sur la ville : sur la mosquée, un drapeau palestinien ; sur un bâtiment public, le drapeau israélien ; et sur un pylône de ligne téléphonique, très haut dans le ciel, un second drapeau palestinien.

* Physiciens au Collège de France, membres du Centre de coopération avec l'université de Bir-Zeit.

(1) Les auteurs ont accompli une mission en Israël et dans les territoires occupés, du 1er au 12 juin 1990. Un compte rendu complet de cette mission peut être obtenu à l'adresse suivante : P. Kessler et J. Parisi, LPC, Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, 75231 Paris Cedex 05.

LA FORCE ET LE DROIT

Guerres


FERNAND LÉGER. – « LA PARTIE DE CARTES » (1917).

(Suite de la première page.)

Certaines frontières seraient donc moins inviolables que d'autres... Le « boucher de Bagdad », comme on l'appelle désormais, paraissait moins dangereux que l'imam Khomeiny, il était même utile et méritait d'être aidé...

M. Saddam Hussein crut alors – deuxième erreur – qu'il avait gagné la guerre contre l'Iran. Certes, il avait fourni les troupes combattantes, mais c'est une puissante coalition internationale qui, pour 400 milliards de francs environ, finança son effort de guerre en même temps qu'elle asphyxiait économiquement son « fanatique » adversaire.

Fort de ce triomphe partagé, sans doute M. Saddam Hussein crut-il pouvoir récidiver sans trop grand risque. Mais – troisième erreur de calcul – il n'avait pas prévu que la même coalition qui l'avait vigoureusement soutenu contre l'Iran se retournerait contre lui lorsqu'il s'en prendrait à une proie plus facile, un émirat ne présentant aucun danger, ni pour les Occidentaux ni pour les régimes voisins.

CLASSIQUES jeux de pouvoir qui, sous toutes les latitudes, ne considèrent que les gouvernements, sans trop se préoccuper des populations... M. Saddam Hussein avait-il pressenti l'ampleur du mouvement de solidarité que son aventureuse initiative susciterait dans l'opinion arabe ? Toujours est-il que cette réaction populaire aura des effets durables. Observant combien il est *« étrange, et même pervers »*, que les Etats-Unis, deux siècles après leur révolution, placent *« leurs intérêts vitaux dans la protection d'une bande* (bunch) *de monarchies féodales »*, le *New York Times* (3) conclut : *« Même si l'actuelle crise militaire est couronnée de succès, et si la souveraineté des Etats indépendants du Golfe est assurée, leurs dirigeants devront compter avec une pression croissante les invitant à élargir considérablement la base* [sociale] *de leurs régimes. »* Conscient d'avoir formulé un euphémisme, le commentateur émet aussitôt des doutes sur la *« survie indéfinie »* de ces pétromonarchies que les troupes occidentales tentent de protéger.

Quelles qu'en soient les modalités et l'issue, l'affrontement en cours ébranle durablement le *statu quo* au Proche-Orient, marque le crépuscule d'une époque *(lire page 17)*. En effet, ni l'histoire, ni le pétrole, ni l'islam ne sauraient enfermer les peuples arabes dans le choix absurde entre des dictatures de type irakien ou syrien et des *« monarchies féodales »*, si courtisées soient-elles par les démocraties occidentales. Pour prendre conscience de cette inéluctable mutation politico-sociale, attendra-t-on le dénouement de la crise ? Mieux vaudrait s'en aviser au moment où l'on définit les objectifs et les moyens des stratégies mises en œuvre. Rien ne prédestine les plus riches clients à demeurer éternellement les meilleurs amis, les atouts les plus sûrs. En témoignent d'illustres précédents : le chah d'Iran, feu le président Marcos, quelques militaires latino-américains, tant d'autres anciens « amis »...

Certes, *« les Etats n'ont pas d'amis : ils n'ont que des intérêts »*. Ces intérêts varient au fil de l'histoire et condamnent un jour les Etats à changer le destinataire de leurs messages chaleureusement « amicaux ». Ils les adressent dès lors non plus à leurs commensaux habituels – hommes forts, princes fastueux – mais à de plus humbles interlocuteurs qui, trop longtemps oubliés à l'office, font soudain irruption dans les salons.

Ces jeux de pouvoir infligent des entorses aux normes admises de la courtoisie... Avant que l'Egypte, réputée pro-occidentale, ne se décidât à envoyer quelques troupes aux côtés des forces américaines en Arabie saoudite, l'éditorialiste du *New York Times* (4) ne s'embarrassait pas de formules trop délicates : *« Ayant d'abord tenté de jouer les médiateurs, le président Hosni Moubarak semble maintenant vouloir gagner du temps. Washington est en droit d'attendre mieux de la part d'un pays qui accepte chaque année des Etats-Unis 2 milliards de dollars. »* A ce prix-là, pas question de temporiser...

Ayant déféré aux vœux de Washington, le président Moubarak conserve l'aide américaine, mais la crise lui fait perdre des revenus équivalents qui provenaient d'une autre source. Car *« plus de 800 000 Egyptiens travaillaient en Irak et envoyaient chez eux quelque 2,2 milliards de dollars par an* (5) *»*.

Les avoirs irakiens et koweïtiens gelés à l'étranger permettront d'offrir d'utiles compensations aux pays qui, comme l'Egypte, ou pour d'autres raisons, auront à souffrir de la confrontation armée. Il n'empêche que des plaies resteront ouvertes, pour les peuples plus que pour les gouvernements. L'augmentation des prix du baril et l'accroissement des achats de pétrole à l'Arabie ou aux Emirats, gonflant encore leur richesse, exacerberont d'avantage des contrastes si mal acceptés par les populations.

Les états-majors les plus habiles pensent rarement que leurs plans stratégiques auront des effets sociaux qui pèseront sur le déroulement même des opérations militaires et, plus encore, sur leurs conséquences politiques. Généralement payante à court terme, la Realpolitik se révèle presque toujours désastreuse à plus longue échéance.

Aucun expert américain n'a jamais pensé que le simple face-à-face instauré dès la première semaine d'août suffirait à faire fléchir M. Saddam Hussein ; tous pensent avec M. Henry Kissinger que *« le temps ne joue pas en faveur des Américains »*, et ils ont bien compris M. Bush lorsqu'il a annoncé que l'épreuve serait longue. Son prolongement ne peut que faire grandir dans le monde arabe des sentiments anti-américains (et, plus généralement, anti-occidentaux), alors qu'ils sont déjà *« plus intenses qu'ils ne le furent depuis l'époque de Nasser* (6) *»*.

« *IL ne sera pas facile de défendre nos principes ; cela prendra du temps et peut nous coûter un prix élevé* », a déclaré le président Bush (7). Le temps et l'argent ne suffiront pas. Il faut aussi, et d'abord, des... principes. Ils ont été, hélas ! trop souvent malmenés par ceux qui doivent aujourd'hui les faire respecter.

Quarante-huit heures avant l'invasion du Koweït, un important article de l'*International Herald Tribune* (8) déplorait que se fût développée aux Etats-Unis – et, ajoutera-t-on, en bien d'autres pays – *« une attitude de dédain pour le droit international »*. Evoquant au passage les interventions armées au Cambodge, à la Grenade et au Panama, l'auteur souhaitait que soit *« rétabli à Washington* [et en d'autres capitales...] *le respect du droit international comme fondement d'une politique étrangère reconstruite »*.

Le respect de normes juridiques librement acceptées n'a jamais dispensé, bien au contraire, de tenir le plus grand compte des rapports de force. Imprévoyance et cynisme ont souvent placé en position de faiblesse les Etats assez peu réalistes pour violer eux-mêmes les principes qu'ils devront un jour imposer à d'autres. Ce débat est trop aisément évacué avec dédain au nom d'une bien compréhensible aversion pour on ne sait quel « moralisme »... C'est pourtant le plus strict réalisme qui recommande de ne pas utiliser, au gré des circonstances, deux poids, deux mesures. Il s'agit aujourd'hui de rendre l'agression irakienne « nulle et non avenue », et de dissuader ainsi, pour l'avenir, quiconque serait tenté d'imiter M. Saddam Hussein. Cette démonstration aurait pu – aurait dû – être faite plus tôt : l'Irak n'aurait alors eu aucun doute sur les risques auxquels l'exposait son aventure. La dissuasion n'a pas de secret.

L'Irak a fait valoir que, avant l'annexion du Koweït, d'autres invasions avaient pu se dérouler en toute impunité. Sa référence à la présence de troupes syriennes et israéliennes au Liban est fort bien comprise dans tous les pays arabes. Des commentateurs n'ont pas manqué de faire remarquer qu'on ne saurait comparer des situations aussi dissemblables. Rapprochement en effet incongru : contrairement au Koweït ou au royaume saoudien, le Liban, lui, ne figure pas parmi les grands producteurs de pétrole... *« Les Etats-Unis ont engagé des troupes pour un objectif économique : assurer les approvisionnements vitaux en pétrole venant d'Arabie saoudite* (9). *»* *« Il est vrai,* écrit Flora Lewis dans le *New York Times* (10), *qu'il y aurait probablement eu peu de réactions dans le monde si le pétrole et la richesse n'avaient été en jeu. »* L'économisme qui obscurcit toute la pensée occidentale signifie-t-il que les objectifs économiques seraient les seuls à justifier l'engagement de troupes ?

Même condamnées avec quelque solennité, d'innombrables violations du droit international n'ont, hélas ! attiré aucune riposte : annexion de Jérusalem-Est en 1968, occupation des îles Tomb par le chah d'Iran en 1974, annexion du Golan par Israël en 1981, invasion du Liban par la Syrie depuis 1976 et par Israël depuis 1978... Cette liste n'a rien d'exhaustif (11). Il faudrait y ajouter, par exemple, le raid américain sur la Libye, ou le minage des ports nicaraguayens et le refus des Etats-Unis, dans ce cas, de reconnaître la compétence de la Cour internationale de justice de La Haye.

Quelques voix se font entendre pour préconiser des gestes concrets aptes à restaurer la confiance en des principes de droit international que M. Saddam Hussein n'est pas le premier à avoir violés. Ainsi M. Moshe Ma'oz, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, saisit l'occasion pour souhaiter que le gouvernement israélien se déclare prêt à rendre le Golan à la Syrie, qu'il *« accepte le plan Baker pour aborder le problème palestinien par des négociations avec d'authentiques représentants palestiniens tacitement approuvés par l'OLP »*, et qu'il *« approuve le principe de l'établissement d'un foyer national palestinien en Cisjordanie et à Gaza* (12). *»*

Un tel vœu est, plus que jamais, éloigné des intentions du gouvernement de M. Shamir, qui croit trouver dans le coup de force irakien un argument en faveur de sa propre intransigeance. Il n'empêche que, depuis novembre 1967, la résolution 242 des Nations unies condamne l'acquisition de la Cisjordanie et de Gaza par la force. En vingt-trois ans, aucune mesure pratique n'a jamais été prise pour la faire respecter. Serait-ce parce qu'ils ne possèdent pas de pétrole que ces deux territoires échappent au droit international ? Une *« application sélective du droit* (13) *»* au Proche-Orient a fait perdre aux Nations unies une bonne part de leur crédibilité. Une résolution qui condamne l'Irak aboutit, sans délai, à un impressionnant déploiement de forces, alors que tant d'autres textes, non moins clairs, sont, pendant des années, restés lettre morte. Et la Syrie, qui, sans la moindre légitimité occupe une partie du Liban, contribuerait à chasser les troupes irakiennes du Koweït ? Sinistre plaisanterie.

LES grandes démocraties ont su se montrer fort attentives à la menace communiste, à la défense de leurs positions stratégiques et à la protection de leurs intérêts économiques, au besoin en pactisant avec des dictatures peu soucieuses du droit, mais elles semblent avoir pris leur parti d'un net déclin du droit international. Est-ce bien lui que l'on veut aujourd'hui opposer à l'Irak ?

Seuls la raison et le droit peuvent, force à l'appui, être efficacement opposés à la passion et à la violence qui se sont déchaînées dans un climat de croisade. Un peu partout se propage ce que M. Zbigniew Brzezinski appelle *« une hystérie publique délibérément déclenchée* (14) *»*. Face à un *« nouvel Hitler »*, il conviendrait de rappeler *« les leçons de Munich* (15) *»* et ce qu'il en coûte lorsque l'on refuse de *« mourir pour Dantzig* (16) *»*. Dantzig ou Koweït, chacun sait bien que l'on meurt moins pour un territoire que pour le principe de civilisation foulé aux pieds par toute annexion.

Le bellicisme sied à certains commentateurs comme celui qui, non sans exaltation, écrit dans le *New York Times* (17) : *« Si les alliés des Etats-Unis ne sont pas disposés à engager des troupes terrestres – pas seulement des votes à l'ONU, pas seulement l'aviation et la marine, mais des troupes terrestres combattant en soutien aux soldats américains, – l'alliance* [atlantique] *deviendra une*

(3) Repris dans *International Herald Tribune*, 14 août 1990.

(4) Repris dans *International Herald Tribune*, 10 août 1990.

(5) *US News and World Report*, 13 août 1990, p. 24.

(6) *Newsweek*, 20 août 1990, p. 19.

(7) *International Herald Tribune*, 10 août 1990.

(8) William Pfaff, « Let's Put International Law Back in Washington Usage », 31 juillet 1990. Cet article annonce que, sur ce thème, paraîtra en septembre un livre du sénateur Patrick Moynihan intitulé *On the Law of Nations*.

(9) Robert Rowen, *International Herald Tribune*, 16 août 1990.

(10) *International Herald Tribune*, 22 août 1990.

(11) Voir sur ce thème l'article de notre collaborateur et ami Georges Corm, « Bruits de bottes et chances pour la paix », *Libération*, 15 août 1990.

(12) Dans le *New York Times*, repris dans *International Herald Tribune*, 10 août 1990.

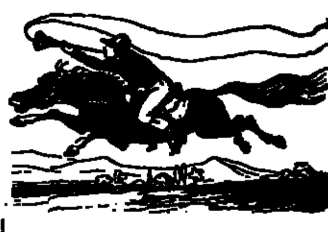
(13) Ghassan Salamé, directeur de recherches au CNRS, entretien accordé à *la Tribune de l'Expansion*, 14 août 1990.

(14) *International Herald Tribune*, 17 août 1990.

(15) George F. Will, dans *International Herald Tribune*, 7 août 1990.

(16) Fouad Ajami, dans *US News and World Report*, 13 août 1990.

(17) A.M. Rosenthal, dans *New York Times*, 13 août 1990.



Cours magistral

POUR la presse américaine, la crise du Golfe n'est pas seulement l'occasion de remettre au pas M. Saddam Hussein : elle a aussi des vertus pédagogiques pour l'Europe, qui, selon Joseph Fitchett, de l'*International Herald Tribune*, est en train d'en *« absorber les leçons* (1) *»*.

Que doivent donc soigneusement mémoriser les peuples et dirigeants du Vieux Continent ? D'abord la nécessité de renouer avec l'éducation physique et sportive : *« Des décennies d'abri sous le parapluie américain ont provoqué l'atrophie des muscles politiques susceptibles de soutenir une action militaire. »* Ensuite, le contenu d'un cours magistral sur les rapports de forces : *« La crise du Golfe a constitué une douche froide pour certains qui prenaient leurs désirs pour la réalité et croyaient que l'Europe, une fois l'Union soviétique ramenée à la raison, entrait dans une période où la puissance militaire céderait le pas au pouvoir politique et économique. »* Un rappel bien utile après les accords du Caucase où M. Kohl, muni de ses seuls deutschemarks, a obtenu de M. Gorbatchev, pourtant détenteur d'une impressionnante panoplie nucléaire, qu'il lui concède ce dont il ne voulait pas quelques jours auparavant : l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN (2). Il faut remettre les pendules à l'heure : *« L'Europe est toujours dépendante de la capacité de frappe et de déploiement des forces armées américaines et des procédures de prise de décision de Washington. »*

Mais, pas plus qu'une séance de psychanalyse, une leçon particulière, même délivrée à la cantonade, ne saurait être gratuite. Certes, comme le rappelle Lawrence J. Korb, l'un des responsables de la Brookings Institution, *« si le coût de l'opération « Bouclier du désert » sera élevé, il reste tout à fait à la portée des Etats-Unis* (3). *»* Mais il le sera encore plus si l'addition est équitablement répartie. Et le fait d'avoir conservé un profil bas, comme pour se faire oublier, ne dispense pas, bien au contraire, de la « taxation » : *« Le Japon et l'Allemagne fédérale, qui sont plus puissants économiquement que militairement, peuvent participer au financement des déploiements militaires* (4). *»*

L'admonestation ne se limite pas aux rivaux commerciaux des Etats-Unis et autres nantis de l'OCDE : *« Les pays producteurs de pétrole peuvent apporter une contribution décisive, en particulier aux pays pauvres du tiers-monde, en suivant l'exemple de l'Arabie saoudite et en pompant davantage de pétrole pour compenser la perte de production de l'Irak et du Koweït* (5). *»*

Les Etats-Unis ne renoncent pas à leur « destinée manifeste » de gendarmes de la planète. Mais, tout en restant les décideurs, ils ne veulent pas être les seuls payeurs. Et ils présentent fermement la facture.

BERNARD CASSEN.

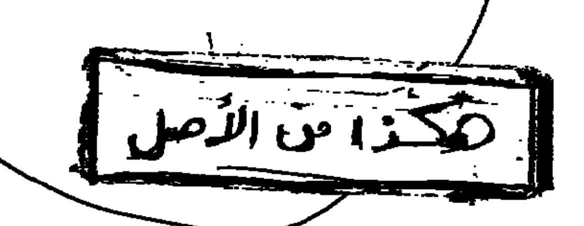
(1) « Responding to the Gulf Crisis : Europeans Absorb Lessons », *International Herald Tribune*, 24 août 1990.

(2) Voir le dossier « Des blocs à la dérive », *le Monde diplomatique*, août 1990.

(3) « American Can Afford the Price », *International Herald Tribune*, 22 août 1990.

(4) « The Nations Together », *International Herald Tribune*, 22 août 1990.

(5) *Ibid.*



DANS LA RÉGION DU GOLFE

saintes

dérision pour des millions d'Américains... » Pas moins... et de citer, parmi ces « alliés », la Grande-Bretagne et la France, qui pourtant attendirent patiemment les troupes américaines entre 1914 et 1917, puis entre 1939 et Pearl Harbour (décembre 1941).

Chaque crise, on le constate une fois de plus, engendre ses fanatiques. L'islam ne détient pas le monopole de la guerre sainte. Celle que prêchent trop d'Occidentaux manque de subtilité.

Il est parfois expédient, toujours absurde, de « *diaboliser l'adversaire* », selon la formule de *Time* (18). L'hebdomadaire américain précise ainsi son analyse : « *Le Likoud utilise les convulsions en cours pour mettre en relief une raison du conflit israélo-arabe – le caractère belliqueux et tricheur de ses voisins radicaux – pendant qu'il en obscurcit une autre : l'intransigeance et l'expansionnisme d'Israël. Aussi longtemps qu'Israël refuse de bouger des territoires occupés et aussi longtemps qu'il réprime les Palestiniens, la politique israélienne sera une source d'instabilité ; et les Etats-Unis, comme protecteur et ami d'Israël, en paieront le prix en termes d'une moindre capacité à traiter avec les Arabes, qu'ils soient modérés ou radicaux.* »

Pour atteindre ses objectifs proclamés, la réplique à l'annexion du Koweït doit donner des démocraties l'image d'« *alliés sûrs, efficaces, respectueux du droit* (19) ». Elle échouera si « *elle aboutit à une solution militaire qui ne résoudrait pas l'instabilité fondamentale* [de la région] *alors qu'elle antagoniserait une fois de plus la plupart des Arabes* (20) ». Une telle stratégie s'inscrirait en nette rupture avec les politiques pratiquées au cours des dernières décennies. Elle n'apparaît pas dans les actions en cours.

TOUS les états-majors ont pourtant appris cette leçon : l'issue d'un conflit armé dépend en grande partie de la claire formulation des buts de guerre. S'agit-il aujourd'hui de rétablir, selon le discours officiel, « *la souveraineté et l'intégrité territoriale du Koweït* » ? Ou bien faut-il croire, comme le dit le titre d'un article de M. Zbigniew Brzezinski, que « *le but est d'assurer les approvisionnements pétroliers* » ? S'il en est ainsi, et la plupart des commentaires permettent de le penser, alors il faut tenir compte de l'importante distinction qu'introduit l'ancien conseiller de la Maison Blanche : protéger « *les flux pétroliers*, écrit-il, *est en fin de compte un impératif américain ; libérer le Koweït relève de la responsabilité de la communauté internationale* (21) ». Toute confusion entre les deux missions exacerberait les divergences entre alliés, conduirait à des erreurs dans le choix des moyens, et au bout du compte ne pourrait que transformer une victoire militaire en défaite politique.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont tout essayé pour s'installer militairement au Proche-Orient. D'abord en soutenant la création de l'éphémère « pacte de Bagdad » vite condamné par le renversement de la monarchie irakienne. Puis, dans les années 60, les efforts, encore limités du fait de la guerre du Vietnam, pour assurer la relève des Britanniques qui abandonnaient leurs positions à l'« est de Suez ». Enfin, le président Carter donna le feu vert pour la création du Central Command, dont la responsabilité stratégique s'étend de l'Egypte au Pakistan. Mais aucun pays de la région n'accepta d'en accueillir l'état-major finalement installé en Floride. « *L'actuel déploiement de forces américaines*, écrit un expert, *a donné au Pentagone quelque chose que les Saoudiens lui avaient jusque-là refusé : le droit de conduire des exercices en Arabie saoudite* (22). »

La faible part des achats occidentaux de pétrole brut à l'Irak et au Koweït
(en millions de tonnes, 1989)

	Importations totales	Importations en provenance de l'Irak et du Koweït
CEE	431,6	43,5
ÉTATS-UNIS	328,6	30,2
JAPON	178,6	23,9

Source : *Pétrole et Gaz arabes*, Paris, 16 août 1990.

Il est d'autant plus difficile de garder la tête froide que l'Irak détient en otages des milliers d'Américains et d'Européens. Et, pour rendre encore plus complexe ce dossier explosif, les Etats-Unis, comme le rappelle le *Washington Post* (23), « *sont otages d'importations jumelles : de pétrole et de capitaux pour financer le déficit budgétaire* ». A l'épreuve de nerfs née de la confrontation armée s'ajoute, de ce fait, l'inquiétante aggravation des risques de récession *(voir pages 1 et 18 l'article de Jacques Decornoy)*. Autant d'occasions, pour les opinions publiques, de céder aux plus folles pulsions. Or, les « marchés financiers » (les « opérateurs », les « professionnels », comme disent les médias) ont déjà perdu leur sang-froid. Emotifs, ils s'affolent, paniquent, et, fragilisant ainsi les démocraties occidentales, font le jeu de l'adversaire... Forme moderne de ce qu'autrefois on appelait trahison ?

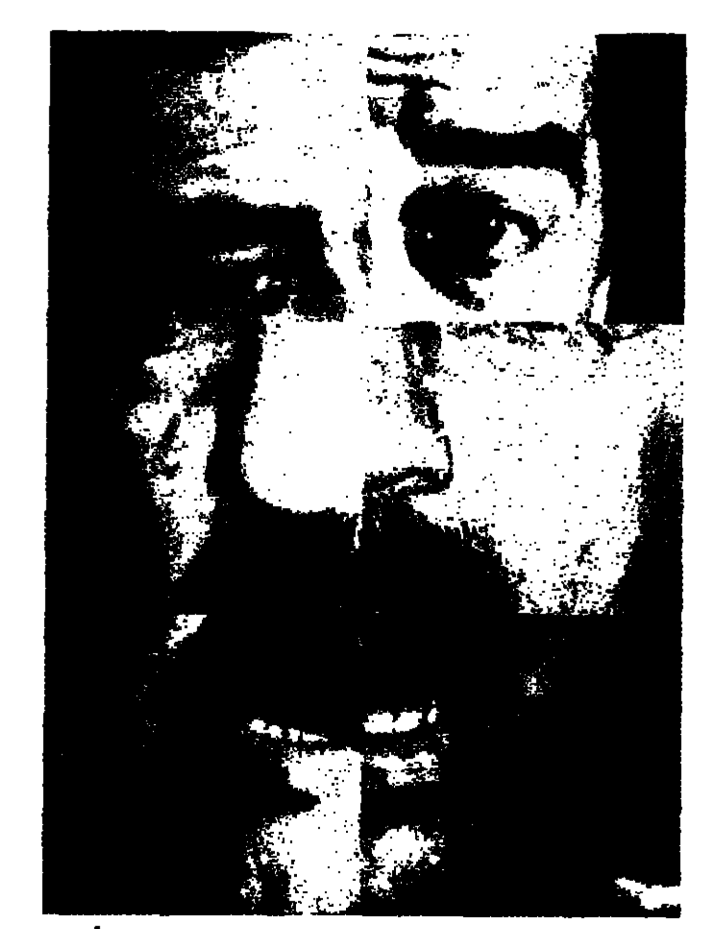
C'EST dans ce climat assez trouble que les Etats-Unis envisagent une « *intervention chirurgicale* » dont les cibles et les moyens technologiques peuvent aisément être déterminés. Les « *risques calculés* » – les risques les plus scrupuleusement calculés – ont toujours réservé des surprises. Ce n'est jamais une raison pour s'incliner devant l'intolérable. Encore faut-il prévoir les réactions de l'adversaire. Quels que soient les atouts dont dispose M. Saddam Hussein, la partie est, pour lui, fort inégale – et il le sait. Il vendra chèrement sa peau, disent tous les services de renseignement. Mais à quel prix ? Se sachant condamné, et refusant de périr seul, quel embrasement sera-t-il tenté de déchaîner ?

« *La véritable signification de cette crise*, a déclaré une haute personnalité du gouvernement de M. Bush, *est qu'elle va définir le monde de l'après-guerre froide* (24). » Dans un monde aussi incertain, les plus péremptoires prévisions se vérifient rarement. Cette crise contribuera à dissuader d'autres agressions, elle n'éliminera pas l'instabilité qui porte en germe les conflits futurs. Eteindre un foyer d'incendie ne suffit pas à garantir la sécurité, et nombreuses sont les autres causes d'explosion. Seule peut y parvenir la conférence internationale (25) « *que la France appelle de ses vœux depuis plusieurs années* », dit M. Roland Dumas (26), en ajoutant qu'elle « *devient de plus en plus actuelle* ». Pourquoi en est-il donc si peu question ?

Tous les plans politico-stratégiques élaborés jusqu'à présent sont largement dépassés. Car, comme l'écrit Claude Imbert (27), s'ouvre une phase nouvelle : « *La confrontation du Nord et du Sud se lève, tandis que l'agonie communiste éteint le long conflit de l'Est et de l'Ouest.* » Réaffirmant qu'il faut absolument renverser M. Saddam Hussein, Flora Lewis observe avec raison qu'il est grand temps de repenser l'avenir afin d'envisager « *les relations avec les Arabes sur un plan plus élevé, moins cynique* (28) ». Ce rejet du cynisme vaut non seulement pour le Proche-Orient, mais bien entendu pour l'ensemble du Sud, malgré les ricanements des « antitiers-mondistes » qui s'octroient la facilité de définir les « tiers-mondistes » comme des partisans des gouvernements du Sud et non de leurs peuples.

Alors que se renforce le dispositif militaire, à Londres, qui, dès le début, a fait preuve d'une grande fermeté, M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a estimé, au bout de trois semaines de crise, que « *la guerre n'est pas inévitable* (29) ». La détermination n'interdit pas de raison garder, faute de quoi elle ne serait qu'aventurisme suivi de déconvenues dont l'histoire est prodigue.

CLAUDE JULIEN.



L'ART DE MANIPULER L'IMAGE
(*Time*, 13 août 1990.)

(18) *Time*, 20 août 1990.
(19) William Pfaff, *International Herald Tribune*, 13 août 1990.
(20) Anthony Sampson, *The Independant* (Londres), 10 août 1990.
(21) Zbigniew Brzezinski, « The Goal is Assuring Oil Supply », *International Herald Tribune*, 17 août 1990.
(22) John C. Ausland, « The Joint Chiefs Have Been Preparing For Years », *International Herald Tribune*, 22 août 1990. Cette tentative qui, à l'époque, passa à peu près inaperçue, a été analysée et commentée dans *le Monde diplomatique* de mars 1982 (« La mise en place du dispositif stratégique occidental dans le Golfe ») et de juillet 1985 (« Le Golfe sous surveillance »).
(23) Repris dans *International Herald Tribune*, 16 août 1990.
(24) *Time*, 20 août 1990, p. 15.
(25) Voir Claude Julien, « Vers une conférence internationale sur le Proche-Orient : le temps du courage », *le Monde diplomatique*, avril 1987.
(26) *Le Monde*, 10 août 1990.
(27) *Le Point*, 20-26 août 1990.
(28) *International Herald Tribune*, 22 août 1990.
(29) *Le Monde*, 22 août 1990.

Les ventes d'armes à l'Irak : une simple question d'argent

Par ELISABETH PICARD *

ALORS qu'intervient, en août 1988, le cessez-le-feu dans la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'armée irakienne est l'une des mieux équipées du monde – plusieurs milliers de T-72 soviétiques et d'AMX français, un demi-millier d'avions de combat Mig et Mirage, plusieurs centaines de missiles Scud, Exocet et AS 30. Dès le mois suivant, le secrétaire d'Etat adjoint irakien à l'industrie et à l'industrialisation militaire, M. Amer al-Saadi, déclare que son pays assurera désormais sa propre production d'armes conventionnelles, mais désire acheter 50 avions de combat et 50 avions d'entraînement, des missiles et des lance-missiles ainsi que de l'équipement électronique.

Pour ce marché évalué à 3,2 milliards de dollars, la préférence irakienne va au britannique British Aerospace et à son chasseur Hawk. En dépit de l'embargo de Londres sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak, les négociations se prolongent, selon le *Middle East Economic Digest (MEED)*, jusqu'à fin juillet 1989, date à laquelle le gouvernement de Mme Margaret Thatcher interdit la vente, faisant référence à une possible menace contre le Koweït. Dassault-Breguet, qui a fait une offre dès décembre 1988, est dès lors bien placé devant ses concurrents, soviétique (Mig), allemand (Dornier), italien (Aermacchi), brésilien (Embraer) et même suisse (Pilatus). Les Irakiens préfèrent le Mirage 2 000 et, surtout, ils voudraient rapidement monter cet avion sur place, puis le construire sous licence. En avril 1989, un contact se noue également avec Aérospatiale pour l'achat, puis la fabrication par une entreprise mixte, de missiles air-sol AS 30. L'accord de principe se fait fin janvier 1990, lors de la visite à Bagdad de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre français de la défense, qui suit de près celles d'une délégation de Matra Manurhin Défense, et du général Mitterrand, président d'Aérospatiale : les Français vendront 50 Mirage, 50 Alphajet et des AS 30. Au même moment, Thomson-CSF obtient et se fait payer un contrat de 200 millions de dollars d'équipements électroniques.

Bien en vue, les marchands d'armes français sont loin d'être seuls sur le marché irakien. Au Salon militaire qui se tient sur un aérodrome de Bagdad du 28 avril au 2 mai 1989, 200 exposants de 27 pays négocient plusieurs milliards de dollars de contrats : hélicoptères, bombes, missiles et lance-missiles, radars, équipements électroniques. Le 25 janvier, l'Italie a levé l'embargo sur les fournitures militaires aux anciens belligérants du Golfe, afin de tenter d'obtenir le paiement des 11 navires de guerre que lui a commandés l'Irak : 4 milliards de dollars. Au Brésil, la firme Avibras est en pourparlers avancés pour la livraison de missiles SS-60 à moyenne portée et de lance-missiles, d'une valeur de 1 milliard de dollars, tandis que l'Agence nationale pour l'espace a été sollicitée pour la construction d'un satellite d'observation. Toujours selon le *Middle East Economic Digest*, le 4 avril, la firme allemande Messerschmitt-Bolkow-Blohm confirme dans un communiqué sa participation à la recherche militaire irakienne ainsi que la livraison par sa filiale Transtechnica d'éléments nécessaires au projet balistique Saad 16, soulignant toutefois que sa coopération avec l'Irak est « *plus civile que militaire* ». *D'autres fournisseurs comme le chilien* Cardoen et l'espagnol IMECSA gardent le silence. Enfin, lorsqu'éclate le scandale de la Banca nazionale del Lavaro dont la filiale d'Atlanta a ouvert sans autorisation 3,8 milliards de dollars de crédit à l'Irak depuis février 1988, le ministre italien des finances, M. Guido Carli, met en cause les sociétés Lummus Crest (Etats-Unis), Mannesmann (Allemagne fédérale) et Matrix Churchill (Grande-Bretagne) qui auraient livré pour 116 millions de dollars de matériel militaire à Bagdad.

L'URSS ET LA FRANCE EN TÊTE DES FOURNISSEURS

	1970-1989		1980-1989	
	(En millions de dollars de 1985)	(En pourcentage)	(En millions de dollars de 1985)	(En pourcentage)
URSS	19 237	61	13 396	53
France	5 538	18	5 054	20
Chine	1 664	5	1 664	7
Brésil	1 121	4	1 121	4
Egypte	1 108	4	1 108	4
Tchécoslovaquie	703	2	614	2
Autres pays	2 166	6	2 116	10
TOTAL	31 537	100	25 073	100

Source : SIPRI, Solna, Suède, août 1990.
NB.– Ces estimations correspondent aux commandes et aux livraisons d'armements, non aux sommes effectivement versées par Bagdad. C'est ainsi que l'Irak doit plus de 25 milliards de francs à la France et plus de 3,7 milliards de roubles à l'URSS.

UN problème épineux se pose toutefois, dans ce commerce fabuleux avec l'Irak. Il ne s'agit pas du gazage des Kurdes, ni des massacres de chiites dans le Sud, ni des tortures policières et autres atteintes aux droits de l'homme, ni des menaces contre les pays voisins. Bagdad, qui a accumulé une dette totale de 70 milliards de dollars au minimum (1), réclame sans cesse des rééchelonnements et devient de plus en plus mauvais payeur. Les Etats-Unis y trouvent une raison majeure pour annoncer, en novembre 1989, que leurs subventions aux fournitures alimentaires seront diminuées de moitié en 1990 par rapport à 1989 (2). De leur côté, Londres, Rome, Moscou, Tokyo refusent de nouvelles lignes de crédit pour 1990. En France, la COFACE n'a toujours pas rétabli sa garantie sur les ventes à crédit destinées à l'Irak, qu'elle avait suspendue en novembre 1988. Interrogé au début de juin 1990 sur la réalité de la livraison d'un système de guidage de missiles sol-sol par la France, en contravention avec les engagements européens, M. Jean-Pierre Chevènement dément : « *Toutes les livraisons d'équipements militaires français sont suspendues en attendant un accord de rééchelonnement de la dette irakienne* (3). »

* Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Ce chiffre approximatif est avancé par le *Financial Times* du 7 août 1990, qui évalue à 20,3 milliards de dollars la dette à l'Union soviétique au titre d'achats militaires, à 13,6 milliards de dollars la dette aux pays occidentaux et à 40 milliards de dollars environ celle contractée auprès des pays arabes.
(2) Les importations alimentaires de l'Irak, en constante augmentation, se montaient à 2 milliards de dollars en 1989, dont la moitié sous forme de produits céréaliers en provenance des Etats-Unis. Lorsque le département de l'agriculture a réduit de moitié le crédit destiné à de telles fournitures en 1990, aussitôt l'Australie et le Canada, deuxième et troisième fournisseurs, ont été appréhendés par l'Irak. Parmi les autres Etats qui vendent des produits alimentaires aux Irakiens, le Brésil (sucre et viandes) ainsi que la Turquie figurent en bonne place.
(3) *Middle East Economic Digest*, 7 juin 1990.

M. Saddam Hussein, l'homme à abattre

Par ALAIN GRESH

LE discours n'est pas nouveau, et le président irakien Saddam Hussein n'a pas innové en dénonçant *« le partage colonial qui vise à maintenir la nation arabe en état de faiblesse »*. Mais il a surpris les peuples de la région, gavés depuis vingt ans de proclamations aussi tonitruantes qu'inefficaces : car il a transformé ses paroles en actes, et annexé le Koweït. L'intervention militaire massive des Etats-Unis en Arabie saoudite a donné à l'annexion de l'émirat une aura « anti-impérialiste ».

Face à l'embargo décidé par la communauté internationale et à l'*« occupation »* par des étrangers de La Mecque et du tombeau du Prophète, le maître de Bagdad ne peut disposer que d'un seul atout, un appui populaire à sa cause. Il opère donc un retour aux sources et renoue avec le credo du nationalisme arabe, dont son propre parti, le Baas, porta, voilà trente ans, les espoirs et les illusions.

Fondé à Damas dans les années 40 par Michel Aflak, un chrétien orthodoxe, et Salah Al Din Bitar, un musulman sunnite, le parti Baas (en arabe : « renaissance ») se développe dans un Proche-Orient encore largement dominé par les puissances coloniales, en premier lieu la Grande-Bretagne, mais déjà ébranlé par les luttes nationales. Retrait des troupes étrangères, indépendance, unité arabe, fin de la « colonisation sioniste » en Palestine, tels sont ses mots d'ordre.

Le Baas, qui tient son congrès constitutif en 1947, est le premier parti à considérer l'ensemble du monde arabe comme son champ d'action. Il crée des sections « régionales » en Jordanie (1948), au Liban (1949-1950) et en Irak (1951), mais longtemps la « région » syrienne demeurera la plus puissante. Parti idéologique de type moderne, il place l'unité arabe au centre de sa doctrine. Les divisions artificielles imposées par les puissances colonialistes, en particulier au lendemain de la première guerre mondiale, sont la cause de la faiblesse du monde arabe et expliquent la défaite de Palestine en 1948.

De sensibilité laïque – il rejette les divisions confessionnelles, – le Baas reconnaît cependant le rôle de l'islam dans la formation de l'arabisme. Aux origines, la référence socialiste reste vague, et le parti se prononce en faveur d'une démocratie pluraliste et d'élections libres.

Le parti Baas affaibli par ses divisions

DANS les années 50, le Baas joue un rôle croissant dans la vie politique du Proche-Orient : radicalisation en Syrie, échec du pacte de Bagdad, mouvement révolutionnaire en Jordanie en 1955-1956, coup d'Etat antimonarchique à Bagdad en juillet 1958. Cette même année, il participe à la constitution de la République arabe unie entre l'Egypte de Nasser et la Syrie. L'échec de cette expérience, en septembre 1961, provoque une longue crise interne. Une mutation se produit dans l'idéologie et l'organisation du parti à la suite de nombreuses périodes de clandestinité et de la place grandissante que tiennent les officiers. Le Baas multiplie les attaques contre la démocratie libérale et renforce son orientation socialiste.

Des divisions se font jour. Un courant, auquel participe l'actuel chef d'Etat de la Syrie, M. Hafez El Assad, conteste l'autorité des chefs historiques. Il affirme progressivement son emprise après la prise de pouvoir du Baas à Damas en 1963. En février 1966, il élimine définitivement ses rivaux : Michel Aflak et plusieurs fondateurs du parti sont contraints à l'exil.

La scission est consommée. Deux directions panarabes – avec chacune ses sections « régionales » – se mettent en place : l'une à Damas, l'autre à Bagdad après le coup d'Etat baasiste de juillet 1968. Déjà, les divergences idéologiques initiales s'estompent pour laisser place à une rivalité personnelle.

Paradoxalement, c'est arrivé au faîte du pouvoir – avec la direction de l'Irak et de la Syrie – que le baasisme entame son déclin. La défaite de juin 1967 marque la fin des grands rêves unitaires. Désormais, ce sont les divergences entre dirigeants qui l'emportent.

L'exercice du pouvoir coûtera aussi au Baas une partie de son crédit. La stabilité du régime irakien se paye d'une répression permanente et sans pitié contre tous les opposants *(lire l'article de Claude Julien pages 1, 14 et 15)*.

Dans le domaine économique, l'acte fondateur a été la nationalisation, en 1972, de l'Irak Petroleum Company (IPC) qui contrôlait l'essentiel de l'extraction de l'or noir (l'Irak est l'un des principaux producteurs de pétrole). Les ressources dégagées ont permis un développement des infrastructures, une lutte efficace contre l'analphabétisme, une résorption de la pauvreté, un début d'industrialisation. Mais ces efforts sont en partie anéantis par la guerre avec l'Iran, qui fait des centaines de milliers de morts. Plusieurs villes importantes sont détruites, dont le centre industriel de Bassorah. Le pays a accumulé une dette estimée à 75-80 milliards de dollars. La reconstruction devrait coûter, selon Bagdad, entre 50 et 60 milliards.

La politique étrangère des années 70 est caractérisée par un extrémisme tonitruant. Fort du traité d'amitié signé avec l'URSS en 1972, l'Irak dénonce les monarchies corrompues du Golfe et rejette tout compromis avec Israël. A partir de 1974, il soutient le Front du refus et abrite le groupe terroriste d'Abou Nidal, qui organise une campagne d'assassinats des cadres modérés de l'OLP. En 1978, M. Saddam Hussein opère un tournant – ce ne sera pas le dernier : il rompt son alliance avec les communistes, distend ses relations avec l'URSS et se rapproche des émirs du pétrole. La révolution iranienne de 1979 lui permet de se poser en « gendarme du Golfe » et, à la place de l'Egypte – qui a signé les accords de Camp David – en dirigeant du monde arabe : l'Irak est le seul pays arabe à disposer à la fois d'une population nombreuse – 18 millions d'habitants – et d'immenses richesses pétrolières.

Sous l'œil bienveillant de la communauté internationale, il lance, en septembre 1980, ses troupes contre l'« ennemi perse ». Il revendique alors des territoires iraniens – le Khouzistan, dénommé pour la cause Arabistan – et le contrôle total du Chatt-El-Arab, ce confluent du Tigre et de l'Euphrate, long de 200 kilomètres, qui se jette dans le Golfe.

Mais l'expédition militaire, que devait être courte et joyeuse, se révèle un terrible fiasco qui dure huit longues années. C'est l'entêtement de Khomeiny refusant un accord alors même que ses troupes ont récupéré les territoires perdus en 1980-1982 qui permettra à M. Saddam Hussein de se présenter en défenseur des Arabes contre l'ennemi héréditaire perse. Le prétendu « danger islamique » justifiera l'engagement occidental, français en particulier, aux côtés de Bagdad.

A l'issue de cette guerre, le président irakien se heurte à un fort mécontentement populaire né des restrictions économiques et de l'absence totale de liberté. Il peut aussi craindre une armée trop puissante, qui a accru son efficacité et obtenu, pour repousser les troupes iraniennes, d'échapper en partie à la tutelle du Baas. Comme à son habitude, M. Saddam Hussein répond à la menace d'un coup d'Etat avec brutalité : plusieurs généraux disparaissent dans de mystérieux « accidents d'hélicoptère » et, au début du mois de juillet dernier, on apprenait l'arrestation de quarante officiers supérieurs.

Difficultés économiques, ambitions régionales

LE président irakien esquisse aussi quelques réformettes politiques, mais il en faudrait bien plus pour résoudre la grave crise économique et sociale que traverse le pays. Il tente alors de se poser en dirigeant des peuples arabes, menacés par les Etats-Unis et l'expansionnisme israélien et affaiblis par le changement d'attitude des Soviétiques à l'égard des problèmes de la région (1). Surarmé grâce à des livraisons de matériel militaire qui ont repris de plus belle depuis le cessez-le-feu avec l'Iran (*voir page 15 l'article d'Elisabeth Picard*), il prépare minutieusement son opération contre le Koweït qui, avec les autres pétromonarchies, se refuse à une augmentation du prix du pétrole qui soulagerait considérablement les finances irakiennes.

Le monde arabe des années 90 ne ressemble plus à celui des années 50. Le nationalisme arabe – alors symbolisé par Nasser et le Baas – portait un formidable espoir de libération, de développement économique et social, de justice et de reconquête de la dignité. Sans projet, M. Saddam Hussein s'appuie exclusivement sur la frustration née d'échecs successifs, mais aussi et surtout sur le sentiment que l'Occident applique dans la région « deux poids, deux mesures ». Comment justifier la différence entre la vigueur des réactions américaines face à l'Irak et vingt-trois ans de complaisance et de soutien à l'égard de l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et du Golan ?

La crise du Golfe ne peut qu'accentuer la balkanisation de la région. Les fractures du monde arabe, malgré la condamnation de l'invasion irakienne par une majorité de pays de la Ligue arabe, n'ont jamais été aussi profondes et ne répondent pas à une simple division entre « modérés » et « radicaux » : ainsi la Syrie baasiste se range aux côtés de l'Arabie saoudite, tandis que la Jordanie pro-occidentale est le plus ferme allié de M. Saddam Hussein, appuyé aussi par l'OLP.

Plus que l'Arabie saoudite, fortement défendue par des dizaines de milliers de soldats étrangers, c'est en effet le royaume hachémite, déjà miné par de profondes contradictions sociales (2), qui est aujourd'hui le maillon faible. Exposée en première ligne à l'éventuelle riposte de l'armée israélienne, la Jordanie risque de payer cher son soutien à l'Irak. En proclamant que *« le roi Hussein est en train de perdre complètement le contrôle de la Jordanie »* et qu'*« il est fini »*, le vice-président de la commission des affaires étrangères du Parlement israélien, M. Binyamin Ben Eliezer (3), évoque un scénario que d'importants dirigeants de la droite israélienne ne cessent d'appeler de leurs vœux : une déstabilisation de la monarchie hachémite aboutirait à la création d'une entité palestinienne à l'est du Jourdain, accompagnée d'une expulsion massive des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. L'hypothèse gagne en crédibilité, alors que l'escalade achève de détourner l'attention de l'Intifada.

(1) Lire Alain Gresh, « Ambitions irakiennes », *le Monde diplomatique*, juin 1990.

(2) Lire Alain Gresh, « Chez les Palestiniens des deux rives, vers d'irréparables ruptures », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(3) *Cf. le Monde*, 16 août 1990.

ALGERIE

POP. : 23,8 millions - PNB/HAB. : 2 360 dollars

Superficie : 2 382 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 24,8 milliards de dollars.
Production de pétrole brut : 1,170 million de barils/jour.
Forces armées : 138 500 hommes, 900 chars de combat, 568 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 299 avions de combat, 48 hélicoptères d'attaque. *Dépenses militaires :* 1,9 % du PNB (68e rang mondial).

ARABIE SAOUDITE

POP. : 14 millions - PNB/HAB. : 6 200 dollars

Superficie : 2 150 000 kilomètres carrés.
Production de pétrole brut : 5,4 millions de barils/jour.
Forces armées : 65 700 hommes, 500 chars de combat, environ 450 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 179 avions de combat, 20 hélicoptères d'attaque, missiles balistiques. Dépenses militaires : 22,7 % du PNB (3e rang mondial).

BAHREIN

POP. : 473 000 - PNB/HAB. : 6 340 dollars

Superficie : 670 kilomètres carrés.
Forces armées : 3 350 hommes, 54 chars de combat, 20 pièces d'artillerie, 12 avions de combat, 12 hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : non disp.

DJIBOUTI

POP. : 483 000 - PNB/HAB. : 740 dollars

Superficie : 23 200 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 145 millions de dollars.
Forces armées : 4 230 hommes, environ 70 lance-roquettes, pas d'avion de combat. *Dépenses militaires :* non disp.

EGYPTE

POP. : 50,2 millions - PNB/HAB. : 660 dollars

Superficie : 1 001 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 50 milliards de dollars.
Production de pétrole brut : 0,890 million de barils/jour.
Forces armées : 448 000 hommes, 2 425 chars de combat, environ 1 560 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 517 avions de combat, 89 hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : 8 % du PNB (12e rang mondial).

EMIRATS ARABES UNIS

POP. : 1,5 million - PNB/HAB. : 15 770 dollars

Superficie : 84 000 kilomètres carrés.
Production de pétrole brut : 2,070 millions de barils/jour.
Forces armées : 43 000 hommes, 131 chars de combat, 155 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 61 avions de combat, 19 hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : 6,7 % du PNB (19e rang mondial).

IRAK

POP. : 17,6 millions - PNB/HAB. : 3 022 dollars

Superficie : 438 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : de 75 à 80 milliards de dollars (est.).
Production de pétrole brut : 2,825 millions de barils/jour.
Forces armées : 1 000 000 d'hommes, 5 500 chars de combat, environ 3 700 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 513 avions de combat, 160 hélicoptères d'attaque, missiles balistiques. Dépenses militaires : 26,8 % du PNB (1er rang mondial).

JORDANIE

POP. : 3,9 millions - PNB/HAB. : 1 500 dollars

Superficie : 89 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 5,5 milliards de dollars.
Forces armées : 82 250 hommes, 1 131 chars de combat, au moins 250 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 111 avions de combat et 24 hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : 16,4 % du PNB (4e rang mondial).

KOWEIT

POP. : 2 millions - PNB/HAB. : 13 400 dollars

Superficie : 18 000 kilomètres carrés.
Production de pétrole brut : 1,8 million de barils/jour.
Forces armées : 20 300 hommes, 275 chars de combat, 92 pièces d'artillerie, 36 avions de combat et 18 hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : 7,2 % du PNB (16e rang mondial).

LIBAN

POP. : 2,9 millions - PNB/HAB. : non disp.

Superficie : 10 230 kilomètres carrés.
Forces armées : la dispersion des forces armées libanaises ne permet pas de donner un état fiable des équipements militaires.

LIBYE

POP. : 4,2 millions - PNB/HAB. : 5 420 dollars

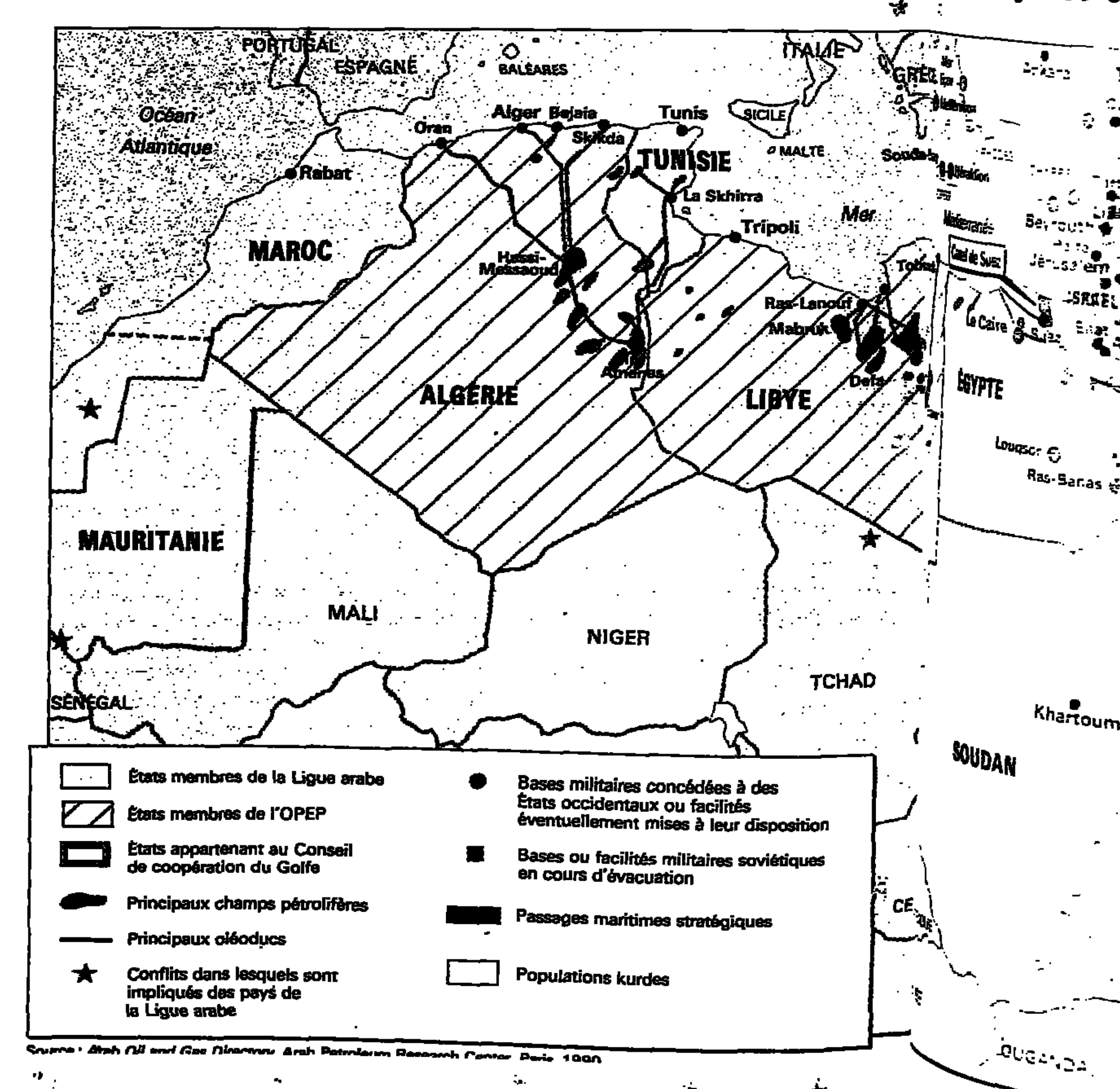
Superficie : 1 760 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 4,8 milliards de dollars.
Production de pétrole brut : 1,145 million de barils/jour.
Forces armées : 85 000 hommes, 1 800 chars de combat, environ 1 720 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 515 avions de combat, 16 hélicoptères d'attaque, missiles balistiques. Dépenses militaires : 6,3 % du PNB (21e rang mondial).

MAROC

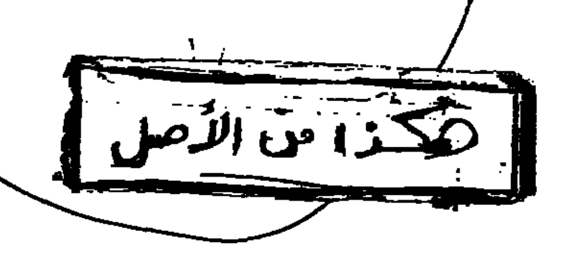
POP. : 24 millions - PNB/HAB. : 830 dollars

Superficie : 447 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 20 milliards de dollars.
Forces armées : 192 500 hommes, 224 chars de combat, au moins 320 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 109 avions de combat, 24 hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : 5 % du PNB (29e rang mondial).

Les vingt Etats de la Ligue arabe confrontés aux plus graves c



Source : *Arab Oil and Gas Directory*, Arab Petroleum Research Center, Paris, 1990.



ROIT DANS LA RÉGION DU GOLFE

L'effondrement d'un ordre arabe archaïque

DEPUIS que les pays de l'Est ont décidé de se faire admettre dans le club fermé de l'Occident, la notion de « Nord », naguère privée de réalité géographique concrète, est en train de rassembler l'Est et l'Ouest dans une même posture de confrontation face au « Sud ». Dans la nouvelle crise du Golfe, le Nord a manifestement saisi l'occasion de rassembler toute sa puissance contre un pays du Sud fauteur de troubles. Un nouveau rôle est trouvé pour l'OTAN et ses alliés potentiels.

Que la Suisse elle-même abandonne son habituelle réserve et s'empresse de « geler » les avoirs irakiens et koweïtiens est un signe : il ne s'agit pas seulement, pour le « monde civilisé », d'assurer son approvisionnement en pétrole à un prix « convenable » ; il lui faut également récupérer l'argent de ses achats et le mettre en lieu sûr dans ses banques.

A la fin des années 80, le prix réel du pétrole (compte tenu de l'inflation) était retombé à son niveau de 1973 alors que le prix de la plupart des exportations occidentales de produits essentiels avait plus que doublé, voire triplé, en termes réels. Pour qui le prix du pétrole était-il donc « convenable » ? Aux dépens de qui ?

De telles questions, bien des pays du tiers-monde non producteurs de pétrole peuvent se les poser, car ils ont subi durant la même période une détérioration similaire des termes de l'échange sans pouvoir y remédier. Du coup, leurs populations voient leurs conditions de vie devenir encore plus précaires, notamment sous l'effet des mesures d'austérité qu'impose le Fonds monétaire international.

Pour les Arabes, la conscience d'appartenir au tiers-monde se double d'une expérience spécifique. Non seulement ce sont eux qui, en Occident, sont la cible privilégiée des attaques des racistes, mais voilà maintenant plus d'un siècle que les puissances occidentales s'efforcent de faire obstacle à leurs efforts pour entrer dans l'âge moderne, amorcer un développement économique et social valable et réaliser leur unité nationale (1).

Tant de dommages et d'humiliations

LE large consensus populaire dont bénéficie aujourd'hui le président irakien auprès des sociétés du monde arabe n'a point ses racines dans une approbation du passé aventureux du dictateur, ni de ses initiatives les plus récentes. Il faut plutôt y voir le résultat des dommages et des humiliations qui, depuis des décennies – en fait depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, – sont infligés à la nation arabe. Aujourd'hui, en effet, cette nation devient l'objet d'une anomalie historique : en ce vingtième siècle qui est celui de la libération nationale des peuples opprimés, les Arabes devraient, eux, accepter l'hégémonie militaire, économique et politique d'un Etat bâti sur une colonie de peuplement, et perçu dans la région comme la création de l'ancien ordre colonial.

Les cinq grandes guerres israélo-arabes se sont terminées soit par la défaite des armées arabes (pour quatre d'entre elles), soit par une impasse militaire (en 1973). Or le refus des Israéliens de rendre les territoires conquis par la force des armes, et leur détermination de détruire toute tentative de la part de l'un ou l'autre de leurs voisins de développer son économie ou son système social ou de se doter d'une force militaire comparable les entraînent à d'incessantes violations du droit international qui ne mobilisent guère le « monde civilisé ».

Mais Israël n'est pas la seule source de frustrations. La survivance de l'ordre colonial dans cette région a aussi son origine dans le morcellement du territoire arabe oriental durant la période d'occupation coloniale, morcellement consacré ensuite par des accords qui donnèrent naissance à des Etats artificiels et à des mini-Etats peu peuplés mais très riches en or noir, à la tête desquels furent placés des chefs tribaux dotés du titre de cheik, d'émir ou de roi. Après cette indépendance formelle, les régimes archaïques restèrent en place parfois contre la volonté des populations, matant leurs tentatives de soulèvement à l'aide de forces militaires procurées par les anciennes puissances coloniales.

Aujourd'hui, de criantes inégalités de richesse entre les nationaux des monarchies pétrolières et les citoyens des pays beaucoup plus peuplés entretiennent les *frustrations nationalistes*, d'autant que les pétrodollars vont surtout s'investir dans le monde occidental.

Qu'on le comprenne ou non, c'est un fait que le nationalisme arabe ne fait pas de distinction entre les peuples qui composent la « nation arabe ». Ces peuples ont en commun depuis plus d'un millénaire ces traits caractéristiques qui donnent consistance à l'idée de nation : communauté de langue, de culture et de système juridique ; même passé historique, mêmes réactions psychologiques et, plus récemment, mêmes aspirations et luttes politiques. Seul leur fait défaut cet élément qui, en régime capitaliste, a servi de ciment aux nations modernes : une vie économique *intégrée, accompagnée d'institutions* politiques communes.

L'absence de démocratie dans le monde arabe empêche les citoyens d'œuvrer à l'unification économique ; mais, surtout, les riches monarchies *pétrolières* sont devenues les instruments du maintien de la division et de l'assujettissement aux intérêts étrangers. A cet égard, l'assimilation est vite faite entre l'attitude de ces royaumes et celle de l'Etat israélien. Car, ayant tout à redouter d'une unification du monde arabe qui signifierait la fin de leurs privilèges, ils ont eux aussi besoin d'une protection étrangère.

Leurs investissements à l'étranger n'échappent pas à cette dépendance, ainsi qu'un économiste l'expliquait dans ces colonnes dès le milieu des années 70 (2) : quand des pays du tiers-monde souhaitent investir dans le tiers-monde, ils doivent passer par l'intermédiaire des institutions centrales du système capitaliste, contribuant ainsi à conforter leur domination à la fois sur les surplus financiers et sur les pays où ils s'investissent. Même lorsque les Etats pétroliers gèrent leurs propres fonds d'aide au développement, ils ont recours à des critères de sélection et à des méthodes empruntés aux institutions financières internationales et aux agences d'aide au développement.

Pour le monde arabe, grâce aux investissements et aux transferts d'argent des travailleurs immigrés, une sorte d'intégration économique s'est réalisée ; une intégration qui toutefois n'entraînait nullement son unification, mais une dépendance économique et politique à l'égard du système dominant, *l'accentuation des inégalités et* l'aggravation des divisions interarabes.

Que l'homme ordinaire, dans ces conditions, se range aux côtés du président irakien lorsque celui-ci annexe le Koweït, cela ne signifie pas qu'il approuve la brutalité de ses méthodes. Ce qui prime pour lui, c'est le coup porté à l'un des bastions de la domination politique et de l'exploitation économique occidentales – américaines en premier lieu – et, pour le reste, il n'y regarde pas de trop près. Instinctivement, il sentira que le droit international, tant qu'il sera appliqué de manière sélective (et toujours à son détriment) restera dépourvu de toute force morale. *Et à l'illégitimité de l'annexion* d'un pays arabe par un autre, il opposera l'illégitimité d'un ordre mondial économique et politique qui le prive de tous les droits et détruit tous ses espoirs. Il sera d'ailleurs conforté dans cette attitude par l'extraordinaire rapidité avec laquelle les Etats-Unis ont pu mobiliser l'opinion publique mondiale et recueillir l'adhésion des Etats à leur embargo contre l'Irak dans les divers forums officiels, y compris au sein de la Ligue arabe, tout en mettant en action navires, flottes aériennes et armées – dont certains des pays arabes.

La grande rancœur des populations

GRAND est le contraste entre ce déploiement de zèle instantané et la longue négligence de l'Amérique qui a opposé son veto au Conseil de sécurité de l'ONU à toute condamnation d'Israël pour son occupation de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan et de Jérusalem-Est, sans parler de ses implantations illégales dans les territoires occupés et autres atteintes au droit international. De même, lorsque M. Saddam Hussein s'est déclaré prêt à discuter pour mettre en balance son stock d'armes chimiques et le stock d'armes nucléaires israéliennes, les Etats-Unis refusèrent de mettre sur un pied d'égalité ces deux types de menaces pour la vie humaine.

Que les actions du président irakien aient mis à mal l'unité arabe est un fait incontestable, mais la fracture ne date pas d'hier. Tout dernièrement encore, les pressions les plus intenses s'exerçaient sur l'OLP du fait de dirigeants arabes amis – les mêmes qui allaient condamner l'Irak un peu plus tard et se déclarer prêts à prendre les armes contre lui. Car ces dirigeants avaient fini par accepter de suivre le chemin ouvert par l'Egypte à Camp David, portant ainsi un rude coup à l'Intifada.

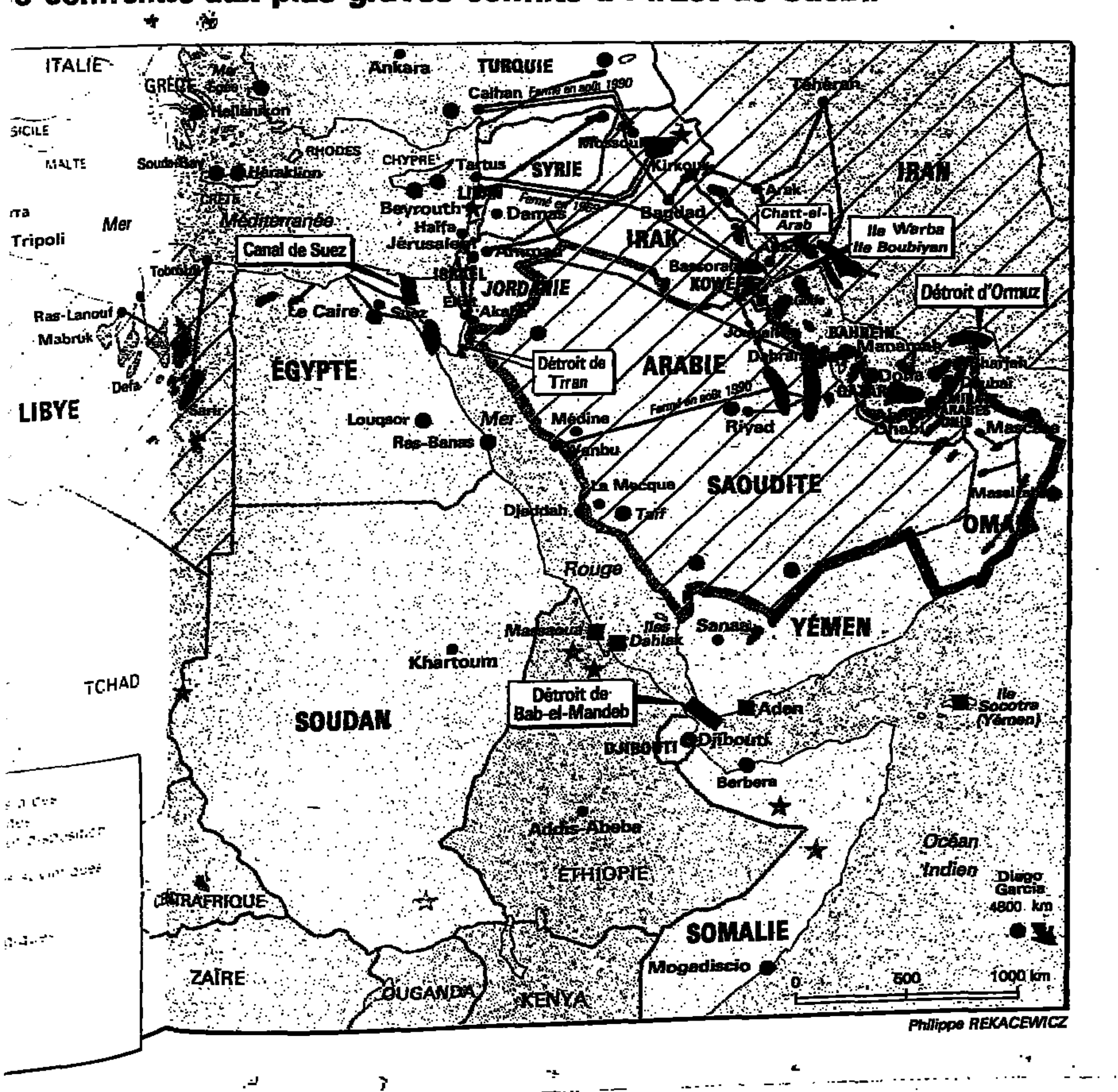
Dans le monde arabe, mis à part les éléments de la bourgeoisie faisant partie de la bureaucratie corrompue ou liés aux milieux d'affaires étrangers, rares sont ceux qui échappent à l'impression d'avoir été conduits dans une impasse par des dirigeants qui, pour la plupart, se sont autoproclamés comme tels et se montrent incapables de pourvoir aux besoins quotidiens des citoyens et de préserver leur dignité. Un même sentiment d'injustice et de frustration parcourt les bases populaires des partis d'opposition de gauche, des mouvements nationalistes panarabes, des divers groupes islamistes et fondamentalistes et tous les hommes ordinaires qui se croient non politisés. En face, la vieille cohésion de l'ordre arabe fondé sur le soutien des pétromonarchies aux régimes en place est en train de se défaire. A supposer que les Américains puissent remporter une fulgurante victoire, rien ne sera plus comme avant. Un vieil ordre archaïque et dépendant s'est effondré ; un autre, permettant aux peuples arabes de maîtriser leur propre histoire, devrait naître. Mais, pour le moment, on ne veut percevoir que les dangers de la confrontation militaire dans le Golfe.

(L'auteur, universitaire égyptien, souhaite garder l'anonymat.)

(1) Ainsi l'Egypte a tenté à trois reprises de se moderniser sérieusement : la première avec Mohammed Ali dans la première moitié du XIXe siècle ; la deuxième avec Orabi, dans la deuxième moitié du même siècle. Puis avec Nasser, dans la deuxième moitié du XXe siècle. Ces trois tentatives ont été tenues en échec par des interventions militaires de l'Occident, ou inspirées par lui.

(2) *Cf.* Georges Corm, « Pétrole et finances arabes : les trusts anglo-saxons mènent le jeu », *le Monde diplomatique*, août 1974 ; « L'OPEP face à la confiscation de la nouvelle rente pétrolière », *le Monde diplomatique*, septembre 1975, et « Les capitaux pétroliers et la réforme de l'ordre financier international », *le Monde diplomatique*, octobre 1976.

…e confrontés aux plus graves conflits à l'« Est de Suez »



Philippe REKACEWICZ

MAURITANIE

POP. : 1,9 million - PNB/HAB. : 480 dollars
Superficie : 1 026 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 2 milliards de dollars.
Forces armées : 10 400 hommes, au moins 50 pièces d'artillerie, chars de combat, 5 avions de combat. Dépenses militaires : non disp.

OMAN

POP. : 1,4 million - PNB/HAB. : 5 000 dollars
Superficie : 212 000 kilomètres carrés.
Production de pétrole brut : 0,590 million de barils/jour.
Dette extérieure : 2,9 milliards de dollars.
Forces armées : 25 500 hommes, 39 chars de combat, 75 pièces d'artillerie, 63 avions de combat. Dépenses militaires : 24,3 % du PNB (2e rang mondial).

QATAR

POP. : 411 000 - PNB/HAB. : 9 930 dollars
Superficie : 11 337 kilomètres carrés.
Production de pétrole brut : 0,395 million de barils/jour.
Forces armées : 7 000 hommes, 24 chars de combat, *14 pièces d'artillerie, 13 avions de combat, 20 hélicoptères* d'attaque. Dépenses militaires : 3,2 % du PNB (46e rang mondial).

SOMALIE

POP. : 5,9 millions - PNB/HAB. : 170 dollars
Superficie : 638 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 2 milliards de dollars.
Forces armées : 65 000 hommes, 293 chars de combat, 510 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 63 avions de combat, dont certains inutilisables. Dépenses militaires : non disp.

SOUDAN

POP. : 23,8 millions - PNB/HAB. : 480 dollars
Superficie : 2 506 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 11,8 milliards de dollars.
Forces armées : 72 800 hommes, 175 chars de combat, *169 pièces d'artillerie et lance-roquettes,* 45 avions de combat. Dépenses militaires : 6,9 % du PNB (17e rang mondial).

SYRIE

POP. : 11,6 millions - PNB/HAB. : 1 680 dollars
Superficie : 185 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 4,9 milliards de dollars.
Production de pétrole brut : 0,350 million barils/jour.
Forces armées : 404 000 hommes, 4 050 chars de combat, environ 2 400 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 499 avions de combat, 127 hélicoptères d'attaque, missiles balistiques. Dépenses militaires : 12,3 % du PNB (6e rang mondial).

TUNISIE

POP. : 7,8 millions - PNB/HAB. : 1 230 dollars
Superficie : 164 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 6,6 milliards de dollars.
Production de pétrole brut : 0,106 million de barils/jour.
Forces armées : 38 000 hommes, 68 chars de combat, au moins 150 pièces d'artillerie, 43 avions de combat. Dépenses militaires : 5,4 % du PNB (26e rang mondial).

YEMEN

YÉMEN DU NORD

POP. : 8,5 millions - PNB/HAB. : 650 dollars
Superficie : 195 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 2,9 milliards de dollars.
Forces armées : 36 500 hommes, 664 chars de combat, environ 400 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 83 avions de combat. Dépenses militaires : 8,5 % du PNB (10e rang mondial).

YÉMEN DU SUD

POP. : 2,4 millions - PNB/HAB. : 430 dollars
Superficie : 333 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 2,1 milliards de dollars.
Forces armées : 27 500 hommes, 480 chars de combat, 416 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 114 avions de combat, 12 hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : non disp.

NB. – La Ligue des Etats arabes compte vingt et un membres, dont la Palestine.

ÉTATS DE LA RÉGION NON MEMBRES DE LA LIGUE DES ÉTATS ARABES

ISRAEL

POP. : 4,4 millions - PNB/HAB. : 8 650 dollars.
Superficie : 21 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 24,4 milliards de dollars.
Forces armées : 141 000 hommes, auxquels peuvent s'ajouter 504 000 réservistes, 3 784 chars de combat, au moins 1 360 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 574 avions de combat, 77 hélicoptères d'attaque, missiles balistiques, capacité nucléaire. Dépenses militaires : 14,8 % du PNB (5e rang mondial).

IRAN

POP. : 48,6 millions - PNB/HAB. : 3 408 dollars.
Superficie : 1 648 000 kilomètres carrés.
Production de pétrole brut : 2,865 millions de barils/jour.
Dette extérieure : de l'ordre de 12 milliards de dollars.
Forces armées : 604 500 hommes, 500 chars de combat, au moins 865 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 121 avions de combat, environ 100 hélicoptères d'attaque, missiles balistiques. Dépenses militaires : 3 % du PNB (52e rang mondial).

TURQUIE

POP. : 53,8 millions - PNB/HAB. : 1 280 dollars.
Superficie : 779 000 kilomètres carrés.
Dette extérieure : 39,6 milliards de dollars.
Forces armées : 650 900 hommes, 3 727 chars de combat, 2 200 pièces d'artillerie et lance-roquettes, 366 avions de combat, hélicoptères d'attaque. Dépenses militaires : 4,7 % du PNB (30e rang mondial).

NB. – Les chiffres des indicateurs démographiques et économiques sont de 1988. Les statistiques concernant la production de pétrole brut sont des estimations pour 1989.

Sources : *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Banque mondiale ; *Chiffres du monde 1990*, Encyclopaedia Universalis France SA ; *Military Balance*, 1990 ; *BP Statistical Review of World Energy*, juin 1990.

LA FORCE ET LE DROIT DANS

Fièvre pétrolière ou gangrène généralisée ?

(Suite de la première page)

Du prix du pétrole, il n'était guère question non plus depuis des mois dans les innombrables analyses faisant état du danger de récession aux Etats-Unis. Et pour cause : les cours demeuraient en basses eaux. Sur un marché qu'elle ne contrôlait plus, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) avait, en décembre 1985, tiré un trait sur la pratique des prix fixes. En 1986, le pétrole ne rapportait pas davantage qu'en 1979. Avant la récente poussée des tarifs, le pouvoir d'achat du pétrole, comparé aux coûts des produits industriels, était de moitié celui de 1979 (2). L'Irak avait, certes, lors de la réunion de Genève, en juillet dernier, des raisons bien spécifiques pour faire grimper à 25 dollars le prix du baril ; des motifs généraux existaient pour qu'une hausse intervînt. Mais celle de juillet-août n'explique fondamentalement en rien les violentes chutes enregistrées sur les marchés financiers en raison des bruits de bottes et aussi de la crainte d'une inflation dont le prix de l'or noir ne serait qu'une composante parmi d'autres.

Qui comblera les déficits américains ?

LE cyclone déclenché par Bagdad n'est donc pas né dans un ciel serein. Avant même l'invasion du Koweït, la mise au point d'un budget américain respectueux des engagements législatifs – une diminution de 50 milliards de dollars du déficit – tenait de la gageure, d'autant que, s'ajoutant au scandale des Caisses d'épargne et de crédit et à la fragilité croissante du système bancaire, tous les indicateurs économiques étaient médiocres. Et il faudrait – la profonde détente américano-soviétique aidant – que les « dividendes de la paix » fussent abondants pour que fût donné un coup d'arrêt à l'accélération du déclin des Etats-Unis face au Japon et à l'Europe occidentale. Comment rattraper le temps perdu pendant une décennie de laisser-aller quand, à maints égards, l'avenir est hypothéqué pour plusieurs décennies ?

Déjà se pose, pour Washington, le problème du financement de l'expédition proche-orientale. Son coût quotidien était évalué, à ses débuts, à 20 millions de dollars mais, en cas d'embrasement généralisé, la facture pourrait grimper jusqu'au milliard de dollars par jour (3)... De toute façon, en incluant dans les calculs les sommes que, d'une manière ou d'une autre, il faudra débourser pour faire face à la crise des caisses d'épargne, le déficit budgétaire, au lieu d'être réduit, risque d'atteindre un sommet historique : entre 250 et 300 milliards de dollars (contre 221,2 en 1986). D'où l'idée, qui chemine, de faire partager le prix de l'intervention aux alliés, européens et japonais, des Etats-Unis. Allant plus loin, un commentateur américain estime que cette contribution devrait s'accompagner, chez les partenaires des Etats-Unis, d'« *une plus grande flexibilité en ce qui concerne les questions commerciales et les autres problèmes économiques* (4) ». Suggestion qui, effectivement, touche au cœur du débat, qui n'est pas seulement pétrolier.

Sans mentionner l'invasion de l'Irak, ni même la réunion de l'OPEP, le *New York Times* écrit dans un vigoureux éditorial : « *L'Amérique vient de franchir un cap (...). L'an passé, pour la première fois, les Etats-Unis ont moins investi en usines et équipements que le Japon, bien que l'économie de ce dernier pays soit deux fois plus petite* » : 513 milliards de dollars d'un côté, 549 milliards de l'autre. « *Depuis 1972, le Japon a investi en moyenne 17 % de son produit national brut, et l'Amérique 12 % seulement* (5). » Et l'hebdomadaire *Business Week* n'a nul besoin, lui non plus, de la crise du Golfe pour s'inquiéter : comment dompter le « *monstre* » – c'est-à-dire les 6 000 milliards de dollars de dépôts et emprunts intérieurs divers que le pouvoir fédéral se doit de pouvoir garantir (6) ? 6 000 milliards... Or la facture annuelle que devrait régler l'ensemble du monde industrialisé au cas où le baril de pétrole s'en tiendrait à 30 dollars – prix atteint à la fin d'août – se monterait à 90 milliards de dollars (7).

L'augmentation du prix du pétrole (21 dollars après la réunion de Genève, 25-26 dollars dans les jours qui ont suivi l'invasion du Koweït) n'est en rien comparable au plus que quadruplement des cours en 1973-1974, et au plus que doublement en 1979-1980. Profitant à certains pays producteurs (ou Etats, aux Etats-Unis), à certaines compagnies, elle ne saurait suffire, sauf emballement sans doute maîtrisable des cours, comme ce fut le cas naguère, à provoquer une nouvelle avalanche de pétrodollars. En revanche, elle brouille certaines cartes et rend plus difficile la recherche de nouveaux équilibres.

SEBASTIAO SALGADO-MAGNUM

AU MEXIQUE, LA FÊTE SUR UNE PLATE-FORME
La « facture » pétrolière n'explique pas la crise globale

Une fois encore, c'est aux Etats-Unis essentiellement que se brouillent les cartes. Il ne s'agit pas d'un problème d'approvisionnement, même si une rapide augmentation de la production nationale paraît difficile à mettre en œuvre (8). Les profits des entreprises n'ayant cessé de diminuer depuis 1988, l'espoir d'une plus grande souplesse de la Réserve fédérale en ce qui concerne le loyer de l'argent se faisait jour, en dépit des réticences des autorités monétaires qui craignent une relance de l'inflation (déjà forte avant la crise du Golfe) et ont, de toute façon, les yeux fixés sur le déficit budgétaire.

Or M. Bush, en année électorale, pourrait hésiter à agir sur les rentrées fiscales en demandant un effort qui, logiquement, avant la « crise » pétrolière, devait porter d'abord sur l'énergie. Tout indique pourtant qu'une forte (et impopulaire) augmentation des taxes sur l'essence aurait des effets financiers et économiques profonds dans un pays qui consomme un quart du pétrole mondial, les deux tiers étant brûlés – à un prix dérisoire – par les transports individuels (9). Quant à l'aspect militaire de la crise, il redonne un espoir modéré à des firmes (et des Etats) touchées par les plans de réduction du budget de la défense. Mais, ici encore, une nouvelle contradiction apparaît entre des intérêts sectoriels ou locaux et les urgences nationales : grâce à la mutation des rapports Est-Ouest, la possibilité est offerte à l'économie et à la recherche américaines de se dégager d'une militarisation qui la prive gravement de capacités concurrentielles dans le domaine civil (10).

Que la « crise » pétrolière brouille réellement les cartes ou qu'elle serve seulement d'alibi pour ne pas trancher dans le vif, le fait est que les Etats-Unis sont structurellement incapables de contribuer de manière substantielle au financement de la reconstruction de l'Est européen et à la remise à flot de l'économie soviétique. Or l'augmentation du prix du pétrole, relativement facile à absorber pour l'Europe de l'Ouest prise isolément, n'est pas sans graves conséquences sur les anciennes marches de l'URSS soudain plongées dans l'eau bouillante des échanges mondiaux et dont les maigres capacités internes de relèvement s'effilochent encore. Les appels à l'aide ouest-européenne risquent dans ces conditions de se multiplier et de gagner en vigueur. « *Si le prix du pétrole augmente encore beaucoup, nombre des entreprises que les gouvernements espéraient sauver ou restructurer seraient en faillite, ce qui gonflerait davantage encore les rangs des chômeurs (...). La crise du Proche-Orient fait à l'évidence découvrir aux Européens de l'Est la réalité de la dépendance économique. Malheureusement pour eux, la leçon a été donnée beaucoup trop tôt* », écrit le *Guardian* (11). Leçon aussi pour la RFA : le coût énorme de l'absorption de la RDA, « non rentable » et considérablement endettée à l'extérieur, ne peut que s'alourdir, pesant sur les prix et la politique des taux d'intérêt à Bonn et, par voie de conséquence, sur l'ensemble de la Communauté.

Il paraît certain que, de son côté, le Japon, dont les tensions commerciales avec les Etats-Unis ne peuvent que s'amplifier, se dirige lui aussi vers une légère augmentation des taux d'intérêt, mais là n'est pas l'essentiel. Les tensions de l'été ont surtout, en ce qui le concerne, contribué à souligner son extraordinaire vitalité, dont témoigne, notamment, la forte poussée de ses investissements en Europe. « *On s'attend que la crise mette en évidence les avantages économiques que le Japon a accumulés au cours de la décennie passée, pendant laquelle les Etats-Unis investissaient massivement dans la défense alors que le Japon restructurait son industrie, automatisait ses usines, réduisait sa dépendance dans le secteur énergétique et progressait dans le domaine technologique* », rappelle un commentateur américain (12). Et, alors que l'attention des opinions est focalisée sur tel ou tel point chaud, s'érigent, dans le silence des échanges commerciaux et des investissements industriels, de nouveaux pôles transfrontières qui préfigurent, plus durablement que les effets de muscles en tenue camouflée, les axes géopolitiques de demain – ainsi la zone incluant le Japon, les deux Corées, le nord-est chinois et la Sibérie orientale (13).

Les fluctuations du marché pétrolier rendent cependant très aléatoires les recherches de nouveaux équilibres car elles découvrent davantage encore les plaies béantes d'un Sud éclaté, miné par les divergences d'intérêts. La hausse attendue des revenus des pays producteurs d'or noir sera-t-elle l'occasion d'investissements productifs, à condition que soit close l'ère des « éléphants blancs » ? Ou d'une nouvelle sortie de capitaux vers les places sûres d'Occident ? Les banques, oubliant leurs responsabilités passées, vont-elles profiter de l'occasion pour réclamer des négociations sur la dette plus favorables à leurs intérêts (14) ? Quant aux pays importateurs, ils ne peuvent que s'enfoncer un peu plus dans leurs difficultés ou leur misère et, au prix de quelles souffrances et violences sociales, risquent de subir des « ajustements » plus contraignants encore qu'aujourd'hui. Or le Fonds monétaire international rappelait en mai qu'entre 1986 et 1989 les achats de pétrole par les pays en voie de développement ont crû de 18 % (contre 9 % pour les pays industrialisés) (15).

Les faux dilemmes d'une « logique » piégée

L'AUGMENTATION du prix du pétrole était certainement nécessaire, mais elle intervient dans un tel désordre général que, à quelques exceptions près, elle fragilise avant tout les plus faibles. Elle ne pourra qu'accentuer un phénomène largement répandu qui voit les pays les plus riches en main-d'œuvre corvéable à merci se faire concurrence pour offrir aux groupes capitalistes les « meilleures conditions ». Compétition parfaitement amorale qui permet, de surcroît, de peser sur les salaires (et les prix) dans des branches entières des économies industrialisées (16). A preuve, le cas, parmi tant d'autres, de cet homme d'affaires taïwanais délocalisant son entreprise en Chine communiste parce que les salaires y sont trente fois inférieurs à ceux de l'île (17).

S'il ne s'agissait que d'une anecdote... Les exemples de ce genre sont innombrables et vont se multiplier parce que, loin d'être un épiphénomène, ces pratiques sont consubstantielles à la « bonne marche » de l'économie et à des « logiques » piégées. Le refus de se laisser enfermer dans cette diabolique contrainte a pour prémisse l'invention d'une nouvelle pensée planétaire où l'économie a sa place, qui n'est pas secondaire, mais partagée. Comment en effet, sans briser le cercle vicieux, à la fois estimer justes des augmentations de matières premières (pétrole inclus) et prémunir contre leurs effets les populations les plus démunies et les salariés des pays riches ; et, pour rester dans l'actualité immédiate, à la fois réprimer la violation du droit international par l'Irak sans pour autant s'attrister au spectacle d'un défilé, sur la Riviera, de Koweïtiens accompagnés de leur domesticité philippine ? S'enfermer dans de faux dilemmes où le prétendu bon sens ne sert qu'à camoufler le refus de la solidarité ne fait qu'aggraver la crise – la vraie.

JACQUES DECORNOY.

---

(2) *Examen de la situation mondiale concernant les produits de base*, rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 26 septembre, 1988, Genève, et *Financial Times*, 10 août 1990. « *L'ajustement à un niveau supérieur du prix du pétrole était de toute façon plus ou moins inévitable* », note M. James Schlesinger, qui fut secrétaire à la défense de M. Carter (*International Herald Tribune*, 7 août 1990).

(3) « America Overreacts in the Gulf », *International Herald Tribune*, 20 août 1990.

(4) *Cf.* « The Burden Isn't Fairly Shared », par Robert E. Hunter, directeur des études européennes au Center for Strategic and International Studies (*International Herald Tribune*, 17 août 1990). Lire aussi « America Can Afford The Price », par Lawrence J. Korb, de la Brookings Institution (*International Herald Tribune*, 22 août 1990).

(5) « America Isn't Investing », *New York Times* (repris dans l'*International Herald Tribune*, 6 août 1990). Cet éditorial commente le rapport publié du Council on Competitiveness, *International Herald Tribune* daté 31 juillet-1er août.

(6) « The $6 Trillion Monster That's Stalking Washington », *Business Week*, 13 août 1990.

(7) *International Herald Tribune*, 14 août 1990.

(8) Sur l'état d'impréparation, dû à des années de négligence, de l'industrie pétrolière locale à augmenter rapidement la production, lire le *Wall Street Journal Europe* du 8 août 1990. Dans l'*International Herald Tribune* du 10 août, l'ancien président Carter écrit : « *Plus de quatre mille puits étaient en activité dans ce pays au début de la décennie. Ils étaient moins de mille la semaine dernière. Nous importons maintenant la moitié du pétrole que nous consommons.* »

(9) Anthony Harris, « A head-in-the-sand approach to oil », *Financial Times*, 13 août 1990.

(10) Sur ce problème, lire Alain Arnaud, « La logique d'armement, source de déclin », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(11) *The Guardian*, Londres, 11 août 1990.

(12) Patrick L. Smith, « Oil Crisis Spotlights Japan Strength », *International Herald Tribune*, 13 août 1990. Le Japon importe moins de pétrole qu'en 1973, bien que, depuis, son économie ait doublé de volume.

(13) *Cf.* notamment le *Financial Times*, 4 juillet 1990.

(14) *La Tribune de l'Expansion*, Paris, 13 août 1990.

(15) Etude citée par le *Financial Times* du 10 août 1990.

(16) Lire à ce sujet, à propos des relations sino-américaines, l'article de Charles D. Gray, l'un des responsables de la centrale syndicale ALF-CIO, « Most Favored Status for Exports from China's Slaves », *International Herald Tribune*, 20 juillet 1990.

(17) *Wall Street Journal Europe*, 10-11 août 1990.

LES PLUS CHOQUANTES DISPARITÉS

La finance koweïtienne peut se passer des revenus du pétrole

AVEC un produit national brut (PNB) de 20 milliards de dollars, le Koweït a amassé des avoirs et des investissements à l'étranger de l'ordre de 120 milliards de dollars, soit un rapport de 1 à 6. Appliqué aux Etats-Unis, un tel rapport signifierait que, pour leur PNB de 5 000 milliards de dollars, ils devraient disposer de 30 000 milliards de dollars d'avoirs et investissements à l'étranger. L'analogie n'est pas déplacée, elle montre simplement – les Etats-Unis battant tous les records d'endettement, avec une dette extérieure qui dépassera les 700 milliards de dollars fin 1990 – à quel point la politique dépend de l'économie et inversement, en particulier dans ce cas d'espèce.

L'Office koweïtien d'investissement (Kuwait Investment Office, KIO), fer de lance de la puissance financière de l'émirat (1), a investi aux Etats-Unis de 25 milliards à 30 milliards de dollars sous forme d'actions, de biens immobiliers et, surtout, de bons du Trésor. Ce qui n'est pas rien, compte tenu du délabrement de l'économie américaine. Aussi le « gel » des avoirs koweïtiens a-t-il été de pure forme. Les structures de la puissance financière de l'émir à l'extérieur sont robustes, cohérentes et encore promises à l'expansion ; le contraste est frappant avec l'état de déliquescence des quatre cinquièmes des banques commerciales et d'investissement américaines – sans parler de l'effondrement des Caisses d'épargne et de crédit (2). L'Irak a mis la main sur les prodigieuses richesses naturelles du Koweït, mais non sur les avoirs liquides de l'émir : grâce aux vertus de la technologie moderne, les sommes s'étaient envolées d'un simple geste effleurant le clavier d'un ordinateur.

Tous les grands pays capitalistes – y compris l'Afrique du Sud, pour une part notable – ont été pénétrés par le KIO et ses holdings financières. Nul bilan consolidé : sur presque tous les marchés, les avoirs koweïtiens sont des « parts non divulguées », comme on dit dans les milieux spécialisés. Toute tentative pour obtenir des informations à Koweït quant à la détention et au contrôle des avoirs à l'étranger était considérée comme un acte de trahison.

L'émir avait centré sa stratégie d'investissement sur certaines cibles privilégiées. En Espagne notamment, il est le plus gros investisseur étranger, présent dans l'agro-industrie, les activités manufacturières et les services, où il a pénétré par l'intermédiaire, entre autres, du groupe Torras Hostench, l'une des principales holdings espagnoles. Au Japon aussi, l'émir est le plus gros investisseur étranger, à la fois sous forme de bons et d'actions du gouvernement. D'importants secteurs de la RFA sont également concernés, le Koweït ayant acquis, par exemple, plus d'un cinquième des avoirs financiers de Daimler-Benz, de Metallgesellschaft et de Hoescht. Et l'émir a donné ordre, en août, au KIO d'augmenter ses mises de fonds dans le pays. En RDA, il a de gros intérêts dans les fonds de pensions et des compagnies d'assurance ; des achats y sont à l'étude dans le domaine immobilier.

TOUS ces avoirs à l'étranger procurent d'énormes profits, bien plus importants que les revenus annuels du pétrole. En contrepartie, l'émir devait assurer – tout comme l'Arabie saoudite d'ailleurs – que le prix du pétrole se maintiendrait dans une fourchette de 18 à 22 dollars le baril. Ainsi contribuait-il à endiguer les pressions inflationnistes dans le monde capitaliste. De surcroît, par leurs achats de matériel militaire, le Koweït et l'Arabie saoudite ont expédié au cours de la dernière décennie des dizaines de milliards de dollars dans les caisses des marchands d'armes des économies capitalistes.

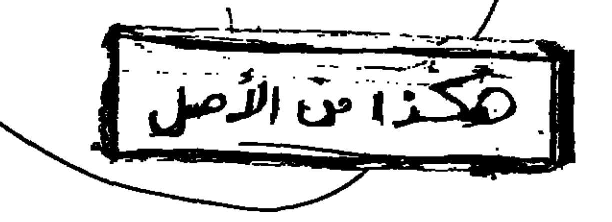
La mainmise irakienne sur les puits de pétrole ne signifie pas la fin de cette puissance financière à l'extérieur. Certes, c'est une perte sérieuse, mais elle n'empêchera pas le KIO et son empire obscur de survivre et même de se développer. A court terme, le déplacement géographique de cette machine à faire de l'argent pourrait même avoir des effets dévastateurs pour Bagdad : plus proche des centres politiques et mieux intégrée à leurs réseaux d'information, elle pourra désormais agir en plein jour non seulement contre les intérêts de l'Irak et de l'OLP mais aussi contre le mouvement nationaliste arabe que l'émir et ses amis doivent maintenant considérer comme un autre ennemi mortel.

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE.

---

(1) Cf. Frédéric F. Clairmonte, « La finance koweïtienne se taille un empire », *le Monde diplomatique*, janvier 1989.

(2) Cf. Jacques Decornoy, « L'exemplaire faillite des Caisses d'épargne américaines », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.



LA RÉGION DU GOLFE

Affaibli, le régime iranien choisit la prudence

Par AHMAD SALAMATIAN *

L'INVASION du Koweït par l'armée irakienne ébranle le système politique, militaire, économique et financier sur lequel s'appuient la domination occidentale et son « ordre mondial ». Cette domination, fondée sur le contrôle des ressources énergétiques bon marché, a résisté aux diverses rivalités et aux mouvements de contestation de populations qui ont la chance et la malchance de vivre dans une région renfermant près des deux tiers des réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel.

C'est avec ce siècle que commence l'extorsion des concessions pétrolières aux deux empires despotiques ottoman et kadjar qui contrôlent les territoires gros de ces richesses. Après quoi, la volonté de sauvegarder *ces concessions*, de les étendre, de les adapter aux nouvelles conditions du marché, façonnera les structures étatiques et déterminera le tracé des frontières. L'« ordre pétrolier » *se fait dans cette zone le défenseur* des systèmes de pouvoir et d'organisation sociale les plus désuets, fondés sur le morcellement extrême et l'extrême division.

Seul maître à bord, l'empire britannique avait, jusqu'en 1950, joué ce rôle de protecteur des monarchies et émirats qu'il avait mis en place. Une série de bouleversements – nationalisation du pétrole iranien par Mossadegh en 1950, prise du contrôle du canal de Suez par l'Egypte de Nasser en 1956, révolution irakienne en 1958 – contraignent l'empire à céder le pouvoir hégémonique aux Etats-Unis, déjà dominants en ce qui concerne l'exploitation pétrolière. Dès lors, la zone est considérée comme vitale pour l'« équilibre planétaire », et donc pour les intérêts américains ; elle devra être défendue par tous les moyens (1).

Ce sont des pièces de l'échiquier mises en place par les Etats-Unis, mais échappant ensuite à leur contrôle, qui ont secoué l'« ordre » américain. En octobre 1973, à *la suite de la guerre du* Proche-Orient, le chah, désireux d'augmenter ses revenus pour acheter des armes (Washington lui avait refusé des crédits), s'allia aux pays les plus peuplés de l'OPEP (Algérie, Indonésie, *Nigéria, Venezuela*), contre la volonté des royaumes et émirats arabes, pour déclencher le premier choc pétrolier. Par la suite, la mégalomanie du souverain iranien dans son rôle de gendarme régional des intérêts occidentaux – un rôle fort impopulaire parmi les populations – précipita la victoire de la révolution islamique.

Les grèves sur les champs pétrolifères, l'arrêt pendant six mois de la production et de l'exportation de l'or noir iranien, les réductions volontaires d'extraction décidées par le nouveau pouvoir à Téhéran contribuèrent à faire monter de 17 dollars à 34 dollars le prix du baril ; il était à 42 dollars à la veille de la guerre irano-irakienne. L'heure était venue de tenter de mettre au pas la révolution islamique.

A l'invasion du Koweït par l'Irak, le Conseil de sécurité de l'ONU réagira rapidement et fermement, et il faut s'en féliciter. Il n'en fut pas de même dix ans auparavant. Le 22 septembre 1980, l'Irak agresse l'Iran. Il fallut six jours au Conseil de sécurité pour commencer à se préoccuper avec mollesse de *« l'évolution de la situation entre l'Iran et l'Irak »*, et deux ans – le temps que l'Iran repousse l'agresseur – pour demander, le 13 juillet 1982, un cessez-le-feu. Résolution qui resta lettre morte, car l'Iran exigeait que fût désigné l'agresseur. Pendant huit ans, rien ne fut fait pour empêcher les fournitures d'armes aux deux parties. Avec *la bénédiction* des membres permanents du Conseil de sécurité, l'entêtement de Téhéran aidant, l'aide financière des émirats à Bagdad et la voracité des marchands d'armes se combinèrent pour transformer l'Irak en Prusse du Proche-Orient. La voie était ouverte à un expansionnisme que ne pourraient prévenir des pétromonarchies incapables d'apporter la démocratie à leurs peuples et la justice sociale à la région ni de survivre sans une protection extérieure.

La fin de l'offensive révolutionnaire

DÈS le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, il apparut clairement qu'il était délicat d'appliquer la résolution votée en juillet 1987 par le Conseil de sécurité, en raison d'ambiguïtés concernant le tracé des frontières et les responsabilités du déclenchement de la guerre. En reconnaissant, le 15 août dernier, la validité des accords de 1975, qu'il avait dénoncés le 17 septembre 1980, M. Saddam Hussein a *mis fin* à deux ans d'incertaines tractations. De son côté, l'Iran avait attendu un an avant d'accepter la résolution de 1987 – un Iran à bout de souffle face à un Irak offensif, soutenu par les corps *expéditionnaires occidentaux*.

L'acceptation du cessez-le-feu par l'imam Khomeiny marqua la fin de l'offensive révolutionnaire tous azimuts déclenchée dès son installation par le régime islamique : elle était venue se briser dans les tranchées du front.

Mais le clergé, profitant de la mobilisation patriotique et révolutionnaire, s'était emparé de tous les rouages de l'Etat, éliminant toute opposition, créant ses propres forces armées, imposant règles et dogmes d'un autre âge à toute la société (2). Dès octobre 1981, à la suite de l'éviction du président Bani Sadr et après des attentats meurtriers dirigés contre le gouvernement et *le Parti de la République islamique*, un triumvirat contrôlé par l'ayatollah Khomeiny dirige le pays ; il est composé de l'hodjatoleslam Ali Khamenei et de MM. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani et Ahmad Khomeiny. En dépit de divergences de vues, ils scellent une alliance en vue de la succession de l'imam, miné par la maladie.

De récentes révélations (3) confirment le rôle déterminant de ces trois hommes, notamment lors de l'élimination du successeur désigné de l'imam Khomeiny, l'ayatollah Hassein Ali *Montazeri. Ce dernier était le seul à* pouvoir se poser en homme de la relève, tant d'un point de vue religieux que d'un point de vue politique, mais il critiquait de plus en plus ouvertement le régime et jusqu'à la personne de l'imam, parlant même, à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, des *« erreurs graves commises dans la conduite de la guerre et les autres affaires de la République islamique »*. La divulgation de lettres dans lesquelles Montazeri dénonçait les exécutions massives de prisonniers politiques au lendemain du cessez-le-feu signa sa perte : il fut limogé.

A l'approche de la succession, il apparut qu'aucun membre du triumvirat ne remplissait les conditions fixées par la Constitution pour devenir le guide de la république : car celui-ci, en tant que *faghi* – ou docte théologien – doit pouvoir exercer à la fois le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Aucun, surtout, ne pouvait prétendre au grade de *marjaa* (« source d'imitation », c'est-à-dire maître de référence) exigé pour assumer les fonctions de guide.

Le 24 avril 1989, une commission de réforme constitutionnelle fut créée, mais l'imam mourut le 4 juin. L'hodjatoleslam Khamenei, président de la République en fin de mandat, fut promu ayatollah et, en violation de la Constitution, proclamé guide de la révolution, désignation ensuite avalisée par une réforme de la loi fondamentale. *Dès lors, le politique et* l'Etat *retrouvent* leur primauté par rapport au religieux et à l'institution cléricale.

Le même texte accroît les prérogatives du guide, par ailleurs dépourvu de stature historique et sans *légitimité* religieuse. La suppression du poste de premier ministre renforce les pouvoirs du président de la République face au gouvernement et au Parlement, mais, en même temps, le président perd une partie de ses prérogatives en faveur du guide. Il faudra l'arrivée de M. Rafsandjani à la présidence pour que soit redoré le blason de cette fonction. Quant à M. Ahmad Khomeiny, très affecté par la mort de son père, il se consacre à la construction de l'immense mausolée de l'imam et à la fondation chargée de faire respecter sa pensée.

Tout en continuant à réprimer toute opposition, le triumvirat, affaibli par la disparition de l'imam, par la longue guerre et la crise économique, a troqué *la ligne révolutionnaire contre un pragmatisme* défenseur du *statu quo*.

Dans ces conditions, l'affaire Rushdie peut être considérée comme un baroud d'honneur plus que comme la relance de la révolution, *car la République* islamique réintègre cahin-caha le cadre « normal » des relations internationales. Grande bénéficiaire de cet état de choses : l'URSS, avec laquelle l'imam avait rétabli le dialogue. Mais, depuis, la guerre froide a pris fin, et le temps n'est plus où un régime en difficulté pouvait jouer un camp contre l'autre ; en outre Moscou n'est plus à même d'aider financièrement Téhéran.

Or tandis que les dommages de la guerre sont estimés à 65 353 milliards de rials (4) – plus de vingt *fois* le produit intérieur brut de l'année 1989, de l'ordre de 2 961 milliard de rials – la situation économique n'a cessé de s'aggraver. Le revenu *par* tête d'habitant provenant du pétrole a chuté de 650 dollars en 1978 à 120 dollars en 1986 ; en fait, il a été divisé par six si l'on tient compte de l'augmentation des prix des produits importés. Le PIB hors pétrole a crû de 10 % entre 1978 et 1989, mais la population a augmenté de 30 % (elle atteignait 48,6 millions à la mi-1988) et le rial a une valeur vingt-deux fois moindre par rapport au dollar.

Cependant le gouvernement a continué à dépenser beaucoup plus que ce qu'il percevait en revenus pétroliers et en impôts. Le déficit budgétaire dépassant les 45 % des emprunts d'Etat massifs ont été lancés auprès du système bancaire local, ce qui a aggravé l'inflation. Celle-ci, effectivement, a atteint 800 % en dix ans. Plus de 75 % de la population vivent au seuil ou au-dessous du seuil de pauvreté. Toutes ces raisons expliquent pourquoi on recommence à parler d'économie à Téhéran. Les conseillers de M. Rafsandjani ont extrait des dossiers les études d'un plan quinquennal resté inachevé sous l'ancien régime ; un nouveau plan est élaboré, dans le même esprit, dont la réalisation suppose un endettement extérieur de 35 milliards de dollars.

Accéder à nouveau au marché financier

PAREILLES difficultés se retrouvent sur le plan du droit. L'islamisation de la justice a supprimé la plupart des garanties procédurières, laissé les mains libres aux juges religieux et mis fin à l'unité de la jurisprudence. Le vide est aussi évident dans le domaine législatif : le système est paralysé par la nécessité de mettre les lois en conformité avec la *charia* (loi religieuse), dont l'interprétation divise le clergé.



JEAN GAUMY - MAGNUM

MANIFESTATION DE « VOLONTAIRES POUR LA GUERRE » EN 1986
Les inquiétudes demeurent sur le contrôle du Chatt-El-Arab

Tous ces facteurs d'instabilité instaurent le règne du court terme, cependant que la corruption, généralisée, n'épargne plus les institutions étatiques ni les organisations révolutionnaires et religieuses. *Une nouvelle génération* d'affairistes, née de l'alliance du Bazar et du clergé, étend partout ses réseaux.

Après dix ans d'absence, le Fonds monétaire international a envoyé une mission à Téhéran l'hiver dernier. Elle a achevé son rapport le 8 mai 1990, et d'après ses conclusions – demeurées confidentielles à la demande du gou*vernement de Téhéran* – l'Iran *est* retourné à son état des années 50, il est redevenu un pays sous-développé, et plusieurs décennies seront nécessaires à son redécollage. A l'octroi de prêts, le *FMI et la Banque mondiale mettent* pour conditions l'assainissement budgétaire, la dévaluation et la suppression des subventions, qui représentent jusqu'à seize fois le prix payé par les consommateurs pour des produits de première nécessité.

La survie du régime passe donc par la normalisation des relations avec l'Occident et l'accès au marché financier. Frappé d'immobilisme, soumis aux exigences du maintien de l'équilibre au sein du triumvirat dont le khomeinisme est le seul ciment, le pouvoir ne peut afficher publiquement sa ligne politique réelle. Le fossé se creuse entre le discours et la pratique. Ayant abandonné sa ligne révolutionnaire, le régime, contraint de s'en tenir officiellement au khomeinisme dont il tire sa légitimité, ne peut avouer qu'il est rentré dans le rang.

Ainsi c'est un Iran faible et prudent, handicapé par l'immobilisme politique et aux prises avec ses difficultés économiques qui assiste plutôt passivement à cette nouvelle crise du Golfe. La reconnaissance par l'Irak des accords d'Alger de 1975, le retrait de ses forces et l'échange des prisonniers de guerre lèvent pour l'instant l'hypothèse d'une reprise des hostilités entre les deux pays. D'autre part, les implications diplomatiques de la crise favorisent la réinsertion du régime dans le cadre régional et international, tandis que l'augmentation des prix du pétrole permet de remédier aux besoins urgents du pays en devises. Une stabilisation du prix du brut aux alentours de 25 dollars le baril assurerait à l'Iran près de 7 milliards de dollars de devises supplémentaires, l'équivalent des emprunts qu'il cherche à contracter à l'étranger.

Mais l'Irak de M. Saddam Hussein et les Etats-Unis de M. George Bush *sont considérés comme la peste et le* choléra, et la République islamique ne peut s'engager en faveur ni de l'un ni de l'autre. L'issue de la crise assombrit l'horizon et déjà les Iraniens craignent *des menaces sur leur contrôle sur* l'estuaire du Chatt-El-Arab et leur supériorité navale dans le Golfe.

* Ancien député d'Ispahan, en exil à Paris.

(1) Voir le *Message sur l'état de l'Union* du président Carter, 23 janvier 1980.

(2) Lire Ahmad Salamatian, « L'imam Khomeiny se retourne contre les conservateurs », *le Monde diplomatique*, juin 1988.

(3) *Khateratè syassi 1365-1366 (Mémoires politiques 1986-1987)*, par l'hodjatoleslam Mohamed Reyshari, ancien ministre des renseignements, Téhéran, 1990.

(4) 100 rials = 7,84 F (en juillet 1990).

DE RICHESSE

La dette arabe : 208 milliards de dollars

LA crise économique aiguë dans la quasi-totalité des pays arabes, *les disparités flagrantes de revenus et de* richesses entre Etats, mais aussi entre citoyens d'un même pays, exaspèrent les sentiments d'injustice et de frustration chez l'homme de la rue.

Dans une récente étude confidentielle, l'Union des banques arabes et françaises (UBAF) à Paris rappelait que le total de la dette du monde arabe avoisine les 208 milliards de dollars, tandis que ses avoirs à l'étranger dépassent 670 milliards : il est donc créditeur du système bancaire international pour 470 *milliards* de dollars. Mais ces avoirs sont concentrés dans les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG, composé de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, de Koweït, d'Oman et du Qatar). Tous les autres Etats sont endettés à des degrés divers.

Moins de 10 millions d'Arabes *(1) disposent d'un excédent* de 462 milliards de dollars dans les banques occidentales tandis que 190 millions d'autres croulent sous le poids de la dette et de ses intérêts. Une dette de 208 milliards de dollars représente, selon l'UBAF, 52 % du produit intérieur brut de tous les pays arabes, ou encore 181 % de toutes *leurs exportations*, pétrole compris.

Les griefs adressés aux monarchies pétrolières tiennent en partie à ce qu'elles refusent toutes les propositions avancées par les économistes arabes pour aider les pays endettés à alléger ou rééchelonner leurs dettes au moyen des avoirs placés dans les banques occidentales.

On leur reproche aussi leur réticence à investir dans des projets productifs dans les pays arabes où leurs apports ne dépassent pas 7 % de leurs investissements à l'étranger.

CETTE disparité de richesse se reproduit à l'intérieur de la plupart des pays. Elle serait particulièrement flagrante, selon l'UBAF, en Algérie, au Maroc, en Egypte et même au Soudan. Un ancien premier ministre algérien a révélé que, dans son pays, *les commissions sur les grands projets clés en main* avoisinent les 20 milliards de dollars, tandis que la dette algérienne *représente* 25 milliards de dollars (en 1989), son service dépassant largement le revenu des exportations. En Egypte, il y aurait une centaine de milliardaires et un millier de millionnaires locaux. *Autres sujets de scandale : les milliers de palais somptueux* au Maroc ou la fortune de l'ex-président Néméiry du Soudan.

DOREYA AWNY, *AFP*.

(1) La population des six pays du CCG ne dépasse pas 10 millions d'habitants, si l'on exclut du calcul les étrangers résidents.

NOUVEAUX ESPOIRS DE PAIX

Conforté par des succès économiques,

FRAGILES succès économiques, statu quo politique, moindre isolement diplomatique : telles sont les caractéristiques du Vietnam en cet été 1990. La guerre du Cambodge continue d'empoisonner les relations entre Hanoi et Pékin, mais un certain dégel est perceptible. Le premier ministre chinois a estimé en août que la situation était « mûre » pour que la paix revienne, mais les Khmers rouges disposent encore de solides atouts militaires.

Par CAMILLE SCALABRINO *

Une évidence s'impose d'une longue fréquentation du Vietnam : ce pays s'ingénie à déjouer les représentations que l'étranger s'en donne. Non qu'il se veuille impénétrable, mais il est toujours plus complexe et, surtout, toujours plus imprévisible.

Déclaré zone de famine en 1988, moins d'un an plus tard il trouble le marché mondial du riz par ses exportations. Partisan d'une *« nouvelle pensée »* (1) bien proche de la perestroïka gorbatchévienne, il détonne au cours de l'été 1989 par sa condamnation du mouvement démocratique en Pologne. Ayant jeté toute sa volonté dans une politique d'ouverture, il met à l'index en mars 1990 quelques-uns des partisans les plus déclarés de cette politique (2).

Contradictions ? Au Vietnam, on parle de la politique du zèbre, une valse de temps blancs et de temps noirs. Le moindre des paradoxes de la situation n'étant pas de voir M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du Parti communiste depuis 1986 et à l'époque partisan déclaré des réformes, adopter des positions tranchantes sur le rejet du multipartisme (3). Tandis que M. Le Duc Tho, « conseiller de l'ombre », réputé partisan de la « ligne dure », plaide en faveur de la démocratisation. Difficile de retrouver des repères dans cet univers.

En 1975, même les forces hostiles au Parti communiste créditaient celui-ci d'un prestige acquis au terme de trente ans de lutte acharnée pour l'indépendance et l'unité du pays. L'idée que le parti avait été l'instrument de la victoire du peuple tout entier était communément admise. La majorité de la population du Sud ne demandait qu'à s'associer à cette réussite.

Une politique d'arrogance et la méfiance de nombreux cadres originaires du Nord à l'égard de leurs compatriotes du Sud compromit cette association, heurtant de plein fouet le Sud, quand fut décidé le passage à *« la grande agriculture socialiste »* inspirée par un modèle soviétique déjà en faillite en URSS même.

Alors même que les campagnes étaient gravement handicapées par les séquelles de la guerre, la collectivisation forcée des terres interdit la renaissance agricole. Toute l'économie fut sacrifiée à un projet de grande industrialisation accompagné d'un immense gâchis de l'aide soviétique.

A partir d'août 1977, le Vietnam entrait dans une ère d'économie fiction qui plongea le pays dans une situation absurde, alors même que les pressions de la Chine et des pol-potiens – les Khmers rouges, – aux frontières, devenaient intolérables. Si le communisme vietnamien, au prix d'un effort militaire extrêmement coûteux, sut faire face à la menace de tutelle chinoise et briser celle du pol-potisme, son crédit s'effondra dans l'irréalisme de sa politique économique.

La collectivisation de l'agriculture provoqua la stagnation, voire, dans certaines régions, l'effondrement de la production (4). Ce n'est qu'en septembre 1979 que le parti décida de relever les prix des produits livrés à l'Etat. Mais il faut attendre janvier 1981 pour que se généralise la politique dite du *khoan*, des « contrats forfaitaires », à partir de laquelle s'inversent et la politique de collectivisation, et la crise de la production.

Les paysans contre le gauchisme

LA nécessité avait fini par faire loi. Le courant de gauchisme radical, qui s'était débridé avec la disparition de Hô Chi Minh, finissait par céder.

La politique du *khoan* n'était pas nouvelle en 1981. Elle avait été expérimentée dans plusieurs provinces du Nord, notamment celle de Vinh-Phu, au nord-ouest de Hanoï, en 1964-1965, avec de bons résultats. Dénoncées en 1969, ces pratiques n'en étaient pas moins approuvées par la paysannerie.

Une étude de chercheurs occidentaux, menée sur la commune de Hai-Van, dans la province de Ha Nam-Ninh, au sud du delta du fleuve Rouge, soulignait que, jusqu'en 1977, les paysans reprenaient leur terre individuelle pour la cultiver seuls, que leur résistance au passage à la grande agriculture mécanisée était manifeste, et qu'il y avait contradiction entre la *« façon d'être »* du village, son identité culturelle, et *« l'intérêt pour des entreprises dépassant le niveau des microstructures* (5) *»*.

La résistance de la paysannerie aux formules staliniennes, soviétiques ou maoïstes de la collectivisation était flagrante, ce qui incita le parti communiste à en tenir compte à partir de 1981. Mais il ne le fit pas sans difficultés.

Ainsi a-t-il fallu attendre vingt ans après la mort de Hô Chi Minh et trois ans après celle de Le Duan, pour que la clause du testament de l'« Oncle Hô » en faveur de la paysannerie – une année de remise de l'impôt – soit enfin connue. Elle avait été tenue secrète par le bureau politique car elle impliquait un désaveu tacite d'une collectivisation qui sacrifiait l'intérêt de la paysannerie à une vision abstraite du socialisme.

Le mouvement de réforme permettant le développement économique et la démocratisation politique se fait donc dès le tournant des années 80, de façon complexe, avec des avancées, des reculs, parfois concomitants et des volte-face surprenants (6).

Le retard pris dans la décision et l'application de la réforme a interdit le redressement de la situation agricole à mi-parcours des années 80.

En 1975, on estimait à 350 kilos de riz par habitant la production du pays ; l'appoint de l'aide chinoise et soviétique permettait juste de nourrir la population. Dix ans plus tard, la production n'ayant pas suivi le rythme de la poussée démographique (7), le Vietnam ne disposait plus que de 304 kilos de riz par personne. En 1987, ce chiffre tombait à 280 kilos pour une production de 15 millions de tonnes. L'aide de la Chine étant coupée depuis 1978, l'URSS étant elle-même victime de pénuries alimentaires, la situation devenait très critique. La malnutrition touchait, estime-t-on, cinq millions de personnes et la disette concernait trois millions d'autres ; au total, près de 12 % de la population. La crise était d'autant plus dramatique qu'elle était marquée par de violents contrastes régionaux.

L'idéologie des cadres locaux, réputés pour leur dureté; survivance du *« compter sur ses propres forces »* maoïste, acheva de démobiliser tout effort de désenclavement de la région. Cette « équation locale » de la tragédie n'a pas été prise en compte dans les tableaux catastrophiques du Vietnam dressés à l'automne 1988.

En fait, 1988, « l'année de la tragédie », voyait la production de riz remonter à 17 millions de tonnes. Cependant, à l'extérieur du Vietnam, personne ne crut M. Do Muoi, le premier ministre, annonçant, assez discrètement il est vrai, que le creux de la vague était passé et que le pays était au seuil de l'autosuffisance alimentaire. Dans le contexte international d'alerte à la famine au Vietnam, ces propos parurent « surréalistes ». Mais, en 1989, Hanoï annonça que la récolte, très bonne, permettait d'exporter du riz.

A la fin de juillet 1989, 500 000 tonnes avaient été placées sur le marché mondial ; 900 000 tonnes cherchaient acquéreur. Le Vietnam faisait alors l'expérience d'un barrage systématique des Etats-Unis auprès de ses acheteurs d'Asie (Philippines, Inde, Sri-Lanka, Chine) et d'Afrique de l'Ouest. Finalement, c'est à des prix nettement inférieurs à ceux des Etats-Unis et de la Thaïlande, les deux premiers exportateurs de riz, que le Vietnam réussissait à écouler la plus grande partie de ses surplus. Mais, faute de capacités suffisantes de stockage, des quantités non négligeables ont pourri en août sous la mousson.



UN MARCHÉ A HO-CHI-MINH-VILLE
Par-delà des signes positifs, une grave crise rampante

Un sentiment d'euphorie était perceptible à qui a eu l'occasion de parcourir le pays en 1989. Un sentiment qui ne trompe pas sur l'importance cruciale de ce qu'a vécu le Vietnam paysan en 1989 : le retour de la confiance en soi après des décennies d'épreuves, de doutes, voire de désespoir.

L'année 1989 fut-elle une exception ? Il n'a pas manqué, à l'extérieur du Vietnam, de prophètes de malheur – et d'abord chez les exportateurs américains. Mais les récoltes de 1990 sont dans l'ensemble encore en progression : 1,5 à 2 millions de tonnes de riz devraient être exportables. D'emblée, et pour la deuxième année consécutive, le Vietnam vient occuper la troisième place mondiale au rang des exportateurs de riz.

Certes, cela n'exclut nullement que 1,2 million d'habitants du Nghe-Tinh restent menacés de disette (8), par malchance climatique (la succession de typhons de 1989), mais surtout par l'incapacité des cadres locaux à comprendre que les *échanges*, et donc les moyens de circulation, sont la base de toute vie économique.

Mais le fait reste second par rapport à l'immense soulagement que le Vietnam est en train de découvrir depuis 1989 : soulagement et orgueil d'avoir atteint enfin un objectif poursuivi pendant quatorze ans.

Ce succès ne vient pas seul. Alors qu'en 1988 l'inflation était proche de 1 000 %, elle a été jugulée en 1989. Au début de 1988, le dollar s'échangeait au marché noir à 1 000 dongs. Il grimpa jusqu'à 6 000 dongs en mars 1989 avant de se stabiliser en août vers 4 500 dongs, le taux de change officiel du dong s'alignant sur celui du marché parallèle. Appliquant à la lettre les consignes du Fonds monétaire international, le Vietnam se montrait l'élève le plus brillant de tous les pays du tiers-monde attachés à redresser leur situation financière (9). L'augmentation déjà sensible du produit national brut en 1988 (+ 5,4 %) est encore plus nette en 1989 et en 1990.

A cela s'ajoute la fin de l'intervention au Cambodge, le soulagement entraîné par la décrue des dépenses militaires, énormes pendant la période la plus chaude de la confrontation avec la Chine (1979-1983).

En tenant ses engagements de retrait de ses troupes du Cambodge, le Vietnam a considérablement amélioré sa situation internationale. Il est en droit d'espérer une levée des terribles sanctions qui ont marqué son intervention (10).

En revanche, la Chine, qui avait promis, à l'automne 1988, de cesser son soutien aux Khmers rouges lors du retrait des troupes vietnamiennes, est de plus en plus isolée dans sa volonté de faire revenir Pol Pot et ses lieutenants au pouvoir, et cet isolement s'est encore aggravé lorsque, en juillet dernier, Washington a lâché la coalition hostile au régime de Phnom-Penh.

Le dialogue avec Washington

AU début des années 80, M. Nguyen Co Thach, chef de la diplomatie de Hanoï, avait proclamé la volonté vietnamienne de substituer le dialogue à la confrontation en Asie du Sud-Est. Les premiers dividendes de cette politique, maintenue contre vents et marées, sont aujourd'hui sensibles et le gouvernement américain a enfin décidé de prendre langue avec le Vietnam (les premières discussions américano-vietnamiennes ont eu lieu le 6 août à New-York). Alors que l'isolement international de Hanoï se défait, le gouvernement obtient enfin les premiers résultats économiques qu'une grande partie de la population avait fini par le croire incapable d'atteindre. Du coup, au sein même du parti communiste, l'idée d'une réussite de la politique du développement redevient crédible. Ce que voulaient prouver les réformateurs. Mais ce qui renforce les conservateurs dans leur foi dans *« le parti dirigeant de la révolution »*.

Le paradoxe d'une réussite économique suivie d'un durcissement politique n'est surprenant que vu de l'étranger. Il est en fait vérifiable depuis dix ans. Ce qui laisse peu de pertinence à une opposition tranchée entre conservateurs et réformateurs au sein du parti communiste. Tous savent, et c'est leur hommage au souci constant de Hô Chi Minh – *« Union... Grande union... »* – que le parti communiste et le pays ne sortiront du sous-développement qu'unis. Ceux qui sont tentés de jouer les francs-tireurs le font à leurs risques. Nul ne joue impunément une carte politique personnelle au Vietnam. M. Tran Xuan Bach, qui était membre du bureau politique, vient d'en faire l'expérience (11). La critique des cadres du parti, de leur corruption, de leurs abus de pouvoir politique, est à l'ordre du jour, et, depuis 1986, ne ralentit pas (12). Elle vise à renforcer le parti en restaurant la confiance des masses dans les cadres ; elle ne vise pas à l'affaiblir. L'exclusion de M. Bach du bureau politique signifie que, indépendamment de leurs divergences, réformateurs et conservateurs sont d'accord sur ce point.

Ils le sont d'autant plus que les premiers succès rencontrés par le Vietnam sont très fragiles et que, à peine effacées les terribles épreuves des années 80, déjà de nouvelles difficultés menacent le pays.

Le mieux-être retrouvé souligne les inégalités de développement – les contrastes géographiques comme les contrastes sociaux. Si paysans et commerçants vivent mieux, les fonctionnaires, les employés de l'Etat payent le prix fort de la politique d'austérité : un enseignant gagne de 30 000 à 40 000 dongs par mois, moins de

* Assistant à l'université de Franche-Comté et à Paris-VII. A collaboré aux ouvrages collectifs *Cambodge, histoire et enjeux* (1986) et *Affaires cambodgiennes* (1989), L'Harmattan, Paris.

(1) La *« nouvelle pensée » (tu duy moi)* est un aspect essentiel du mouvement de *« renouveau » (doi moi)*, lancé en 1986. La formule la plus célèbre de cette nouvelle pensée étant : *« noi thang noi that »*, *« parler droit* [parler clair], *parler vrai »*.

(2) Radié du bureau politique en mars 1990, M. Tran Xuan Bach s'était prononcé, en décembre 1989, pour une accélération de la réforme politique sur le modèle des pays de l'Est.

(3) En fait, dans les journaux du Parti socialiste et du Parti démocrate, *Patrie (To Quoc)* et *Indépendance (Doc Lap)*, la réflexion se donnait libre cours. Les journaux publiaient ce que les intellectuels communistes ne pouvaient dire tout haut dans la presse officielle. La dissolution visait donc à brider le débat.

(4) Voir le bilan esquissé par Vo Nhan Tri dans *Asie-Débat* n° 4, L'Harmattan, Paris, 1987.

(5) François Houtart et Geneviève Lemercinier : *Sociologie d'une commune vietnamienne*, Centre de recherches socio-religieuses, Louvain, 1981.

(6) Le cas le plus flagrant fut celui de Truong Chinh, le « maoïste » des années 50, le « dur » de 1959 à 1969 et soudain réformateur... M. Linh, en août 1989, pourtant réformateur, a quant à lui accrédité l'idée d'un complot contre-révolutionnaire à l'origine de l'évolution des pays de l'Est...

(7) Sur cette question, lire les travaux de Nguyen Duc Nhuan, notamment : « Pressions démographiques et mutations sociales au Vietnam, 1975-1985 », *Asie-Débat*, n° 4.

(8) Selon *Dai Doan Kêt (Grande Union)*, le journal du Front de la Patrie, mai 1990.

(9) Sur l'évolution de la situation, lire Nguyen Duc Nhuan, « Signe de renouveau au Vietnam », *le Monde diplomatique*, janvier 1988, et « L'Indochine en état de fragile espérance », par Nguyen Duc Nhuan et Daniel Hémery, *le Monde diplomatique*, octobre 1989.

(10) Dont le coût a été estimé à près de 8 milliards de dollars dès 1986. *Cf. Problèmes politiques et sociaux*, n° 531, 7 mars 1986, La Documentation française : « Le Vietnam, dix ans après ».

(11) Entré au comité central en mars 1982, il accédait directement au secrétariat du comité. Quatre ans plus tard, il devenait membre titulaire du bureau politique.

(12) Aucun dirigeant n'est à l'abri de la presse. Les scandales révélés sont suivis de jugements et de sanctions. Dès novembre 1984 était jugé le secrétaire de la province du Dong Nai. Son appartenance au comité central ne l'avait pas dispensé de répondre devant la justice de ses actes délictueux.

Calendrier des fêtes nationales

1er-30 septembre

1er	LIBYE	Fête nationale
2	VIETNAM	Fête nationale
3	QATAR	Fête nationale
3	SAINT-MARIN	Fête nationale
6	SWAZILAND	Fête nationale
7	BRÉSIL	Fête de l'indépendance
12	ETHIOPIE	Fête nationale
15	COSTA-RICA	Fête nationale
15	SALVADOR	Fête de l'indépendance
15	GUATEMALA	Fête de l'indépendance
15	HONDURAS	Fête de l'indépendance
16	MEXIQUE	Fête de l'indépendance
18	CHILI	Fête de l'indépendance
22	MALI	Fête nationale
23	ARAB. SAOUDITE	Fête nationale
30	BOTSWANA	Fête de l'indépendance



EN INDOCHINE

le régime vietnamien tarde à se transformer

50 francs. En 1989 plus de 20 000 enseignants ont quitté l'éducation nationale.

Autre catégorie frappée de plein fouet : la classe ouvrière. Les usines qui fabriquent à perte – c'est le cas de 70 % des entreprises – sont condamnées à fermer ou à se transformer radicalement. Les créations d'emplois ne permettent pas pour l'instant d'enrayer la croissance du chômage, nourrie par la démobilisation de dizaines de milliers de soldats : ils seront 500 000 dans les trois à cinq ans qui viennent (13). Fait plus grave, car totalement imprévu : des dizaines de milliers de travailleurs vietnamiens émigrés dans les pays de l'Est sont priés de rentrer chez eux, où le meilleur choix qu'ils pourront faire sera de s'ingénier à fonder leur entreprise, ce qui ne sera le cas que d'une petite minorité d'entre eux. Les autres seront employés, en priorité, en raison de leur formation et de leur savoir-faire, ce qui créera une tension nouvelle sur un marché du travail déjà désastreux.

Le gouvernement redoute la politisation de cette main-d'œuvre qualifiée, témoin de la perestroïka, et qui ne comprend pas que les formes staliniennes de la vie politique survivent au Vietnam alors qu'elles sont balayées dans tous les pays de l'Est.

Mais, dans l'immédiat, c'est l'inquiétude économique qui l'emporte. Tandis que le gouvernement voit se tarir la source importante de rentrée de devises que représentait la main-d'œuvre émigrée, une redéfinition des liens avec l'URSS est en cours.

Avant 1989, la totalité du pétrole et du coton et 80 % de l'acier et des engrais provenaient d'URSS. Moscou avait averti le Vietnam en 1988 qu'il ne lui était plus possible de couvrir toutes ses demandes de matières premières pour l'industrie. Celle-ci n'est pas négligeable pour un pays essentiellement agricole : elle emploie 11 % de la main-d'œuvre, mais représente 34 % des exportations et 27 % du revenu national. La réduction drastique des approvisionnements soviétiques (14) met les firmes vietnamiennes en état de crise. Faute de matières premières, elles sont nombreuses à fermer.

Autre cause de fermeture : la réduction des achats par les pays de l'Est. L'usine de Bach Trang à Hanoï, une des plus anciennes fabriques de poteries du Nord, a dû fermer à la fin de 1989. Ce seul fait, d'une portée symbolique, suffit à faire souffler un vent de catastrophe dans la population. Car il illustre une crise qui, en 1989, a entraîné la suppression de 500 000 emplois. Dans le même temps, 200 000 emplois seulement étaient créés.

L'économie vit donc en état d'alerte. La crise sociale est rampante, notamment dans les grandes villes où le délabrement et l'insuffisance notoire des logements sont criants.

Dans ces conditions, un rien peut transformer la souffrance sociale en une vague de mécontentement politique. M. Nguyen Van Lin est obsédé par le danger d'explosion que provoquerait la contestation.

Repli nationaliste et jeunesse dépolitisée

AINSI s'explique que le gouvernement ait immédiatement donné satisfaction aux étudiants réclamant, en mai 1989, une amélioration de leurs conditions de vie (doublement des bourses, réfection des cités universitaires) tout en imposant à la presse d'être discrète sur la « *victoire* » des jeunes. Ainsi s'explique aussi l'effort fait pour satisfaire les revendications *des paysans victimes de la collectivisation*, réclamant la restitution des terres confisquées à leur profit par des cadres corrompus. Les paysans n'ont pas hésité à manifester. Le gouvernement a reconnu pour l'essentiel le bien-fondé de leur action, réussissant au printemps *de 1989* à désamorcer la charge explosive du mouvement.

Par cette politique d'éteignoir des mouvements sociaux, l'attitude du parti communiste vietnamien se distingue fortement de celle du parti chinois (15). *Si les dirigeants de Hanoï* n'ont pas condamné publiquement la répression en Chine, c'est dans le seul souci de ménager le rétablissement du dialogue avec Pékin (16). Le retrait des troupes chinoises des confins sino-vietnamiens et la reprise d'un commerce frontalier intense a été un fait important de l'année 1989 qui justifiait à leurs yeux le silence des dirigeants vietnamiens sur la tragédie de juin 1989. Mais, en privé, ils n'ont pas caché leur horreur devant le choix fait par M. Deng Xiaoping.

Cependant, comme elle refuse la « voie chinoise », la direction prend ses distances par rapport à la « voie soviétique ». La perestroïka, pour les responsables à Hanoï, revêt des formes différentes selon les pays. Dans les conditions de fragilité économique et sociale du Vietnam, l'ouverture de la crise que suppose le passage au pluralisme serait, pensent-ils, le détonateur de l'explosion politique.

Le passage au pluralisme n'est donc pas à l'ordre du jour. M. Linh le proclame sur tous les tons depuis août 1989. Et il n'a pas hésité, pour se faire entendre de ceux qui font la sourde oreille, à user de l'intimidation répressive (convocations à la sécurité, arrestations, mises en résidence surveillée) en mai 1990 contre quelques partisans déclarés du pluripartisme. L'avertissement est d'autant plus net que parmi les victimes figurent des personnes pour lesquelles M. Linh n'a pas caché, dans le passé, son estime, voire ses liens d'amitié (17).

La direction du parti resserre donc les rangs et somme tous les militants et tout le pays de faire de même – attitude constante du communisme vietnamien. Cet appel sera suivi, s'il est jugé salutaire. Et M. Nguyen Van Linh aura fait prévaloir son analyse selon laquelle la démocratisation, au Vietnam, ne peut que suivre le redressement économique, et non le précéder.

Il reste que ce type de réflexe, puisant au plus profond de la tradition de cohésion nationale, ne dispensera pas la direction de faire le point sur la crise manifeste dans ses rangs. La bigoterie stalinienne a échoué. Le « *retour à Lénine* » amorcé par M. Linh en 1987 a tourné court. La plupart des dirigeants parlent de la nécessité de construire un socialisme démocratique. Mais le débat sur l'histoire du mouvement ouvrier mondial et du socialisme, sur les positions de Marx et de ses épigones, n'est toujours pas ouvert. Le tournant des années 80 sur la question agraire a pu se faire sans aucun bilan théorique de ce que la « *grande agriculture socialiste* » devait au modèle soviétique.

Cette incapacité, ou ce refus, de poser les problèmes de fond est l'élé*ment le plus inquiétant de la situation.* Comment développer un pays sans connaissance du monde contemporain ? Aurait-on oublié à Hanoï, en cette année de centenaire de la naissance de Hô Chi Minh, que l'histoire du socialisme vietnamien commence *avec la volonté d'un jeune patriote de* découvrir le monde ?

En 1982, M. Truong Nhu Tang, ancien ministre de la justice du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud, après avoir montré la nécessité d'une « *révolution mentale libérant les dirigeants vietnamiens du communisme de guerre* (18) », désespérait de la capacité de ceux-ci à franchir le pas.

Huit ans ont passé, qui ne justifient pas le désespoir de M. Truong Nhu Tang, mais ne lèvent pas non plus le doute sur l'intention des dirigeants. Sont-ils les constructeurs de l'avenir ou les fossoyeurs du renouveau démocratique du socialisme ? Ce doute, le plus grave pour le Vietnam d'aujourd'hui, frappe d'asthénie sa jeunesse et contribue à la dépolitiser. Le repli de la direction sur un quant-à-soi nationaliste peut dispenser les dirigeants de quelques remises en cause théoriques douloureuses. *Mais il serait à coup sûr suicidaire* pour le pays. Ce facteur de crise est à terme bien plus redoutable que tous les autres.

CAMILLE SCALABRINO.

(13) Le Vietnam a annoncé la réduction *de moitié de ses forces armées (environ un* million d'hommes) pour 1992. Mais cette mesure sera probablement étalée, compte tenu de la situation de l'emploi.

(14) Au début de 1990, l'URSS fournit moins de 70 % du pétrole et moins de 60 % des engrais dont le Vietnam a besoin. Au début de juin, le *Nhan Dan*, quotidien du parti, révèle que l'URSS n'a fourni qu'un tiers des engrais qu'elle s'est engagée à livrer en 1990.

(15) Contrairement à ce qu'écrit Bui Xuan Quang dans *Cosmopolitiques*, Paris, février 1990, qui identifie le parti vietnamien d'aujourd'hui au parti chinois, voire au parti roumain de 1989.

(16) L'attitude du Vietnam face aux empiétements chinois dans l'archipel des Spratley est aussi révélateur d'une décision de multiplier auprès de la Chine les signes de bonne volonté.

(17) C'est le cas de M. Nguyen Ho, l'un des fondateurs du Club des vétérans de Hô Chi-Minh-Ville, avec le général Tra et M. Tran Bach Dang. A propos de la répression, et quel que soit le nombre de personnes incarcérées pour motif politique, *les événements de mai* jettent une ombre sur une situation qui était marquée par une évolution positive des droits de l'homme au Vietnam.

(18) *Politique internationale*, nº 17, automne 1982, Paris.

Phnóm-Penh dans la plus grande incertitude

Par CLAIRE BRISSET

A travers les pousse-pousse et les bicyclettes, quelques luxueuses voitures japonaises se fraient un chemin dans les rues de Phnom-Penh. Les venelles du marché central, un étrange bâtiment rond et jaune que les Italiens en poste dans la capitale appellent le « panettone », regorgent de fruits, de légumes, d'équipements vidéo, de soieries. Mais les mendiants, aussi, ont fait leur réapparition tout autour du marché. Une vieille femme propose sa petite fille : « *Emmenez-la*, dit-elle. *Sa mère est morte. Je suis trop âgée pour l'élever...* »

Tout, à Phnom-Penh, respire l'atmosphère des fins de règne ; un luxe tapageur, récent, produit de la corruption et de l'incertitude, s'étale dans les échoppes et les restaurants. Une angoisse diffuse, entretenue par les rumeurs relatives aux progrès des Khmers rouges sur le terrain, suinte de partout. Mais il ne s'agit pas que de rumeurs : la progression des partisans de M. Pol Pot ne relève pas du fantasme, tout le démontre, ne serait-ce que le nombre des amputés qui claudiquent sur les trottoirs, victimes des mines dont les rizières sont truffées.

La poussée des Khmers rouges

LA tactique des Khmers rouges témoigne à la fois d'une remarquable plasticité – pour ce qui est de leur « présentation » à l'extérieur – et d'une très grande constance pour tout ce qui a trait à leurs conquêtes militaires. La plasticité, l'adaptabilité, s'expriment sur le front diplomatique où ils se sont déployés depuis plus de dix ans, s'évertuant à prouver qu'ils avaient « changé ». Comme l'écrit William Shawcross : « *Leurs diplomates s'insinuent dans les chancelleries des pays occidentaux, vêtus de costumes de soie et de chaussures brillantes, et affirment à ceux qui les écoutent, angoissés, qu'ils sont tout à la faveur des droits de l'homme et de la démocratie* (1). » M. Khieu Samphan, « *vice-président chargé des affaires étrangères* » dans la coalition tripartite présidée par le prince Sihanouk et khmer rouge « historique », ne disait pas autre chose, récemment, dans un entretien au *Figaro* : « *Nous avons renoncé au communisme depuis 1982. Nous optons résolument pour la démocratie à l'occidentale et pour l'économie de marché.* » Interrogé sur le génocide des années 1975-1979, qualifié de « *pratiques condamnables* », il ajoutait : « *C'était une erreur.* (...) *Rassurez-vous, de telles pratiques ne pourront plus se renouveler.* » Quant à M. Pol Pot, qui n'est âgé que de soixante-trois ans, il est « *quelque part en zone libérée* » et « *bien portant* » (2). En d'autres termes, à l'intérieur du Cambodge, et actif.

Car c'est sur le terrain que les Khmers rouges témoignent de la permanence absolue de leur idéologie et de leurs méthodes. Dans le même entretien, M. Khieu Samphan affirmait que certaines unités khmères rouges « *opéraient* » à 40 kilomètres de Phnom-Penh.

« *Opérer* », pour les partisans de M. Pol Pot, c'est utiliser à la fois la séduction à l'égard des paysans, en leur achetant leur riz trois à quatre fois plus cher que ne le peut l'Etat, et la terreur, en enlevant des villageois pour les rendre à leur famille quelques jours plus tard, terrorisés ; en tuant, bien sûr, les plus récalcitrants ; en semant des mines indétectables partout, dans les rizières en particulier ; et surtout en prenant les villages, un à un, pour dominer pan par pan, des parties chaque semaine plus vastes du territoire ; enfin, en coupant des axes vitaux de communication. L'un des objectifs essentiels est de contrôler la grande plaine centrale, la région du Grand Lac, grenier à riz du pays ; et tôt ou tard de menacer la capitale, afin d'apparaître en force dans les négociations.

L'évolution diplomatique récente – le revirement américain – modifiera-t-elle toutes ces données ? Le croire serait faire bon marché d'une donnée essentielle du problème, qui est militaire. Les alliés de la coalition, dont les Khmers rouges forment la principale composante armée, ont été si généreux que les partisans de M. Pol Pot ont introduit dans le pays des équipements suffisants pour deux ans de combat. « *Ils n'ont peut-être pas les moyens de prendre le pouvoir*, nous disait récemment à Phnom-Penh un expert occidental, *mais ils ont de quoi transformer le Cambodge en Liban.* » Il faudra beaucoup d'énergie, de détermination, de temps et d'argent à ceux qui s'attelleront à la solution du problème cambodgien pour en finir avec le phénomène khmer rouge.

Tout démontre pourtant l'urgence de porter *remède, avec des moyens enfin adaptés*, à la situation dans laquelle se débat la population. Le boycottage dont le pays a souffert depuis l'intervention, en 1979, de l'armée vietnamienne qui a mis fin à la terreur khmère rouge, se traduit clairement dans les chiffres : l'économie, onze ans après, n'a pas encore retrouvé ses performances antérieures, celle de l'« avant-Pol Pot ». La production de riz reste inférieure de 400 000 tonnes, celle de poisson de 50 000 tonnes, 400 000 têtes de bétail manquent par rapport au cheptel de 1970, pour ne citer que ces exemples. Le produit intérieur par tête n'atteint que 120 dollars par an, ce qui place le Cambodge parmi les vingt pays les plus pauvres du monde (3).

La mortalité infantile reste massive – un enfant sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans – et l'espérance de vie ne dépasse pas quarante-huit ans, chiffres comparables à ceux du Sahel et devenus fort rares en Asie.

Certes, le gouvernement, devançant de peu les bouleversements en Europe de l'Est mais pressentant l'amenuisement de l'aide soviétique, avait opéré dès 1989 un changement à 180 degrés : le Kampuchéa, redevenu Cambodge, renonçait au centralisme bureaucratique, reconnaissait le bouddhisme comme religion d'Etat, rétablissait la propriété privée, l'héritage, et un système bancaire à nouveau ouvert aux personnes privées (4).

Mais tout est allé trop vite et, la dégradation de la situation militaire aidant, l'obsession de la population, urbaine surtout, est de pouvoir fuir, s'il le faut, en quelques heures. D'où, en ville, une fièvre spéculatrice, une corruption généralisée, la recherche du moindre dollar. *Le plus petit service administratif se paye – 5 dollars par exemple, c'est-à-dire... le salaire mensuel d'un ministre.* Ce simple exemple montre à quel point il devient difficile, pour un fonctionnaire, de vivre de son seul salaire.



WITT-SIPA

TRANSPORT DE BOIS SUR UNE ROUTE DE PROVINCE
La pauvreté serait moins scandaleuse sans le luxe tapageur d'une minorité

Cette corruption citadine – Phnom-Penh approche de nouveau du million d'habitants, – outre qu'elle rend très difficile la tâche du gouvernement, contribue à servir la cause des Khmers rouges, qui se présentent aux paysans comme « purs » et comme de vrais nationalistes, « non vendus » aux Vietnamiens. Enfin, le gouvernement est en proie à de sourdes luttes internes.

Un travail intense de préparation de l'avenir se poursuit malgré tout à Phnom-Penh, où les organisations non gouvernementales – au nombre d'une trentaine environ – multiplient les efforts. Médecins du monde, Médecins sans frontières, l'Action internationale contre la faim, SOS-Enfants du Cambodge (5), plusieurs organisations caritatives américaines, australiennes, japonaises, la Croix-Rouge (6), interviennent dans les domaines sanitaire, agronomique, hydraulique, éducatif, etc. Une Alliance française vient de se reconstituer à Phnom-Penh, ouvrant la voie à une action paradiplomatique de la France, malgré l'absence de liens officiels.

Cette dernière activité revêt d'autant plus *d'importance, aux yeux de Paris, que les Cambod*giens ont manifesté à maintes reprises leur souhait de cesser d'être coupés de la France (7). Ils *n'avaient été jusqu'à présent que bien peu entendus.*

Nouvelle donne à l'ONU

CE *mois de septembre s'annonce décisif pour le grand jeu politico-diplomatique qui se déroule* autour du Cambodge : c'est chaque année en septembre, en effet, lors de l'Assemblé générale des Nations unies, que les Etats-Unis votaient en faveur de la coalition antivietnamienne, donc des Khmers rouges, détentrice du siège du Cambodge à l'ONU. La France, traditionnellement, s'abstenait. L'Assemblée générale de cette année devrait changer la donne.

Le jeu diplomatique devient plus clair, à défaut d'être plus simple. Mais c'est sur le terrain, à l'intérieur du Cambodge et sur la frontière thaïlandaise – où croupissent 320 000 réfugiés – que se joue aussi la solution.

(1) *The Observer*, 1er juillet 1990.

(2) *Le Figaro*, 16 juillet 1990.

(3) Malgré cela le Cambodge ne figure pas dans la liste des « pays les moins avancés » dont il est débattu, ce mois de septembre, à Paris. Mystères de la bureaucratie...

(4) Cf. Nguyen Duc Nhuan, « Folie meurtrière ou Etat de droit à Phnom-Penh ? », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

(5) Que préside Mme Danièle Cheysson.

(6) La Croix-Rouge française s'est fixé pour tâche de lutter contre la tuberculose, qui fait des ravages dans tout le pays. Malgré l'énorme travail accompli en ce sens depuis plusieurs années, l'équipe de la Croix-Rouge française en poste au Cambodge manque de fonds, notamment pour acheter les médicaments antituberculeux, très onéreux. Nombre de traitements ont déjà dû être suspendus.

(7) Où les activités de soutien à la population cambodgienne se multiplient. Ainsi, les villes de Paris et de Lyon ont-elles entrepris d'aider matériellement le Cambodge, de même que plusieurs équipes hospitalières françaises, en particulier à La Pitié-Salpêtrière et à Garches. Deux associations se sont créées pour aider la population khmère : l'association Samarki - Union pour le Cambodge, 25, rue Gandon, 75013 Paris, que préside M. Bernard Stasi et le Comité Cambodge, 36, rue René-Boulanger, 75010 Paris, qu'animent notamment M. Pierre Max et le professeur Laurent Schwartz.

UNE TRENTAINE DE FIRMES

Affrontements entre géants dans

COMME les services et les subventions à l'agriculture, les textiles sont l'objet d'âpres négociations en vue de la conclusion de l'Uruguay Round, au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Ces négociations doivent en principe trouver leur aboutissement lors d'une conférence ministérielle en décembre prochain à Bruxelles. Mais les transformations dans l'industrie textile, les querelles qui en découlent sur le protectionnisme et les quotas mettent en lumière les spécificités d'un conflit qui oppose avant tout les pays industrialisés et les nouveaux producteurs asiatiques.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

Nul ne peut dire si le GATT pourrait survivre – et sous quelle forme – à un échec du cycle des négociations commerciales multilatérales dénommé Uruguay Round. Ce qui est en jeu, c'est le sort d'un dispositif datant des années 50, et improprement appelé « système commercial multilatéral », alors qu'il a seulement fonctionné selon les règles imposées par les économies capitalistes développées. La décélération en cours de la production et du commerce mondiaux n'incite pas à l'optimisme pour les années 90, et l'on peut, en particulier, s'attendre à une croissance marginale, voire nulle, dans le tiers-monde et les anciennes économies à planification centralisée.

Les négociations du GATT reflètent tout à la fois la violence de la guerre économique pour la conquête des marchés globaux et le coût des affrontements. Même si les industries du textile et de l'habillement ne représentent qu'une faible part de la production et du commerce à l'échelle de la planète (1), les querelles sur le protectionnisme et les quotas mettent en lumière les conflits Nord-Sud et sont étroitement liées à la question sensible des services, et plus particulièrement à la protection de la propriété intellectuelle. Comme le disait M. Domingo Cavalle, ministre du commerce de M. Carlos Menem : *« L'Argentine n'aurait guère de marge de manœuvre pour modifier sa position sur les services si un accord n'était pas conclu pour libéraliser le commerce agricole et textile. »* Savoir si cette « libéralisation » est de nature à tirer d'affaire une économie argentine en chute libre et rongée par l'inflation est, bien sûr, une tout autre affaire.

Les accords bilatéraux de limitation des exportations ont le vent en poupe. Il s'agit de mécanismes mis au point entre un pays importateur et un pays exportateur, aux termes desquels ce dernier limite « volontairement » ses livraisons au premier. Entre 1978 et 1989, le nombre de ces accords est passé de 50 à 203, dont 155 avec des producteurs de textile du tiers-monde, et cela dans le cadre de l'accord multifibre du GATT.

L'accord multifibre (AMF) est l'une des armes commerciales les plus précieuses de la panoplie des économies capitalistes développées. La déclaration de Punta-del-Este de 1986 stipulait que *« les négociations dans le secteur du textile et de l'habillement viseront à élaborer des modalités permettant l'intégration éventuelle de ce secteur au sein du GATT »* : en d'autres termes, à promouvoir la libéralisation du commerce. Même si, pris au pied de la lettre, ce mandat ne mentionnait pas explicitement le démantèlement de l'AMF, sa logique sous-jacente était claire : dans la mesure où l'AMF est *le* principal instrument légal régissant le commerce des textiles, ses dispositions sont en contradiction avec les obligations du GATT, en particulier avec l'article premier sur la discrimination et l'article 24 sur les accords commerciaux bilatéraux.

L'accord multifibre fut mis en place dans les années 50 pour empêcher les producteurs américains de se faire balayer par l'industrie textile japonaise, comme l'avaient *été* les industriels britanniques du Lancashire entre les deux guerres (2). L'accord actuel – il y en avait eu trois auparavant – a été signé à Genève le 31 juillet 1986, pour une durée de cinq ans. Il prévoit une série de restrictions au moyen de quotas négociés bilatéralement entre producteurs du tiers-monde et pays développés. Mais, en 1989, les Etats-Unis, à l'initiative de l'American Textile Manufacturers Institute, qui regroupe les patrons américains du textile, proposèrent une stratégie de remplacement de l'AMF dans laquelle des « quotas globaux » se substitueraient aux quotas bilatéraux en vigueur.

SELÇUK

Métamorphose technologique et financière

COMME le faisait remarquer un négociateur du Sud, cette nouvelle thèse américaine est un modèle de simplicité, mais aussi de duplicité : les importateurs des pays riches se verraient attribuer un quota global qu'ils utiliseraient en mettant en concurrence les producteurs. De fait, ce système serait bien plus restrictif que celui actuellement en place, car les importateurs disposeraient d'un pouvoir de décision sur les parts de marché des pays étrangers. L'ensemble du tiers-monde, dont l'Inde est l'un des principaux porte-parole, est fermement opposé à ces quotas globaux. Il en va de même pour la Communauté européenne, qui, selon un de ses porte-parole, a jugé *« inacceptable »* ce système, tant pour les pays en voie de développement que pour les pays développés. La Communauté, importatrice nette de textile et d'habillement (25,2 milliards d'écus d'importations contre 19,2 milliards d'écus d'exportations en 1989), dégage cependant un solde positif de 1 milliard d'écus avec les Etats-Unis (3).

Face à cette opposition, les négociateurs américains ont proposé une solution dite de *« compromis »*, qui ne satisfait cependant ni leurs propres industriels ni encore moins les pays tiers : les pays actuellement soumis à des contingentements dans le cadre de l'accord multifibre se verraient garantir un quota minimal par produit pendant une période de dix ans commençant le 1er août 1991, date à laquelle l'AMF vient à échéance. Aucun fournisseur ne pourrait disposer d'une part supérieure à 15 % du total des exportations d'un produit, et les pays exportateurs pourraient s'acheter et se vendre librement leurs quotas.

La Communauté européenne, pour sa part, reste sur ses positions : démantèlement de l'AMF, mais en échange du renforcement des règles et disciplines du GATT sur les subventions, les pratiques de dumping, la protection des marques, dessins et modèles qui font l'objet de contrefaçons dans un grand nombre de pays du Sud. En dix ans, le secteur communautaire du textile et de l'habillement a perdu 1 350 000 emplois, soit 35 % de la totalité de ses travailleurs. C'est pourquoi aussi bien le Parlement européen (4) que le patronat et les syndicats du secteur – faisant cause commune pour la circonstance (5) – exigent également, en échange des concessions que pourrait consentir la Commission, le respect de la « clause sociale » du Bureau international du travail (BIT) par les pays producteurs du tiers-monde : niveau de salaires, hygiène et sécurité, interdiction du travail des enfants, droits syndicaux, etc.

En se concentrant sur l'AMF, les débats ont contribué à reléguer au second plan la réorganisation planétaire de l'industrie du textile et de l'habillement, ainsi que sa concentration dans le tiers-monde comme dans les pays développés. Les données géographiques et régionales, en effet, ne rendent pas compte, à elles seules, de la métamorphose de ce secteur, lui aussi affecté par la structuration du capital des grands groupes et par les mutations technologiques.

Le « roi coton » et l'industrie textile constituèrent la base de la première révolution industrielle au Royaume-Uni. Cette industrie fut l'un des principaux facteurs d'intégration du marché mondial entre 1814 et 1914, et c'est elle qui, sous la pression des impératifs technologiques, donna naissance aux industries modernes de la chimie de la teinturerie. A son tour, l'industrie chimique conquit son autonomie, précisément en donnant naissance à l'antithèse du coton – les fibres de synthèse – au *début* du siècle. A partir de ce moment, les destinées du coton et des fibres de synthèse – les deux ingrédients fondamentaux des industries du textile et de l'habillement – allaient se trouver inextricablement liées, aussi bien au stade de la fabrication qu'à celui de la commercialisation.

(1) En 1988, les exportations du secteur du textile et de l'habillement atteignaient 177 milliards de dollars, soit 6 % du total mondial des exportations de produits manufacturés. Au niveau du commerce de détail, la totalité du secteur représente 500 milliards de dollars dans l'ensemble des économies de marché.

(2) Ce fut l'objet de l'« arrangement à court terme concernant le commerce international du coton », négocié entre les Etats-Unis et le Japon en 1961 et qui, en 1962, se transforma en « arrangement à long terme ».

(3) Voir *Financial Times*, 15 et 22 mai 1990.

(4) Voir le rapport de Mme Karla Peijs présenté au Parlement européen au nom de la commission des relations économiques extérieures (document A3-170/90, 27 juin 1990).

(5) Voir le communiqué commun patronat (European largest textile and appareil companies) – syndicats (Comité syndical européen des textiles, de l'habillement et du cuir) intitulé « Pour une industrie européenne puissante et exportatrice » et publié, sous forme de placard publicitaire, dans *le Monde* du 11 juillet 1990.



Tableau I. – UN SECTEUR IMPORTANT POUR LES PAYS DU SUD
(Pourcentages calculés d'après la valeur en dollars courants)

	1955	1975	1986
Part du textile et de l'habillement du tiers-monde :			
– dans les exportations mondiales	13,4 %	22,8 %	33,4 %
– dans les importations des pays développés	10,2 %	21,7 %	31,3 %
Textile : Part dans les exportations de produits manufacturés du tiers-monde	34,3 %	18,8 % (1)	9,7 %
Habillement : Part dans les exportations de produits manufacturés du tiers-monde	4,0 %	14,1 %	15,1 %

(1) 1973.
Source : données du GATT.

Tableau II. – L'ASIE FOURNIT PLUS DES DEUX TIERS DES IMPORTATIONS DES PAYS DE L'OCDE
(En pourcentage)

Origine	Textile		Habillement	
	1973	1984	1973	1984
Hongkong, Corée du Sud, Taïwan	29,3 %	26,8 %	67,7 %	61,1 %
Chine	11,6 %	17,8 %	2,6 %	8,7 %
Autres pays d'Asie	29,2 %	22,4 %	7,7 %	13,4 %
Sous-total	70,1 %	67,0 %	78,0 %	83,2 %
Reste du monde	29,9 %	33,0 %	22,0 %	16,8 %

Source : Junichi Goto, *Impact of the MFA on Developing Countries*, étude préparée pour la Banque mondiale, 1988.

Tableau III. – COMMENT SE RÉPARTIT LE COMMERCE MONDIAL
(En pourcentage, 1987)

	Textile	Habillement	Total
Economies capitalistes développées	76 %	46 %	53 %
Economies du tiers-monde	18 %	46 %	35 %
Economies à planification centralisée	6 %	8 %	12 %
Total monde	100 %	100 %	100 %

Source : GATT, *International Trade*, 1988-1989, Genève, 1989.

Les ressorts culturels de la concurrence

« IL existe en France un véritable tabou sur les questions offensives dans la compétition internationale. La plupart des entreprises éludent le sujet comme s'il n'existait pas ou comme s'il s'agissait d'un interdit. » A la lecture de l'étude que Christian Harbulot consacre aux méthodes employées dans les affrontements économiques mondiaux (1), on demeure, en effet, confondu devant le retard des responsables administratifs, financiers et industriels de l'Hexagone à se donner les moyens de réagir de manière cohérente aux stratégies offensives de concurrents qui leur taillent chaque jour de nouvelles croupières.

Ces stratégies offensives, minutieusement élaborées et mises en place avec une détermination sans faille, reposent d'abord sur une maîtrise complète, une centralisation, puis une large diffusion interne de l'information économique – du renseignement économique, pourrait-on dire – sur les concurrents. On ne s'étonnera pas que les deux pays passés maîtres – depuis des décennies – dans cette ingénierie de l'information soient l'Allemagne et le Japon. Chacun à sa manière d'ailleurs, mais avec un point commun : l'unité stratégique des centres de décision – banques, entreprises, administrations – tendus vers un objectif commun de caractère quasi patriotique : la victoire commerciale.

La RFA a bâti son modèle offensif sur *« une concertation permanente entre les partenaires sociaux sur les objectifs à atteindre, une flexibilité et une émulation collective concernant les méthodes d'approche commerciale, une utilisation systématique des zones d'émigrés allemands à l'étranger et un principe de « mutualité » sur la question du renseignement économique »*. En d'autres termes, en combinant l'économique, le social et le culturel. Quant au Japon, qui a su analyser de près les méthodes en vigueur hors de l'archipel, il a compris avant tout le monde que l'efficacité du renseignement économique dépend de son appropriation par une majorité d'acteurs de l'entreprise, et pas seulement par quelques dirigeants qui l'utiliseraient pour préserver leur pouvoir hiérarchique. Le MITI, gigantesque centrale de renseignement et d'impulsion, est là pour coordonner les activités extérieures des firmes géantes – ou moins grandes – à l'étranger.

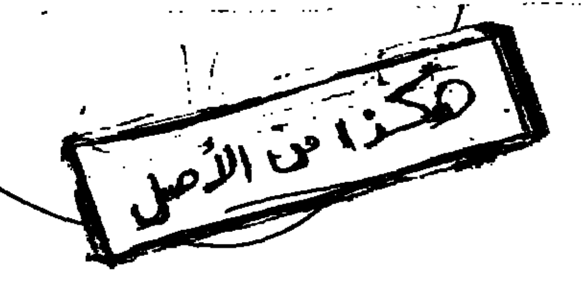
Ces modes de fonctionnement culturel sont aux antipodes de l'*« évangélisme libéral »* des Etats-Unis qui, jusqu'à la fin des années 70, se sont crus protégés de la concurrence extérieure. Les grands conglomérats américains se sont livrés à des luttes sans merci entre eux, les opérations des *raiders* de ces dernières années n'étant que la dernière version d'une stratégie où, par définition, l'intérêt national n'entre pas en ligne de compte. D'où la crise du modèle offensif américain en raison de sa propension à *« décrypter les rivalités commerciales à travers les phénomènes concurrentiels du marché nord-américain »*. On touche là à une faille profonde des grilles d'analyse néolibérales, qui prévalent à la Commission des communautés européennes et à l'OCDE : l'incapacité d'intégrer la question nationale dans la compétition économique et d'évaluer l'impact de stratégies concertées d'essence précapitaliste.

CAR, dans les stratégies offensives – et derrière le double langage permanent – tous les coups sont permis : l'acte subversif devient un levier commercial, la guérilla fait bon ménage avec la génuflexion devant le GATT. La situation française est presque caricaturale à cet égard : multiplicité et rivalité des administrations concernées par l'action économique extérieure, défiance profonde des entreprises envers l'État, inadaptation du dispositif à l'étranger et, surtout, refus culturel de considérer l'information comme une matière première précieuse – et donc coûteuse – qui ne prend son sens que si elle est « démocratisée ».

Alors que faire ? Adopter, dans la guerre économique, les stratégies de l'adversaire, y compris lorsqu'elles heurtent l'éthique ? Sans doute, mais ne pas faire pour autant preuve de naïveté. Car, comme l'écrit Christian Harbulot dans son chapitre de conclusion « Les rigueurs du marché et la nécessité de combattre », *« la France doit se donner les moyens de sa politique sous peine d'être victime de la réalité du marché et de perdre à terme la maîtrise de son indépendance économique. »*

B. C.

(1) Christian Harbulot, *Techniques offensives et guerre économique*, CPE Etude, n° 131, 156 pages, 593 F. (ADITECH, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)



IGNORANT LES DIVISIONS NORD-SUD

l'industrie mondiale du textile



PRÉSENTATION DE MODE DANS LES ANNÉES 80
Des fibres de base à l'habillement, une intégration verticale.

GUY LE QUERREC/MAGNUM

Dans le marché mondial, ce sont aujourd'hui les firmes transnationales qui constituent l'épicentre du pouvoir des industries du textile et de l'habillement. La part du textile n'a cessé de décliner dans le commerce international des produits manufacturés du tiers-monde : de 34,3 % des exportations en 1955, elle est tombée à 9,7 % en 1986 *(voir le tableau I)*, alors que, pendant la même période, les exportations d'habillement voyaient la leur s'accroître de 4 % à 15,1 % du total. L'ensemble de ce secteur conserve cependant une importance majeure pour tous les pays en voie de développement (6). Sa concentration géographique est très révélatrice : quatre producteurs asiatiques assurent la plus grande partie des exportations *(voir tableau II)*, et ce sont eux qui sont la cible principale de l'AMF, ce qui ne les a pas empêchés de marquer constamment des points en termes de progression de l'emploi, de production et de livraisons à l'étranger. Mais cette concentration ne doit pas faire illusion : les multinationales ont massivement pénétré les économies de la ceinture du Pacifique au travers de l'implantation de filiales et d'entreprises mixtes *(joint-ventures)*. C'est particulièrement le cas des grandes firmes japonaises.

L'industrie textile est entre les mains de ce que l'on peut appeler un oligopole informel de 25 à 30 grandes sociétés, dont la taille et le chiffre d'affaires ont considérablement augmenté au cours des années 80, et qui ignorent les divisions entre pays développés et pays du tiers-monde. La dynastie Birla, en Inde en offre un exemple notable (7). Ces sociétés exercent une influence déterminante sur les marchés mondiaux des fibres naturelles et de synthèse, aussi bien que sur ceux de l'habillement.

En règle générale, elles sont intégrées horizontalement, mais la tendance à l'intégration verticale et au conglomérat, de plus en plus marquée au cours des années 80, s'accentuera encore dans la décennie à venir.

Face à une demande en constante évolution et à la pression des innovations induites par la micro-électronique, les producteurs de textile ont le choix entre trois solutions : investir massivement dans des technologies économisant la main-d'œuvre et dans l'automatisation ; accepter l'absorption ou la reprise par des sociétés mieux placées pour introduire rapidement ces technologies ; fusionner avec les multinationales des producteurs de fibres de synthèse ou avec des sociétés de textile de taille supérieure. Qu'on les prenne ensemble ou séparément, ces trois éléments conduisent inévitablement à une accélération de l'intégration verticale et de la concentration. Ce phénomène n'est nullement incompatible avec la recherche d'une force de travail à bon marché et non syndiquée. Les sociétés japonaises, mais également taïwanaises et sud-coréennes, délocalisent leur production hors de leurs frontières pour compenser l'augmentation de leurs frais salariaux (entraînée par la pénurie de main-d'œuvre) et la recrudescence du militantisme politique et syndical de ces cinq dernières années.

Au cours de la dernière période, les investissements étrangers directs se sont accrus dans le textile et l'habillement. Mais en direction du Nord. Aux Etats-Unis, ils s'élevaient à 490 millions de dollars (8) en 1985, pour dépasser le milliard de dollars en 1987. La plupart provenaient de la Corée du Sud, de Taïwan, du Japon et de Hongkong. Et cela pour une raison bien simple : les faibles coûts de main-d'œuvre des pays du tiers-monde perdent beaucoup de leur intérêt quand on prend en considération d'autres facteurs stratégiques tels que les frais de transport, les droits de douane, les quotas, etc. De plus, les taux d'intérêt actuels rendent de plus en plus onéreuse l'immobilisation des capitaux pendant de longues périodes de gestation. Enfin, aux Etats-Unis, l'industrie du textile fait massivement appel à des femmes non syndiquées, des Noirs et des Hispaniques qui reçoivent des salaires inférieurs à ceux de la construction automobile et qui se situent bien en deçà de ceux pratiqués dans plusieurs pays d'Europe occidentale et au Japon.

L'interventionnisme vital de l'Etat

MAIS la tendance est à la compression massive des effectifs, en raison de l'augmentation de la productivité : *« Dans le domaine de la production des fibres de base, comme dans le cas du filage des filaments et des procédés de tissage, il faut s'attendre à une mécanisation et une automatisation accrues à chaque stade. Cette rationalisation entraînera des investissements supplémentaires de capital et des réductions supplémentaires de main-d'œuvre. Pour une telle automatisation, les usines à grande échelle sont particulièrement adaptées »*, écrivait un ingénieur du textile de la firme allemande Hoechst, au début des années 80. Ce qui s'est passé dans les chantiers navals, où le Japon a repris l'avantage sur la Corée du Sud, s'applique à l'industrie textile du tiers-monde. Et la logique de Hoechst vaut tout autant pour Tata, Birla, Daewoo, Hyundai et autres géants du Sud, s'ils veulent conquérir ou conserver leurs parts du marché mondial. Les « quatre dragons » d'Asie et le grand capital indien se sont également déployés hors de leurs frontières, par le biais des filiales et des acquisitions.

On n'a donc pas affaire à une simple juxtaposition Nord-Sud, mais à de puissants groupes capitalistes qui opèrent dans les deux mondes (y compris en Chine, fortement pénétrée depuis le milieu des années 70) sur un marché global d'environ 180 milliards de dollars. Tout cela grâce à un réseau de commercialisation complexe et articulé, centré dans cinq pays : Royaume-Uni, RFA, France, Etats-Unis et Japon. Ce pouvoir est renforcé par un réseau de participations croisées dans les conseils d'administration et dans le capital des entreprises par des entreprises mixtes et par l'élaboration de politiques communes (9).

Une telle dynamique expansionniste porte en elle les germes de conflits. Tout en répondant, là comme ailleurs, aux besoins à court terme de débouchés pour l'accumulation du capital, *les investissements directs à l'étranger* ont considérablement accru les capacités de production, ce qui se traduit, sur les marchés des pays développés, par des importations à bas prix. Malgré les hymnes aux forces du marché, l'interventionnisme de l'Etat s'est révélé crucial pour le capital : protectionnisme douanier, subventions, accords d'autolimitation, accès privilégié au crédit, financement public de la recherche, etc.

L'administration Bush, harcelée par le puissant lobby du textile et de l'habillement, ne paraît guère prête à aller dans le sens de la « libéralisation ». A l'inverse, si aucune réforme n'intervient dans les domaines de l'agriculture et du textile, les pays du tiers-monde, dont la part dans le commerce global des textiles est de 35 % *(voir tableau III)*, ont peu de raisons d'ouvrir largement leurs marchés au commerce des services, à la protection de la propriété intellectuelle et à la « libéralisation » de leur législation sur les investissements étrangers.

Pour la seconde année consécutive, l'Inde a été mise au banc des accusés par les Etats-Unis, qui ont utilisé contre elle l'article « super 301 » de la loi sur le commerce de 1988, et elle pourrait donc subir des représailles commerciales. Cela ne fera que durcir la résistance des autres pays en voie de développement lors de la phase finale de l'Uruguay Round. A cet égard, les affrontements au sein du GATT à propos de l'AMF (10), si importants qu'ils soient, n'auraient qu'un rôle marginal dans la guerre commerciale globale que nous réservent les années 90 *dans le textile et l'habillement*. Son moteur en sera l'extension de l'informatisation de l'industrie du vêtement, liée aux avancées révolutionnaires des technologies des télécommunications, et les énormes capitaux qu'elle devra mettre en jeu.

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE.

---

(6) Par exemple, le secteur du textile et de l'habillement représente presque 40 % de l'emploi industriel de Hongkong. Les exportations de l'Inde, malgré ses avancées en matière de diversification industrielle, dépendent également à 40 % du jute et des fibres textiles.

(7) Membre à part entière du club des multinationales, Birla a des intérêts industriels et financiers qui vont bien au-delà du sous-continent indien. Le groupe est présent dans d'autres pays d'Asie, en Afrique et en Amérique latine.

(8) Estimations de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

(9) L'implantation des entreprises a indiscutablement été déterminée par le passé colonial. Les sociétés américaines se concentrent dans les Amériques, et tout particulièrement dans les *maquiladoras* mexicaines. Le Royaume-Uni et la France ont conservé une position dominante dans leurs anciennes possessions, les Britanniques ayant également des intérêts en Amérique latine. Bien que les conglomérats japonais se soient déployés tous azimuts dans les années 80, leur empire textile est principalement constitué dans le périmètre du Pacifique.

(10) Pour un état complet de la question – mais reflétant largement le point de vue des producteurs asiatiques, – voir les actes d'un colloque organisé à Stockholm en novembre 1989 par l'université de Stockholm et le Conseil suédois pour la recherche en sciences humaines et sociales : *The Uruguay Round. Textiles Trade and the Developing Countries. Eliminating the Multi-Fibre Arrangement in the 1990's*, sous la direction de Carl B. Hamilton. Banque mondiale, Washington, 1990.



La sanction du marché

S'ÉTANT hissé à la tête de la plus importante compagnie aérienne américaine – Continental *Airlines* – à *coups* d'OPA hostiles *financées par des obligations de pacotille* (junk bonds), de dumping et de dérèglementation sauvage, de licenciements sans préavis et de baisses drastiques des salaires, d'opérations d'initiés et de chasse aux syndicats, M. Frank A. Lorenzo, jeune, riche et séduisant, avait tout pour être la coqueluche des « reaganomaniaques » prospères et bien pensants des années 80. Ce qu'il fut.

Après avoir, en *quelques années*, mis au chômage plusieurs milliers d'employés et provoqué la faillite de deux compagnies (Continental Airlines et Eastern Airlines), accumulé les pertes (6 années sur 10) et entraîné la chute des cours, contribué à déstabiliser le marché et à dégrader le service public des transports aériens au grand désappointement des actionnaires et des usagers, notre héros quitte la piste... *fortune faite*.

Car la main innocente du marché a encore frappé. Et l'on sait que sa sanction, implacable, est la seule loi juste que reconnaissent nos sociétés éprises d'efficacité promptes à couronner ses ruffians pourvu qu'ils aient fréquenté quelque « business school ».

Pour quitter la direction de Continental Airlines, M. Franck A. Lorenzo recevra *le prix de ses échecs* : 162 millions de francs (il avait démarré avec une mise de 100 000 francs). Environ 150 millions pour la vente des titres qu'il détient. Ils lui seront payés 14 dollars l'action alors qu'ils ne cotaient plus que 4,5 dollars en Bourse pour les petits porteurs du capitalisme populaire qu'il abandonne dans la tourmente. Plus un salaire de 400 000 francs par mois pendant trois ans, versés à condition qu'il n'exerce plus aucune activité dans l'aviation civile.

L'image de M. Lorenzo auprès de la clientèle, des employés et des actionnaires était devenue si mauvaise que sa seule présence risquait d'affecter un peu plus les résultats. L'annonce de son départ a suffi à faire remonter le titre Continental Airlines de 4,5 à 6,7 dollars. *« C'était le prix à payer pour s'en débarrasser »*, justifiera le repreneur : Scandinavian Airlines System (SAS), compagnie semi-publique assez prospère venue des pays socio-démocrates, bêtes noires des libéraux. Dure leçon.

CHRISTIAN DE BRIE

A QUAND LA VRAIE RÉFORME EN AFRIQUE DU SUD ?

Les bantoustans gagnés par la tourmente

Noirs contre Noirs : les combats dans les townships d'Afrique du Sud ont déjà fait des centaines de morts. Ce que l'on redoutait depuis longtemps est arrivé, au moment même où MM. Mandela et De Klerk s'apprêtent à négocier. Tel est le résultat de la politique de « grand apartheid » – bien autre chose que la législation sur la ségrégation raciale dans la vie quotidienne, partiellement abrogée (1). Le « grand apartheid », c'était la séparation totale des races, les Noirs devant être entassés par ethnies d'origine dans des bantoustans. Gagnés par la tourmente, ceux-ci sont l'objet d'une bataille serrée entre les négociateurs de l'ANC et du pouvoir blanc.

Par JEAN-PIERRE RICHARD


IAN BERRY – MAGNUM

FAMILLE DE DÉRACINÉS PRÈS DE DURBAN

LA réforme constitutionnelle de 1984, à l'origine du soulèvement qui fit plus de 2 400 morts entre septembre 1984 et décembre 1986 (2) ne touchait pas aux bantoustans. Elle s'adressait à l'« élite » noire urbaine, ouvriers compris, avec qui le régime devait composer pour des raisons économiques : après la conquête du droit syndical en 1981 (3), elle obtint celui de résider à titre permanent en « zone blanche », dans des *townships* (ghettos) administrées par des municipalités noires élues ; en contrepartie, l'État blanc, cessant ses subventions, lui imposait l'autofinancement local.

La réforme échoua quand cette « élite », exigeant le droit de vote sur le plan national, boycotta les élections municipales et se révolta contre la hausse des loyers et des charges décrétée par les conseils municipaux fantômes sortis des urnes. Discrédités et souvent décimés par la révolte, ceux-ci n'ont jamais pu reprendre un rôle notable.

Le pouvoir blanc se tourna alors vers la seule autre catégorie de Noirs susceptibles d'accepter un simulacre de partage du pouvoir : les dirigeants des bantoustans. En janvier 1986, M. Pik W. Botha annonça la création d'un Conseil national où les chefs des six bantoustans « autonomes » siégeraient en compagnie de neuf maires noirs et de quinze blancs. Or, au même moment, et pour la première fois de leur histoire, les bantoustans s'embrasaient (4) : entre décembre 1985 et juin 1986, la lutte contre l'incorporation des 120 000 habitants de Moutse au KwaNdebele et contre l'« indépendance » que Pretoria voulait imposer à ce bantoustan fit 160 morts ; entre février et avril 1986, la police tua une quinzaine de Noirs à Winterveld, au BophuthaTswana, 5 au KaNgwane et 50 au Lebowa, dont P. Nchabeleng, président du Front démocratique uni (UDF) pour le Nord-Transvaal, tandis que, au KwaZulu, s'amplifiait la guerre – sanglante depuis le 28 août 1984 (5) – entre les partisans de M. Gatsha Buthelezi, « premier ministre » du KwaZulu, chef du mouvement Inkatha et ceux de l'UDF alliée à la centrale syndicale COSATU.

Grèves et insurrections

MALGRÉ l'extension de l'état d'urgence aux six bantoustans « autonomes », le 12 juin 1986, leurs dirigeants, sensibles à l'affaiblissement du pouvoir blanc et à la brusque montée des luttes chez eux, refusèrent à tour de rôle de siéger au Conseil national, à commencer par Enos Mabuza, « premier ministre » du KaNgwane, qui avait rencontré le Congrès national africain (ANC) à Lusaka dès le 28 février 1986. Dès lors, une lente évolution se dessinera parmi eux en faveur de l'ANC. En janvier 1989, alors que M. Gatsha Buthelezi reprend le dialogue avec M. Pieter W. Botha, alors président de la République, et fait de la libération de M. Nelson Mandela la seule condition de sa participation au Conseil national, M. Nelson Ramodike, « premier ministre » du Lebowa, veut dissuader ses pairs d'y siéger.

Dans son discours du 2 février 1990, M. Frederik De Klerk n'a pas seulement annoncé la libération de M. Mandela : il a également remercié les maires noirs et les dirigeants des six bantoustans « autonomes » (dont M. Buthelezi fut le seul à être cité nommément) de leur opposition à la « résistance armée ». Un mois plus tard, *« touché par une vague de soulèvements, le système des bantoustans s'écroule tel un château de cartes ou une mini-Europe de l'Est* (6). » Au Venda, le dixième anniversaire de l'« indépendance », le 13 septembre 1983, déclenche des grèves et des boycottages sans précédent : l'insurrection aboutira au coup d'Etat militaire du 5 avril. Au Gazankulu, le 11 février 1990, jour de la libération de M. Mandela, éclate une révolte des jeunes et des fonctionnaires du « premier ministre », M. Hudson Ntsanwisi ; en treize jours, la police abat 28 personnes. Au Ciskei, où depuis plusieurs mois sont renvoyées ou brûlées les cartes d'adhésion forcée au parti unique et où, le 11 février, la police a tué dix manifestants fêtant la libération de M. Mandela, un coup d'Etat renverse, le 4 mars, le président Sebe, au pouvoir depuis 1972. Au BophuthaTswana, le 7 mars, l'on comptait déjà 20 manifestants abattus par la police, notamment à GaRankuwa. La township de Botshabelo est alors en ébullition depuis plusieurs semaines, après son incorporation au QwaQwa. Au KwaZulu, où un millier de personnes avaient péri dans la guerre civile en 1989, l'on déplorait 400 nouveaux morts dans les six premières semaines de 1990.

Le 1er avril 1990, 100 000 personnes acclament M. Mandela au Ciskei, où le général Gqozo vient de prendre le pouvoir ; et ils seront aussi nombreux à le faire, le 22 avril au Transkei, où règne le général Holomisa. Le 5 avril, lorsque M. De Klerk convie au Cap les dirigeants des six bantoustans « autonomes », seuls M. Buthelezi et M. Kenneth Mopeli, « premier ministre » du QwaQwa, se présentent. M. De Klerk accuse l'ANC d'intimidation. Le 7 mai, un nouveau pas est franchi : des six dirigeants, seul M. Buthelezi est absent lors d'une rencontre avec MM. Mandela et Sisulu au siège de l'ANC à Johannesburg. A sa sortie, M. Ramodike arbore un badge de l'ANC, à laquelle il annonce s'être rallié, de même que M. James Mahlangu, l'un des princes du Kwa Ndebele.

Comment changer de pays sans quitter les lieux

L'UN des facteurs les plus récents qui ont contribué à déstabiliser les bantoustans est la réforme des townships. Malgré son échec sur le plan politique, celle-ci a été partiellement mise en œuvre à partir de 1986, notamment au moyen d'un programme de rénovation assorti d'une augmentation des loyers et des charges et d'un renforcement des lois contre les squatters (7). La population insolvable est désormais expulsée vers de nouvelles townships implantées aux abords des bantoustans *(voir l'encadré sur Botshabelo page 25)* et où, dans le cadre d'une économie « informelle » favorisée par la déréglementation (8), elle se mêle aux paysans évincés des dernières « taches noires » subsistant en « zone blanche » et aux ouvriers agricoles renvoyés des fermes blanches pour cause de mécanisation, vieillesse, invalidité, revendication salariale ou tentative de syndicalisation (travailleurs agricoles et domestiques sont exclus des dispositions de la loi syndicale de 1981). Une loi rétroactive, actuellement en discussion au Parlement blanc de Pretoria (9), permettra, d'un trait de plume, sans recours possible aux tribunaux, d'incorporer à un bantoustan les millions de laissés-pour-compte que l'on entasse dans ces nouvelles *townships*. A la déportation des Noirs *manu militari* (plus de 3,5 millions de personnes entre 1960 et 1983), condamnée par l'opinion publique internationale, Pretoria préfère désormais la modification du tracé des frontières : les populations changeront de pays sans changer de place.

Cette nouvelle forme de contrôle des flux de main-d'œuvre, qui n'obéit plus officiellement à des critères racistes, renvoie aux bantoustans – plus massivement encore que l'ancien système fondé sur le *pass* (10) – le coût de reproduction d'une force de travail livrée à la surexploitation et parfois prompte à la révolte, malgré son inorganisation. Véritables poudrières, ces nouvelles townships accroissent les difficultés économiques et politiques des bantoustans.

A cela s'ajoute la rébellion endémique de communautés villageoises traditionnelles qui ont été soit déportées (comme celles de Thornhill et de Potsdam au Ciskei, de Mogopa au BophuthaTswana), soit incorporées dans un bantoustan (telles celles de Peelton au Ciskei, de Bragkleagte et Leeuwfontein au BophuthaTswana, de Moutse au KwaNdebele) ou qui sont menacées de l'être (comme les habitants d'Oukasie, jugée trop proche de la ville blanche de Brits, déportés à Lethlabile, lieu promis au BophuthaTswana).

S'agissant de communautés villageoises, l'attitude des chefs coutumiers apparaît décisive. C'est

Dans le droit fil du racisme

– La loi de 1959 visant à promouvoir l'autonomie (The Promotion of Black Self-Government Act) retire aux Noirs leurs droits – déjà très limités – à une représentation parlementaire nationale ; elle fixe le cadre géographique des huit premiers bantoustans et y renforce le pouvoir des autorités tribales.

– La loi de 1970 sur la citoyenneté des Etats nationaux (The National States Citizenship Act) prévoit que tout « Africain » en Afrique du Sud, quel que soit son lieu de résidence, est citoyen de l'un des bantoustans. Le jour où « son » bantoustan accédera à l'« indépendance », cet « Africain » perdra la nationalité sud-africaine.

– La loi de 1971 sur la Constitution des Etats nationaux (The National States Constitution Act) autorise le gouvernement à instaurer des assemblées législatives dans les bantoustans.

---

(1) Votée le 20 juin 1990, l'abrogation de la loi de 1953 (Reservation of Separate Amenities Act) deviendra effective le 15 octobre 1990.

(2) Cf. *Political Conflict in South Africa*, The Indicator Project, Johannesburg, janvier 1989.

(3) Voir Jean-Pierre Richard, « Le nouvel essor du mouvement syndical non racial », *le Monde diplomatique*, août 1982.

(4) La presse sud-africaine y fit, à l'époque, un large écho : *« L'agitation politique en Afrique du Sud s'est désormais emparée aussi de certaines zones des bantoustans. »* (*Financial Mail*, Johannesburg, 21 mars 1986.) *« A présent, les batailles contre l'apartheid se livrent massivement dans les bantoustans et menacent les fondations mêmes du « grand apartheid. »* (*The Star*, Johannesburg, 21 avril 1986.) De son côté, l'ANC, par la voix de son représentant à Luanda, précisait : *« Par le passé, le cœur de la résistance politique s'est situé dans les zones urbaines. Les dix-huit derniers mois ont vu beaucoup de progrès dans la mobilisation et l'organisation de la population rurale noire. Certains bantoustans ne sont pas en désaccord avec nous et nous pouvons les considérer comme des zones semi libérées... Il y a beaucoup de chefs comme E. Mabuza. Avec le temps, ce phénomène s'amplifiera. »* (*West Africa*, Londres, 5 mai 1986.)

(5) Cf. Ariane Bonzon, « La guerre inavouée du Natal », *le Monde diplomatique*, juillet 1990. Sur la révolte du KwaNdebele, se reporter à l'excellente étude d'Yves Thébault dans *Apartheid, non !*, premier trimestre 1989, pp. 70 à 82.

(6) *South*, quotidien publié à Johannesburg, 8 mars 1990.

(7) La loi antisquatters de février 1989 (The Illegal Squatting Act) renforce celle de 1951 qui habilitait les autorités à expulser les squatters et à démolir leurs abris sans préavis. Elle interdit de saisir les tribunaux avant la fin de la démolition. On estime à 8 millions le nombre de personnes concernées.

(8) La loi de 1989 sur la « suspension des restrictions aux activités économiques » (*The Temporary Removal of Restrictions on Economic Activities Act*) permet au président de suspendre, dans une zone prescrite, l'application de toute loi, accord ou règlement en matière de droit du travail ou du commerce.

(9) Projet de loi sur la « modification des frontières des territoires autonomes » (The Alteration of Boundaries of Self-Governing Territories Bill).

(10) Ce passeport intérieur a été supprimé le 1er juillet 1986.

Dans la presse étrangère

L'Afrique au secours du Libéria ?

RÉUNIS les 6 et 7 août à Banjul (Gambie), les sept pays membres (1) du Comité de médiation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lançaient un appel pressant au cessez-le-feu au Libéria, ensanglanté par sept mois de guerre civile opposant les rebelles du Front national patriotique (NPFL) de Charles Taylor au régime du président Samuel Doe. Ils décidaient également l'envoi d'une force d'interposition avec pour objectif de *« maintenir la paix, rétablir l'ordre public* et *veiller au respect du cessez-le-feu »*. Bien qu'historique et sans précédent – *« c'est la première fois en effet que des chefs d'Etat africains* (...) *passent outre au principe de l'OUA sur la non-immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat membre »* (Fraternité Matin, Abidjan, 9 août), – cette initiative n'a pas mobilisé l'opinion publique en Afrique occidentale francophone.

La plupart des pays émettaient des réserves et faisaient preuve de scepticisme tandis que le Burkina-Faso désapprouvait la démarche, le chef de l'Etat, le capitaine Blaise Campaoré, estimant que le Comité *« n'a nullement compétence pour connaître des conflits internes aux Etats, mais entre les Etats »*, et mettant en garde *« contre une éventuelle extension de ce conflit interne si toutefois l'envoi de cette force était maintenue contre la volonté du peuple libérien frère »* (Sidwaya, Ouagadougou, 14 août).

Certes, *« le principe de l'envoi d'une force de contrôle du cessez-le-feu à venir ne peut être que salué et applaudi* (...). *Quel que soit le moment choisi* (...) *l'initiative s'avère noble et louable* (...) *face à la tragédie qui continue à se dérouler à nos portes. Le constat était certes clair qu'une véritable boucherie s'était installée à Monrovia, mais la gravité du phénomène n'avait d'égal que le silence gênant et complice »* (Fraternité Matin, Abidjan, 9 août). Cependant l'efficacité de l'opération est mise en doute.

D'une part, le déploiement de la Force de maintien de la paix (2) nécessite une première mise de fonds de 50 millions de dollars alimentée par une contribution volontaire des seize Etats membres de la CEDEAO. Or ces Etats *« sont dans l'incapacité de financer cette force. Et les pays africains devant envoyer des militaires sont frappés de plein fouet par la conjoncture économique (...). Le déplacement ne pourra être effectif qu'avec l'appui financier des Nations unies et de la Croix-Rouge internationale. L'Afrique compte une fois de plus sur l'extérieur pour remplir une mission africaine »* (le Sahel, Niamey, 15 août).

D'autre part, *« les troupes rebelles de Charles Taylor n'ont pas attendu (...) pour rejeter toute forme d'intervention. Elles craignent, à tort ou à raison, que cet envoi ne débouche, au bout du compte, sur le* statu quo, *c'est-à-dire un nouveau répit accordé au régime en place.* [Or] *Samuel K. Doe est tellement discrédité que l'éventualité de son maintien n'est pas envisageable »* (le Soleil, Dakar, 7 août).

En attendant, des centaines de milliers de réfugiés libériens ont gagné les pays voisins, en particulier la Côte-d'Ivoire *(lire à ce sujet l'article de Michel Galy dans* le Monde diplomatique *de juillet 1990)* et la Guinée. *« Ils ont été reçus par les populations guinéennes qui ont accepté de les héberger et de partager avec aux leurs maigres ressources »* (Horoya, Conakry, 4 août).

« Si la CEDEAO est frappée d'impuissance à arrêter cette tuerie grandeur nature, on s'émeut de la passivité des grandes puissances occidentales dont les médias s'alimentent de l'horreur de cette guerre civile. C'est que ce « petit pays perdu » d'Afrique ne présente pas les mêmes intérêts économiques, stratégiques et politiques que le Golfe. » Or ce sont ces intérêts *« qui déterminent la promptitude des interventions extérieures, surtout quand elles sont l'œuvre des grandes puissances »* (le Soleil, Dakar, 7 août). En témoigne, *a contrario*, la présence inerte, depuis des semaines, au large des côtes du Libéria, de six navires de guerre et 2 300 marines américains.

CHRISTIAN DE BRIE.

---

(1) Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Nigéria, Sierra-Leone, Togo.

(2) Environ 2 700 hommes provenant des pays suivants : Ghana (1000), Nigéria (700), Guinée (550), Sierra-Leone (350) et Gambie (105).

SIDWAYA

le soleil



HOROYA

en effet autour d'eux que s'articule la résistance : ainsi, à Bragklaegte, où le chef Sebogodi était persécuté avant même le meurtre de neuf policiers par les villageois, le 1er juillet 1989 ; au KwaNdebele, où la famille royale, alliée aux jeunes « camarades » (partisans de l'ANC), lutte contre l'« indépendance » ; au KaNgwane, où le « premier ministre » Mabuza, hostile au système des bantoustans et à leur indépendance, a refusé en 1982 que son bantoustan fût cédé par Pretoria au Swaziland ; au KwaZulu, où M. Gatsha Buthelezi, pourtant installé par Pretoria et partisan des bantoustans, a toujours refusé l'« indépendance ».

La chefferie est devenue un enjeu majeur dans la lutte d'influence qui oppose l'ANC à Pretoria. Créé en juin 1987 lors de la révolte du KwaNdebele, un Congrès sud-africain des dirigeants traditionnels (CONTRALESA) affirme représenter la majorité des 670 chefs coutumiers du pays. Ses dirigeants, dont le frère du général Holomisa au pouvoir au Transkeï, ont rencontré l'ANC en août 1989. Malgré l'hostilité de M. Buthelezi envers le CONTRALESA, celui-ci regroupe déjà 102 chefs zoulous en mai 1990, dont le prince royal Mcwayizeni et M. Maphumolo, président du CONTRALESA, qui fut contraint de se réfugier au Transkeï après qu'on eut brûlé sa maison au KwaZulu le 4 avril dernier. Au Transkeï, le régime militaire a pris un tournant décisif le 1er octobre 1989, lors des funérailles du roi xhosa Sabata, qui avait rejoint l'ANC en exil en 1980. Lui-même fils d'un grand chef xhosa, M. Nelson Mandela s'est excusé le 22 avril, devant les chefs coutumiers du Transkeï, de ce que les jeunes aient pu présenter la chefferie et l'ANC comme incompatibles.

Les chefs coutumiers pris dans l'étau

AVEC l'essor des luttes populaires et l'affaiblissement du pouvoir blanc, la chefferie se divise, notamment au KwaZulu et au Transkeï, et des rivalités éclatent au sommet. Cinq coups d'Etat militaires sont survenus en deux ans et demi (11). Pour avoir été formés par Pretoria, les jeunes officiers qui ont renversé les dirigeants « historiques » du Venda, du Transkeï et du Ciskeï n'en sont pas moins conscients des revendications démocratiques de la jeunesse. Aujourd'hui, tous les dirigeants des bantoustans, sauf MM. Lucas Mangope et Gatsha Buthelezi, qui s'accrochent à leur base de pouvoir tribale, appellent au démantèlement du « grand apartheid », non sans être pris dans un nœud de contradictions auxquelles n'échappent ni le pouvoir blanc ni le mouvement démocratique.

Ainsi au Transkeï, dans l'année qui suivit son coup d'Etat de 1987, le général Holomisa n'hésita pas à réprimer grève postale et boycottage scolaire ; mais aujourd'hui, il pourfend la corruption de son prédécesseur, prépare un référendum contre l'« indépendance » imposée en 1976, envisage de légaliser les syndicats, accueille à bras ouverts MM. Sisulu et Mandela. Confronté en mars dernier à la révolte des habitants de Matsulu incorporés de force au KaNgwane en 1987, le « premier ministre » de ce bantoustan, M. Enos Mabuza, soutenu par l'ANC, a dû les laisser réintégrer l'Afrique du Sud ; et quand les jeunes de son bantoustan ont demandé sa démission, l'UDF les a mis en garde contre l'« opportunisme », précisant que la « débantoustanisation » devait s'effectuer avec méthode.

De même au Gazankulu, M. Hudson Ntsanwisi ne doit d'avoir conservé le pouvoir, qu'il détient depuis 1969, qu'à sa rencontre avec M. Mandela, après neuf semaines de révolte populaire contre sa tyrannie. Au Lebowa, alors que le « premier ministre » Nelson Ramodike était accusé d'avoir armé des milices pour venir à bout de l'agitation en cours depuis octobre 1989, la médiation, en janvier 1990, de religieux proches de l'UDF a eu pour effet de le remettre en selle.

En raison de la conjoncture politique nationale et internationale, les moyens dont dispose Pretoria pour reprendre le contrôle des bantoustans sont désormais limités. Cette année, au Ciskeï et au Venda, il n'y a pas eu envoi de parachutistes pour restaurer les dictateurs renversés par des généraux, comme cela avait été le cas au BophuthaTswana en 1988. Certes, le général Holomisa, « président » du Transkeï, accuse Pretoria de vouloir l'assassiner et lui couper les vivres ; et au KaNgwane, M. Mabuza se dit victime d'une guerre financière qui viserait à plonger son bantoustan dans l'anarchie. Mais une offensive plus appuyée du pouvoir blanc contre les dirigeants des bantoustans ne risquerait-elle pas de les pousser plus vite encore dans les bras de l'ANC ?

Même si le Congrès national africain parvient à les inclure dans son équipe de négociation, on voit mal comment les actuels dirigeants des bantoustans pourraient défendre les vrais intérêts de leurs populations, composées pour l'essentiel (sauf au Ciskeï, plus urbanisé), d'une paysannerie inorganisée et massivement privée de terre et de bétail (12). Quelque soixante mille fermes blanches disposent de 77 millions d'hectares, contre 17 millions – des plus arides – alloués aux dix bantoustans. Ce n'est pas le million d'hectares dont Pretoria s'avise soudain qu'il pourrait le louer à des paysans noirs (13) qui suffirait à résoudre le problème agraire – l'un des plus ardus dans la perspective d'un règlement négocié en Afrique du Sud. Aussi l'ANC a-t-elle inscrit la question agraire au programme de recherche qu'elle met sur pied au Centre for Development Studies (CDS) à l'University of Western Cape, au Cap. Et c'est bien parmi les fermiers blancs que les extrémistes de droite opposés à la politique de M. De Klerk recrutent leurs partisans les plus déterminés.

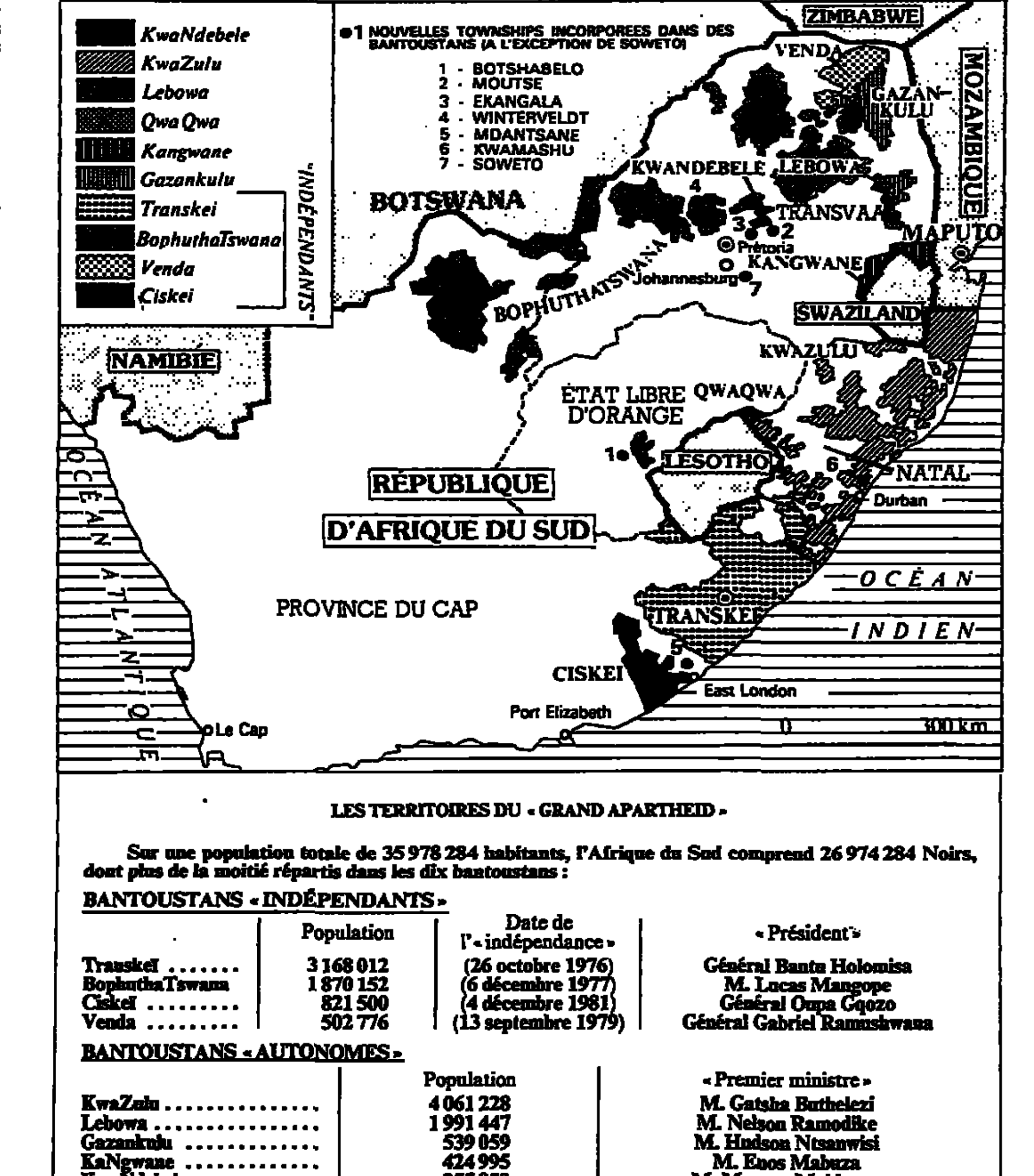
Le « grand apartheid » avait aussi pour objet de parachever la destruction de l'agriculture des Noirs afin d'accroître leur dépendance alimentaire et la disponibilité de la main-d'œuvre pour les fermes des Blancs, leurs mines, leurs usines, leurs cuisines. Pendant vingt ans, le projet a été mis en œuvre de manière systématique au travers de la politique des bantoustans. L'objectif est atteint. A présent que ce système s'effondre, on mesure l'ampleur de la question agraire et la minceur des projets de réforme en ce domaine.

JEAN-PIERRE RICHARD.

(11) En septembre et en décembre 1987 au Transkeï ; le 4 mars 1990 au Ciskeï ; le 5 avril 1990 au Venda. Le 12 février 1988, des parachutistes sud-africains ont rétabli au pouvoir M. Lucas Mangope, « président » du BophuthaTswana, renversé la veille par un coup d'Etat militaire.

(12) Aujourd'hui, la moitié des Noirs vivent dans les bantoustans ; les autres demeurent, pour un tiers, sur les fermes des Blancs et, pour deux tiers, dans les townships.

(13) Il s'agit de terres appartenant au Fonds sud-africain de développement (SADT), aujourd'hui louées – pour moitié – exclusivement à des fermiers blancs. Voir le magazine sud-africain *Financial Mail*, 25 mai 1990.





LES TERRITOIRES DU « GRAND APARTHEID »

Sur une population totale de 35 978 284 habitants, l'Afrique du Sud comprend 26 974 284 Noirs, dont plus de la moitié répartis dans les dix bantoustans :

BANTOUSTANS « INDÉPENDANTS »

	Population	Date de l'« indépendance »	« Président »
Transkeï	3 168 012	(26 octobre 1976)	Général Bantu Holomisa
BophuthaTswana	1 870 152	(6 décembre 1977)	M. Lucas Mangope
Ciskeï	821 500	(4 décembre 1981)	Général Oupa Gqozo
Venda	502 776	(13 septembre 1979)	Général Gabriel Ramushwana

BANTOUSTANS « AUTONOMES »

	Population	« Premier ministre »
KwaZulu	4 061 228	M. Gatsha Buthelezi
Lebowa	1 991 447	M. Nelson Ramodike
Gazankulu	539 059	M. Hudson Ntsanwisi
KaNgwane	424 995	M. Enos Mabuza
KwaNdebele	255 853	M. Masana Mahlangu
QwaQwa	196 551	M. Kenneth Mopeli

Source : Race Relations Survey 1988-1989, South Africa Institute of Race Relations, 1990.

80 % DE CHOMEURS

Botshabelo, ville nouvelle

BOTSHABELO : dans ce « camp de réinstallation » créé en mai 1979 en pleine lande à 55 kilomètres à l'est de Bloomfontein, s'entassent déjà 700 000 Noirs : ouvriers agricoles chassés des fermes blanches de la province d'Orange, minorité sotho dont M. Lucas Mangope ne veut pas dans son BophuthaTswana, squatters et autres résidents insolvables expulsés des townships plus anciennes. Ils constituent un réservoir captif de main-d'œuvre.

Une quarantaine d'usines, dont 17 de Taïwan, 2 de Hongkong et 4 d'Israël, s'y sont implantées pour profiter des exonérations et des subventions de l'Etat. Pour leurs quelque 6 000 employés, les salaires sont le sixième du salaire minimum fixé par les conventions du travail ailleurs en Afrique du Sud ; mais les syndicats sont interdits à Botshabelo...

En mai 1990, des représentants des travailleurs de Botshabelo ont accusé M. Kenneth Mopeli, le premier ministre du QwaQwa, de « *leur manger une partie de leurs 15 ou 20 rands (1) de salaire hebdomadaire* » (*New Nation*, 1er juin 1990). Le taux de chômage est évalué à 80 %. Il n'y a ni culture ni élevage possible, ni arbres, ni herbe, aucune route goudronnée, aucun équipement de loisir. Les points d'eau sont rares. 99,5 % des habitants n'ont pas l'électricité. On compte en tout une dizaine de téléphones. 30 000 habitants travaillent dans les mines d'or de la province et reviennent chez eux une fois par mois ; 25 000 vont travailler tous les jours à Bloomfontein. 5 000 autres travaillent sur place, à creuser puits et fossés, à ramasser les ordures, etc. 70 % de la population ont moins de trente ans.

Incorporé au QwaQwa en décembre 1987, Botshabelo a triplé la population de ce minuscule bantoustan distant de 330 kilomètres !

« *IL y a beaucoup de Botshabelo en gestation*, écrivait le journaliste sud-africain Allister Sparks dans *The Star* du 8 avril 1987, *en vertu de la nouvelle politique d'« urbanisation ordonnée » qui consiste à bloquer la croissance des townships déjà existantes et à développer une « squatterisation contrôlée » sur des sites présélectionnés, à une distance antiseptique des grandes villes. On implante des zones industrielles à proximité de ces sites et, conformément à la politique de « décentralisation économique », on y attire des industries grâce à des subventions massives. L'Etat a créé 49 sites de ce type.* »

Certains, outre Botshabelo, ont déjà été incorporés aux bantoustans :

– 3 townships comptant chacune environ deux millions d'habitants : KwaMashu, près de Durban, cédé au KwaZulu en 1977 ; Mdantsane, créé en 1963 à 20 kilomètres d'East London, cédé au Ciskeï ; Winterveldt, à 40 kilomètres de Pretoria, incorporé au BophuthaTswana en 1978, bien que peuplé à 80 % de non-Tswanas.

– Ekangala, créé en 1980, qui compte aujourd'hui 12 000 habitants et pourrait en compter cent fois plus en l'an 2000, incorporé au KwaNdebele le 2 décembre 1987, de même que Moutse, une ville très voisine.

En 1990, le pouvoir blanc projette de créer près de Rustenburg, à la frontière du BophuthaTswana, une nouvelle township susceptible d'accueillir un million de Noirs.

J.-P.R.

(1) 1 rand = 2,20 francs environ.

LA PAIX SANS LA CROISSANCE

Le Tchad mal remis de ses années de feu

QUINZE années de guerre ont achevé de ruiner l'économie tchadienne. « Reconstruction » est devenu le mot d'ordre, mais sans qu'un véritable projet de développement laisse espérer une fin prochaine de la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Les populations sont quasiment livrées à elles-mêmes, tant les ressources de l'Etat sont modiques. Dans ces conditions, parler d'ajustement structurel et de libéralisation de l'économie tient du discours surréaliste...

Par SOPHIE BESSIS *

Femmes et hommes sont tous les jours aux champs, profitant des pluies, poussant devant eux les attelages ou labourant le sol à la houe. Dans certaines zones, le mil est déjà haut et le riz sort de terre ; chèvres et volailles divaguent en abondance dans les villages. Scènes des travaux et des jours dans le sud du Tchad. Comme dans n'importe quelle région de l'Afrique sahélienne au début de la saison pluvieuse. Après plusieurs années consécutives de bonnes récoltes et une vigoureuse reprise de la culture cotonnière, les greniers sont remplis ; et la contrebande avec le Cameroun et le Nigéria voisins se porte à merveille, stimulant un commerce qui se limite toutefois aux principales agglomérations.

L'extrême délabrement des routes et des bâtiments publics, des écoles et des structures sanitaires, quand elles existent, le naturel avec lequel tout porteur d'uniforme balance, sur son épaule, sa kalachnikov, rappellent toutefois que le Tchad n'est pas encore un pays tout à fait comme les autres. La paix est certes revenue depuis huit ans, et N'Djamena, la capitale, ne compte plus beaucoup d'immeubles criblés de balles pour évoquer le temps, pas si lointain, où les troupes adverses s'affrontaient dans ses rues. Mais quinze ans de conflits, dont quatre de guerre civile ouverte, ont fini d'épuiser un pays déjà pauvre qui se remet difficilement de ses années de feu.

Si, au sommet, l'Etat fonctionne désormais à peu près, les tâches demeurent immenses, et l'un des maîtres mots de la « III[e] République » du président Hissène Habré est la « reconstruction ». Entreprise gigantesque quand on prend la mesure des manques de ce pays de 5,5 millions d'habitants, à demi désertique, et enclavé au cœur du continent. Les ruraux représentent 80 % de la population, l'agriculture et l'élevage près de la moitié d'un produit intérieur brut (PIB) légèrement inférieur à 350 milliards de francs CFA en 1989 (1). Le Tchad est d'ailleurs considéré comme l'un des Etats les plus déshérités de la planète et participe en septembre, à Paris, à la conférence sur les pays les moins avancés (PMA).

Le plus préoccupant peut-être est qu'on n'y voit nulle trace de mobilisation réelle des habitants autour d'un projet de développement. Une conséquence sans doute de l'individualisme né des années de guerre, les gens ayant trouvé refuge dans le renforcement des solidarités claniques et familiales, et du scepticisme qu'éprouvent les citoyens après une longue période d'anarchie devant un Etat émergeant des décombres. Car ce dernier n'a encore fait la preuve ni de sa compétence ni de sa volonté d'en finir réellement avec les séquelles de la guerre intérieure. La permanence, au nord, des structures féodales et, au sud, des chefferies traditionnelles, ainsi que le très faible niveau de formation et le manque d'organisation des forces sociales et politiques favorisent en outre une certaine inertie peu propice au redémarrage d'une économie effondrée (2).

Déficit et dépendance

IL est vrai que, pour faire face à des besoins innombrables, l'Etat manque cruellement de fonds. En 1989, ses recettes n'ont pas dépassé 28 milliards de francs CFA alors que les seules dépenses du budget de fonctionnement ont atteint 39 milliards, destinés pour 40 % au paiement des salaires des fonctionnaires et des militaires. Un tiers des dépenses sont consacrées à l'armée, proportion officiellement justifiée par la poursuite de la guerre et la nécessité de défendre le territoire contre les incursions des opposants au régime, toujours activement soutenus par Tripoli, à partir du Darfour soudanais.

Le déficit budgétaire dépasse le tiers des recettes totales pour atteindre 3,2 % du PIB. Les recettes ont tendance à stagner, malgré la légère reprise enregistrée depuis 1987, due pour une large part au coton, principale denrée d'exportation (avec les produits de l'élevage), qui se remet progressivement de la chute des cours mondiaux en 1985. Si le déficit de la Cotton Tchad, première société du pays par le chiffre d'affaires, a pu être résorbé grâce à une sévère politique de restructuration, les revenus tirés du coton – culture qui fait vivre 650 000 ruraux et salariés et a procuré, en 1988, la moitié des recettes en devises – n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant 1985.

L'inexistence d'un véritable secteur industriel ainsi que le caractère largement informel de l'économie, accentué par la désorganisation des années de guerre, limitent les ressources traditionnelles de l'Etat : les revenus de la fiscalité, très inférieurs à ce qu'ils étaient avant 1978, demeurent faibles. Les salariés sont les plus imposés, tandis que la plus grande partie des opérateurs économiques échappent totalement à l'impôt. Le manque à gagner est partiellement comblé par la multiplication des prélèvements parafiscaux exigés au titre de l'« *effort de guerre* » : les fonctionnaires versent annuellement l'équivalent d'un mois de salaire et les commerçants consentent, de temps à autre, des dons leur permettant de poursuivre, sans trop être inquiétés, leurs activités. Enfin, la faiblesse du revenu moyen – 150 dollars par an et par habitant en 1989 (pratiquement identique à ce qu'il était en 1983) – interdit d'espérer une augmentation de l'épargne intérieure, négative depuis 1983.

Avec une balance commerciale et une balance des paiements structurellement déficitaires – le taux de couverture des importations par les exportations n'est que de 50 % – et un service de la dette qui absorbe 13 % des ressources budgétaires propres pour un endettement extérieur de 80 milliards de francs CFA, on comprend que l'Etat n'ait pas un sou à consacrer aux investissements productifs ni à l'amélioration des services sociaux.

Tout, de la construction d'une salle de classe au bitumage du moindre kilomètre de route, dépend de l'aide extérieure, qui est devenue un des « secteurs » les plus importants de l'économie tchadienne. Oscillant, selon les années, entre 70 et 90 milliards de francs CFA, dont un peu plus de la moitié sous forme de dons, elle représente plus de 20 % du PIB, ce qui la place au second rang après l'agriculture et l'élevage. Présents sur tous les terrains, possédant une logistique et des moyens sans commune mesure avec les capacités nationales, les donateurs étrangers interviennent à tous les échelons de la décision et orientent pour une bonne part la conception de la politique de développement.

La France arrive toujours en tête. Sans compter une assistance militaire qui continue d'être importante pour la logistique de l'armée tchadienne, doublée d'une présence physique ayant une fonction essentiellement dissuasive à l'égard de la Libye, ce qui donne à certains quartiers de la capitale des allures de ville de garnison française, l'aide civile de la France a représenté, en 1989, plus du quart de la totalité des financements extérieurs (3).

La Banque mondiale, après avoir financé, avec Paris, la restructuration de la filière coton, intervient dans des secteurs-clés comme les infrastructures et l'éducation. Ici, une tentative de reboisement depuis longtemps retournée au néant ; là, un immense panneau annonçant l'imminence d'une spectaculaire opération, attestent que les « projets » pullulent sans que l'on puisse toujours en saisir la logique. Si l'aide étrangère a soulagé par le passé quelques situations dramatiques et continue d'apporter une assistance précieuse, quoique très insuffisante, en matière de santé ou d'éducation, elle n'a guère jusqu'à présent contribué à relancer la croissance. Peu orientés vers les secteurs productifs, la plupart des projets qu'elle finance font appel à des biens et à des services importés et à du personnel expatrié. On a ainsi calculé que 30 % des importations tchadiennes sont imputables à son fonctionnement. Lourde charge pour un pays auquel on demande de cesser de vivre au-dessus de ses moyens.

La voie étroite du développement

LE plan d'orientation pour les années 90 élaboré par le gouvernement et présenté à la table ronde des bailleurs de fonds du Tchad organisée à Genève les 19 et 20 juin dernier apportera peut-être un peu de cohérence à la diversité d'une assistance qui manque pour le moins d'homogénéité. Il tente en tout cas de définir une voie étroite de développement entre la nécessité de restaurer les équilibres financiers par la poursuite de la politique d'ajustement structurel et l'impératif d'une relance économique fondée sur une plus grande valorisation des ressources matérielles et humaines.

Des potentialités existent et, outre le pétrole dans lequel le gouvernement place les plus grands espoirs pour desserrer la contrainte extérieure, l'agriculture – au sud du moins – pourrait dégager, en dehors du coton, d'importants excédents vivriers susceptibles de nourrir une population qui s'accroît au rythme de 2,3 % par an, à condition de bénéficier d'un appui qui lui a par le passé trop souvent fait défaut. En attendant, la faiblesse des prix à la production, les difficultés de commercialisation dues à la quasi-absence de voies de communication, le manque de crédits – 0,2 % seulement des crédits bancaires ont été destinés au cours des dernières années à l'agriculture hors coton, – le faible niveau d'organisation du monde paysan, empêchent les agriculteurs d'entamer l'intensification qui réduirait une pression sur les terres commençant à devenir préoccupante.

Vu l'ampleur des besoins, le plan accorde aussi la priorité à la santé et à l'éducation d'une population à 70 % analphabète et dont l'espérance de vie ne dépasse pas quarante-sept ans. Mais avec quels moyens, compte tenu du fait que l'aide extérieure n'augmentera pas sensiblement durant les prochaines années ?

La libéralisation à laquelle les responsables, pressés par les bailleurs de fonds, semblent se convertir permettra, espère-t-on, d'attirer les fonds introuvables dans les caisses de l'Etat. Dans les domaines éducatif et sanitaire, le concept très en vogue de « participation des populations » se limite pour l'heure à un moyen commode de leur faire payer les services de base que la puissance publique est incapable de leur fournir. En matière économique, on souhaite voir se développer un secteur privé national appelé à prendre la relève d'un « tout-Etat » au demeurant bien théorique.

Encore faudrait-il pour ce faire que l'environnement s'y prête dans un pays qui souffre d'être à la fois insuffisamment administré et trop étroitement surveillé, malgré les progrès enregistrés depuis 1982.

Mais la tentative de coup d'Etat menée en avril 1989 par trois des plus proches collaborateurs de M. Habré, suivie d'une brutale répression, a aggravé l'obsession sécuritaire du régime et renforce une présence militaire de plus en plus mal supportée par une population qui, surtout au sud pourtant massivement rallié (4), a tendance à voir dans cette armée majoritairement composée de membres de l'ethnie du président, les Goranes, une véritable force d'occupation multipliant les contrôles et rançonnant à l'occasion.

L'absence de liberté, la promulgation d'une Constitution en décembre 1989 et la tenue d'élections législatives en juillet dernier avec pluralité des candidatures relevant plus du formalisme que d'une véritable avancée démocratique risquent de mettre à mal le réel consensus existant autour du président Hissène Habré.

Si l'ensemble des Tchadiens, fatigués de la guerre, aspirent à la sécurité, ils ne semblent pas prêts à accorder tout leur crédit à un pouvoir encore peu disposé à leur donner des droits. Autant que la pauvreté et le retard accumulé au cours des décennies troublées, cet attentisme est un obstacle au développement.

CUEILLETTE DU COTON A DANAMADJI (MOYEN-CHARI)
Seule source de revenus pour des centaines de milliers de ruraux

GADMER-CIRIC

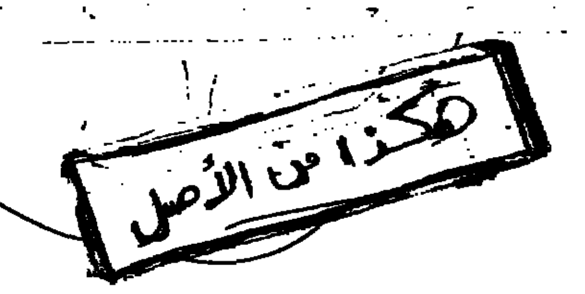
* Journaliste.

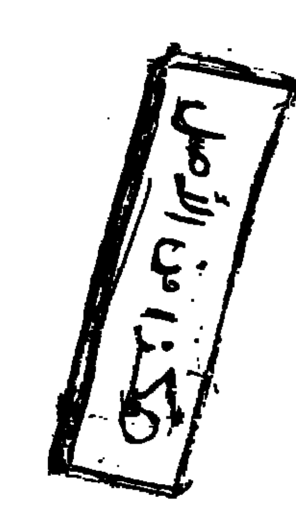
(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.

(2) Lire Thierry Michalon : « L'impuissance d'un Etat fictif », *le Monde diplomatique*, septembre 1983.

(3) Lire Paul-Marie de La Gorce : « Risques accrus d'intervention étrangère au Tchad », *le Monde diplomatique*, février 1987.

(4) Sur les différences entre Nord et Sud, lire Gérard Galtier : « Culture arabe et culture africaine : comment reconstruire l'Etat tchadien », *le Monde diplomatique*, novembre 1984.





CLÉS POUR COMPRENDRE UNE TRAGÉDIE

1940, les origines de la défaite

Par MARC FERRO *

SYNDROME de Vichy, syndrome de la défaite, en vérité ces deux phénomènes sont associés, et il a fallu attendre plusieurs décennies pour que des chercheurs, pas nécessairement étrangers ou nés après les événements, abordent ce drame les yeux ouverts, quitte à verser encore du sel sur nos plaies.

C'est en effet à un chercheur français chevronné, qui avait vingt ans lorsqu'il fut mobilisé comme aspirant d'infanterie, qu'on doit la plus rigoureuse analyse des origines de la défaite. Longtemps directeur de *la Documentation française*, Jean-Louis Crémieux-Brilhac a eu la possibilité d'accéder à des fonds d'archives inédits ; il y chercha la réponse à ce qui l'avait hanté dès son adolescence. Son âge, joint à cette compétence, lui a permis de jouer sur un double registre : celui de son expérience vécue, qui l'a détourné des jugements anachroniques ou péremptoires et, en même temps, il a pu nous faire bénéficier d'un lent mûrissement de ses fruits. Car il a tout lu, et c'est un régal de noter avec quels scrupules il ajoute son propre apport à l'édifice déjà construit par ses devanciers, notamment sur les aspects politiques et psychologiques de la « drôle de guerre », sur les manœuvres diplomatiques et parlementaires, innovant alors, et de façon essentielle, sur un autre aspect de la guerre, celui du deuxième front, celui du monde industriel, celui des armées (1).

Tout cela est admirablement maîtrisé et constitue, en matière d'édition, l'événement-choc de l'année : un classique qui prend la suite des Paxton, Duroselle, de quelques autres.

En dénommant son premier tome *la Guerre, oui ou non*, Jean-Louis Crémieux-Brilhac plante son décor et son envers. Cette guerre, une fois déclarée, *« à reculons »*, comme on a dit, quels efforts ne commit-on pas pour éviter de la faire ! Avant même qu'elle ait éclaté, Litvinov jugeait, avant d'être remplacé par Molotov, que Georges Bonnet pouvait parler de temps en temps de la situation politique (à l'ambassadeur d'URSS), afin de pouvoir dire à l'opposition qu'il était en contact et en consultations avec l'URSS. Mais Bonnet était *« aussi peu enclin à aider la Pologne, la Roumanie ou qui que ce soit d'autre en Europe orientale qu'il l'était à aider la Tchécoslovaquie »*. Et ils sont nombreux, derrière lui ou à côté, les Flandin, Laval, Monzie, Pietri, Mistler, etc., à chercher, comme dit le vieux Lloyd George, qui n'est pas si loin d'eux, *« un nouveau Munich »*. Une fois la guerre engagée, Gamelin tient des propos aussi graves : il n'a rien fait pour aider la Pologne, et ajoute : *« Périssent la Yougoslavie, la Roumanie, la Finlande, si nous devons gagner la guerre. »* Certes, mais cette stratégie du recul, de la dérobade, en vue d'une guerre économique et longue, ne brise-t-elle pas le moral de la nation ?

On s'en aperçut, mais trop tard. Il ne fallait pas provoquer l'ennemi pour ne pas attirer de représailles : ne pas le bombarder – car, s'il répondait, la mobilisation s'opérerait mal, etc. Sait-on jamais ; s'il était possible de gagner la guerre sans livrer bataille – par le blocus, l'épuisement de l'ennemi, – quel crime ne serait-ce pas de rechercher un affrontement qui risquerait d'être fatal... Tel est l'état d'esprit, car là-dessus règne une unanimité sourde, Gamelin sachant bien qu'il court au désastre, en mai 1940, lorsqu'il s'élance en Belgique. Mais, là encore, il était trop tard pour ne pas le faire, il ne pouvait plus agir autrement... Dans ces conditions, jugeaient certains, il valait mieux conclure avant le drame. Cette angoisse devant l'inéluctable, Daladier la ressent plus que d'autres : or il est coincé entre les arguments des pacifistes de droite, de gauche, et ceux des réalistes, de droite et de gauche, lui qui observe qu'en guise de guerre longue, on avait une guerre immobile, que débloque brutalement l'épisode finlandais. Un épisode si révélateur.

Car enfin, jusque-là, l'ennemi n'avait jamais été clairement désigné. Est-ce l'Allemagne ? Pour Daladier, oui ; mais Giraudoux, ministre de l'information, voudrait ménager la « bonne » Allemagne. Est-ce le fascisme ? Certes, pour Reynaud. Mais il en est, tel Baudouin, qui jugent qu'on n'a pas à faire la guerre pour changer le régime d'un pays voisin ; et ils sont nombreux, imprégnés de fascisme, à penser que ces régimes ne sont pas si mauvais. Est-ce le bolchévisme ? On le croirait vraiment dès que la Finlande est attaquée : les Anglais rappellent discrètement aux dirigeants français que ce n'est pas avec l'URSS qu'on est en guerre mais avec l'Allemagne nazie. On finirait par l'oublier, à lire la presse de l'époque et à écouter les actualités cinématographiques : au reste, en mai, quand les Français entrent en Belgique, c'est *« pour aller au secours de nos alliés »*, comme si on n'était pas déjà en guerre avec l'Allemagne depuis huit mois...

De cette excitation fébrile contre l'URSS au moment de la guerre de Finlande, qui fait imaginer les opérations les plus folles (d'une double attaque par Petsamo et par Bakou), circonspect et attentif, Jean-Louis Crémieux-Brilhac donne la clef sans se laisser emporter : il montre qu'on ne peut croire vraiment que la France projetait d'attaquer l'URSS, elle *« comptait rester au balcon »* ; mais ce branle-bas était une manœuvre de plus, un signal de plus pour dire à Hitler qu'on avait, au fond, les mêmes ennemis, qu'on a bien compris que le pacte germano-soviétique n'avait été qu'une trêve, et qu'un retournement des Allemands contre l'URSS rencontrerait la compréhension des alliés. Une fois de plus, militaires et politiques cherchaient une paix sans bataille. Mais cela échoua : la Finlande dut signer l'armistice. L'Allemagne n'avait pas bougé, et, après cet échec, Daladier démissionna. Or, en guise de Flandin, ce fut de Paul Reynaud qu'on hérita, une issue due, en grande partie, à l'action de Léon Blum, ce que ne lui pardonnèrent jamais les « mous », durs partisans d'une paix de compromis, ses adversaires pacifistes et notamment ceux de son parti, Paul Faure et Charles Spinasse.

Une inaction corrosive du moral

CERTES, avec Paul Reynaud, on a un homme qui veut faire la guerre, rien que la guerre, qui se voudrait un nouveau Clemenceau ; mais c'est un isolé, sans prise sur l'armée (d'où l'appel à Pétain). Au fond, sa détermination et son pouvoir reposent sur de la glaise. Et, surtout, il arrive trop tard ; son énergie n'apparaît plus que comme de la gesticulation...

AFFICHE POUR LA SOUSCRIPTION AUX BONS D'ARMEMENT (1940)
Un slogan martial cachant mal une profonde détresse

Or, pendant ces six mois où se sont multipliés les complots en faveur de la paix, le moral des mobilisés a commencé à flancher, à ne rien faire. La guerre longue était peut-être une bonne stratégie, mais l'inaction qu'elle impliquait en était la préparation la moins opportune. Elle corroda le moral de tous. A l'arrière, faute d'épreuve, la guerre civile franco-française se développe, au moins dans les milieux dirigeants, et, note Jean-Louis Crémieux-Brilhac avec pertinence, après la défaite, Pétain devient l'expression *« du besoin d'un loyalisme collectif »*.

Pourtant, si le peuple de gauche est fortement imprégné de pacifisme, le pacifisme oppositionnel, d'où qu'il émane, est non seulement minoritaire, mais il ne rencontre pas d'écho. C'est cette conclusion qui se dégage de la partie la plus neuve de cet ouvrage : dans une société française très cloisonnée, les conflits de la classe politique ne parviennent qu'étouffés. Et, pourtant, les Français sont divisés : les paysans envient les gens des villes qui peuvent *« se planquer »* alors qu'eux sont au front, laissant la ferme aux soins de leur femme ; pour sa part, le monde ouvrier est soumis à une rude discipline de travail, que le reste de la société ignore. Seuls les fonctionnaires, les cadres, la bourgeoisie urbaine, échappent aux méfaits de la guerre. Quant aux soldats, ils sont loyalistes, certes, leur cœur y est, mais souvent *« il n'y est qu'à demi »*, au moins avant la bataille, car la succession de défaites politiques, de lâchetés, et cette intolérable inertie les ont démoralisés. Mais que vienne la bataille, et, notamment, sur la Somme, le Français s'est battu, bien battu, comme à la Marne, perdant 100 000 hommes morts au combat en quelques jours, et les Allemands près de 40 000, ce qui donne une mesure.

Pourtant que de fautes commises, non seulement par les hommes politiques cette fois, mais bien par les militaires. Dans deux ouvrages très détaillés, qui examinent les opérations militaires jour après jour, division par division, Pierre Rocolle, saint-cyrien et professeur à l'Ecole de guerre, établit l'inventaire des erreurs commises par les grands chefs, Huntziger essentiellement, mais aussi Gamelin et Vuillemin, à qui incombe, au moins pour une bonne part, l'action désordonnée de l'aviation (2).

Mais s'il est un volet de la défaite qu'on n'avait guère étudié, c'est bien l'arrière industriel. Le coût du réarmement français avait déjà été analysé, et fort bien, par Robert Frankenstein en 1982 (3). Toutefois la situation en 1939-1940, dans les états-majors industriels et à l'usine n'avait pas encore été étudiée, archives à l'appui. Jean-Louis Crémieux-Brilhac montre que, contrairement à une légende, l'industrie a bien fait son travail, notamment grâce à l'action de Raoul Dautry, le « Carnot » d'une guerre perdue. Il mit au pas ces grands patrons, tels les Berliet, ou Renault, rétifs à une conversion vers du matériel militaire qui lui faisait *« perdre de l'argent »*. Cet effort de Dautry arrive, lui aussi, trop tard, et, après la défaite, au procès de Riom, il est difficile de donner créance aux dires de Daladier, lui-même abasourdi par une défaite due aux chefs qu'il a choisis... Ce fut la pagaille française qui causa la débâcle... inaccessible en son incohérence, car, côté allemand, régnait aussi un certain chaos, vite maîtrisé. La classe ouvrière ne fut pas pour grand-chose dans le retard industriel français : on le savait déjà, ces grèves retardèrent la production des blindés plus que celle des bombardiers et chasseurs. Cette classe ouvrière n'en demeura pas moins en marge, comme exclue, et la contestation communiste y joua le rôle d'un piège qui se referma sur elle, car elle entraîna la répression et plus encore de méfiance à l'encontre de ces travailleurs. D'une certaine façon, il leur est rendu justice, comme aux aviateurs, comme aux soldats.

(1) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *les Français de l'an 40. 1. La Guerre, oui ou non ; 2. Ouvriers et soldats.* Gallimard, Paris, 1990, 2 volumes, 647 pages et 740 pages, 190 F le volume.

(2) Pierre Rocolle, *la Guerre de 1940. 1. La Décadence, novembre 1918-mai 1940 ; 2. La Défaite, 10 mai-25 juin 1940.* Armand Colin, Paris, 1990, 2 volumes, 374 pages et 428 pages, 155 F et 165 F.

(3) Robert Frankenstein, *le Prix du réarmement français*, Paris, 1982.

* Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Autres ouvrages

– Jean-Pierre Azema, *1940, l'année terrible*, le Seuil, Paris, 1990, 380 pages, 110 F. Reprise du feuilleton du *Monde*, paru en 1989, légèrement complété.

– Pierre Lefranc, *la France dans la guerre, 1940-1945, jour après jour*, Plon, Paris, 1990, 720 pages, 250 F. Une chronique très fouillée de la France, aussi bien de la France libre que de Vichy ou de la zone occupée.

– Denis Rolland, *Vichy et la France libre au Mexique. Guerre, cultures et propagande pendant la deuxième guerre mondiale*, L'Harmattan, Paris, 1990, 442 pages, 250 F. Il n'est pas de meilleur observatoire possible que le Mexique, où se côtoient réfugiés républicains espagnols, fascistes et nazis, franquistes et Français de Vichy ou de Londres ; on y rencontre Soustelle et Pablo Neruda...

– Dominique Veillon, *la Mode sous l'Occupation. Débrouillardise et coquetterie dans la France en guerre (1939-1945)*, Payot, Paris, 1990, 284 pages, 120 F. Entre la haute couture, qui se perpétue mais change de clientèle, et l'apparition d'une mode populaire, associée aux restrictions, Dominique Veillon propose un essai fort sensible.

« TERRITOIRES A LA DÉRIVE »

Les voix des régions marginales

UNE construction communautaire d'essence néolibérale, qui exalte sans cesse le rôle des « gagnants », risque de laisser définitivement à la traîne ou de marginaliser les régions qui n'ont pas eu la chance de se trouver sur les grands axes ou dans les zones à forte concentration de matière grise, de réseaux de communication, d'activité préexistante d'industrie et de services à forte valeur ajoutée. Il est significatif que le même terme, *« dérive »*, apparaisse dans le titre de deux ouvrages où s'expriment des représentants de collectivités de la « France profonde » qui se considèrent comme laissées-pour-compte par les politiques de Bruxelles : le département de la Loire et la région Aquitaine (1).

Emile Jacquemet et François Bret, à partir de l'exemple de la Loire, département à dominante rurale, récusent notamment les directives communautaires agricoles qui risquent de stériliser des espaces régionaux et des zones périphériques fragiles au profit de la *« chimère d'une Europe abstraite »*. Quant à Gilles Savary, qui replace lui aussi les problématiques territoriales dans un cadre européen et souligne les maladies infantiles des lois de décentralisation de 1982 privilégiant le département aux dépens de la région, il s'interroge sur l'avenir de l'Aquitaine. Et il met en cause l'*« impavide immobilisme de ses élites »*, particulièrement celles de la métropole bordelaise.

C'est pour se faire le porte-parole des régions littorales et périphériques d'Europe que la municipalité de Brest, jumelée avec quatre autres villes portuaires (Cadix, Kiel, Plymouth et Tarente), a lancé une nouvelle revue, *Accès* (2). Au sommaire du premier numéro, des études de Jean-François Devret et Pierre Dommergues ; une évocation de Tarente, où mourut Choderlos de Laclos, par Jacques Cellard ; une présentation de l'action du Crédit local de France au service des collectivités locales par son président, Raymond Douyère, député de la Sarthe, et plusieurs articles de personnalités brestoises, dont le maire, Pierre Maille, et le président de l'université, Firmin Tuffin.

B. C.

(1) Emile Jacquemet et François Bret, *Territoires à la dérive. De l'incohérence française au dirigisme communautaire*, Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales de l'université de Saint-Etienne/Comité d'expansion économique de la Loire, Saint-Etienne, 1989, 267 pages, 130 F ; Gilles Savary, *la Dérive des régions. L'Aquitaine : de la décentralisation à l'Europe*, Vivisques, Bordeaux, 1990, 223 pages, 120 F.

(2) *Accès*, n° 1, Impress 3000, 59, rue de Maubeuge, 75009 Paris.

« THE POLITICS OF RICH AND POOR », de Kevin Phillips

La société américaine se réveille

Par SERGE HALIMI

A sa manière, l'ouvrage de Kevin Phillips démontre la révulsion qui saisit une fraction croissante de l'opinion américaine lorsque celle-ci dresse le bilan des années Reagan (1). Inégalités caricaturales, déclin des classes moyennes laminées par la montée concomitante des millionnaires et des sans-abri, endettement extérieur et recul de la puissance américaine ; le constat n'est pas vraiment nouveau. Comment expliquer alors l'impact du livre et son statut inattendu de best-seller ?

Même si l'auteur ne fait que rassembler les éléments d'un ensemble dont on connaissait déjà les grandes lignes (pauvreté à la Dickens d'un côté, « champagne et framboises » de l'autre), la précision statistique de la démonstration rend l'acte d'accusation tout à fait lumineux. Mais l'intéressant tient surtout au fait que Kevin Phillips n'est pas précisément un apôtre de la lutte des classes : républicain conservateur, il fut l'un des conseillers du président Nixon et l'auteur d'un livre prophétique qui annonçait pour s'en réjouir la résurgence conservatrice des années 70, provoquée par la cristallisation d'un populisme anti-étatiste (2).

Vingt ans plus tard, le cycle se termine et la boucle est bouclée. Portés au pouvoir par le ressentiment des « petits Blancs » écrasés d'impôts à cause de ce qu'ils croyaient être la prodigalité de l'Etat-providence, les républicains encourent à présent le discrédit que justifient la polarisation sociale et le déclin international nés du libéralisme à tout va des années Reagan.

L'analyse sévère de Kevin Phillips illustre ainsi à sa façon une vieille tension de la droite américaine. D'un côté, les conservateurs « à la Nixon », défenseurs de l'Américain moyen, de la stabilité sociale et de la majorité silencieuse. De l'autre, avec M. Reagan, le culte d'un darwinisme économique grâce auquel *« les financiers de Wall Street incarnent les lions de la jungle africaine »*, le laissez-faire des privilégiés se transforme en un *« laissez-nous tranquilles »* censé revitaliser le capitalisme au moyen d'une accélération intentionnelle des distorsions de revenus. M. George Bush se situerait un peu en dehors de cette polarité : il n'adopte ni le populisme de classe moyenne d'un Nixon (ou d'un George Wallace) ni l'agressivité de nouveau riche d'un Reagan. Son *« Amérique plus douce et plus tendre »* a les accents de conciliation sociale auxquels prédispose naturellement la richesse assise de l'actuel président.

LES républicains apparaissent dès lors mal placés pour tirer parti des deux grands mouvements d'opinion qui, selon Kevin Phillips, vont secouer la vie politique américaine des années 90 : d'une part, le ressentiment à l'encontre des superprivilégiés créés ou confortés par les choix économiques des années Reagan-Bush (fiscalité régressive, budgets qui sacrifient les dépenses sociales, déréglementation) ; d'autre part, le mécontentement suscité par le déclin international du pays, l'importance grandissante des investissements étrangers et – surtout – le vichysme économique de certaines élites, prêtes, selon l'auteur, à sacrifier les intérêts de leur pays sur l'autel des sociétés internationales dont elles sont devenues les mercenaires.

Restent les démocrates. Mais là, rien n'est encore joué : instrumentalisés à leur manière par les forces de l'argent et paralysés par une idéologie du consensus que favorise tout un environnement médiatique, ils ont peur de lancer la contre-attaque populiste et nationaliste à laquelle Kevin Phillips les invite. Le succès de son dernier livre, la colère qu'attise le scandale des Caisses d'épargne (3) et certains discours récents de M. Mario Cuomo, gouverneur de l'Etat de New-York, peuvent cependant laisser penser que quelque chose est en train de changer.

(1) Kevin Phillips, *The Politics of Rich and Poor. Wealth and the American Electorate in the Reagan Aftermath*, Random House, New-York, 1990, 262 pages, 19,95 dollars.

(2) *The Emerging Republican Majority*, Arlington House, New-York, 1969.

(3) Voir Jacques Decornoy, « L'exemplaire faillite des Caisses d'épargne américaines », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

Sous la pluie de

Une pauvre vieille femme, sur les marches du temple, s'obstine en vain à crier que l'amour est plus fort que la guerre, plus fort que la mort. Folie, dans ce Japon « computérisé ». Et soudain, la raison vient se ranger de son côté...

COMMENT goûter l'étrange saveur du hasard si on ne se trouve pas sur son passage ? Je me posais une fois de plus la question en franchissant ce matin-là le portail latéral du sanctuaire de Yasukuni, flanqué de ses deux chiens de pierre : celui qui a la gueule ouverte et celui qui a la gueule fermée.

Le nom du sanctuaire était le seul qui me fût familier à mon arrivée à Tokyo, quatre jours auparavant. Les syllabes de Yasukuni avaient trop longtemps rimé avec les exploits des kamikazes de mon enfance pour que je les oublie. C'est ici que ceux « *du vent divin* » sont honorés en permanence avec tous les autres combattants japonais. Or, l'hôtel où j'étais descendu était à cinq minutes de marche du sanctuaire. Et, naturellement, je lui avais réservé ma première visite.

Depuis, j'y retournais chaque jour, très tôt avant mes rendez-vous. Trouver un endroit tranquille n'est pas facile au Japon, à Tokyo moins qu'ailleurs. Je me réservais donc un heure de solitude pour y peaufiner mon programme. Après, je devenais le jouet d'un emploi du temps jusqu'à une heure avancée de la soirée.

Il n'était pas 7 heures, mes trois enfants se hâtaient déjà vers l'école avec leurs petits uniformes et leurs casquettes. J'entendis leurs voix s'éteindre à ma hauteur, puis glousser de plus belle un peu plus loin. Que venait faire ce grand escogriffe à long nez sous les arbres de Yasukuni ? Puis, le manteau vert sombre des cerisiers étouffa leurs rires à l'approche du sanctuaire. En passant devant le *tori* (1) sacré, celui qui sépare le pays des hommes du royaume des dieux, un petit bonhomme inclina gravement la tête vers l'autel en signe de respect.

Sans préavis, la pluie se mit à tomber. La seconde d'avant, il n'y avait que le silence. La seconde d'après, les dalles de la cour luisaient sous l'eau des premières moussons d'automne. Les colombes du parc se dandinèrent vers le couvert des cerisiers et le policier en faction à l'entrée recula jusqu'à sa guérite. Au-delà de la cour, les toits du sanctuaire ressemblaient à deux ailes vert-de-gris déployées sur la charpente. La lumière de deux lanternes de papier dansait dans la pénombre de l'oratoire.

Un vieillard me dépassa et marcha vers l'autel. Les pans du grand dais qui tombait d'une corniche encadrèrent son crâne nu quand il tira la corde d'une cloche pour signaler sa présence aux dieux. Puis il frappa dans ses mains jointes et fléchit la nuque, figé, pendant qu'un vent tiède secouait la popeline blanche. Tête basse, il recula enfin sans se soucier des gouttes de pluie qui ricochaient sur son front avec violence.

A quelques dizaines de mètres derrière, des préaux accueillaient les pèlerins désireux de se restaurer. J'étais sur le point de battre en retraite jusque là quand je pris conscience d'une présence toute proche. Une petite vieille était près de moi, tête nue sous la pluie. A peine courbée par le temps, elle se tenait raide, les mains crispées sur les manches de son imperméable jaune vif. Et c'était toujours la même phrase qu'elle semblait répéter, en scandant chaque syllabe.

Le vacarme de la pluie et du vent était tel qu'il noyait les roucoulements des colombes. Mais plus l'averse était drue, plus la vieille parlait fort. Ses cheveux blancs collés sur les tempes par la pluie, elle sautillait d'un pied sur l'autre dans les flaques. Prudemment, je me repliai sur la guérite où le policier abritait son uniforme sous une pèlerine en nylon transparent. Avec son crâne chauve et ses lunettes cerclées de fer, il avait l'air d'un brave homme, peut-être un peu âgé pour être encore en service actif. En tout cas, je fus surpris de constater qu'il savait bien assez d'anglais pour satisfaire ma curiosité :

« Elle ?... Pauvre femme... Un peu folle, je pense...

– Mais que dit-elle ?

– Elle dit : « Mon fils vivant... mon fils vivant »... tous les jours.

– Tous les jours ?

– Oui... Elle vient tous les jours ici répéter : « Mon fils vivant... » Mais son fils mort aux Philippines pendant la guerre... kamikaze... attaque spéciale... Mort. Pas vivant ! »

ENSEMBLE nous observâmes la femme. Sa silhouette solitaire mais jamais immobile dans son vêtement de plastique jaune défiait les couleurs passées du sanctuaire impassible. En quatre jours, j'avais compris que Yasukuni était plus qu'un sanctuaire. C'était la marque d'un certain clivage politique et social entre deux Japon : celui des démocrates et celui des conservateurs, celui des vieux qui ne veulent rien oublier et celui des jeunes qui se moquent bien des souffrances d'antan. Moi, peu m'importait. Ce petit territoire dévolu au souvenir et au rêve, perdu dans une métropole de treize millions d'habitants, appartenait surtout aux enfants et aux vieillards. Il était loin du Japon besogneux et pragmatique dans lequel je me débattais le reste du temps.

Ce matin seulement, je commençais à percevoir l'atmosphère si particulière de Yasukuni : un mélange subtil de pluie, de dévotion silencieuse, et d'austère sensation de malheur. Il avait fallu cette vieille femme, tremblotante et jaune comme une flammèche de vie, seule face à ce sanctuaire qu'elle défiait de toutes ses faibles forces pour me le faire comprendre.

J'aurais dû m'en aller. D'un autre côté, cet être humain au corps sec, travaillé par les ans, qui n'était ni de mon pays ni de ma génération ni de mon sexe, m'était pourtant très proche. Peut-être à cause de son mépris – ou de son amour – de la pluie dans un pays où les parapluies éclosent au premier coup de tonnerre.

Sans un mot, je retraversai la cour vers elle, qui scandait sa brève litanie, et lui touchai l'épaule. Elle sursauta plus vivement que sous l'effet d'une décharge électrique devant ce *gaijin* (2) muet qui lui tendait un parapluie au vinyle inutilisé depuis des jours. Je m'en fus tout de suite pour ne pas troubler ses incantations. Quand je me retournai, elle avait repris sa posture sautillante face à l'oratoire, mais elle se pelotonnait autour du manche du parapluie ouvert. Au passage, le policier, visiblement touché par mon geste, me serra la main en murmurant :

« Merci monsieur... Permettez-moi de me présenter... Mon nom Kawasune.. Kawasune Yoshiro. »

Vingt minutes plus tard, la vieille dame me rejoignit sous les préaux du parc. La contemplation des gouttières, faites de coupelles de cuivre superposées où l'eau perlait de l'une à l'autre, m'absorbait tellement que je ne l'entendis pas venir. Elle était pourtant là, tel un elfe surgi du sol avec l'odeur de la terre moite, tendant le parapluie à bout de bras.

Après l'orage, toute l'humide chaleur de ce début d'automne revenait petit à petit. Ma chemise me collait déjà au dos : un nouveau typhon, le quinzième de l'année, menaçait l'horizon... N'empêche que la petite vieille tremblait de froid. Son vêtement de pluie ne devait pas la protéger de grand-chose. Des frissons couraient le long de son visage et de son cou ridé jusqu'à ses mains couvertes de tavelures et ses jambes ultraminces. « *Elle doit avoir plus de quatre-vingts ans* », pensai-je en regardant ses genoux s'entrechoquer avec violence. Mais quel regard joyeux, intensément vivant, que celui qui me fixait sans ciller ! Et quand un sourire de remerciement naquit sur ses lèvres, force me fut d'admettre que jamais je n'avais vu quelqu'un trembler de froid d'aussi bonne grâce.

Sur la table en bois, il y avait des viennoiseries et deux bols remplis de café chaud. Je venais de les acheter dans une boutique toute proche qui

Dans les revues...

■ **WORLD POLICY JOURNAL.** En dépit des apparences, la crise des nouveaux pays industrialisés. Et aussi l'Inde, le Japon, « l'Amérique latine après la guerre froide ». **(Vol. VII, nº 3, été, trimestriel, 5,75 dollars – 777 United Nations Plaza, New-York, NY 10017.)**

■ **FOREIGN AFFAIRS.** Quelle sécurité nationale demain pour les Etats-Unis ? Des analyses sur la stratégie du Japon et la réforme économique polonaise **(Vol. 69, nº 3, été, cinq numéros par an, 6,95 dollars – 58 East 68 th Street, New-York, NY 10021.)**

■ **EUROP.** En anglais et en français, une livraison réunie par Jacques Stoufflet sur la « genèse d'une maison européenne » ; avec une série d'articles sur les rapports pays de l'Est-CEE, une autre sur le désastre écologique à l'Est et un supplément sur l'Autriche à l'heure des réajustements, préparé par Manuel Lucbert. **(Nº 58, juillet-septembre, trimestriel, 50 F. – 33, rue du Louvre, 75002 Paris.)**

■ **NOUVELLE EUROPE.** Une nouvelle revue, née à l'initiative de Gilles Martinet. Au sommaire de ce numéro consacré à l'unité allemande et à l'équilibre européen, un entretien avec Henri Nallet, ministre de l'agriculture, une évaluation des relations franco-allemandes par Ingo Kolboom et les points de vue d'Hugues Portelli, Pierre Guidoni et Alain Lamassoure sur l'« Ostpolitik » des partis politiques français. **(Nº 2, juin, trimestriel, 60 F. – 8, rue de Penthièvre, 75008 Paris.)**

■ **LES CAHIERS DE LA FONDATION.** Un numéro consacré à « 1993, libre circulation des salariés : conséquences individuelles et collectives ». **(Hors-série juin, 100 F. – Fondation Europe et société, 14, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.)**

■ **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX.** L'unification de l'Allemagne : de l'union économique et monétaire à l'unité politique ; une étude d'ensemble précédée d'une chronologie 1944-1990. **(Nº 637, août, bimensuel, 26 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ **LA REVUE DE L'IRES.** Un numéro comparant les relations du travail, le rôle des syndicats, la démocratie économique et la cogestion dans les entreprises françaises et allemandes. **(Nº 3, printemps-été, trimestriel, 130 F. – IRES, 1, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.)**

■ **CFDT AUJOURD'HUI.** Un sommaire entièrement consacré à des articles sur les pays de l'Est, en particulier quant aux conséquences économiques et sociales de la perestroïka. Lire notamment : « La recomposition de la situation salariale, enjeu décisif de la perestroïka », par Jacques Sapir. **(Nº 96, juin, trimestriel, 70 F. – 4, boulevard de La Villette, 75955 Paris Cedex 19.)**

■ **REVUE FRANÇAISE DE GESTION.** Dossier : « De nouveaux marchés de gestion dans les pays de l'Est ? » : emploi, formation, convertibilité des monnaies, etc. **(Nº 79, juin-juillet-août, 90 F. – 2, avenue Hoche, 75008 Paris.)**

■ **POLITIQUE INTERNATIONALE.** Nombreux articles sur les pays de l'Est et l'URSS et plusieurs études sur Cuba « dans l'œil du cyclone ». **(Nº 48, été, trimestriel, 70 F. – 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75117 Paris.)**

■ **PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE.** Le point sur le Mexique et le Venezuela, crise alimentaire aux Caraïbes, les Indiens de Colombie. **(Nº 96, deuxième trimestre 1990, 55 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ **HISTOIRES DE DÉVELOPPEMENT.** Un numéro spécial consacré à la Chine : problèmes urbains, questions agricoles, l'eau, l'épargne, les organisations non gouvernementales. **(Nº 10, juillet, trimestriel, 70 F. – Institut d'études sociales, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)**

■ **STUDIA DIPLOMATICA.** Long article de Jonathan E. Helmreich sur les tensions, dans les années 50, entre la Belgique, d'une part, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, d'autre part, à propos de l'uranium du Congo (devenu Zaïre). **(Vol. XLIII : 1990, nº 3, bimestriel, 500 F belges. – 88, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.)**

■ **SÉCHERESSE.** Dans le numéro 2 de cette nouvelle revue scientifique et universitaire, le Sahel : la disparition des arbres fourragers et le remède au manque de terre, ainsi que le coût sanitaire de l'eau. **(Vol. 1, nº 2, juillet, trimestriel, abonnement annuel : 280 F. – John Libbey Eurotext, 6, rue Blanche, F-92120 Montrouge.)**

■ **ÉCONOMIE ET HUMANISME.** Un dossier sur l'évolution des réseaux sociaux et économiques informels en Afrique subsaharienne. **(Nº 314, juillet-septembre, trimestriel, 60 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)**

■ **ÉTUDES INTERNATIONALES.** Un article de Bichara Khader sur les échanges économiques entre les deux rives de la Méditerranée **(Nº 35, 2/90, juillet, trimestriel, 3 dinars tunisiens. – BP 56, Tunis-Belvédère 1012.)**

■ **EGYPTE MONDE ARABE.** Premier numéro d'une nouvelle revue que publie au Caire (en français) le Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (CEDEJ). Fruit d'une coopération culturelle franco-arabe, cette livraison est consacrée à l'un des problèmes les plus urgents de la société égyptienne : l'urbanisation. Des modes anciens d'urbanisation aux nouvelles « zones de peuplement » en projet autour du Caire, un panorama très complet sur la recomposition du paysage égyptien. **(Nº 1, quatre numéros par an, 100 F. – PO Box 493, 14, rue Gama'iyyet el Nisr, Mohandessin, Guizah, Egypte.)**

■ **MRAX INFORMATION.** Un dossier sur le racisme en Europe : structures bloquées, discours déchaînés, comptes-rendus des travaux de la journée d'études organisée par le MRAX, à Bruxelles, le 17 mars 1990. **(Nº 59, juin, trimestriel, 100 F belges. – 37, rue de la Poste, 1210 Bruxelles.)**

■ **FUTURIBLES.** L'immigration, facteur d'équilibre démographique : une série de simulations sur le Canada et plusieurs pays européens. Continuité et innovation dans les flux de transport en Europe. **(Nº 145, juillet-août, mensuel, 50 F. – 55, rue de Varennes, 75341 Paris Cedex 07.)**

■ **HOMMES ET MIGRATIONS.** Etudes en profondeur sur les populations du Sud-Est asiatique en France, au-delà des mythes sur « l'absence de difficultés ». **(Nº 1134, juillet, mensuel, 30 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)**

■ **PLEIN DROIT.** Travail au noir, travail clandestin, travail illégal : un amalgame dangereux entre des conditions différentes, souvent identifiées à l'immigration clandestine, qui jettent la suspicion sur l'ensemble des immigrés. Pour y voir clair ; un dossier complet. **(Nº 11, juillet, trimestriel, 40 F. – GISTI, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.)**

■ **SCIENCE ET TECHNOLOGIE.** Numéro double comprenant deux grands dossiers : l'avenir des villes dans le monde et les technologies du plaisir. **(Nº 27-28, juillet-août, onze numéros par an, 40 F. – 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)**

■ **COSMOPOLITIQUES.** Les Actes du colloque « Mutation du monde rural, mutation de la société et de la culture » organisé à Albi en mars 1990. Un passionnant ensemble de communications. **(Numéro spécial, juin, trimestriel, 60 F. – 71, boulevard Richard-Lenoir, 750011 Paris.)**

■ **REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES.** Les utopies fiscales : l'imaginaire à la recherche du bon impôt ; idéologies et réalités anciennes et présentes. **(Nº 29/2, trimestriel, 140 F. – LGDJ, 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris.)**

■ **CADMOS.** Le dialogue des cultures, avec notamment une réflexion de Denis de Rougemont sur le « rôle de l'Europe ». **(Nº 50, été, trimestriel, 18 F suisses. – 112, rue de Lausanne, 1211 Genève 21 Suisse.)**

■ **ENJEUX.** Une table ronde et un dossier de synthèse sur la normalisation comme enjeu technique et politique pour la France en Europe. **(Nº 108, juillet (numéro double), mensuel, 170 F. AFNOR, Tour Europe, 92049 Paris la Défense, Cedex 07.)**

BIBLIOGRAPHIE

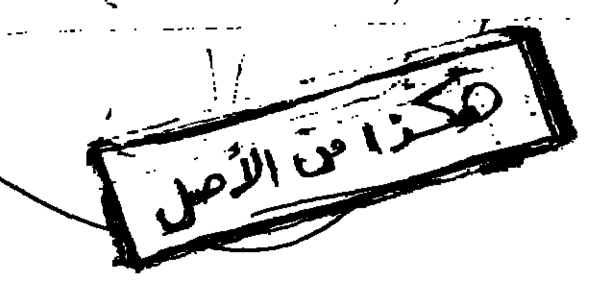
Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

● RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE 1990 ; les indicateurs classiques, avec de longs développements sur la pauvreté. *(Banque mondiale, Washington DC, 1990, 287 pages.)*

Fonds monétaire international

● PRIVATIZATION AND STRUCTURAL ADJUSTMENT IN THE ARAB COUNTRIES, par Said El-Naggar : actes d'un séminaire tenu à Abou-Dhabi sur la privatisation et l'ajustement structurel dans les pays arabes, où l'on retrouve les grands thèmes de préoccupation des investisseurs et des experts du FMI. *(Fonds monétaire international, Washington DC, 1989, 269 pages, en anglais.)*



UNE NOUVELLE DE KORAÏCH ELMEKKI

Yasukuni

s'appelait « A l'étoile du nord ». En français. Et, naturellement, personne n'y parlait un traître mot de français. Je fis signe à mon obligée de s'asseoir pour partager mes trésors, ce qu'elle accepta sans façons. Nous déjeunâmes ainsi, l'un près de l'autre. Le café brûlant encartonné semblait lui faire du bien : ses joues pâles retrouvaient un peu de couleur.

Finalement, elle m'offrit une cigarette américaine à bout filtre et en alluma une. A la première bouffée, elle ferma les yeux, signe d'un certain bien-être : de fait, il n'y avait rien de fou dans son comportement... Beaucoup d'assurance, au contraire. J'en eus la preuve quand elle héla le policier d'une prenante voix d'alto. Ils devaient bien se connaître car il nous rejoignit aussitôt, évitant les cerisiers en pleurs pour ne pas mouiller son uniforme.

« *Saeki-san* (3), précisa-t-il dans son anglais saccadé, *remercie votre générosité. On n'a pas l'habitude, au Japon, avec les vieilles comme elle. Quand son fils reviendra, elle vous remerciera mieux qu'aujourd'hui. Vraiment, elle est un peu folle, n'est-ce pas ?* »

PENDANT qu'il parlait, Saeki-san m'observait avec attention, hochant la tête pour appuyer son message. A la fin, je lui fis dire par Kawasune, si bien disposé à mon égard :

« *Le parapluie est un cadeau. Elle pourra rester aussi longtemps qu'elle voudra devant le sanctuaire sans se mouiller la tête !* »

Cette fois, Kawasune Yoshiro fit les yeux ronds :

« *Pourquoi ? Un parapluie est utile au Japon. Vous devriez le garder !* »

Mais, repoussant sa casquette sur un crâne où perlaient déjà des gouttes de sueur, il traduisit ma réponse avec animation. La grand-mère l'écouta, concentrée, écartant la cendre de sa cigarette d'un index impatient. A la fin, elle émit un rire aussi frais qu'un pépiement d'oiseau. Alors, posant une main plus légère qu'une rémige sur mon bras, elle demanda quelque chose qui ne plut pas à Kawasune :

« *Qu'est-ce qu'un* gaijin *comme vous fait à » Yasukuni ? Elle dit : « Cet endroit sent la mort. » Les Japonais de votre âge ne viennent pas ici. » Que faites-vous au Japon ?* »

Ce n'était pas facile à expliquer et il me fallut du temps pour le faire... Mes préparatifs à Tokyo... Puis mon départ dans trois jours pour l'île de Shikoku, où je comptais effectuer à pied le « pèlerinage des quatre-vingt-huit temples » : une promenade de deux mois qui fournirait matière à un reportage ou à un livre. Ils m'écoutaient en poussant des oh ! et des ah ! avec autant d'attention que si je leur parlais d'une autre planète. Quand je me tus, Mme Saeki affirma tout de suite :

« *L'hiver n'est pas aussi doux qu'on le croit à Shikoku, mais vous avez raison. Je connais ce pèlerinage. Les Japonais sont devenus si paresseux qu'ils ne le font plus à pied mais en bus ou en voiture... quand ils le font.* »

Elle semblait ragaillardie à présent. Quand à Yoshiro-le-policier, il se moquait un peu de sa guérite et de sa faction, ce qui était exceptionnel de la part d'un fonctionnaire en uniforme. Il m'expliqua qu'il venait chaque matin d'Ichigaya pour se poster devant le portique de Yasukuni de 7 heures à 10 heures. Et, chaque matin, Mme Saeki venait rappeler aux dieux que son fils à elle était bien vivant ; qu'il ne s'était pas transformé en chaleur et lumière, quarante-six ans plus tôt, au terme d'une trajectoire de collision à 700 kilomètres-heure.

Au fil des questions et des réponses, je me souciais à peine du temps. Il était 9 heures passées quand je pris congé, certain de manquer mon premier rendez-vous. En me précipitant vers la sortie, j'entendis mes deux nouveaux amis rire derrière moi. Et la voix de Saeki-san me rattrapa au portail d'un sonore « *Dewa asu mata !* » (4).

LE lendemain, le ciel avait encore du mal à retenir ses larmes quand je pénétrais dans le parc. Les colombes vaquaient à leurs occupations sans prêter attention aux stridulations des cigales invisibles dans les branches. Vers le portique de marbre, je vis Yoshiro me faire un clin d'œil de bienvenue et me désigner la cour du menton, un index sur la bouche. La vieille Mme Saeki était là, blottie sous mon parapluie, répétant inlassablement à la face des dieux de Yasukuni :

« *Mon fils vivant... Mon fils vivant...* »

D'où lui venait une telle certitude ? Je lui posai la question quand elle nous rejoignit un moment plus tard sous le préau :

« *C'est très simple. Il est vivant parce que mon corps ne sent pas sa mort. Il est donc vivant, quelque part sur la Terre* », répondit-elle en soufflant une bouffée de sa cigarette. Car elle fumait dès qu'elle ne parlait ou ne priait plus.

« *Alors, pourquoi venir ici*, demanda pour moi Yoshiro. *Ceux qui viennent à Yasukuni ont accepté la transformation d'êtres chers en dieux immatériels !* » A ce moment, la similitude sonore des mots « chers » et « chair » dans ma langue me frappa avec force.

« *Pas mon Yukio... Il est trop jeune. Au Japon, les dieux ont toujours raison. Mais avec moi ils ont tort, et je le prouverai. Je viens ici chaque jour pour les prévenir que Yukio n'est pas l'un des leurs. Les héros de Yasukuni sont peut-être des dieux, mais moi je suis sa mère. Yukio est trop jeune pour être un dieu, il est toujours mon petit ! J'ai quatre-vingt-sept ans, mais je sens qu'il a besoin de moi. Je vivrai tant que j'aurai cette sensation !* »

Comment réfuter des arguments pareils ? Je coulai un regard en biais vers Yoshiro. A l'évidence, ces propos l'irritaient, mais son honneur de traducteur était en jeu et il s'appliquait à bien faire. Quand je lui demandai son avis, il remarqua :

« *Décidément, je croyais que ma femme était la plus têtue de toutes les Japonaises, mais j'avais tort ! Croyez-moi, ceux qui sont partis un matin pour ne plus revenir ne sont pas revenus. Jamais. Le garçon est mort.* »

Je me tus. Une colombe en quête de mie de pain roucoula à mes pieds. Repoussant une longue mèche de cheveux blancs derrière son oreille, Mme Saeki alluma une nouvelle cigarette. J'aurais dû me taire depuis longtemps, mais je ne pus m'empêcher de m'étonner :

« *Vraiment, je comprends mal qu'une Japonaise attache si peu d'importance aux dieux shinto qui...* »

C'était une intervention maladroite, et elle m'interrompit sans ménagement :

« *Je suis une mère qui a perdu son enfant avant tout autre chose. Et puis je ne suis pas de confession shinto, mais chrétienne... protestante. Cela n'a d'ailleurs aucune importance. Ce qui compte, c'est que mon fils soit vivant. Je ne suis d'ailleurs pas la seule à en être persuadée !*

– Ah ! Qui d'autre ? »

« *Les* ekishas (5) *que je consulte le soir à Shinjuku me disent que j'ai raison. Rien ne permet d'affirmer la mort de Yukio. L'un d'entre eux m'a assuré que, puisque j'étais chrétienne, je devais être particulièrement attentive à chaque Noël qui passe. J'ai déjà vu passer quarante-cinq Noëls depuis le départ de Yukio, et plus ils se succèdent, plus je suis sûre de moi : mon fils est vivant !* »

Yoshiro hocha la tête. Il devait maudire ces mages qui racontaient n'importe quoi pour extorquer quelques yens à une femme trop crédule... Moi, je la regardai sans rien dire, impressionné par son assurance. La vie était tout juste présente dans son corps pour lui permettre de se mouvoir seule. Par contre, elle débordait au fond de son regard ! Pourtant, le prochain Noël était loin... Tant de choses pouvaient frapper d'ici là quelqu'un d'aussi fragile que Saeki-san...

Une conversation avec le vieux policier le matin suivant suffit à compléter l'esquisse. Saeki-san, qui se prénommait Naemi, « la beauté des rizières », était seule au monde avec le souvenir de son fils. Depuis la mort de son mari, elle vivait seule du côté d'Asakusa. La maigre pension qu'on lui versait servait à payer son loyer, ses cigarettes, les devins assidûment consultés et le métro pour venir répéter ici chaque matin son immuable credo. Elle accepta d'ailleurs de me montrer une photo de ce fils fantôme, prise en août 1944, deux mois avant sa disparition. Le garçon y était assis, serrant un grand sabre entre ses genoux. Son corps était boudiné dans un harnachement d'aviateur et son visage avait une expression solennelle qui ne masquait pas sa timitité.

« *Un beau garçon !* », dis-je en rendant la photo.

« *Non*, répondit-elle, *pas sur cette photo. Là-dessus, il a l'air d'un robot, mais je n'en ai pas de plus récente. Ils avaient tous des têtes de robots à cette époque. C'était si facile, alors, de faire des automates...* »

Le matin de mon départ pour le Sud, je revins au sanctuaire prendre congé de mes amis. Naemi m'offrit quelques gâteaux serrés dans un linge et Yoshiro une thermos de thé vert. Puis la vieille dame me serra contre elle et demanda :

« *Reviendrez-vous à Tokyo ?*

– Oui. Dans deux mois environ. Je reviendrai ici et nous boirons le thé sous le préau. »

Elle prononça quelques syllabes définitives. Je n'avais pas besoin de Yoshiro pour savoir qu'elles signifiaient : « *Je vous attendrai.* »

EN réalité, je ne revins au sanctuaire que trois mois plus tard, juste avant Noël. J'avais parcouru des dizaines de kilomètres à pied autour de Shikoku pour traîner ensuite entre Kure, Shikoku et les îles de la mer Intérieure. Jamais je n'avais retrouvé l'atmosphère de Yasukuni dans la centaine de temples visités ici et là. L'hiver avait été sans douceur dans le Sud et la neige s'était montrée dans les forêts. Malgré ma prédilection pour la pluie, le parapluie m'avait manqué : mais cette lacune m'avait permis de penser souvent à Naemi. Les 6 kilos perdus sur les chemins de Shikoku s'étaient mués en diapositives et en carnets de notes. Il était temps d'en faire quelque chose et j'avais prévu mon retour en Europe pour la Noël.

Amaigris, décharnés, les cerisiers de Yasukuni ne pouvaient plus s'opposer à la pluie. Le vent du nord poussait les volutes d'une bruine glacée qui cliquetait sur les tuiles du sanctuaire. Au moment où j'y entrai, Naemi n'était pas dans la cour, tournée vers l'oratoire. A sa place, un prêtre frileusement abrité sous une pelisse passait sur les dalles : ses soques de bois résonnaient sur la pierre avec un « tac ! tac ! » un peu sinistre. Heureusement, Yoshiro était là. Abrité derrière sa guérite et son cache-nez, il attendait avec impatience la relève de 10 heures. Je n'eus pas besoin de le questionner pour qu'il m'informe :

« *Elle est là depuis un bon moment. Elle avait l'air tellement tranquille que je n'ai pas osé la déranger. C'est la première fois que je ne la trouve pas en train d'apostropher les dieux. Curieux, non ?* »

Il avait raison. A 50 mètres de nous, Naemi était assise, le dos contre un pilier du préau, les yeux mi-clos. La fumée de sa cigarette spiralait dans l'air froid autour de ses cheveux blancs, toute proche de ses lèvres. Un paquet enveloppé dans une étoffe de couleur vive était posé près d'elle, plus rigide qu'une idole.

Une idole...

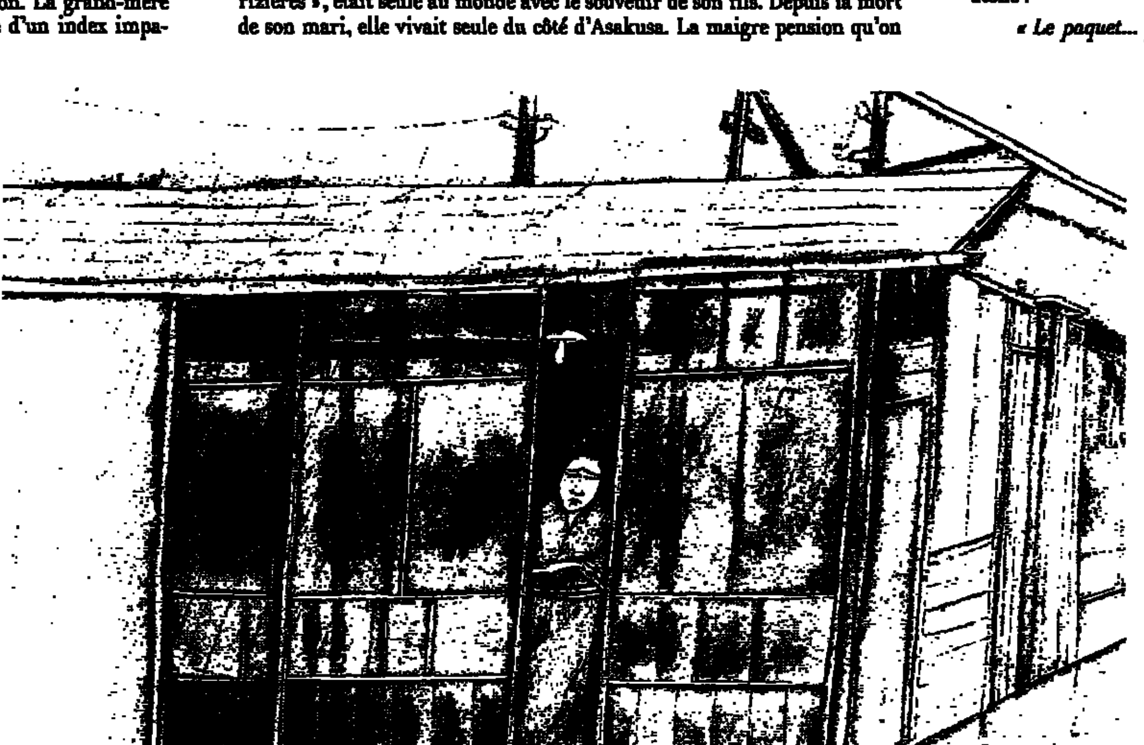
Je me mis à courir à travers le parc. Et plus je courais, mieux je comprenais que j'arriverais trop tard. Naemi était déjà morte quand une braise de sa cigarette enflamma une mèche de cheveux qui se balançait dans le vent. Sa tête parut soudain auréolée de lumière alors que son visage noircissait de seconde en seconde. Puis le feu se propagea à l'imperméable et au vinyle du parapluie serré dans sa main. Quand j'arrivai près d'elle, hors d'haleine, elle disparaissait dans un buisson de flammes qui la dépassaient d'un bon mètre. Une fumée âcre et noire léchait les piliers du préau, réveillant des tourbillons de vapeur blanche.

Les yeux exorbités, le vieux policier me rejoignit au moment où la silhouette en flammes s'affaissait sur le sol, réduite à un noir sarment. Je l'entendis bégayer en anglais : « *C'est terrible... Et il n'y a pas d'extincteurs ici ! Je vais prévenir les pompiers !* »

Ils ne serviraient à rien, et Yoshiro dut le comprendre. Mais il parvint encore à m'étonner. Très pâle, il ôta sa casquette et la tint serrée contre son cœur en saluant avec un respect infini le corps qui se consumait en craquant. Une odeur de chair brûlée, de plastique et d'eau vaporisée stagnait dans l'air. Vers l'ouest, une sirène se fit entendre. Il y avait un poste de secours à moins d'un kilomètre, sur les pentes du Kudan, et quelqu'un avait donné l'alerte. Des gens accouraient pour former un cercle autour de Naemi, qui ne brûlait plus : la pluie, tenue un moment à distance, était revenue.

Tremblant comme une feuille, Yoshiro me tira à l'écart. Je ne pouvais détacher mon regard de celle qui avait été mon amie, mais je n'éprouvais aucune tristesse... Naemi ne reverrait jamais son grand fils et les dieux de Yasukuni avaient eu le dernier mot. Mais elle avait su briller avec tant d'intensité, jusqu'à la dernière seconde, dans ce sanctuaire des morts... Le policier me secoua par la manche en expliquant d'une voix atone :

« *Le paquet... pour vous... La carte qui est dessus aussi... Saeki-san vous prie de l'excuser si elle ne vous a pas attendu. Elle vous demande de remettre le paquet à son fils. Elle n'a jamais douté de sa survie, mais, depuis cette nuit, elle sent qu'il est vivant, qu'il va bientôt revenir. Il n'a plus besoin d'elle... A la fin, elle précise qu'elle a prié pour vous comme pour lui... Elle vous souhaite bonne chance pour le reste de votre vie... Voilà, c'est tout.* »



DR

Il s'en fut sans un mot de plus, très ému, et ce fut la dernière fois que je le vis. Je m'éloignai à l'arrivée du fourgon des pompiers, quelques minutes plus tard. De retour à l'hôtel, j'ouvris le paquet de Naemi. Il contenait la photo du jeune aviateur, un rouleau de lettres, un poème aux *kanji* superbement calligraphiés, une mèche de cheveux noirs et un insigne doré frappé de la fleur du cerisier sauvage : l'insigne des kamikazes.

Je n'étais toujours pas triste, mais la fatigue pesait à présent sur moi comme jamais je ne l'avais ressentie. Pour la première fois, j'aurais voulu quitter le Japon à cette seconde.

Le lendemain matin, 24 décembre, je rejoignis l'aéroport de Narita. Dans le grand hall des départs, un arbre de Noël illuminé n'arrivait pas à dérider le ciel noir de neige. Perdu dans la cohue des voyageurs, je me sentais simplement pressé de partir. Etonné aussi, après trois mois de promenades au hasard des temples et des chemins, de voir tant de gens si sûrs de savoir où ils allaient. Avant d'enregistrer mes bagages, j'achetai le *Japan Times* du jour et ce que j'y trouvai en première page me fit asseoir de surprise :

« ENCORE UN DE NOS SOLDATS RETROUVÉ VIVANT AUX PHILIPPINES » (Manille, AP, 20 décembre)

« *Un troisième soldat japonais rescapé de la dernière guerre vient d'être retrouvé dans la jungle de l'île de Masbate. L'officier, qui a survécu plus de quarante ans en se nourrissant de gibier et de racines, possédait encore son uniforme, son sabre, et son carnet de vol. Le lieutenant Saeki Yukio, originaire de Tokyo, appartenait à la 201e flottille d'attaque spéciale de la marine. Il devait s'écraser sur les navires américains massés devant Leyte le 25 octobre 1944 quand un obus tiré du sol peu après son décollage le contraignit à un atterrissage forcé. L'enseigne Saeki, maintenant âgé de soixante-sept ans, devrait bientôt regagner Tokyo via Manille.* »

MA fatigue s'envola plus prestement que de la poussière soufflée sur un carreau, et j'éclatai de rire. Un rire franc, si sonore que le jeune policier au visage dur qui m'observait fronça les sourcils devant mon comportement sans retenue. Tous les policiers du Japon étaient loin de ressembler à Yoshiro... Enfin, je tendis mon billet sans réfléchir le moins du monde au comptoir voisin en spécifiant paisiblement :

« *Bonjour. Je voudrais modifier un peu mon billet et passer par Manille, s'il vous plaît !* »

Une jeune femme coquettement sanglée dans un tailleur examina mon titre de voyage. Son anglais à l'intonation yankee était meilleur que le mien et, avec ses petits ongles vernis, elle me faisait moins penser au Japon qu'à l'Amérique. Quand elle releva son visage incrédule, je vis qu'elle s'était aussi fait débrider les yeux :

« *Ce billet est pour Paris via Anchorage ! Ce n'est pas votre route !*

– Je sais, mais je viens de réaliser que je dois absolument passer par Manille. C'est très important. »

– *Très important ?* Elle avait l'air de me prendre pour un fou et n'avait peut-être pas tort.

– *Oui*, dis-je en lui mettant le journal sous le nez, *je dois remettre des cadeaux à un ami et lui souhaiter un joyeux Noël !* »

D'un geste sec, elle rejeta sa lourde chevelure noire derrière l'épaule avant de conclure d'une voix mal assurée :

– « *Joyeux Noël ? Ah ! oui... Je comprends... Je comprends...* »

Je me suis longtemps demandé comment elle avait pu parvenir à un tel résultat. En effet, il n'y avait rien à comprendre. Rien.

(1) *Tori*, portique de bois ou de pierre à l'entrée des sanctuaires shinto.
(2) *Gaijin*, « étranger ».
(3) *Saeki-san*, « Mme Saeki ».
(4) *Dewa asu mata*, « à demain ».
(5) *Ekishas*, devins japonais.

Né à Tunis en 1953, médecin, Koraïch Elmekki vit à Lyon. Sa nouvelle, « Sous la pluie de Yasakuni », est inspirée d'un voyage au Japon en 1988 ; elle a reçu le deuxième prix de la nouvelle de l'Académie de Bretagne et des pays de Loire en 1990. Précédemment, Koraïch Elmekki a publié « croquis » et nouvelles dans divers périodiques et journaux, dont *le Monde-dimanche*. Il est aussi l'auteur d'un ouvrage consacré aux côtes tunisiennes de la Méditerranée (éditions Alif, Tunis, 1987), et d'un récent recueil de photographies des bords de Saône (éditions Xavier Lejeune, Lyon, 1990).

les livres

RIRE EN UNION SOVIÉTIQUE

Baignade alcoolique universelle

L'ANNIVERSAIRE DU DÉFUNT, de Guennadi Golovine (traduit du russe par Catherine Prokhoroff), Le Seuil, Paris, 1990, 160 pages, 89 F.

ETRE mort et ne pas le savoir est, sans le moindre doute, une situation bien désagréable. Le héros du premier roman de l'écrivain soviétique Guennadi Golovine, *l'Anniversaire du défunt*, en fait la triste expérience. Triste, est-ce bien le mot ? Rien n'est moins sûr, car *l'Anniversaire du défunt* est une farce noire, la représentation comique d'une authentique tragédie.

La tragédie, c'est la réalité, celle de l'Union soviétique telle que l'ont façonnée Staline et Brejnev (jamais évoqués dans le roman, car Golovine est l'antithèse de Rybakov : il ignore la politique), et la farce, c'est la manière dont les héros de l'œuvre, à commencer par son personnage principal, le marin d'eau douce Pepeliaev, la vivent : une intense rigolade dont on se réveille avec une gueule de bois permanente.

Tout ici est poussé au paroxysme conformément aux lois de la caricature, et pourtant les personnages de Golovine vivent ; ils sont de chair et de sang et non l'incarnation desséchée d'une idée critique. Golovine n'est ni un polémique ni un satirique, c'est un peintre en qui vit la fameuse âme russe qui faisait les délices des essayistes à la fin du siècle dernier. La destruction de la campagne russe, la baignade alcoolique universelle où se noient ses habitants et leurs voisins des villes, les parades bureaucratiques, tout cela le fait souffrir. Mais il transforme cette douleur en rire. Pas en ricanement, en rire vrai, profond, délirant, un rire rabelaisien, qui monte du fond des tripes.

Golovine réalise donc une véritable alchimie littéraire, grâce à une langue d'une grande souplesse et d'une extrême variété. La traduction n'arrive évidemment pas à en reproduire toute l'ampleur, mais a le grand mérite d'en restituer le rythme, les images et le ton. *L'Anniversaire du défunt* est, en effet, écrit du point de vue de son héros, l'ivrogne Pepeliaev, qui se pinte à tout ce qu'il peut trouver. La chasse à l'alcool et à ses ersatz frelatés, c'est sa quête du Graal. Mais lorsque Pepeliaev se trouve confronté à la question fondamentale – existe-t-il donc, oui ou non ? – la griserie l'abandonne et le choc du réel le secoue brutalement. C'est que la question est très matérielle : elle prend la forme d'un salaire, d'un travail (abhorré, mais qui acquiert un autre sens lorsqu'il devient interdit), de la coexistence avec les autres, avec les « camarades » (si l'on peut dire) de travail ou de boisson, avec sa mère ou sa maîtresse.

BOUFFONNERIE sérieuse, *l'Anniversaire du défunt*, avec ses accents parfois lyriques, est un jeu de mots sur les maux d'une réalité sinistre, sur son image et son langage officiels. Mais Golovine ne prend pas le contrepied de la propagande d'hier. Il n'est pas, comme trop d'auteurs soviétiques, un « réaliste socialiste » retourné qui intervertit les signes moins et plus et remplace le rose obligé du passé par le noir à la mode d'aujourd'hui. Il tente d'inventer une langue et une vision personnelles de l'univers. Il y parvient souvent. C'est donc un authentique écrivain.

JEAN-JACQUES MARIE.

AFRIQUE

A WORKING LIFE. CRUEL BEYOND BELIEF. – Alfred Temba Qabula

★ NUMSA (National Union of Metal Workers of South Africa), Durban, 1989, 111 pages, prix non indiqué.

L'autobiographie d'Alfred Qabula est d'un intérêt tout particulier dans la mesure où elle traduit bien le développement de la conscience ouvrière et syndicale dans la région de Durban, en Afrique du Sud, depuis le début de cette décennie. C'est en même temps un bien intéressant récit d'éducation, rempli d'anecdotes personnelles qui ont tout de même valeur collective.

Après maintes tribulations, racontées avec un humour que rend mal le titre de l'ouvrage, l'auteur s'est retrouvé dans l'une des usines Dunlop de Durban. Intensément religieux et en même temps attaché aux traditions ancestrales, il traduit avec précision son trajet personnel d'ouvrier semi-qualifié et de syndicaliste jusqu'à celui de travailleur culturel à part entière. Cette autobiographie révèle mieux que beaucoup d'études politiques ce qu'est une résistance culturelle qui s'exprime avec les mots, les images, les symboles comme seules armes. Apparemment trop bien puisque le livre a été interdit sitôt sa parution.

JACQUES ALVAREZ-PÉREYRE.

FATHER HUDDLESTON'S PICTURE BOOK

★ Kliptown Books, Londres, 1990, 144 pages, 10,95 livres.

Illustré de très nombreuses photos de grand format (21 X 29,7 cm), ce livre relate à la première personne l'itinéraire de ce formidable prêtre-combattant que n'a cessé d'être le Père Huddleston dès le moment où il a mis le pied sur le sol africain, peu avant la fin de la seconde guerre mondiale. C'est à Sophiatown, alors quartier multiracial de Johannesburg, ultérieurement rasé pour laisser place à des Blancs, qu'il a commencé son sacerdoce. Il y a connu et aidé nombre de figures artistiques et politiques qui ont marqué les quarante dernières années de l'histoire sud-africaine, puis lutté à leurs côtés jusqu'à son départ en 1956. Son influence spirituelle et son engagement ont été énormes, comme par la suite en Tanzanie, puis dans les faubourgs pauvres de Londres.

Devenu président du Mouvement anti-apartheid britannique, il a maintenant soixante-dix-sept ans mais parcourt encore le monde pour prôner le maintien des sanctions aussi longtemps que l'apartheid n'aura pas été démantelé. Un film de près d'une heure vient de lui être consacré – disponible à International Defence and Aid Fund, Londres – et c'est justement l'entretien accordé au réalisateur, Barry Feinberg, qui forme l'étoffe de ce livre et qui lui donne son caractère si spontané.

J. A.-P.

LE MAROC A NU. – Michel Van der Yeught

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 192 pages, 96 F.

Un *riad* est une maison marocaine traditionnelle, murs aveugles à l'extérieur et patio lumineux, ouvert sur le ciel à l'intérieur. Michel Van der Yeught, professeur français ayant enseigné pendant cinq ans à l'université de Marrakech, compare le Maroc à un *riad* et plus précisément à une série de *riads*, enchâssés les uns dans les autres.

Pour comprendre ce pays, il faut, selon lui, traverser plusieurs mondes étanches en sachant cependant que certains resteront énigmatiques.

Son livre se présente comme le récit de cette traversée. Un récit fait d'impressions recueillies par un témoin particulièrement attentif et studieux, attaché à décrire « *une société dure où le salaire chèrement acquis fait vivre une pléthore d'oisifs, où de nombreux enfants travaillent, mendient, errent dans les terrains vagues ou servent de larbins au lieu d'aller à l'école et où la femme fait trop rarement respecter en pratique les quelques droits que l'islam lui accorde en théorie* ».

L'auteur s'intéresse aussi bien aux grandes strates de l'histoire et de la culture (imprégnation de l'islam, « *silence* » des Berbères, importance des villes, souvenirs du protectorat...) qu'aux micro-événements de la vie quotidienne.

Il analyse avec grande finesse ces petits détails de tous les jours qui lui révèlent la vraie nature, tourmentée et complexe, du Maroc contemporain.

Un chapitre est consacré au « *glorieux trône alaouite* » et au sentiment des citoyens à l'égard de leur souverain, Hassan II.

« *On le hait d'autant plus qu'on le craint*, écrit Michel Van der Yeught. *Je pense que ne sont pas rares les Marocains qui vouent à leur monarque une haine profonde et ruminée. A tort ou à raison, ils voient en lui la cause de tout ce qu'ils endurent.* »

I. R.

TIERS-MONDE

CENT ANS DE RÉSISTANCE AU SOUS-DÉVELOPPEMENT. 1770-1870, l'industrialisation de l'Amérique latine et du Moyen-Orient face au défi européen. – Jean Batou

★ Éditions Droz, 1990, Genève, 575 pages, 45 francs suisses.

Jean Batou est un jeune et brillant chercheur du Centre d'histoire économique internationale de l'université de Genève. Sa grande thèse de près de 600 pages, écrite d'une façon accessible, limpide, enrichie de 60 tableaux statistiques originaux, de 12 cartes économiques, d'une bibliographie de 967 titres et d'un index de plus de 1 500 entrées, est appelée à devenir un ouvrage de référence. Vers 1800, les pays dits « du tiers-monde » disposaient d'un revenu par habitant comparable à celui de l'Europe (et de ses colonies de peuplement). Soixante ans plus tard, l'écart se creuse : il est de 1 à 2 entre les deux grands ensembles économiques. La rupture était intervenue entre 1830 et 1860, avec la formidable progression de la révolution industrielle aux États-Unis et en Europe.

L'auteur relance d'une façon originale le complexe débat sur les origines du sous-développement. Le démarrage industriel des régions aujourd'hui sous-développées a-t-il été envisagé, voire ébauché durant la période 1830-1860 ? Jean Batou présente pour la première fois une synthèse détaillée des efforts d'industrialisation de l'Égypte, de la Turquie, de la Perse, de la Tunisie, du Brésil, du Mexique, de la Colombie, du Paraguay au siècle passé. Son analyse permet de comprendre pour quelles raisons écologiques, sociales, économiques, politiques, culturelles aucun modèle de croissance adapté aux besoins spécifiques de ces pays n'a pu être mis en œuvre. En d'autres termes : pourquoi l'écart entre le monde européen et nord-américain, d'une part, le monde dit « périphérique », de l'autre, s'est creusé avant même que ne s'exercent les ravages de l'expansion impérialiste.

JEAN ZIEGLER.

PESANTES ODEURS SUR LE NORD-EST CHINOIS

Empereurs de district

LA MÉLOPÉE DE L'AIL PARADISIAQUE, de Mo Yan (traduit du chinois par Chantal Chen-Andro), Messidor, Paris, 1990, 376 pages, 150 F.

LA décision fut prise en l'an 202 avant J.-C. par l'empereur Liu Bang : de l'ail serait planté dans le district de Tiantang – qui veut dire « paradis » – pour alimenter « *la dîme impériale* ». Tiantang : un district du très profond Nord-Est chinois. Zhang Kou nous remet en mémoire cette histoire en 1987 – Zhang Kou, ce chanteur aveugle qui rappelle le passé pour mieux raconter l'époque et la commenter sur les places de village.

Mo Yan, romancier né en 1956, s'est inspiré de faits authentiques ; ils se produisirent en 1987, sur cette terre d'ail et de sorgho : manifestation paysanne, mise à sac de bâtiments administratifs, répression. Y eut-il surproduction d'ail, cette année-là, pour que les circuits officiels de stockage et de commercialisation ne puissent absorber l'odoriférant monceau de gousses ? Les paysans, qui s'étaient enrichis lors des précédentes récoltes, furent-ils victimes d'une mal-organisation bureaucratique de l'économie marchande ? D'un pareil sujet pouvait sortir un roman aussi mauvais que les épopées lyriques d'autrefois sur les joyeuses campagnes socialistes.

Mais Mo Yan a du talent et, si tout sent fort dans ce « paradis » aillé, c'est à travers une culture davantage qu'au sein d'une agriculture qu'il fait évoluer ses héros, individuels et collectifs. Cette plongée dans la Chine rurale raconte aussi les amours à la fois libérées et enchâssées dans la tradition oppressive de Gao Ma et de Jinju, les tentatives (illégales) de mariages forcés, les trafics financiers entre familles échangeant garçons et filles, jusqu'au suicide de Jinju enceinte. La mort rôde dans cette société, plus que ne s'y épanouit la vie : enfants aveugles ou difformes, adultes accidentés, ou battus, ou subissant les pires vexations dans un univers carcéral (la petite prison de la bourgade) abominable.

La révolution n'a pas tué les anciennes pratiques, si elle en a modernisé certaines : les flics locaux disposent de matraques électriques. Quant à l'ail, progressivement, alors que s'estompent du roman les drames familiaux et personnels, il conquiert le cœur de l'histoire. Une révolte spontanée fait se dresser la foule des paysans contre une administration dont les chefs ne prennent même pas la peine de rencontrer les mécontents, d'où l'émeute, qui sera réprimée.

Mo Yan, qui ne craint pas le verbe vert, dru, ni la description de scènes nauséabondes, montre la manière sans scrupule dont usent les petits chefs pour rançonner, au moyen de taxes lourdes et absurdes, les travailleurs de la terre. On songe à cette formule de l'écrivain est-allemand Stefan Heym dénonçant, en décembre 1989, la direction déchue de la RDA : « *Ce n'était qu'une bande de mafiosi tyranniques pris la main dans le sac à plumer l'ouvrier* (1). » Mo Yan, qui vit à Pékin, ne vitupère pas directement la haute hiérarchie, mais la mafia de district dont il narre les méfaits « *plume* », elle aussi, le peuple, prélève sa « *dîme impériale* ».

IL serait osé de vouloir classer ce roman, de le situer dans une « ligne » : Deng Xiaoping, Li Peng, etc. Dans les ultimes pages, un long montage-pastiche de textes officiels, d'articles de journaux présente, dans une langue de bois new-look, les conclusions du drame: certes, quelques « anarchistes » sont cloués au pilori, mais raison est, globalement, donnée aux paysans contre les micro-empereurs qui n'avaient pas pleinement saisi les mécanismes de l'économie marchande.

Si telle était la chute, il s'agirait, somme toute, et en dépit d'un montage moderne peu courant dans la prose chinoise, d'un roman « officiel ». Mais, en quelques lignes finales, Mo Yan (2) casse cette illusion : il nous apprend que les petits mafiosi ont simplement été déplacés après avoir « *reconnu leurs erreurs* ». Ils continuent, dans un voisin district, de lever la dîme.

Zhang Kou l'aveugle a encore de belles mélopées devant lui.

JACQUES DECORNOY.

(1) Postface à l'édition française *Une semaine en juin. Berlin, 1953*, « La nuée bleue », J.-C. Lattès, Paris, 1990.

(2) De Mo Yan paraît aussi, en français, un autre beau roman, *le Clan du sorgho*. Actes Sud, Arles, 1990, 153 pages, 89 F.

EUROPE

DOMESTIC DETERMINANTS OF SOVIET FOREIGN POLICY TOWARDS SOUTH ASIA AND MIDDLE EAST. – Sous la direction de Hafeez Malik

★ Macmillan, Londres, 1990, 332 pages, 45 livres.

Priorité aux relations avec les Etats-Unis et avec l'Europe, désengagement du tiers-monde, ainsi semblent se résumer les grandes lignes de la politique étrangère soviétique aujourd'hui. Pourtant le Proche-Orient et l'Asie du Sud continuent de préoccuper suffisamment le Kremlin pour qu'il contribue, par son aide massive, à la survie du régime de Kaboul. Les auteurs de cet ouvrage, pour l'essentiel américains mais aussi soviétiques ou indiens, étudient les raisons de cet intérêt persistant : proximité géographique, facteurs ethniques et résurgence de l'islam, que Moscou prend désormais au sérieux. Plusieurs études de cas concernent les relations de l'URSS avec l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, mais aussi l'Egypte, la Syrie et les pays du Golfe.

ALAIN GRESH.

L'URSS : RÉGIONS ET NATIONS. – Jean Radvany

★ Masson, Paris, 1990, 296 pages, 149 F.

Deux problèmes majeurs sont aujourd'hui posés au pouvoir soviétique : nationalités et instauration du marché. Le mérite et l'originalité de l'ouvrage de Jean Radvany est de nous donner à comprendre la dimension géographique des dilemmes actuels à travers la diversité – physique, économique et humaine – des Républiques et des régions économiques – deux réalités qui, bien souvent, ne coïncident pas. Le livre se divise en trois parties : l'URSS européenne avec ses marges baltes, biélorusse, ukrainienne et moldave ; les régions orientales, des fronts pionniers septentrionaux et arctiques à l'Extrême-Orient et au Kazakhstan ; enfin, les confins méridionaux avec les Républiques musulmanes d'Asie centrale et le Caucase, dont le nord est rattaché à la Russie et le sud divisé entre Arméniens, Géorgiens et Azéris.

A. G.

POLOGNE. – Sous la direction d'Emmanuel Wallon

★ Autrement, Paris, 1990, 232 pages, 89 F.

Une trentaine de textes courts, écrits par les meilleurs spécialistes français et par d'importantes personnalités polonaises (Czeslaw Milosz, Adam Zagajewski, Adam Michnik, Agnieszka Holland...) font le point sur ce qu'Emmanuel Wallon appelle la « *deuxième révolution copernicienne* ». La Pologne, qui, depuis 1980, était à la tête du combat pour les changements à l'Est, est le seul pays qui conserve son ancien chef d'État.

Comment passer définitivement à l'ère nouvelle quand l'histoire hante les esprits et que le passé sent tellement le renfermé ? Selon Jean-Yves Potel, « *la Pologne n'est pas engagée dans une transition douce vers la démocratie. Elle devrait connaître encore des soubresauts et des mouvements sociaux* ».

IGNACIO RAMONET.

DYNAMIQUE DU DISCOURS POLITIQUE ET CONQUÊTE DU POUVOIR. – Le cas du PASOK 1974-1981. – Ioannis Papadopoulos

★ Peter Lang, Berne, 1989, 425 pages, 60 F.

Populisme, chauvinisme, voire parfois xénophobie, prébendes, trafics, scandales, étaient devenus le lot quotidien du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) avant sa défaite aux élections de juin 1989 après huit années de pouvoir. Ioannis Papadopoulos démontre que la plupart des tares de ce parti étaient déjà présentes dès l'origine en 1974. A travers une analyse universitaire du discours du PASOK et de sa préparation à la prise du pouvoir entre 1974 et 1981, la crise actuelle est admirablement éclairée par cet ouvrage, le seul en langue française.

Dès l'origine, en 1974, le PASOK a fait du populisme le plus simpliste l'une de ses principales philosophies. L'anti-intellectualisme, le culte du chef et l'absence de démocratie interne furent le ciment de forces très disparates. Ce manque de morale politique éclaire d'un jour nouveau la cascade de scandales des années 1987-1989. Il explique la défaite de juin 1989 mais aussi la semi-victoire lors des élections de novembre 1989. Profondément ancré dans la société grecque, le PASOK serait d'une certaine manière la caricature politique de ce pays déchiré par l'Histoire.

CHRISTOPHE CHICLET.

ASIE

BEIJING JEEP. The Short, Unhappy Romance of American Business in China. – Jim Mann

★ Simon and Schuster, New-York, 1989, 333 pages, 19,95 dollars.

Ancien correspondant du *Los Angeles Times* à Pékin de 1984 à 1987, Jim Mann raconte dans un style souvent ironique « *l'histoire courte et malheureuse de l'investissement américain en Chine* ». L'auteur part d'un exemple : Beijing Jeep, première firme sino-étrangère importante, créée au début de l'« ère » Deng Xiaoping en 1983 entre American Motors Corp. et les autorités de Pékin. A partir de ce cas-type, il s'agit de décrire les excès des sociétés occidentales parties à l'assaut du « grand marché chinois » dans les années 80, fortement encouragées par la propagande de Pékin. Jim Mann explique que, en juin 1989, lorsque l'armée est entrée dans la capitale chinoise, le Parti communiste n'a fait que confirmer une dure réalité : en dix ans, il n'avait pas fondamentalement changé, malgré les discours sur l'« ouverture » et l'illusion des capitalistes étrangers. Cela est particulièrement vrai dans le domaine de la construction automobile ; les fabricants étrangers, tels Peugeot, Volkswagen et American Motors, ont connu les pires difficultés, après avoir cru que la voiture particulière serait rapidement promise à un brillant avenir en Chine.

PHILIPPE LE CORRE.

PROCHE-ORIENT

REVOLUTION AND FOREIGN POLICY. The Case of South Yemen 1967-1987. – Fred Halliday

★ Cambridge University Press, Cambridge, 1990, 316 pages, 32,50 livres.

L'unification des deux Yémens en 1990, la première tentative de ce type dans le monde arabe depuis trente ans, a ravivé l'intérêt pour cette région à l'entrée de la mer Rouge. Le livre de Fred Halliday permet de faire le bilan de l'expérience, à bien des égards singulière, de l'ancien Yémen démocratique (ou Yémen du Sud). Dernier territoire colonisé du Proche-Orient, il accède à l'indépendance en 1967 et s'engage dans une voie socialiste dont l'auteur nous rappelle l'histoire. Mais le but de l'ouvrage est surtout d'étudier les conditions dans lesquelles un Etat révolutionnaire développe ses relations avec le monde extérieur : les pays capitalistes ; les monarchies conservatrices du Golfe ; l'autre Yémen et, enfin, l'URSS, principale alliée, qui a fourni au régime un modèle et une aide massive économique et militaire, mais qui ne semble pas aujourd'hui mécontente de l'évolution vers l'unité.

A. G.

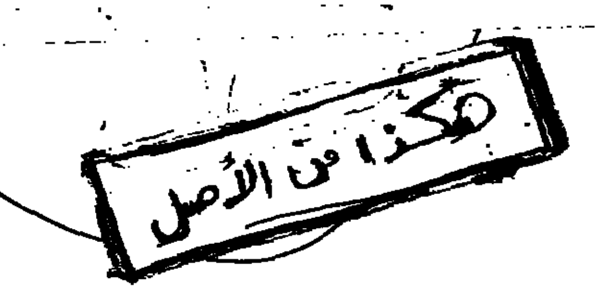
AMÉRIQUES

L'AMÉRIQUE LATINE FACE A LA DETTE. – Présenté par Jacques Adda

★ La Documentation française, Paris, 1990, 278 pages, 90 F.

La Documentation française a eu la bonne idée de rassembler en un volume dix articles publiés dans sa revue *Problèmes d'Amérique latine*, de 1982 à 1989, sur l'endettement du sous-continent américain. Dans son essai introductif, Jacques Adda montre, sur sept ans, les approches successives des pays industrialisés et des institutions financières internationales face au naufrage de certaines économies latino-américaines : ajustement récessif, rééchelonnement de la dette et transferts massifs de ressources vers les créanciers, tentative de relance de financements bancaires (plan Baker) puis recherche de solutions à long terme pour les pays à revenu intermédiaire (plan Brady). L'auteur souligne les limites de cette dernière tentative et préconise le rachat – au prix du marché – par les pays débiteurs, appuyés par les institutions multilatérales, de la totalité des créances à long terme détenues par les banques étrangères. Une chronologie et des annexes statistiques complètent ce document de référence.

BERNARD CASSEN.



du mois

ÉCOLOGIE

LA TERRE VA-T-ELLE CESSER DE TOURNER ? – Haroun Tazieff

★ *Seghers, coll. « Les raisons de la colère », Paris, 1990, 180 pages, 85 F.*

Le titre dénonce, par l'humour, l'obsession de périls imaginaires et une *épidémie* de grandes peurs renouvelées de l'An Mil. Mais les nôtres sont « scientifiques ». Il est piquant de voir *annoncées de grandes offensives* contre le tarissement de la couche d'ozone et contre l'« effet de serre », au moment même où Haroun Tazieff venait de les dénoncer dans son livre à peu près comme des chimères, qui n'auraient d'égales que les mesures envisagées contre elles. Il rappelle, en passant, deux paniques exploitées à fond, et qui ont fini par révéler leur néant : la fameuse catastrophe de Sevezo, qui sombra dans un prudent silence ; la campagne alarmiste contre le pyralène, en réalité inoffensif, qui n'en conduisit pas moins au remplacement des transformateurs de l'EDF. Coût : plusieurs milliards de francs d'affaires et de profits.

Il note que personne n'a songé à remarquer que les incendies des forêts provençales ont crû et multiplié à mesure que se développaient les énormes moyens mis en œuvre pour les combattre. C'est plus rudement que, dans un article de revue, il vient de dénoncer les divers bénéficiaires de profits cultivés avec zèle.

Partisan, bien entendu, de tout ce qui vise à protéger l'« environnement » – qui est, en vérité, au cœur de la vie des hommes et de leur survie, – comme on ne peut pas tout faire en même temps, il faut prendre d'abord en charge la prévention et l'ordre d'urgence. Pour lui, c'est la lutte contre la pollution, à commencer par « nos chères ordures ». Mais elles sont d'un trop bon rapport pour certains. Tazieff ne met nullement en cause les « décideurs », mais le fait qu'ils sont entre les mains des « experts ». Et de certains de ceux-là, il ne cache pas ce qu'il pense.

Ce dénonciateur de tous les profits, excès ou incompétences, a, lui aussi, un vice : la morale. Témoin son livre tout entier, et sa conclusion : *« Courage, honnêteté, rigueur, cela s'apprend. »* Selon lui, « *l'éducation sauverait l'humanité des catastrophes qu'elle se fabrique* ». Combie de candeur : « *Ces gosses, qui auraient retrouvé les joies que la rigueur procure, connaîtraient un énorme privilège : être heureux de vivre.* »

Y. F.

SOCIÉTÉ

ARGUMENTS POUR UNE MÉTHODE. – Colloque de Cerisy autour d'Edgar Morin

★ *Le Seuil, Paris, 1990, 288 pages, 150 F.*

Emanant de collègues ou de disciples, de vieux amis ou de compagnons d'aventure intellectuelle, ces vingt-sept contributions aident à cerner l'œuvre d'Edgar Morin, d'une singulière fécondité, à la fois foisonnante et organisatrice. Du stalinisme (mais vécu dans la fièvre conviviale de la Résistance clandestine) à la revue *Arguments*, du Centre des communications de masse au « Groupe des Dix », du village de Plozévet à la rumeur d'Orléans, son itinéraire sociologique, politique et philosophique, en diaspora, a progressivement conduit Morin à une réflexion « *de méthode* » largement ouverte sur la complexité du « *plurivers* », sur l'improbable, l'imprévisible, sinon l'impensable.

Prépondérantes depuis le milieu des années 70, sa quête de l'universel et sa volonté de théorie générale (Connaissance de la Connaissance, Vie de la Vie, Nature de la Nature...) n'ont pas détourné Morin d'une démarche « *dans le siècle* ». Déjà perceptible à la date de ce colloque (juin 1986), son intérêt pour l'Europe s'est affirmé depuis. Et ses récentes analyses « *verdissantes* » – que partagent maints autres intellectuels européens – ne prolongent-elles pas la réflexion sur « *l'âge de fer planétaire* » qu'il esquissait dès 1959 ?

JEAN CHESNEAUX.

INNOVATION ET EMPLOI A L'EST ET A L'OUEST. – Sous la direction de Pierre Dubois, Jenö Koltay, Csaba Mako et Xavier Richet.

★ *L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », Paris, 1990, 360 pages, 170 F.*

Pendant quatre ans, des équipes multidisciplinaires du CNRS et d'institutions scientifiques de Budapest ont mené des recherches comparatives, à partir de cas concrets, sur l'innovation technologique, l'emploi et la modernisation des entreprises en France et en Hongrie. La douzaine de contributions de synthèse rassemblées dans cet ouvrage, sous la signature de chercheurs des deux pays, représente une tentative extrêmement originale d'appréhender ce qui faisait réellement la différence entre un système à économie planifiée et un système libéral.

B. C.

LE CODE DE L'INFORMATION. – Pierre-Yves Cheraul

★ *Chronique sociale, Lyon, 1990, 232 pages, 130 F.*

La manipulation des médias menace, on le sait, les citoyens. Ce livre fournit les éléments permettant d'« *éviter les pièges qui risquent de faire de chacun de nous des êtres conditionnés* ». L'auteur propose donc « *un code de l'information comme il existe un code de la route* ». Il expose les usages, méthodes et habitudes répandus dans les médias et que chacun devrait connaître afin de déchiffrer correctement les informations et dénoncer ainsi toute tentative de tromperie.

I. R.

CULTURE

ENTRE DEUX GUERRES. La création française 1919-1939 – Sous la direction d'Olivier Barrot et Pascal Ory

★ *François Bourrin, Paris, 1990, 631 pages, 150 F.*

En trente-deux essais traitant chacun d'une personnalité, d'un groupe, d'un film, d'une chanson, d'un théâtre, d'un café, d'un journal, etc., une fascinante évocation de la période de l'entre-deux-guerre. On y goûtera autant le choix des thèmes qui se révèlent emblématiques – le *Normandie*, le *Je chante* de Charles Trenet, la Traction avant, l'aérodrome du Bourget, Radio Paris, la Revue nègre... – que la qualité littéraire de chacune des contributions. Au risque d'être injuste, citons la brillante évocation du phénomène de presse *Paris-Soir* et de son patron Jean Prouvost, par Jean Planchais ; le récit du pèlerinage à la communauté du Contadour où règne Jean Giono, par Joseph Rovan ; le décorticage savant de deux films qui, après coup, en disent long sur l'époque : *Un de la légion* (héros : Fernandel) et *le Crime de M. Lange*, de Renoir par, respectivement, Olivier Barrot et Pascal Ory. Deux chronologies, l'une politique, l'autre sociale et culturelle, ainsi qu'un précieux index complètent un ouvrage qui ressuscite ces deux décennies dont l'étonnant génie créateur dans les techniques et les arts ne trouva pas sa traduction dans les domaines administratif et politique.

B. C.

PATRIMOINES EN FOLIE. – Sous la direction de Henri-Pierre Jeudy

★ *Ministère de la culture et de la communication. Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1990, 297 pages, 125 F.*

Un ouvrage collectif, résultat d'un séminaire du Collège international de philosophie, structuré et présenté de manière particulièrement brillante par Henri-Pierre Jeudy. Le fil directeur : la notion de patrimoine, qu'elle relève des domaines du foncier, du biologique, du culturel, du politique, de l'ethnologie ou de l'écologie. A travers les diverses contributions, un même constat : la montée d'une volonté de sauvegarde de la mémoire collective, de ce qui reste du passé ou du cadre naturel, en réaction contre la tendance universelle à la standardisation. Mais avec le risque d'enfermer cet acquis proliférant dans une sorte de gestion muséale qui devient elle-même sa propre fin. Marc Guillaume remarque justement à cet effet : « *A vouloir tout garder, l'espace se surcharge vite de reliques et se muséographie, la politique du patrimoine absorbe de plus en plus d'espace, de temps, de moyens de toutes sortes.* »

Un ouvrage qui, par la multiplicité des thèmes qu'il aborde, est à la fois un outil de référence et un stimulant pour la réflexion sur la généalogie de l'existence.

B. C.

POLITIQUE

LE POUVOIR SANS VISAGE. Le complexe militaro-industriel. – Pierre Marion

★ *Calmann-Lévy, Paris, 1990, 288 pages, 120 F.*

Sur le terreau de la guerre froide, de la course aux armements, des conflits régionaux et de l'indépendance nationale, s'est implantée puis développée en France une formidable coalition solidaire entre la haute hiérarchie militaire, les grands industriels producteurs et exportateurs d'armes et la bureaucratie de l'appareil d'Etat. Vivant en osmose, quasi secrète, anonyme et toute-puissante, entretenant ses propres réseaux de relations internationales, elle impose ses programmes, aux coûts de 2000 milliards de francs d'ici à la fin du siècle, à un pouvoir politique n'ayant ni les moyens ni la volonté d'exprimer cette souveraineté nationale qui, selon la Constitution, appartient au peuple.

Trente ans après le président Eisenhower dénonçant la menace que fait peser sur la démocratie le pouvoir acquis par l'énorme complexe militaro-industriel, de ce côté-ci de l'Atlantique, un ancien chef des services secrets, Pierre Marion, nous en livre une première analyse, lucide, documentée, sans révélations tapageuses, avec l'exigence du citoyen.

CHRISTIAN DE BRIE.

LA GRANDE BIFURCATION. – Ervin Laszlo, préface d'Ilya Prigogine

★ *Tacor International, Paris, 1990, 189 pages, 120 F.*

Ervin Laszlo, membre du Club de Rome, nous propose une réflexion prolongeant celle, connue de nos lecteurs, de Jacques Robin dans *Changer d'ère*, et cela à partir du concept de bifurcation. Emprunté au vocabulaire de la thermodynamique des déséquilibres, cette notion, proche de celle de chaos, crise, instabilité, s'applique également aux changements radicaux que connaît le système mondial où l'on voit apparaître des préoccupations à peine émergentes il y a une ou deux décennies : surpopulation, mégapoles, effet de serre, mort des forêts, etc.

Ervin Laszlo croit que, pour se sauver, l'homme doit effectuer une profonde mutation culturelle et, dans une vision de l'an 2020, il préconise une série de stratégies : limiter le pouvoir des États et des politiciens, diversifier et équilibrer l'économie, mettre en place un système mondial de sécurité fondé sur la coopération défensive et sur la gestion collective de l'environnement.

B. C.

« La Libre Culture », de Jacques Rigaud

Par YVES FLORENNE

DEPUIS vingt ans, Jacques Rigaud est devenu un des agents, des acteurs les plus actifs, les mieux agissants au service de la culture. Il convient évidemment d'entendre « agent », « acteur » dans leur sens vrai et plein. Voyez Littré : « *Ce qui agit, opère. – Il a été le principal acteur de ce grand événement.* » Mais avant de quitter Littré et son irremplaçable herbier d'une langue forte, propre, et qui avait le droit, elle, d'être riche sans honte, rejoignons-le à son article : *Culture*. Quatre sens. Les trois premiers ne concernent que la terre, les moissons, les arbres. Exemple : « *Grande culture : exploitation d'une grande ferme* » (Chateaubriand). Le dernier, au figuré et des plus brefs, atteste un usage très restreint. Et il ne va pas sans complément, ce qui exclut les généralisations vagues. L'exemple donné est aujourd'hui parfaitement démonétisé : « *Le peu de connaissance que j'ai, je le dois à la culture des bonnes lettres.* »

On oublie un peu que le mot « culture », pris dans son sens à la fois restreint et sans limites, bien que purement intellectuel, n'est apparu en France qu'à la fin du siècle dernier pour se répandre provisoirement au commencement du nôtre sous une forme plus que péjorative, et on l'écrivait *Kultur* (sans l'e muet français et avec un grand K). Insolence ou légèreté ? Souvenons-nous tout de même que, pardessus Goethe, les singulières « Lumières » de Frédéric dit le Grand, lequel cultiva principalement les grenadiers, aboutiront vite à Bismarck, puis à Hitler. La culture de la démocratie dans cet espace conquérant, puis pire, est d'autant plus émouvante et justement honorée qu'elle est plus fraîche.

Cultivé, lui, dans les serres réputées de l'ENA et du Conseil d'Etat, Jacques Rigaud croit d'autant plus devoir se justifier d'avoir pu, en dépit de ce handicap, se découvrir et prouver une vocation au service de la culture. Sa compétence et sa passion, il les a manifestées par l'action et même par des œuvres, collectives (Orsay) ou personnelles : la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, « lieu culturel » exemplaire par sa destination, et non moins par son atmosphère et ses dimensions très humaines.

Le livre est un inventaire complet de la culture en tant qu'activité, service et devoir d'Etat. Il revient donc aux sources de l'après-Libération, avec un premier ministère malheureusement aussi éphémère que la vie de son jeune titulaire, Pierre Bourdan. Du moins celui-ci laissait-il quelqu'un. Simple fonctionnaire, mais animé par une autorité et une foi sans égale. On sait gré à Jacques Rigaud de l'hommage qu'il rend à Jeanne Laurent, intraitable, paralysante pour qui tentait de jouer sur des profits de casino, on lui doit simplement la réanimation de la Comédie-Française, un théâtre neuf pour la France entière avec la floraison des jeunes compagnies, avec notamment Jean Dasté et la grande leçon de Copeau, enfin rien de moins que Vilar et le TNP.

Pourtant, la culture n'entrerait vraiment au gouvernement, sous son nom et avec éclat, que par ce ministère des affaires culturelles que de Gaulle créa pour Malraux. Dans une époque plus récente, le mot « affaires » est devenu pour le moins ambigu. Il faudra trouver autre chose. Déjà Jacques Rigaud s'inquiétait quand, par « réalisme », on commença à parler d'« industrie » ou d'« entreprise » culturelle. Et de « culture de masse ». Il a raison. Il n'y a pas de culture de masse, plus que d'école de masse. La masse doit être d'abord individualisée. Trente élèves par classe, deux milliers de spectateurs ou d'auditeurs. *Carmen* dans un stade de cent mille places est sûrement un record, aucunement de la culture. Il convient aussi de faire la distinction entre culture et divertissement. Lequel peut être, bien entendu, aussi nécessaire qu'honorable. Enfin, le stade est-il un « lieu culturel » ? On peut se poser la question depuis qu'on s'y égorge. Il fait un peu trop penser à une certaine vieille culture romaine « pour le peuple » : « Du pain et des jeux ».

Cependant, la scolarisation, apprentissage de la culture, montre, elle, un progrès qualitatif considérable. Mais pourquoi les enfants du primaire, il n'y a pas si longtemps, apprenaient-ils sans torture l'orthographe non simplifiée, que leurs modestes maîtres savaient si parfaitement ? Et voilà qu'on nous apprend que 4 % (calculez en nombre) des étudiants – enseignement dit « supérieur » – n'ouvrent jamais un livre.

Il n'est décidément pas si facile de s'y retrouver dans ce qu'on appelait « culture », ou simplement « connaissance » ; ou plus modestement encore : instruction.

HOMME de cabinet (ministériel), mais non moins homme de terrain, l'auteur a prouvé en avançant une démarche où il ne se découragea jamais. Ainsi du côté des agents économiques qui lui opposaient les choses sérieuses. Il n'en a pas moins fini par déclencher un actif mécénat d'entreprise. Devenu « entrepreneur » à la tête d'une grande « chaîne », il s'enflamme pour la « *vocation culturelle des médias* ». Souhaitons-lui bonne chance.

Il n'en a pas moins cru à la fin de l' « *âge d'or* » qu'il voyait dans les trente années écoulées. Presque pour finir, il se demande si la « *politique culturelle a un avenir* ». Qu'est-ce, au juste, que la « *libre culture* » ? En tout cas, le voilà aussitôt engagé sur « *les chemins de la plénitude* ».

Ce chapitre final commence par la référence à une enquête de Pierre Dumayet publiée l'année dernière. Jacques Rigaud y choisit quatre réponses, à la fois représentatives et significatives. Un « cadre moyen » ne cache pas son allergie au mot culture et à tout ce qu'il signifie. Une jeune fille ne goûte que le rock ; non sans quelque dégoût, puisqu'elle le qualifie de « *musique sale* » ; mais la « grande musique » la dépasse. Un éleveur avoue qu'il a déjà « *des vaches plein la tête* » (avoir la tête pleine de quelque chose, n'est-ce pas déjà une culture ?). Enfin, un autre agriculteur (bien significative cette pudeur qui prévient le sourire) confie : « *Je vais vous faire rire : je suis en train de lire l'Iliade, que je découvre.* »

Jacques Rigaud conclut par une volonté, presque un ordre : « *L'engagement culturel ne doit connaître ni terme ni repos* » ; et par un vœu impératif : « *Que le créateur puisse s'exprimer, et que le plus modeste accède au partage...* » Mais quand le moins modeste se refuse à entreprendre le voyage ? La réponse ne serait-elle pas apportée, justement, par l'homme de la terre qui, lui, s'est embarqué spontanément avec Homère, cet inconnu ? Il fait penser à son ancêtre, l'ouvrier quarante-huitard qui consacrait ses soirées à Michelet et à Hugo.

A propos, retenons tout de même que la révélation de notre contemporain lui est venue, non du petit écran, mais d'un livre. Un de ces objets auxquels, paraît-il, des étudiants – ces cultivés professionnels – ne touchent jamais.

(1) Jacques Rigaud, *la Libre Culture*, Gallimard, Paris, 1990, 456 pages, 115 F.

PHILOSOPHIE

TRAITÉ DU LIBRE ARBITRE. – Yves Simon

★ *Editions universitaires de Fribourg, (Suisse), 1989, 144 pages, 18 FS.*

Disciple de Jacques Maritain, Yves Simon tente, dans ce court traité d'une grande densité conceptuelle, de repenser, à partir des présupposés de la philosophie thomiste, l'ensemble des problèmes que soulève la notion de libre arbitre. Sa thèse implicite est que ces problèmes ne peuvent recevoir de solution cohérente que dans le cadre de cette philosophie, en évitant notamment toutes les impasses habituelles vers lesquelles mène l'affirmation du libre arbitre, à commencer par celle de la liberté d'indifférence.

ALAIN BIHR.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

DICTIONNAIRE DE LA POLICE ET DE LA PÈGRE. – Jean-Paul Brunet

★ *Américain-français, français-américain, La Maison du dictionnaire, Paris, 1990, 976 pages, 550 F.*

Un ouvrage étonnant, unique, et qui le restera sans doute longtemps car les connaisseurs du vocabulaire de la police et de la pègre en France, au Canada et aux États-Unis ne doivent pas être légion ! Jean-Paul Brunet aborde tous les domaines possibles et imaginables.

Pour la police, sont traitées les questions de personnel, d'équipement et de matériel et les diverses méthodes de maintien de l'ordre. Deux index, l'un américain, l'autre français, ainsi que 48 pages d'illustrations complètent cet ouvrage de référence hors du commun.

B. C.

● RÉPERTOIRE DES SIGLES ET ACRONYMES EN USAGE DANS LA FRANCOPHONIE. – Compilé par Jean-Marie Quenneville. (*Deuxième édition revue et commentée. Banque internationale d'information sur les États francophones, Ottawa, 1990, 214 pages.*) Un répertoire très utile pour s'y retrouver dans le maquis des sigles et des acronymes des institutions des États francophones et de ceux qui entretiennent des rapports avec eux en Afrique, en Asie et aux Caraïbes.

HISTOIRE

NATIONALISME, ANTISÉMITISME ET FASCISME EN FRANCE. – Michel Winock

★ *Le Seuil, coll. « Points/Histoire », Paris, 1990, 446 pages, 45 F.*

A la fin du dix-neuvième siècle, avec le développement du capitalisme financier et international, les bouleversements sociaux, les crises et les scandales qui l'accompagnent, l'implantation durable d'une République laïque et parlementaire, se forge en France un nationalisme conservateur et fermé, avec son discours sur l'éternelle décadence où le juif est le coupable désigné, l'appel au chef providentiel restaurateur des valeurs et de l'ordre ancien.

De Boulanger à de Gaulle, de Huysmans à Bernanos, de l'affaire Dreyfus à Céline, Michel Winock retrace et analyse les figures et les moments du nationalisme, de l'antisémitisme et du fascisme français depuis un siècle. Etonnant et passionnant cheminement par lequel se lient et s'amalgament les ingrédients du discours politique de l'extrême droite.

C. de B.

HISTOIRE DES ALBIGEOIS. – André Nataf

★ *Pierre Bordas et fils, Paris, 1989, 383 pages, 120 F.*

André Nataf propose une lecture du phénomène cathare à la *fois* libertaire et très contemporaine dans son propos, que révèle le sous-titre osé : *Nous sommes tous des cathares*. Juxtaposant une analyse du catharisme dans ses rapports avec les hérésies qui lui sont antérieures ou concomitantes, une approche de la culture occitane des douzième et treizième siècles, et un récit de la croisade déclenchée à l'initiative du pape Innocent III en 1208, l'auteur montre que la conquête du Sud par le Nord fut un long massacre, une entreprise d'éradication de spécificités régionales progressistes par la machine totalitaire de l'Inquisition que conduisaient les dominicains, et peut-être surtout un désastre culturel pour les pays d'Oc et pour la France en devenir. Car André Nataf associe aux cathares l'idée de démocratie, aux communes celle de liberté, et aux troubadours celles de civilité et d'ouverture. C'est, dit-il, une certaine idée de l'Europe et de la France qui s'est jouée dans la conquête du Midi au temps de Philippe Auguste et de Saint-Louis.

PHILIPPE VIDELIER.

HISTOIRE DES MARRANES. – Cecil Roth (traduit de l'anglais par Rosy Pinhas-Delpuech).

★ *Liana Levi, Paris, 1990, 344 pages, 160 F.*

Publiée pour la première fois en 1932, l'étude de l'historien britannique Cecil Roth sur les marranes demeure passionnante en dépit de son âge et de l'approfondissement du sujet, depuis lors, par d'autres chercheurs. Les marranes, ces juifs hispano-portugais appelés aussi « nouveaux chrétiens » parce que, en raison des persécutions, ils durent faire mine de se convertir au catholicisme, eurent des précurseurs ailleurs, en Europe notamment, l'antijudaïsme n'ayant pas été l'apanage de la péninsule ibérique. Leur originalité vient de ce qu'ils se sont transmis, de génération en génération, dans le plus grand secret, à partir de 1492, le souvenir de leur source, et, dans la mesure du possible, leurs traditions. Cecil Roth narre cette hallucinante histoire, insistant longuement sur l'ignominie de l'Inquisition. Il décrit l'extraordinaire vitalité des diasporas marranes en Europe et jusque dans les Amériques, et leur rôle vital sur les plans politique, scientifique, financier, commercial et même militaire. La résurgence de communautés marranes, à nouveau ouvertement juives au XXe siècle au Portugal, constitue peut-être l'une des plus fascinantes facettes de cette culture clandestine.

J. D.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateurs délégués : Antoine Griset - Nelly Pierret

Imprimerie du *Monde* 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY

OJD 1989

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) (1) 05-36-11-11.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

SOUS LE REGARD DES AUTRES

Le devoir d'Israël

Par WOLFGANG SLIM FREUND *

LE syndrome conflictuel Israël-Palestine n'obéit pas aux règles habituelles voulant que, tôt ou tard, les litiges territoriaux finissent par se résoudre. Au contraire, il se régénère constamment. Dès que les naïfs de ce monde croient tenir le bon bout d'une solution négociable, une redistribution des cartes intervient brutalement du fait d'un des principaux acteurs : tels le général Ariel Sharon envahissant le Liban en 1982 ; M. Shimon Pérès ordonnant le raid sur Tunis le 1er octobre 1985 ; M. Yasser Arafat décidant brusquement, à la fin de l'hiver 1986, de rompre avec le roi Hussein ; le gouvernement israélien faisant abattre, fin 1987, toujours à Tunis, Abou Jihad, le numéro deux de l'OLP ; ou encore les Palestiniens de l'intérieur déclenchant l'Intifada ; puis les Israéliens, à nouveau, organisant une vague d'immigration de juifs soviétiques... La liste est longue et loin d'être exhaustive. Une fâcheuse dialectique entre causes et effets semble compromettre toute volonté politique, d'où qu'elle vienne, d'arriver à une paix « juste et durable ».

La confrontation israélo-palestinienne est aussi l'expression d'un conflit de civilisation. Il ne s'agit certes pas de réactiver les clivages désuets opposant la « civilisation arabo-musulmane » à l'« univers judéo-chrétien ». Posé de cette manière, le problème est faussé, puisque les deux parties prenantes – juifs sionistes d'un côté, Arabes musulmans de l'autre – se partagent une seule mémoire collective, sémitique, au regard de laquelle les divergences entre les deux civilisations – et même entre les deux religions – peuvent paraître très relatives. *« Un parallèle judéo-islamique frappant apparaît dans le système du droit religieux oral, une réglementation divine détaillée des questions de morale et de coutume dans la vie quotidienne »*, souligne à juste titre David K. Shipler, dans *l'Etoile et le Croissant* (1). Mais l'auteur de ce très beau livre n'est pas dupe : *« Peu de juifs et d'Arabes reconnaîtraient volontiers la richesse de cet héritage commun, le mouvement d'influence pénétrante entre leur culture et leur religion* (2). » L'actualité « écrase » pour le moment les données permanentes de la relation judéo-musulmane, israélo-arabe (3).

La double ignorance

L'INTERROGATION sur un prétendu conflit de civilisation entre Israéliens et Palestiniens n'a de sens que dans la mesure où elle pose honnêtement la question-clé : *« Qu'est-ce que le sionisme, en réalité ? »* Dans le discours habituel des Arabes, ce terme est l'équivalent de racisme, colonialisme, néocolonialisme, tête de pont stratégique de l'Occident en Orient. Or toutes ces définitions possèdent un dénominateur commun : elles éclipsent, au niveau de l'énoncé du problème, les premiers interlocuteurs en matière de sionisme, c'est-à-dire les sionistes eux-mêmes.

* Professeur associé à l'université Paris-II.

La plupart des Arabes ignorent le sionisme qui, au départ, présente une idéologie émancipatrice appelée à conduire les minorités juives essaimées de par le monde, et vivant souvent dans des conditions précaires et peu sécurisantes, vers un avenir communautaire stable. Deux grands courants spirituels, devenus idéologiques par la suite, caractérisent la tendance sioniste :

– la version religieuse exalte la promesse biblique qu'un jour le peuple juif sera réuni sur sa terre promise, qui n'est autre que celle de la Palestine. Et il serait probablement vain d'espérer que les fidèles d'un tel sionisme inspiré puissent, un jour, devenir les interlocuteurs idéaux pour des Palestiniens désireux de paix et de compromis honorable. *« La Bible ne nous enseigne pas la tolérance... Elle n'est pas source de tolérance. N'en cherchez pas dans ses pages, vous n'y trouverez que passion, ferveur et extrêmes. Les personnages de la Bible sont des extrémistes... On peut invoquer Dieu pour expulser les Arabes de chaque pouce de ce territoire... Le passé peut servir toutes les fins* (4) » ;

– le sionisme concret des dix-neuvième et vingtième siècles est un mouvement sociopolitique à tendance socialiste né des bouillonnements prérévolutionnaires de la Russie tsariste et visant à la mise en place d'une société-Etat pour les juifs errants du monde entier. Si Theodor Herzl, père fondateur de cet Israël concret, a vaguement senti l'existence d'une problématique régionale dépassant les idéaux sionistes (*« Nous formerions là-bas* [en Palestine], *pour l'Europe, un morceau de ce mur contre l'Asie ; nous prendrions en charge les avant-postes de la civilisation contre la barbarie* (5) »), il n'est pas moins vrai que l'existence séculaire d'une population arabe en Palestine fut superbement ignorée par les stratèges du sionisme colonisateur.

Il n'y avait guère autre chose au départ : ferveur et fidélité religieuses, d'un côté ; projet sociopolitique jugé d'avant-garde, de l'autre. Les deux tendances, opérant à divers degrés d'intensité dans les communautés juives historiques (essentiellement européennes jusqu'au milieu du vingtième siècle, puis orientales et maghrébines), n'ont jamais ouvertement posé l'autre problème : celui de la présence d'une population autochtone non juive en Palestine. Ignorance, calcul politique, syndrome de la « quantité négligeable » ? Probablement un peu de tout.

Aux yeux de ses défenseurs, le projet sioniste revêt une qualité de grande moralité sociopolitique. Ils renvoient à deux traits fondamentaux du judaïsme qu'ils espèrent toujours opérants : la quête d'une vie collective émanant directement des commandements de la Bible, c'est-à-dire de la volonté de Dieu et, par extension, la recherche d'une vie sociale juste, conformément à l'idéal socialiste qui inspira les premières structures collectivistes du foyer national juif naissant au début de ce siècle.

Cette lame de fond collectiviste était, par définition, d'inspiration laïque, areligieuse (il y a même des kibboutzim en Israël où l'on pratique l'élevage des cochons). En réalité, orthodoxie religieuse et sionisme socialiste se supportent plutôt mal en Israël depuis toujours. Or il n'empêche que cette double culture dont la vie publique est imprégnée en permanence contribue à exacerber les interrogations moralisantes auprès d'une large fraction des Israéliens devant les grands problèmes posés. Sans ce double fond religieux et socialisant de la conscience collective, cette sensibilité moralisante à fleur de peau que l'on observe chez la plupart des Israéliens de souche serait impensable.

« Israël est-il une nation plus morale que les autres ? Cette ambition, souvent proclamée, l'aura beaucoup servi et, curieusement, desservi : il sera toujours plus sévèrement condamné pour des manquements distraitement tolérés chez tous les autres, et chez ses adversaires (6). » Il n'est certes pas question de nier ou de minimiser les sentiments d'autosatisfaction, d'arrogance et d'élitisme qui se sont développés dans une société israélienne victorieuse face à des revendications palestiniennes et arabes aussi justes que le droit d'Israël à son existence.

Depuis le début des années 80, la société israélienne semble donner dangereusement dans les couleurs fascisantes. Mais l'autre Israël existe toujours, ces juifs fidèles à leur Dieu et à leurs idéaux humanistes qui ne sauraient tolérer aucune déviance définitive dans la recherche de la justice et de l'approfondissement de l'humanisme. Nahum Goldmann en était bien conscient lorsqu'il écrivait en 1975 (7) qu'un Israël menaçant en permanence la paix mondiale par ses intransigeances hautaines à l'égard des droits palestiniens les plus élémentaires n'aurait aucune perspective d'avenir.

A l'aune de sa propre morale

ISRAEL et son projet de société ne cesseront jamais d'être jugés à la lumière des ambitions idéologico-morales du mouvement sioniste initial, du judaïsme tout court. Le monde espère quelque chose de positif, pour son propre avancement, des représentants d'un peuple qui serait, d'après sa propre philosophie existentielle, élu par Dieu. Election divine ne signifie aucun privilège, aucun avantage sur les autres. Au contraire, l'état de peuple élu équivaut, dans le discours juif authentique, à une lourde responsabilité devant l'Eternel, et cela au profit du monde entier. Or ce devoir universel s'inscrit en porte-à-faux contre nombre d'actions politiques concrètes que l'Etat d'Israël a entreprises depuis sa création, avec une certaine régularité, à l'égard de ses premiers « partenaires » objectifs : les Palestiniens musulmans et chrétiens, tout particulièrement, et les Arabes en général.

Israël n'est pas un Etat comme les autres. Ni suivant l'image qu'il donne de lui-même ni dans la vision des autres. Ses représentants,


Lauros Giraudon - © ADAGP

MARC CHAGALL
« Moïse recevant les Tables de la Loi » (1950)

son discours et sa praxis sont jugés mondialement sans complaisance ni concessions, d'après les paramètres éthiques que les juifs mêmes avaient dressés afin de déterminer leur rôle dans le monde.

Tout ce qui est juif fascine, renvoie au fondement de l'existence. Même les ennemis jurés des juifs en sont conscients et orchestrent leurs coups à la mesure du défi posé. Celui qui prétend fonder son action sur le code moral le plus élaboré que l'histoire ait légué jusqu'à ce jour, celui de la Bible, aura forcément des ennuis lorsqu'il s'éloignera lui-même de ses propres principes.

Ainsi le reste du monde sera intraitable (par arrogance et dans l'autosatisfaction de se débrouiller mieux que les juifs, dans sa voie médiane et tiède qui est aussi le label de sa médiocrité !) dès qu'Israël ratera le coche et faillira à la mission qu'il s'est imposée, mission de paix et de promotion de l'homme, non de guerre, de conquêtes territoriales et d'exhibitions élitistes. La réconciliation avec les Palestiniens – l'Histoire en a vu d'autres ! – serait la preuve maîtresse que cette vocation, qu'Israël considère comme sienne, est autre chose qu'un mythe savamment entretenu.

Le monde – ce monde laïc et impitoyable – y veillera avec le regard fixe et dilaté de celui qui se sent pris par la peur du contraire.

(1) David K. Shipler, *l'Etoile et le Croissant*, Presses de la Cité, Paris, 1988, p. 302. (Titre original en anglais : *Arab and Jew. Wounded Spirits in a Promised Land*, 1986).

(2) Op. cit., p. 308.

(3) *Cf.* Wolfgang Slim Freund, « Jüdisches Erbe arabischer Länder : ein « vergessenes Thema der zeitgenössischen Orientforschung », *Orient*, Hambourg, vol. 27, janvier 1986, pp. 104-126.

(4) Propos du rabbin David Hartman cité par David K. Shipler, op. cit., pp. 117 et 118.

(5) Theodor Herzl, « *Wenn ihr wollt, ist es kein Märchen », Altneuland/Der Judenstaat »*, Jüdischer Verlag, Kronberg/Taunus (RFA), 1978, p. 213.

(6) Albert Memmi, dans sa préface au livre de David K. Shipler, op. cit., p. III.

(7) Nahum Goldmann, « *Où va Israël* », Calmann-Lévy, Paris, 1975.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois d'août 1990 a été tiré à 166 000 exemplaires.

